

**M. Kohl a présenté
au Bundestag
sa « politique du milieu »**

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE
DE BERNARD BRIGOULEIX

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 000 F; Maroc, 3 000 F; Tunisie, 2 000 F; Allemagne, 1 500 F; Belgique, 1 500 F; Canada, 1 500 F; États-Unis, 2 750 F; Espagne, 1 500 F; France, 3 500 F; Grèce, 1 500 F; Italie, 1 500 F; Japon, 2 500 F; Liban, 2 500 F; Luxembourg, 2 500 F; Norvège, 2 500 F; Pays-Bas, 1 500 F; Portugal, 1 500 F; Royaume-Uni, 2 500 F; Suède, 2 500 F; Suisse, 1 500 F; Tchécoslovaquie, 1 500 F; Yougoslavie, 1 500 F.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS CEDEX 09
Tél. 4267 - 23 PARIS
C.C.P. 4267 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le dilemme de M. Arafat

Une course contre la montre semble engagée depuis quelques jours entre le dernier bastion des « durs » du monde arabe et de la résistance palestinienne et le camp des modérés, lequel a rallié le nombre de ses vœux M. Arafat.

Le président du comité exécutif de l'O.L.P., qui estime que la tâche prioritaire est d'empêcher l'annexion par Israël de la Cisjordanie et de Gaza, après le départ des combattants palestiniens du Sud-Liban et de Beyrouth, a accepté le plan de paix du sommet de Fès, s'est gardé de rejeter le plan Reagan, et s'est rapproché, comme le souhaitait Washington, du roi Hussein de Jordanie.

Sans doute pour maintenir le moral de ses troupes durablement éprouvées avant d'être dispersées dans plusieurs pays arabes, M. Arafat n'a-t-il cessé de répéter au cours de sa récente tournée au Proche-Orient que les forces palestiniennes « continueront le combat », mais il est également allé assez loin dans la voie des concessions.

Ainsi, le Père Virgilio Levi, rédacteur en chef de l'« Osservatore romano », organe du Vatican, vient-il de révéler que le pape Jean-Paul II avait, lors de son entretien avec M. Arafat, souligné la nécessité que l'O.L.P. « reconstruise la sécurité d'Israël » en renonçant à son terrorisme et contribue à la renaissance d'un Liban souverain, indépendant et ayant sa propre identité. « M. Arafat, ajoute le Père Levi, a explicitement dit au pape qu'il acceptait ces trois points ».

Dès lors, il est légitime de se demander, comme l'a fait M. Claude Cheysson à Tunis, pourquoi M. Arafat, qui a multiplié depuis quelques mois les déclarations conciliantes, ne s'engage pas publiquement et officiellement à accepter le principe de la reconnaissance mutuelle avec Israël, proclamation qui lui ouvrirait la porte de l'Élysée et, sans doute, de la Maison Blanche, et renforcerait considérablement la main diplomatique de l'O.L.P. Elle isolerait non seulement M. Begin, mais tout dirigeant israélien entendant poursuivre sa politique et s'obstinant à ne parler des dirigeants de l'O.L.P. qu'en terme de « terroristes ».

C'est précisément cette intransigeance qui donne des arguments à l'aile gauche de l'O.L.P. et à la Syrie. Celle-ci n'assiste pas sans appréhension au rapprochement palestinien-jordanien préfigurant une éventuelle fédération, et Damas, qui a un vieux contentieux avec M. Arafat, vient de contester son droit à négocier avec le roi Hussein sans avoir reçu l'aval de toutes les organisations membres de l'O.L.P. Or, cinq d'entre elles, réunies à Damas, viennent de rejeter toute idée de lien avec la Jordanie.

Face à une telle contestation, les modérés qui soutiennent M. Arafat pressent le mouvement et s'efforcent de marquer des points pour démontrer que leur stratégie est la meilleure. C'est ainsi qu'après le Fald d'Arabie Saoudite et Hassan II du Maroc seraient intervenus auprès du président Reagan pour qu'un représentant de l'O.L.P. soit reçu à la Maison Blanche le 22 octobre avec les autres membres du comité des sept qui doit présenter le plan de paix arabe.

Un refus américain sur ce point ne compromettrait sans doute pas la mission de cette délégation — comme l'a remarqué le roi du Maroc — mais il compliquerait sa tâche. Depuis la fin du sommet de Fès, début septembre, les perspectives d'éventuelles chances de succès de la négociation ne se sont, en effet, nullement dégaies en dépit de la « conjonction d'éléments favorables » dont vient de parler M. Cheysson après avoir rencontré M. Arafat à Tunis.

LA FRANCE ET LA CRISE POLONAISE

Les ministres communistes approuvent la condamnation portée par M. Mitterrand

En Pologne, le travail semblait devoir reprendre, jeudi, aux chantiers Lénine de Gdansk, après leur militarisation. Des manifestations avaient éclaté, cependant, à Wrocław et à Cracovie, et la tension restait forte.

La situation dans ce pays, après l'interdiction du syndicat Solidarité, a donné lieu, mercredi 13 octobre, au conseil des ministres, à un « tour de table », au cours duquel M. Mitterrand a longuement expliqué les difficultés auxquelles se heurte toute tentative d'influer, de l'extérieur, sur les décisions prises en Europe de l'Est.

S'exprimant au nom des ministres communistes, M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, a souligné que les solutions aux problèmes qui se posent en Pologne doivent partir des « acquis » d'août 1980.

À Paris, le premier ministre répond, jeudi après-midi, aux critiques et aux propositions des parlementaires communistes sur la politique économique et sociale.

La réalité de la répression en Pologne, se trouve, une fois de plus, amenée au débat politique français. L'opposition base le pouvoir d'« hypocrisie » et souligne que le chef de l'État dénonce un « système » incarné, en France, par les membres d'un parti, le représentant au gouvernement. Il est vrai que la situation qui prévaut en Pologne « sert les caricatures de la droite », comme l'a déclaré, mercredi 13 octobre, à France Inter, M. Lionel Jospin. Les reproches du premier secrétaire du P.S. vont ainsi aux communistes français, complices, à ses yeux, de « manœuvres de fratrie » à l'égard des travailleurs polonais. M. Jospin souhaite donc que le P.C.F. « s'exprime avec plus de force » sur la Pologne.

Le contraste est grand, en effet, entre la déclaration de M. Jospin, « déplorant » à l'étranger, et Charles de Gaulle, lundi 11 octobre, mettant en cause, précisément, le « système », et celles de deux ministres communistes, la veille, caractérisées par un conseil d'« étude » du problème posé par la dissolution du syndicat Solidarité. Le contraste est grand entre la condamnation de cette « répression du droit » formulée par M. Mitterrand et la « préoccupation » exprimée par M. Fierman. Dans ces conditions, la droite aurait tort de ne pas chercher à exploiter ce qui pourrait apparaître comme un problème de gouvernement.

Cette question a nourri l'essentiel du débat du conseil d'« étude » des ministres. Comme au lendemain de l'occupation de la Pologne « par sa propre armée », selon l'expression de M. Pierre Mauroy,

le chef de l'État a procédé à un « tour de table » avant d'analyser lui-même les événements. Cette analyse s'inscrit dans le droit fil des déclarations qu'avait faites M. Mitterrand avant même qu'il n'accédât à la plus haute charge.

Le président de la République considère, en effet, que la situation polonaise est liée à celle d'un empire et qu'elle ne peut donc être corrigée par des événements limités géographiquement à une petite partie de cet empire.

Déjà le 8 septembre 1980 (au « Club de la presse » d'Europe 1), c'est-à-dire au lendemain des accords de Gdansk, celui qui était encore le premier secrétaire du P.S. avait déclaré : « Je considère comme absolument impossible la cohabitation du système marxiste-léniniste et des libertés institutionnelles. Il y aura donc, à un moment ou à un autre, confrontation ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un dirigeant d'Action directe est arrêté à Paris

Saisie de documents sur l'attentat de l'avenue de La Bourdonnais

Au cours d'une opération commandée mardi 12 octobre, les services de police ont arrêté un homme considéré comme l'un des principaux dirigeants du groupe terroriste Action directe. Il s'agit de Frédéric Oriach, âgé de vingt-huit ans.

La police a saisi, à cette occasion, des documents sur des attentats commis l'été dernier à Paris, notamment celui de l'avenue de La Bourdonnais qui, le 21 août, avait coûté la vie à deux policiers de la brigade de police.

Les policiers français ont aussi arrêté à Bayonne un Basque espagnol, responsable présumé de l'ETA politico-militaire. Il a été écroué.

Le débat sur l'insécurité et les remèdes qu'il convient de lui apporter risque, d'autre part, de rebondir avec celui engagé sur le réforme pénale. L'avant-projet de code dont nous publions aujourd'hui les grandes lignes prévoit la limitation des courtes peines d'emprisonnement. Du à M. Badinter lui-même, cet avant-projet se veut libéral et moderniste et doit faire l'objet d'une vaste concertation avant sa discussion au Parlement, probablement au printemps prochain.

LIBÉRAL ET MODERNISTE

Le futur code pénal limitera le nombre des courtes peines de prison

M. Badinter a mis lui-même la dernière main au projet de nouveau code pénal. Cent cinquante-cinq articles sont déjà prêts et l'ensemble du projet sera soumis au Parlement au printemps prochain. Agrégé de droit et ancien professeur, M. Badinter ne cache pas qu'il « aime faire la loi ». En agissant ainsi, il fait d'abord de la politique, pour laquelle il se manifeste moins de passion, et c'est sur ce terrain qu'il sera jugé plutôt que sur sa performance de rédacteur.

La commission de révision qu'il préside en personne s'est inspirée d'un projet que M. Giscard d'Estaing

avait mis à l'étude et qui avait été écarté au profit de la loi « sécurité et liberté ». Deux ans après la parution de Peyrefitte, la gauche reprend à son compte ce projet, qu'on peut qualifier de libéral et de moderniste, et lui imprime sa propre marque, qui est au premier chef celle du garde des sceaux.

Ce démarquage est d'abord philosophique. L'une des grandes idées du projet écarté par M. Peyrefitte, tenait à un changement de vocabulaire.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 24.)

POINT

Amalgames et diversions

La gauche reproche naturellement à M. Chirac de pratiquer l'amalgame et la diversion.

L'amalgame, elle le voit dans la dénonciation par le maire de Paris de la concomitance d'affaires fort différentes, concomitance dans laquelle il voit une « opération orchestrée par le pouvoir » contre lui. La diversion, la gauche et le gouvernement veulent la démontrer en affirmant que M. Chirac tente de se présenter comme la cible innocente d'une machination. M. Chirac cause le malheur de réaliser l'amalgame. Il ne veut pas croire que « la veugle de calomnies qui déferle » sur lui ait été déclenchée fortuitement. A son tour, il reproche à ce même pouvoir de conduire par la voie des médias une opération de diversion afin d'amoindrir le rôle de Paris, l'ancien candidat à l'Élysée, le président de l'opposition nationale qu'il est tout à la fois. Le pouvoir voudrait également par ce moyen détourner l'attention de l'opinion aussi bien de l'« absurde » réforme du statut de Paris que de l'« inquiétude » et du « mécontentement » que provoque la situation économique et sociale. M. Chirac veut ainsi se poser en victime désignée de la vindicte du pouvoir et il dénonce « le spirale dangereuse » dans laquelle celui-ci s'engagerait.

Les socialistes, qui ont compris quel profil électoral le président du R.P.R. pouvait espérer tirer de cette situation, prêtent maintenant, par les voix de MM. Jospin et Quilès, la réduction aux dimensions d'un simple conflit entre le maire de Paris et la presse. Il reste donc à M. Chirac à démontrer plus concrètement l'« évidence » de la campagne qu'il dénonce.

Si M. Chirac et Jospin se retrouvent — seul point de convergence — pour souhaiter plus de « sérénité » et plus de « dignité » dans le débat politique, il n'est pas moins clair que leurs analyses et leurs choix sont de plus en plus antagonistes et irréconciliables.

(Lire page 12.)

Un réseau d'inflation

par PIERRE DROUIN

« Encore une minute, M. le Directeur ». Le gouvernement serait bien tenté, le 1^{er} novembre de retarder la pendule où l'on lira la fin du blocage des prix et des salaires, même si l'on prévoit une sortie très « dirigée ». Il est si commode de mettre un coin de l'économie en état d'hibernation ! Mais à trop pousser ce gel, c'est la gangrène qui menacerait. Le retour graduel

à la liberté est indispensable si l'on veut éviter que naissent des rigidités toujours causes d'inflation. Un exemple ? L'expérience prouve que s'ils durent trop les contrats États-profession pour modérer les prix ont tendance à s'aligner sur les firmes les plus fragiles, ce qui offre aux autres des « rentes de situation ». C'est précisément à tous ces facteurs de durcissement des mécanismes de formation des prix et des revenus que le gouvernement a maintenant le souci de s'attaquer. On ne peut que l'encourager à pousser plus loin que ses prédécesseurs son entreprise. Qu'on se rappelle le sort du fameux rapport Ruffet-Armand qui avait dévoilé, il y a vingt-trois ans, d'incroyables phénomènes de salaires. A peine 4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567

Le Monde

idées

Un septennat travailliste

par PHILIPPE ROBERT (*)

L'OPINION est complètement égarée par les contre-vérités proclamées par les hommes politiques, et à va falloir redécouvrir l'histoire économique de ces dernières années.

Aux yeux de la plupart des Français le septennat de Giscard d'Estaing a échoué pour avoir pratiqué une politique trop conservatrice et exagérément favorable au capital, et non au grand capital pour employer les termes de M. Marchais.

En réalité le septennat de Giscard d'Estaing a été exagérément favorable aux travailleurs salariés et défavorable aux détenteurs du capital et aux travailleurs non salariés. C'est ce que nous révéleront les comptes du surplus de productivité établis par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), publiés dans le troisième rapport de synthèse sur le revenu des Français (1) à la fin de 1981 et passés quasiment inaperçus à l'époque. Et pourtant ces comptes sont riches d'enseignement. Leur analyse conduit aux constatations suivantes :

1) Globalement le septennat Giscard d'Estaing est très favorable aux salariés (+ 303 milliards de francs de surplus alors que le surplus total n'est que de 273 milliards de francs) qui ont vu leur part augmenter plus que le total, c'est-à-dire au détriment de celles d'autres allocataires, essentiellement les travailleurs non salariés (- 15 milliards) et surtout les propriétaires et détenteurs de capital dont les loyers, les intérêts et les dividendes ont diminué de 123 milliards de francs.

Par contre M. Sarre en 1977 s'est efforcé de rétablir la balance en faveur des détenteurs de capital qui voient leurs gains atteindre 13 milliards, sans porter exagérément atteinte à ceux des travailleurs salariés (+ 38 milliards). Mais les années suivantes la balance penche à nouveau en faveur des salariés, et, en 1980, le deuxième choc pétrolier porte un coup mortel aux revenus du patrimoine et des travailleurs non salariés, tandis que ceux des salariés continuent de progresser imperturbablement.

Personne jusqu'ici ne s'était avisé, à part les économistes du CERC, de l'ampleur du phénomène, désigné par les médias, néaristiquement, confusément, les propriétaires de biens immobiliers, d'actions ou d'obligations

ont ressenti les effets de cette politique exagérément travailliste et fondamentalement anticapitaliste, et c'est sans doute la raison pour laquelle ils ont manifesté leur désaffection à l'égard du président Giscard d'Estaing et l'ont sanctionné électoralement par leur abstention, voire par des votes hostiles aux dernières élections présidentielles.

2) La deuxième constatation globale que l'on peut faire est que, outre les salariés, le grand bénéficiaire de l'effacement des surplus de productivité est l'Etat (+ 50 milliards de francs). On savait déjà que, avant de triompher sous Mitterrand, l'étatisme rampant s'était développé sous Giscard. D'ailleurs cette part croissante de l'Etat dans l'économie est consignée à juste titre par Jean-Hervé Lorenzi, Olivier Pastre et Joëlle Tolédano dans leur ouvrage sur « la Crise du XX^e siècle » (2) comme l'une des quatre causes de la crise.

3) La troisième constatation est la faible part des surplus de productivité allant aux consommateurs (+ 9 milliards de francs), tragiquement sacrifiés à la cause de l'inflation. En effet les gains de productivité peuvent être affectés aux consommateurs par diminution des prix, mais si tous les gains, et même davantage, comme cela a été le cas pendant ces sept ans, vont aux salariés, la conséquence est l'inflation. La hausse du niveau de vie se produit dans l'inflation en faveur des salariés par la hausse exagérée des salaires, au lieu de se produire par la diminution des prix en faveur des consommateurs.

4) Les revenus salariaux présentent, face aux variations de la conjoncture, une très grande rigidité qui leur permet de croître de façon accélérée et continue malgré les prélèvements des étrangers concédés aux pétroliers (101 milliards de francs en 1974 et 38 milliards de francs en 1980 vont aux fournisseurs étrangers). Ce résultat s'explique par la puissance des syndicats et la force de leur pression, ainsi que par la popularité dans l'opinion française des revenus du travail par opposition à la dévalorisation que subissent les revenus du capital. Il est en partie normal car

(*) Professeur à l'université, Paris-V.

les salaires sont fixes et constituent de ce fait une assurance face aux risques économiques. Inversement, les revenus du capital et des non-salariés, dans la mesure où ils découlent du profit, ne bénéficient d'aucune assurance ni garantie, de telle sorte qu'ils s'effondrent quand l'économie va mal. Qu'ils prennent tous les coups de la conjoncture est conforme au capitalisme puisque le profit est ce qui reste comme rémunération du risque quand tout est payé. Ces revenus non salariaux constituent les amortisseurs de l'économie et leur souplesse et flexibilité les rendent très préférables du point de vue de l'intérêt économique général à la rigidité des salaires.

5) Dans ces comptes de surplus du septennat Giscard, il y a en outre en filigrane l'échec de la gauche au pouvoir. Le mur des revenus non salariaux ayant disparu sous Giscard, l'économie prise en charge par Mitterrand ne dispose plus d'aucun amortisseur, et les cahots vont être brutaux. On s'en aperçoit maintenant. Le jugement des socialistes consiste en une erreur à 100 % : les choses allaient mal en France en 1981, non pas parce que la politique suivie par la majorité précédente était trop favorable au capital, mais parce qu'elle était trop complaisante à l'égard des travailleurs salariés. Et les socialistes vont en remettre ! La résultante n'est pas fait attendre : à 180 degrés à leur politique, n'en déplaise à M. Mauroy qui continue de porter de socialisme alors qu'il est contraint par les faits de faire une politique considérablement habituellement antisocialiste. On ne peut plus faire payer les riches, ils sont en droit de répondre aux « tapeurs » : « Nous avons déjà donné sous Giscard ». Pour éviter la banqueroute, il n'est plus d'autre solution que de faire payer tout le monde par le blocage des salaires, la baisse du pouvoir d'achat, la réduction des prestations sociales, l'augmentation de la fiscalité, les dévaluations en chaîne, etc... Et ce n'est qu'un début !

(1) Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) : Les revenus des Français, troisième rapport de synthèse, pages 19 à 30.

(2) Jean-Hervé Lorenzi, Olivier Pastre, Joëlle Tolédano : « La crise du XX^e siècle », Economica 1980.

Informier, expliquer

par GABRIEL GOSSELIN (*)

P OUR les socialistes, la moralité n'est pas à l'ordre du jour, ni la passivité, ni la critique. Les constructions abstraites ne sont plus de saison, mais les réalités et les réalisations. C'est parce que nous rencontrons de grandes difficultés qu'il nous faut expliquer les axes de la politique gouvernementale, informer et mobiliser, mettre en œuvre de nouvelles pratiques politiques.

L'axe principal de cette politique, on le sait, c'est le triptyque : décentralisation, nationalisations, planification. Pour lutter contre l'héritage, ce double mur de l'argent et de la techno-bureaucratie. Pour accroître l'emploi et diminuer l'inflation, non malgré la crise mais à l'issue d'elle. La méthode fondamentale est aussi l'objectif essentiel : c'est une philosophie politique. Celle de la concertation et de la négociation, générales et systématiques. Parce que la recherche de la coopération active des partenaires sociaux et de la solidarité nationale est au fondement de la démarche autogestionnaire. Rendre leur responsabilité aux acteurs sociaux, rechercher le pluralisme, convaincre et non contraindre, c'est toujours défendre la liberté.

Mobiliser pour la liberté est nécessaire. Arriver au gouvernement n'est pas contrôler l'Etat, encore moins « avoir le pouvoir ». Il ne s'agit pas d'utiliser l'appareil d'Etat comme il est, de faire voter de bonnes lois et d'édicter de bons décrets, de s'appuyer sur de bons fonctionnaires. L'Etat n'est pas un arbitre au-dessus des classes, et notre société n'est pas sans contradictions. Si donc nous voulons occuper le gouvernement mais changer l'Etat, il y a qu'une voie : articuler l'action gouvernementale sur les mouvements populaires. Le rôle des partis de la majorité est ici irremplaçable. Pour le parti socialiste, cela signifie développer le militantisme plus qu'avant, approfondir la démocratie interne plus qu'avant. C'est sur ces deux bases qu'il faut renforcer notre unité et notre fraternité, pour susciter la mobilisation de tout un peuple.

Il faut nous donner des rythmes et des moyens nouveaux pour être la première force de proposition et de mobilisation du pays. En commençant par une « grande » campagne d'information en direction des socialistes et de tous les Français. Nos

élus, notamment, ont à une tâche essentielle. Tous nous devons donner des explications sur les décisions prises et à prendre, replacer celles-ci dans une cohérence politique générale, informer des priorités à court et à moyen terme, préciser à chaque catégorie, concrètement, ce que suppose pour elle la politique adoptée. Expliquer « sur le terrain », informer, c'est aujourd'hui essentiel pour gagner les batailles engagées. En sens inverse, il faut faire remonter les informations vers le gouvernement, sur la façon dont est appliquée et vécue sa politique, sur les luttes et les revendications. Les sondages ne suffisent pas pour éviter une coupure entre le gouvernement et les Français. Nos élus, ici encore, ne peuvent être remplacés.

Cette mobilisation dans l'information et l'explication nécessite de nouvelles pratiques politiques. Entre les socialistes du gouvernement, le bureau exécutif du parti socialiste et les bureaux de ses groupes parlementaires. Entre nos camarades des cabinets ministériels, les commissions d'études du P.S. et les travaux de nos groupes d'élus. Entre les instances nationales fédérales et locales du P.S. A tous les niveaux, l'exigence d'une plus grande démocratie dans la communication interne apparaît. Rien ne fait mieux apparaître ce besoin que le travail urgent d'information. Cels doit se traduire dans la presse du parti, dont une partie (hebdomadaire) devrait être le support principal de cette campagne permanente. Ces rythmes et ces moyens nouveaux exigent des forces nouvelles. Il faut accroître la rotation et le renouvellement des responsables, développer la formation des nouveaux adhérents et des nouveaux responsables.

C'est dire que le succès de notre voie française au socialisme impose un changement de bien des mœurs politiques. Pour amplifier le renouveau de la gauche socialiste commencé à Epinay, et bien avant 1971, le transformer en renouveau national, il nous revient en définitive de réconcilier la politique et la morale, ici et maintenant. Pour ne pas perdre un état de grâce, cette originalité et cette espérance grâce auxquelles nous pourrions lever bien des obstacles.

(*) Délégué de la Fédération du Nord du P.S.

Politique et économie

Devant la menace de faillite, la séparation entre une « gauche généreuse » et une « droite égoïste » n'a pas de réalité profonde, estime Pierre Lefranc : les Français doivent impérativement se rassembler. Autre clivage, celui des titulaires de « rentes de situation » et des autres. Pierre Drouin s'en prend aux soléroses et rigidités qui alimentent un puissant réseau d'inflation. Contrairement aux idées reçues, Philippe Robert prouve que le septennat de M. Giscard d'Estaing a été plus favorable aux travailleurs salariés qu'aux détenteurs de capital. De son côté, Gabriel Gosselin demande que l'on articule l'action gouvernementale sur les mouvements populaires.

Vers un rassemblement

par PIERRE LEFRANC

C EUX qui ont partagé les aspirations du général de Gaulle et qui l'ont suivi - parfois plus de trois Français sur quatre - ne peuvent accepter que la France soit coupée en deux par une ligne de partage artificielle.

Cette séparation entre une « gauche généreuse » et une « droite égoïste » est une partition sans réalité profonde. Elle est voulue et entretenue par les partis politiques soucieux de leur influence.

Depuis la libération - pour ne pas remonter plus loin - la majorité a souvent été égarée de composantes, et

c'est bien ainsi. Il n'y a pas dans notre pays deux grands blocs de pensée compactes et inébranlables, il y a des noyaux actifs et une masse perméable aux circonstances. Cette masse réagit tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Elle souhaite le progrès social parce que nos concitoyens sont épris de justice, mais elle veut aussi à conserver le fruit de ses efforts et reste attachée à un ordre qui garantisse le respect du travail et la liberté d'entreprendre. Hier,

pour une série de motifs faciles à déceler, une majorité différente de la précédente s'est constituée ; aujourd'hui, cette nouvelle majorité, après des débats chimiques, se heurte aux dures réalités du temps.

Respectant les décisions du suffrage universel et les dispositions d'une Constitution qui reçoit l'appui d'une très large majorité de citoyens - près de 80 % - les Français et les Français doivent envier pour la sauvegarde de leur pays. La politique du pire qui consisterait à souhaiter une aggravation de la crise pour provoquer des changements politiques est un mauvais et coupable calcul.

L'opposition est le droit, et même le devoir, de critiquer les décisions qui lui paraissent mauvaises, mais elle perdrait son audience à remettre en cause la légitimité du pouvoir actuel et se discréditerait en l'insultant vulgairement.

Quant aux formations qui se disent gaullistes, elles trahiraient leurs sources d'inspiration à s'allier avec les forces réactionnaires et se couperaient des possibilités de participer un jour prochain à l'effort national pour le salut.

En raison des différences profondes qui séparent les socialistes des communistes, l'alliance de ces deux partis ne saurait durer. Sans doute resteront-ils unis jusqu'aux élections municipales, mais après ? Il est vraisemblable que le socialisme communiste sera ensuite de se placer dans la meilleure position possible pour retrouver leur audience aux législatives à suivre. La position la plus payante étant celle qui permet de critiquer et de revendiquer sans participer aux responsabilités, il est vraisemblable que c'est celle qui choisira le P.C.

En conséquence, il est à prévoir que le pays subira aussitôt des secousses qui menaceront son équilibre.

Devant la menace de paralysie et, de faillite, toutes les Françaises et tous les Français, laissant les extrêmes aux aventuriers, devront se rassembler. Les gaullistes, ceux qui sont uniquement satisfaits par des convictions et qui ont pour règle de faire passer l'intérêt du pays avant toutes préoccupations partiales, ne refuseront pas alors, j'en suis sûr, de se rassembler avec ceux qui auront la charge de la France.

Un réseau d'inflation

(Suite de la première page.)

A l'instar des syndicats de travailleurs, les professions libérales moutent leur ingérence, et bien peu avisés seraient le pouvoir qui, rangeant dans le même sac les représentants de tel ou tel secteur, prétendrait réformer leur statut sans regarder ailleurs. Tous, loin de là, n'ont pas des revenus excessifs par rapport à leur utilité sociale ou leur qualification.

L'exemple

En fait, une première ébauche d'action contre les rigidités du secteur privé ne sera politiquement tolérée que si l'Etat commence par donner l'exemple. Car, comme faut-il l'inflation dite avec plus ou moins de bonheur - structurelle -, il n'est pas mal placé. Même si elle correspondait à une promesse électorale difficile à transformer en mesure, elle fait acquiescer le verdict des urnes, l'embauche de deux cent mille fonctionnaires, dans une période de basses eaux économiques, n'est pas, l'on s'en doute, de nature à peser sur les courbes de hausses de prix.

Avec le projet de budget 1983, qui affiche une réduction de 8 % du volume des dépenses de fonctionnement, un certain redressement a été opéré, mais il faut regarder de près la suite et la manière dont passeront dans les faits d'excellentes intentions annoncées récemment. Citons la volonté de réexaminer les services votés, le train de vie de l'Etat, l'utilité de certaines commissions et organisations administratives existantes, les aides publiques. On est beaucoup plus discret en revanche sur le bien-fondé de certaines primes dans la haute fonction publique. La mise en place d'un comité permanent des économies budgétaires auprès de M. Fabius n'aura de sens que si, à échéances régulières, il fournit un rapport public sur son activité.

D'autres intentions sont louables ; comme celles qui visent les simplifications administratives et les allègements fiscaux en direction des petits commerçants, des artisans, du secteur associatif ou coopératif, et enfin la résolution de l'Etat payeur - de mieux se comporter vis-à-vis de ses fournisseurs. Mais n'avons-nous pas entendu souvent ces refrains ? Si des mesures concrètes suivaient, la possibilité de chercher les poux in-

flationnistes dans la tête de nombreux agents économiques serait grandement facilitée.

Ne conviendrait-il pas aussi dans l'ordre des « présences » d'examiner d'un peu plus près le fonctionnement des circuits bancaires. La force de pression de ces établissements avait été telle, au temps du rapport Rueff-Armand, que le gouvernement d'alors avait réussi à les faire échapper aux investigations de la commission. Maintenant que le crédit est entièrement nationalisé, il serait plus aisé de regarder quelles verrous inflationnistes peuvent pousser dans ce secteur et les empêcher. Sans tomber dans de faciles raisonnements sur l'« entente bancaire » qui depuis 1966 ne pouvait tout de même plus être ce qu'elle était, il serait intéressant de se demander quel sera le degré de compétition entre les établissements, puisque, pratiquement, tous les moyens de la politique de crédit sont maintenant tenus dans une seule main, celle de l'Etat.

N'est-il pas piquant de voir le gouvernement prêcher à juste titre pour le renforcement de la concurrence dans les relations entre producteurs et distributeurs alors que, dans le domaine bancaire, toutes les règles du jeu sont imposées par la Rue de Rivoli ? Ne pourrait-on en profiter aussi pour surveiller d'un peu plus près l'évolution des conventions, qui, à la Banque de France et dans d'autres établissements moins prestigieux, font fleurir le corporatisme à tous les étages (3).

L'enrichissement indu

Déjà le gouvernement a promis de regarder d'un peu plus près ce qu'il appelle les professions « protégées », c'est-à-dire celles qui du fait de situation de monopole de droit ou de fait conduisent dans certains cas à des revenus exorbitants. C'est par les officiers ministériels, dont la rémunération découle de tarifs fixés par l'Etat, que cet examen commencera, en principe avant la fin de l'année, en liaison avec les professions intéressées.

On ne prend pas la question par le plus mauvais bout. Déjà les notaires avaient eu l'honneur du rapport Rueff-Armand. Tous ne sont pas des nababs, notamment dans les campa-

gnes, mais dans les villes, leur train de vie est tout à fait comparable à celui des P.-D.-G. de grandes entreprises. Selon des études du C.E.R.C. (Centre d'étude des revenus et des coûts) la moyenne mensuelle des rémunérations des notaires était le triple de celle d'un médecin généraliste. Comme cette enquête remonte à 1978 l'écart a dû s'aggraver encore au bénéfice des notaires, puisqu'ils sont protégés contre la création libre d'offices nouveaux, ce qui n'est pas le cas des médecins. (Il y avait 6 323 charges de notaires en 1968, il n'y en a plus aujourd'hui que 5 134).

Vaste programme que celui de repérer les sources d'enrichissement indu ! Mais si l'on doit commencer par les plus remarquables, que l'on s'occupe surtout pas, non plus dans la catégorie des officiers ministériels, mais dans celle des mandataires de justice, les syndicalisateurs et administrateurs judiciaires, qui gagnent d'autant mieux leur vie que la crise s'aggrave et qu'ils ont réussi, sans aucune base légale, à « fermer » leur profession bien plus encore que les notaires.

Il est de l'économie comme de l'histoire. Longtemps les grands événements ont retenu toute l'attention. Les énormes déficits publics, comme les guerres, sont apparus à juste titre comme une source majeure de hausse des prix. On laissait plus volontiers dans l'ombre le comportement des agents économiques. Très sensibles aux augmentations nominales de revenus, soucieux de maintenir leur évolution par des indexations rigoureuses, de protéger des avantages catégoriels, si ce n'est des « rentes de situation », des millions d'individus ont peu à peu tissé un véritable réseau d'inflation d'autant moins visible que peu ou prou de larges pans de la population contribuaient à l'alimenter. C'est aux mailles de ce réseau que le gouvernement veut, courageusement s'attaquer aujourd'hui. Travail de longue haleine mais de bon rendement car il va aux racines. Il sera d'autant plus efficace que l'Etat aura balayé devant sa porte.

PIERRE DROUIN.

(3) Des exemples particulièrement flagrants ont été relevés par François de Cluses dans son livre déjà cité, sans parler de celui quasi caricatural des caisses d'épargne Boureuil.

Corps perdu. Forte récompense



A corps et à cri!
autrement

En librairie
(diff. : Le Seuil)

55 F

Bio énergie, cri primal, analyse transactionnelle, gestalt, E.S.T. Les nouvelles thérapies prolifèrent : une évaluation.

autrement
4 rue d'Enghien 75010 Paris

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LES CONDITIONS D'UN RETRAIT ISRAËLIEN DU LIBAN

Jérusalem veut que la « zone-tampon » soit contrôlée par l'armée libanaise après intégration des milices du commandant Haddad

Jérusalem. — Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, devant présenter ce jeudi 14 octobre à Washington, un document définissant avec précision les conditions du retrait des troupes israéliennes du Liban. Ce document a été mis au point le 13 octobre au cours d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres à Jérusalem. Le contenu n'en a pas été révélé, le cabinet de M. Begin voulant en réserver la prime, non seulement aux dirigeants de Washington, mais aussi, — et c'est là un élément essentiel — à ceux de Beyrouth. La démarche est significative : en effet, le gouvernement israélien a décidé de transmettre le texte simultanément dans les deux capitales afin de manifester son intention d'engager des conversations directement avec le gouvernement libanais sur les « arrangements de sécurité » qu'il réclame au Sud-Liban.

Sachant maintenant qu'un traité de paix avec Beyrouth n'est plus possible, les dirigeants israéliens souhaitent en quelque sorte « prendre une revanche » et contraindre au moins le gouvernement libanais à conclure un accord bilatéral pour la création d'une « zone-tampon » partiellement démilitarisée au Sud-Liban. Après avoir subi bien des déconvenues, si l'on considère les objectifs qu'il s'était assignés au début de leur intervention au Liban, ils désirent obtenir un minimum de satisfaction pour, dans une certaine mesure, sauver la face. « Une question d'honneur », dit-on dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem. D'ailleurs, il est apparu, après la réunion du gouvernement mercredi, que M. Begin n'a pas renoncé à imposer, faite de traité, une « paix de fait » entre Israël et le Liban au moyen d'une « normalisation » qui se traduirait par une frontière ouverte et le développement de relations économiques et commerciales, qui, en quelques mois, sont déjà devenues plus importantes que celles qui existent officiellement entre Israël et l'Égypte.

Si le détail des « conditions de sécurité » exigées par Israël au Sud-Liban a été gardé secret, on se connaît, cependant, les grandes lignes. Refusant l'implémentation d'une force multinationale, et demandant le départ de la Force trinationale des Nations unies au Liban (FNUIL) qui s'y trouve toujours, aux alentours de la rivière Litani, le gouvernement de M. Begin voudrait que l'armée libanaise fasse mouvement dans un secteur large de 40 à 50 kilomètres.

A travers le monde

Albanie

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. M. Risto Mijalku, élu par l'Assemblée nationale albanaise ATA dans ses comptes rendus des débats de l'ONU. Il remplace donc M. Nesi Nesi dont l'ambassade albanaise à Vienne avait été seule à annoncer, en juillet, le départ à la retraite. M. Mijalku était adjoint de M. Nesi. De plus, il apparaît, selon une liste publiée à Tirana en septembre, que M. Risto Mijalku, vice-premier ministre, a remplacé à une date indéterminée M. Prokop Murra au ministère de l'Énergie. En novembre 1981, M. Murra avait perdu son poste de secrétaire du parti, mais était vu confier le ministère de l'Énergie dans le gouvernement Carrara, en janvier 1982. — (U.F.P.)

Vietnam

LE GORLO, un petit exotisme français, affilié par l'organisation humanitaire Médécins du monde, a quitté, jeudi 14 octobre, le port de Singapour pour sa quatrième et dernière mission de sauvetage de « réfugiés de la mer » au large des côtes du Vietnam. (A.F.P.)

Zimbabwe

UNE VINGTAINNE DE SOLDATS de l'armée zimbabwéenne, en poste à Chitungwiza, dans la banlieue de Harare (ex-Salisbury), se sont révoltés le week-end dernier et ont déserté en emportant des armes. La plupart des soldats ont appartenu aux anciennes forces de guérilla du chef de l'opposition, M. Joshua Nkomo. Les déserteurs se sont emparés de deux douzaines d'armes automatiques et d'une mitrailleuse légère. — (A.F.P.)

De notre correspondant

la long de la frontière et que le gouvernement de Beyrouth prenne l'engagement d'interdire dans cette région l'installation d'armements lourds et la présence de groupes palestiniens armés.

Israël, en outre, espère être autorisé à continuer d'affecter des voix de reconnaissance, voire à organiser, sur le terrain des patrouilles conjointes avec l'armée libanaise.

Le gouvernement envisage l'arrêt définitif des activités d'El Al

De notre correspondant

Jérusalem. — L'opinion israélienne est depuis plusieurs jours à nouveau préoccupée par « l'affaire El Al », qui éclipse tout autre sujet d'actualité. Le conseil d'administration de la compagnie aérienne nationale, qui devait se réunir dans la soirée du 14 octobre, envisage, avec l'approbation du gouvernement, d'arrêter définitivement les activités d'El Al, qui emploie aujourd'hui cinq mille personnes.

Depuis plusieurs années, le sort de la compagnie était gravement menacé. Après des mesures drastiques qui avaient permis de réduire de moitié son déficit mais avaient entraîné le départ de milliers d'employés et provoqué d'importantes réductions de revenus pour ceux qui restaient, la direction et les syndicats n'ont pu s'entendre sur une nouvelle décision qui se serait traduite par des licenciements supplémentaires et la suppression d'avantages acquis de longue date par le personnel. Une grève partielle des stewards et hôtesse, au début du mois de septembre, a été le tonnerre de la crise actuelle, qui pourrait bien être fatale.

Depuis le 13 septembre, les avions d'El Al sont cloués au sol, la direction ayant décidé le lock-out.

Enfin, les Israéliens insistent pour que les milices et leur allié, le commandant Saad Haddad, réintégré dans l'armée régulière libanaise, soient chargés d'assurer l'essentiel du contrôle de ce secteur. D'autre part, le gouvernement de Jérusalem a rappelé qu'il exigeait toujours le départ des hommes de l'O.L.P. qui demeurent encore au Liban « avant » le retrait des troupes israéliennes et syriennes.

FRANCIS CORNU.

L'ENTRETIEN ENTRE M. CHEYSSON ET M. ARAFAT A TUNIS

Le ministre des relations extérieures déplore qu'Israël « ne montre aucun signe d'engagement » sur la voie d'un règlement politique

De notre envoyé spécial

Tunis. — « Malheureusement pour tous les journalistes, il n'y a pas eu de jour un événement nouveau », a lancé M. Cheysson au cours d'une brève conférence de presse qu'il a tenue à l'aéroport de Tunis avant de regagner Paris dans la soirée de mercredi 13 octobre au terme d'une visite officielle consacrée, le matin, à des entretiens avec le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères tunisiens et, en fin d'après-midi, à une rencontre avec M. Yasser Arafat.

Ces deux heures d'échanges de vues entre le ministre français des relations extérieures et le président du comité exécutif de l'O.L.P. en présence de M. Ibrahim Sann, chef du bureau de l'organisation à Paris, ont permis à M. Cheysson de classer dans la catégorie des « non-événements » l'absence d'engagement politique qui a duré jusqu'à la dernière minute sur le lieu et le moment des entretiens, n'aurait pas à montrer qu'on est loin de la routine diplomatique.

Le veille, à Nairoubi, M. Cheysson avait lui-même indiqué qu'il n'était pas certain que la rencontre aurait lieu puisque M. Arafat était occupé à « une très importante mission » en Jordanie mission qui l'avait empêché de recevoir le chancelier Kriesky en Tunisie.

De fait, M. Arafat, venant d'Amman, n'est arrivé qu'en fin de matinée à Tunis, évoquant brièvement devant la presse les « pressions américaines » sur l'Europe qui le rendaient peu optimiste. Restait à fixer le cadre de la rencontre, question d'« accord » selon les diplomates, mais qui n'a néanmoins été tranchée qu'en début d'après-midi.

Finalement, le ministre français et le chef palestinien se sont retrouvés à Tunis, pour leur première rencontre de l'an dernier chez M. le Cerveau Bernard-Lazare, ce jeudi 14 octobre, à 20 h. 45, une conférence de M. Ibrahim Sann, président de l'ONU, a été organisée à l'occasion de la visite de M. Arafat.

leur hôte libanais, dans le salon de la villa de M. Balouti, représentant de l'O.L.P. auprès du gouvernement tunisien et de la Ligue arabe, au cœur du quartier résidentiel de Gamarth. Une simple demeure, dans la verdure, au sein d'un parc protégé par quelques policiers tunisiens et, préface, en dernier ressort, à l'hôtel Salva, à 10 kilomètres au sud de Tunis, mis à la disposition de l'état-major palestinien depuis l'évacuation de Beyrouth.

Au ministre français, qui déploie de ne pas parler l'arabe, M. Arafat, en levée et revolver au côté, a répondu qu'il était mis à l'étude du français. Puis ont commencé les entretiens en cercle restreint sur lesquels M. Arafat n'a guère levé le voile lors d'un court dialogue avec la presse, après avoir reconstruit son hôte au seuil de la villa.

Une conjonction d'éléments favorables

M. Cheysson, pour sa part, a d'abord rappelé aux journalistes qu'il était venu en visite officielle en Tunisie, pays dont on souligne dans les milieux français les convergences de vues avec Paris. Le président Bourguiba ayant lancé récemment un appel à la « reconnaissance mutuelle », termes également employés dans le projet franco-égyptien de résolution présenté à l'ONU.

Le ministre des relations extérieures, « saisissant toute occasion pour rencontrer les dirigeants de l'O.L.P. », cette entrevue a été d'abord consacrée à la « reconnaissance mutuelle », que celle-ci soit reconnue par l'ONU. Les autorités libanaises, a rappelé le ministre, ont été informées que les soldats français ne sauraient participer, « même passivement », aux opérations de « rattachement ».

M. Cheysson a, bien sûr, évoqué les suites possibles du sommet de Fès. « Je voudrais vous dire, a-t-il indiqué, que l'O.L.P. s'est engagé dans la voie politique. Mais je ne le peux pas encore, parce que, pour s'engager sur la voie d'un règlement politique, il faut que tous les partenaires soient d'accord. Or le partenaire le plus puissant, le plus présent sur le terrain, à savoir Israël, ne montre aucun signe d'engagement d'engagement sur cette voie ».

M. Cheysson a exprimé ses craintes que « cette situation, si elle se poursuivait trop longtemps, ne puisse amener certains éléments incontrôlés, certains éléments déçus et frustrés, à être de nouveau tentés par le recours à la force et à la violence ». Le ministre a estimé que l'autorité de M. Arafat a été prouvée par la discipline avec laquelle ont été exécutées des « décisions difficiles ».

La question d'un voyage de M. Arafat à Paris n'a pas été discutée, a dit M. Cheysson. De source française, on rappelle que la position de M. Mitterrand n'a pas changé. Seul ou au sein d'une « mission d'explication », résultat des décisions du sommet de Fès, M. Arafat ne sera pas reçu à l'Élysée tant que l'O.L.P. n'aura pas dit plus explicitement qu'elle admet le droit d'Israël à l'existence dans ses frontières reconnues internationalement.

En revanche, indique-t-on de même source, la rencontre Cheysson-Arafat s'explique par l'absence de motif d'une conjonction d'éléments favorables pour la paix : le prestige inégal de M. Arafat, un changement de l'opinion publique américaine et peut-être israélienne, l'ouverture que constitue le plan Reagan, « base minimum » au sujet de laquelle Paris est en contact constant avec Washington. Si ce moment propice n'est pas exploité, ajoute-t-on, la volonté de la Russie se « perdra rapidement dans les sables » et M. Arafat risquerait d'être débordé par les extrémistes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

DIPLOMATIE

L'ATTRIBUTION DES PRIX NOBEL DE LA PAIX

Le comité a écarté la candidature de M. Lech Walesa car il entend récompenser « une œuvre de longue haleine »

Les deux lauréats entre lesquels a été partagé le prix Nobel de la Paix 1982, Mme Alva Myrdal et M. Alfonso Garcia Robles, sont tous deux « déclarés » à des surprises de l'attribution de cette récompense, annoncée mercredi 13 octobre (nos dernières éditions du 14). « Tant de personnes le méritent plus que moi », a dit notamment à la télévision mexicaine M. Robles. Comme on lui demandait s'il pensait par là à M. Lech Walesa, l'ambassadeur de Pologne à Mexico a répondu : « Peut-être ». Quant à Mme Myrdal, elle a fait savoir que sa part du prix (d'un montant total de 1,15 million de couronnes, soit autant de francs français) servirait à financer la campagne contre les armes nucléaires.

Mme ALVA MYRDAL : Pour la paix sans pacifisme.

Sociologue, spécialiste des questions de désarmement, Mme Alva Myrdal est née en 1902. Après des études en Allemagne et en Angleterre, elle obtient une bourse et arrive aux États-Unis au moment du krach financier.

En 1934, elle publie avec son mari, le professeur Myrdal, la Crise de la population, ouvrage dans lequel elle développe ses idées sur la nécessité de réformes sociales. Porte-parole à l'époque des mouvements d'émancipation de la femme, elle adhère très tôt au parti social-démocrate.

Elle s'intéresse ensuite aux problèmes du tiers-monde. En 1949, Mme Myrdal est nommée chef de la section des Nations unies pour les questions sociales, puis chef du département des sciences sociales de l'UNESCO.

En 1955, elle devient la première femme suédoise ambassadrice à New-Delhi.

Au début des années 60, elle siège au Parlement et est nommée chef de la délégation suédoise à la conférence sur le désarmement de Genève, où elle restera onze ans.

Dans un ouvrage intitulé Le Jeu du désarmement (1976), elle souligne que le désarmement pourrait être en fait « organisé » si les efforts en faveur de la paix n'étaient pas constamment contrariés et sabotés par les super-grands.

La responsabilité du conflit du Proche-Orient, estime-t-elle, incombe aux États-Unis et à l'Union soviétique, qui ne cessent de livrer

des armes aux pays belligérants. Elle est présidente du Forum pour la paix créé en 1981 par le mouvement ouvrier suédois.

ALAIN DEBOVE.

M. ALFONSO GARCIA ROBLES : Le champion de la dénucléarisation de l'Amérique latine.

M. Alfonso Garcia Robles est l'une des personnalités les plus connues du service diplomatique mexicain. Né le 20 mars 1911, il est diplômé de l'Institut des hautes études internationales de la faculté de droit de l'Université de Paris et de l'Académie de droit international de La Haye. Directeur de la division des affaires politiques du secrétariat des Nations unies de 1946 à 1957, puis ambassadeur à Bruxelles, il fut, de 1964 à 1970, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères.

En 1969 et 1970, il fut président de l'Opépal, organisme créé pour mettre en œuvre le traité de la Tlatelolco interdisant les armes nucléaires en Amérique latine. Président de la délégation mexicaine au Comité de désarmement à Genève (1967), il est devenu en 1970 représentant permanent du Mexique aux Nations unies, puis ministre des relations extérieures (1975-1976). Il a occupé depuis cette date le poste de représentant du Mexique au Comité de désarmement à Genève.

tendait récompenser « une œuvre de longue haleine », ce qui, à ses yeux, est conforme au « respect de la lettre » des intentions d'Alfred Nobel, fondateur de la distinction.

[Sans mettre en cause la personnalité des deux lauréats, on ne peut que s'étonner de l'explication donnée par le secrétaire général du comité des prix Nobel en « non-choix » de M. Lech Walesa : si l'on comprend bien, il s'agit d'un gouvernement répressif de faire en sorte que l'œuvre d'un contestataire ne soit pas « de longue haleine » mais « de courte durée », sous les verrous — pour éviter l'embarras d'un prix Nobel de la paix à un adversaire politique. Le comité avait été plus courageux, en 1977, lorsqu'il avait couronné à André Sakharov, ou encore, en 1980, en choisissant Adolfo Pérez Esquivel, deux per-

sonnalités en butte à la répression de leur gouvernement. Il est vrai que les « décideurs » en cette matière — qui n'appartiennent pas à l'Académie suédoise des sciences, comme pour les autres Nobel, mais à une commission du Parlement norvégien — ont été échaudés par plusieurs faits dans le passé : MM. Kissinger et Le Duc Tho, en 1973, pour la conclusion des accords de Paris sur le Vietnam ; l'ancien premier ministre japonais, M. Sato, en 1974 ; enfin, M. Menahem Begin et Anwar El Sadat, en 1978, pour le rapprochement égypto-israélien. Depuis lors, les parlementaires norvégiens semblent préférer les choix « de tout repos ». Mais cette attitude, tout comme les errements du passé, ne contribue pas forcément au prestige de l'institution. — M. T.]

Jean Bernard
de l'Académie française

Le sang des hommes

« Ce livre est accessible au plus large public. »
J.P. AMETTE/LE POINT

« Le grand livre sur le sang, on l'attendait sous la plume de Jean Bernard. C'est fait. »
PIERRE MACAIGNE/V.S.D.

BUCHET/CHASTEL

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, a déclaré notamment, le mercredi 13 octobre : « Si M. Arafat, dans une déclaration de responsables politiques, de chefs d'État, vient en France, on ne lui interdira pas la frontière. Il sera reçu à un certain niveau mais je n'imaginerai pas qu'il puisse être reçu un jour par le président de la République sans que des changements politiques significatifs aient été faits auparavant. » M. Jospin a précisé qu'il s'agissait de « déclarations sans équivoque sur le terrain de la double reconnaissance entre Israéliens et Palestiniens ».

L'Alliance France-Israël présidée par le général Leconte a publié un communiqué déclarant que : « Elle considère comme particulièrement ignobles les déclarations que vient de faire M. Cheysson à Tunis. » Et ajoute : « C'est une souillure pour la France que son ministre des relations extérieures ait pu reprendre à son compte le chantage du terrorisme et reporter d'avance sur l'État d'Israël la responsabilité des crimes que les terroristes vont commettre. La contradiction avec les positions affirmées par le président de la République est si flagrante qu'on se demande qui, en France est responsable de la politique étrangère ».

Le Comité pour la paix au Proche-Orient a émis, dans un communiqué, des réserves de la rencontre entre M. Cheysson et le président Arafat à Tunis. « Il approuve sans réserve les propos réalisés du ministre français des relations extérieures, qui a notamment constaté que c'est l'État d'Israël qui fait obstacle à la paix et empêche son soutien à l'action du gouvernement français pour une paix juste et durable au Proche-Orient ».

Mystère autour de l'arrestation d'un Palestinien en Suisse. — Un Palestinien trouvé en possession d'armes et d'explosifs, et qui serait affilié au groupe terroriste du dissident de l'O.L.P. Abou Nidal, aurait été arrêté à Zurich en septembre dernier, croit savoir le quotidien suisse Blick. Cependant, le département fédéral de justice et police (ministère), interrogé, mercredi 13 octobre, s'est refusé à tout commentaire. — (A.F.P.)

Trois personnes sont mortes brûlées vives et dix-huit autres ont été blessées à la suite d'une explosion dont les circonstances n'ont pas encore été éclaircies, jeudi matin, à Marjayoun (Sud-Liban), chef-lieu de l'enclave chrétienne du commandant dissident libanais Saad Haddad. Selon le correspondant de la radio israélienne à Metoula (frontière israélo-libanaise), il s'agirait vraisemblablement d'un attentat. — (A.F.P.)

مكتبة
الجامعة
الاسلامية

A propos des attentats antisémites :

Le 24 octobre 1982, à 15 heures, aura lieu une commémoration en hommage à la résistance des juifs de France symbolisée par Marcel Rayman au 1, rue des Immeubles-Industriels, à Paris (12^e) (métro Nation).

Or une vague d'attentats terroristes s'est abattue sur notre pays et dont certains ont été revendiqués par « ACTION DIRECTE - UNITÉ COMBATTANTE MARCEL RAYMAN ».

Avec indignation, nous protestons vivement contre l'usurpation et l'utilisation du nom d'un othonique héros de la Résistance française par une bande de tueurs qui frappe aveuglément des civils, des citoyens sans défense.

Nous, c'est-à-dire ses frères, ses amis, ses anciens compagnons de la Résistance et les anciens de la Compagnie F.F.I. qui a eu l'honneur de porter son nom.

MARCEL RAYMAN (*), dont le père et la mère ont été déportés et massacrés par les Allemands uniquement parce qu'ils étaient juifs, était un jeune résistant qui a lutté les armes à la main au sein des F.T.T., contre le terrorisme de l'occupant nazi ; il est mort fusillé à vingt ans, en février 1944, au Mont-Valérien. (Souvenez-vous de l'« affiche rouge ».)

MARCEL RAYMAN et ses compagnons ne se sont attaqués qu'à l'occupant allemand (notamment exécution du Reichsführer S.S. Ritter, Goebbels en France, entre autres actions), et il était inconcevable pour les résistants de faire couler le sang de civils innocents.

C'est donc dans le seul but de créer la confusion autour des événements tragiques du Proche-Orient que le nom usurpé de MARCEL RAYMAN est utilisé en signature à des actes odieux et inqualifiables.

Le cynisme des tueurs n'a d'égal que l'antisémitisme camouflé aujourd'hui derrière l'antisionisme.

Nos motivations n'avaient et n'ont rien de commun avec celles dont se prévalent les groupuscules actuels, qui, en l'utilisant, osent souiller le nom d'un héros qui a donné sa vie pour combattre l'antisémitisme et libérer la France de la barbarie et de l'occupation nazie.

Nous avons poursuivi et poursuivons notre lutte contre le racisme et l'antisémitisme et ne permettons pas que le nom de MARCEL RAYMAN serve à des fins que nous condamnons sans équivoque.

Cette lutte implique notre soutien au droit à l'existence de l'Etat d'Israël, tout en restant opposés et en respectant les sensibilités de chacun.

Après avoir survécu au massacre de nos familles juives, nous ne voulons pas voir revenir le temps des assassinats. C'est la raison pour laquelle nous exigeons de nos autorités responsables une action énergique en vue de mettre fin aux activités criminelles de ces groupuscules et la protection des citoyens qui leur incombe.

Un groupe d'anciens de la Compagnie Rayman, membres de l'AJAJ (Association Amicale des Juifs Anciens Résistants, 14, rue de Paradis, Paris), affiliée à l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACH) et avec le concours de la F.F.I.F. (Fédération des Fils et Filles des déportés juifs de France).

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2 ANNÉE
Ingenieurs Grandes Ecoles
Etudiants second cycle de
l'enseignement supérieur
Diplômés des I.E.P.
SESSION NOV à fin MAI
PRÉPARATION INTENSIVE
JUILLET AOÛT
SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72

découpeuse à disques
STIHL
équipée
du célèbre
moteur des
tronçonneuses
STIHL
Documentation gratuite découpeuse STIHL
Yvan Béal
21, avenue de l'Argentine
63014 CLERMONT FERRAND CEDEX
Téléphone : (03) 54.55.51 - Téléc. : 54.55.54
ADRESSE :

PROCHE-ORIENT

La signature d'une « charte d'intégration » égypto-soudanaise

UNE TRÈS VIEILLE HISTOIRE

La « charte d'intégration » entre les « deux peuples du Nil » que les présidents Némery et Khartoum ont signé à Khartoum, mardi 12 octobre, ouvrira selon les signataires, « la voie à une fusion entre les deux pays ».

Un d'ici une dizaine d'années. Un projet de loi « d'intégration » sera présenté pour à tour par les chefs d'Etat et assisté d'un « Parlement » de la vallée du Nil, sera chargé de mener à bien cet immense projet d'union entre nations arabes.

Sans remonter jusqu'aux pharaons, il s'agit, dans le cas de l'Égypte et du Soudan, d'une très ancienne histoire, aux mille vicissitudes. De 1821 à 1882, le territoire soudanais fit partie de l'Égypte, avant d'être placé sous le faim de terre des fellahs égyptiens, le Soudan étant un régime agraire à peine exploité. Jusqu'à aujourd'hui Khartoum a préféré faire appel à la main-d'œuvre égyptienne. Théoriquement, désormais, les citoyens des deux pays pourront circuler et travailler librement dans l'ensemble égypto-soudanais.

Tous les efforts de Sadate avaient tendu à rapprocher les deux nations. En 1974, fut signé (mais non appliqué) un programme « d'intégration » politique et économique. En 1977, s'est tenu au Caire, avec un éclat partant du Soudan, une session commune des Parlements du Soudan et d'Égypte. Les deux pays qui, à partir de 1976, ont coopéré acti-

vement sur le plan militaire, face à la Libye, n'ont cessé depuis lors de multiplier les rencontres ministérielles, et le maréchal Némery fut, avec le sultan Qabous d'Oman, le seul chef d'Etat arabe à ne pas rompre avec Sadate au moment de la paix israélo-égyptienne. L'ide de M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, est même de créer une « communauté des riverains du Nil » englobant également l'Éthiopie et l'Ouganda.

Mais dans la réalité, faite tant de liens économiques entre les deux pays que de motivations profondes, une majorité de Soudanais, l'« intégration », sans cesse célébrée, pistine. Les exportations égyptiennes vers le Soudan représentent moins de 2 % de son commerce extérieur et les ventes soudanaises à l'Égypte moins de 2 % ainsi des exportations du Soudan. Quant au projet de route Assouan-Khartoum qui serait un pas d'une importance capitale pour le rapprochement entre les deux peuples, il est toujours quasiment impossible de communiquer par téléphone entre Khartoum et Le Caire. — J.-P. P.-H.

Les autorités égyptiennes ont relâché cinquante-huit des cent quarante-cinq intégristes islamistes arrêtés le mois dernier (le Monde du 23 septembre), dans le cadre de l'enquête sur une tentative de renversement du gouvernement. — (Reuters.)

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes
au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire
aux Etudes Comptables
et Financières
D.E.C.S.
trois certificats
(Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. : 585.59.35

Iran Téhéran mise en fiches...

Téhéran (A.F.P.). — Une photo d'identité, une empreinte digitale et gène de signature, à droite celle du propriétaire, à gauche celle du locataire : une nouvelle fiche signalétique, permettant aux comités de la révolution islamique de Téhéran (les milices de quartier) d'identifier les occupants d'un logement, vient grossir le fichier qui concerne tous les habitants de la capitale iranienne.

Depuis deux semaines, les quelque sept millions d'habitants de Téhéran doivent être enregistrés sur de telles fiches par les quinquante comités de la révolution de la ville, afin que puissent être identifiés « les membres des groupuscules » (d'opposition) et les « hypocrites » (appellation officielle des Moudjahidin khlaï).

Les habitants de Téhéran ont jusqu'au 18 octobre pour se faire enregistrer. Au-delà de cette date, ils peuvent être considérés comme des « contre-révolutionnaires » et passibles des dispositions légales, avertit l'organisateur de cette mise en fiches, le procureur du tribunal central de la révolution islamique, M. Asseadollah Ladjevardi.

Dès lors, c'est la bousculade autour d'une dizaine de bureaux installés dans la cour de la mosquée imam Hussein, sous les cordes qui servent à l'entraînement des combattants à destination du front, dans le centre du quartier des marchands ambulants de Téhéran.

D'un côté les femmes, de l'autre les hommes, les fragiles files d'attente sont vite rompues pour devenir une barrière de bras tendus pour attirer l'attention du jeune volontaire du comité qui remplit les fiches.

Les discussions sont animées, mais évitent d'évoquer le principe de cette mise en fiches générale. « Ne croyez-vous pas que cela va servir à renforcer les frontières ? », est une question qui, inévitablement, suscite d'interminables débats dans les quartiers aisés de la capitale. Par avance, les autorités ont ordonné de répondre et le procureur Ladjevardi a précisé que « cette mesure ne fait en aucune façon partie d'un programme fiscal ou autre ».

À Francfort, vous regretterez peut-être la rapidité de nos correspondances.

numéro	destin	plan	vers	Flugzeit
LH 354	BUDAPEST	16 15	B	-
LH 366	ZAGREB	16 20	B	-
LH 834	LONDON	16 35	B	-
LH 268	GRAZ	16 40	A	-
LH 254	WIEN	16 40	A	-
LH 084	AMSTERDAM	16 45	-	-
LH 004	KOPENHAGEN	16 50	-	-
LH 104	BRUSSEL	17 20	-	-
LH 660	HONGKONG-BANGKOK	17 20	-	-
LH 646	MANILA-KARACHI	17 35	-	-
LH 694	JAKARTA-BOMBAY	-	-	-
LH 662	PEKING-DELHI	-	-	-
LH 774	HAMBURG	-	-	-

Tabak **Radio Phono**
POST **Pastry shop**
Obst. Fruits **Movie Program**
Coiffeur **Amusement Center**
Toy Shop **Restaurant + Café**
Cosmetics **Piccadilly**
Sex Shop **Photo Cine Optik**
Flowers **Baby Room**
Eiscafé

Quand vous arrivez à Francfort par l'un de nos quatre vols quotidiens au départ de Paris, vous trouvez bien sûr, des restaurants, des banques, des hôtels et des loueurs de voitures. Mais il y a en plus des cinémas, des salons de coiffure, des pharmacies, un super-marché... 102 magasins en tout ! Et pour nos passagers Première Classe, les Salons Senator Lufthansa. Seulement voilà : les transferts entre les vols Lufthansa s'effectuent très rapidement et dans l'enceinte d'un seul bâtiment, bien des passagers n'ont guère le temps d'en profiter. Cette aéroport hautement fonctionnelle nous permet d'assurer des correspondances commodément dans les 45 minutes. Pas étonnant que notre efficacité et les facilités de nos correspondances — 120 destinations vers les 5 continents — aient amené les hommes d'affaires du monde entier à élire Lufthansa compagnie aérienne numéro un et Francfort, aéroport numéro un mondial, pour la deuxième année consécutive. Quel dommage que vous ne puissiez y rester plus longtemps !



POUR LA PAIX DANS LE GOLFE

Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies du 4 octobre 1982 :

- « Le Conseil de sécurité : »
- Fait appel d'une manière pressante à un cessez-le-feu immédiat entre l'Irak et l'Iran ;
- Renouvelle la demande de retrait des forces jusqu'aux frontières internationales ;
- Enregistre avec satisfaction qu'une des parties du conflit a accepté de coopérer en appliquant la décision 514 du Conseil et demande à l'autre partie de faire de même ;
- Confirme la nécessité de l'application de cette décision et l'envoi d'observateurs des Nations unies ;
- Confirme la poursuite des efforts des médiateurs qui demandent au secrétaire général de les coordonner ;
- Le 1^{er} octobre 1980, l'Irak accepte les termes de la résolution 479 du Conseil de sécurité pour l'arrêt des combats ;
- Le 26 juin 1982, le président irakien, M. Saddam Hussein, annonce que l'Irak met unilatéralement fin au conflit avec l'Iran et retire ses troupes du territoire iranien. Il lance un appel à la paix afin de faire face à l'agression israélienne au Liban ;
- Le 13 juillet 1982, l'Irak accepte la résolution 514 du Conseil de sécurité demandant le retrait des forces jusqu'aux frontières internationales ;

INTELLECTUELS, HOMMES POLITIQUES, MILITANTS FRANÇAIS DES CAUSES DU TIERS-MONDE, NOUS LANÇONS UN APPEL SOLENNEL AU GOUVERNEMENT DE L'IRAN POUR QU'IL APPLIQUE LES RÉSOLUTIONS DES NATIONS UNIES ET ACCEPTE UN CESSÉ-LE-FEU QUI METTRA FIN À LA GUERRE ENTRE DEUX PEUPLES DU TIERS-MONDE.

CONSEIL DU COMITÉ POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT
10, rue Saint-Marc, 75002 Paris - Tél. 233-86-61

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e - Tél. 347.21.32

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez vous à la MICRO INFORMATIQUE
10, rue Saint-Marc, 75002 Paris - Tél. 233-86-61

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan estime que son programme économique
« commence à donner des fruits »

Washington. — Malgré les protestations indignées des démocrates, le président Reagan a occupé les écrans de télévision pendant vingt-cinq minutes, mercredi soir 13 octobre, pour commenter la situation économique aux Etats-Unis. « Ce sera un discours non partiale », affirmait imperturbablement la Maison Blanche. Comme si le seul but d'une telle intervention — précedée de la signature d'une loi pour l'emploi — n'était pas d'influencer les Américains à moins de trois semaines des élections du 2 novembre.

Deux chaînes de télévision nationales sur trois avaient accepté de diffuser le discours présidentiel. Quant à accorder un droit de réponse de cinq minutes, dans la foulée, à un porte-parole du parti démocrate. Cinq minutes seulement, pour ne pas éclipser sur le grand événement de la soirée : le match de baseball entre les « Brewers » de Milwaukee et les « Cardinals » de Saint-Louis.

L'allocution de M. Reagan était habile. Plutôt que de passer très vite sur les 10,1 % de chômage — le record de l'après-guerre — et de s'étendre sur les bonnes nouvelles (inflation réduite, taux d'intérêt en baisse, valeurs boursières en hausse et dollar puissant), le président a commencé par générer pendant dix minutes sur le sort des personnes sans emploi. Tout y est passé, y compris sa propre jeunesse : « J'avais vingt et un ans en 1943, le chômage du travail. C'était l'une des pires périodes de la Grande Dépression. Et je me rappelle une sombre nuit des années 20, à la

De notre correspondant

veille de Noël, lorsque mon père apprit qu'il avait perdu son emploi... »

Le président a lu intégralement une lettre que lui avait adressée une chômeuse de l'Alabama. Et il s'est adressé à elle sur un ton solennel : « Judith, je vous entends, ainsi que des millions d'hommes et de femmes dans la même situation que vous, qui ont fait par leur labeur cette grande nation. Vous méritez de savoir ce que nous faisons pour rebâtir l'Amérique, pour renouer la réconciliation, après tant d'années d'erreurs et de négligences ».

Car si des choses vont mal, c'est à cause de ceux qui ne sont pas au pouvoir. « Il y a eu huit récessions depuis la guerre », a dit M. Reagan. Chaque fois, on faisait des réparations hâtives. Les prétendues reprises laissaient l'économie dans un état plus grave qu'auparavant.

Aujourd'hui, c'est différent. « A mon âge (il a soixante et onze ans), je ne suis pas venu à Washington pour faire de la politique avec l'économie. Je ne suis pas venu récompenser des groupes de pression avec l'argent des gens. Je suis venu résoudre les problèmes. Je ne prétends pas avoir réglé en vingt-cinq minutes plus de trente années d'erreurs. Mais je peux vous dire que ce gouvernement a mis en place un programme qui commence à donner des fruits ».

Le visage de M. Reagan a été alors la place à des graphiques mobiles. On a vu monter la courbe

du chômage, mais toutes les autres plaques vers le bas : moins d'inflation, moins d'impôts sur la revenu, moins de dépenses fédérales. Pour que cela continue, a expliqué le président, il faut que le Congrès fasse son travail. Et de détailler le travail non fait, s'arrangeant chaque fois pour mettre en valeur le Sénat (à majorité républicaine) et blâmer la Chambre des représentants (dominée par les démocrates).

« Il faudrait
onze millions de pages »

Pour répondre à ce discours, l'opposition avait désigné le sénateur Donald Riegle, du Michigan. N'est-ce pas l'Etat le plus touché par le chômage ?

Disposant d'un temps très limité, le sénateur n'a pas fait de la dentelle : « Un tiers des hauts dirigeants de cette administration sont des millionnaires. Ils s'installent à Wall Street, pas à Main Street (1). Ils sont en train de créer une économie à deux vitesses. L'une, destinée à quelques privilégiés. L'autre, pour le reste d'entre nous. » M. Riegle a montré aux téléspectateurs la photographie d'un chômeur et de sa famille, publiée par un grand hebdomadaire. « Si on devait présenter toutes les familles américaines dans la même situation, il faudrait onze millions de pages ».

On ignore comment les citoyens réagissent à ces démonstrations opposées. Deux sondages publiés la même semaine se contredisent complètement. Selon Newsweek, 51 % des personnes interrogées (contre 41 %) désapprouvent la manière dont M. Reagan exerce la présidence. Selon ABC et le Washington Post en revanche, les satisfaits (49 %) sont plus nombreux que les mécontents (44 %).

Il ne fait pas de doute que « le chômage à deux chiffres » tormentera énormément le chef de camp, comme les tourmentait en 1980 « l'inflation à deux chiffres ». Mais rendent-ils M. Reagan et les républicains forcément responsables de cette situation ? C'est l'une des questions qu'on attend des élections du 2 novembre.

ROBERT SOLÉ

(1) Main Street : la « Grand-Rue » des petites villes, symbole de l'Amérique profonde (N.D.L.R.).

● M. JAMES BUCKLEY, ancien sénateur de l'Etat de New-York, nommé directeur de Radio Free Europe et Radio Liberty qui dépendent du gouvernement américain et assurent des émissions d'information à destination de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. Le nouveau directeur, qui est le frère du romancier et journaliste conservateur William Buckley, a été successivement sous-secrétaire d'Etat pour l'assistance à l'étranger, puis conseiller au département d'Etat, dans l'administration Reagan.

● LA MAISON BLANCHE ET LE DÉPARTEMENT D'ETAT ont actuellement des discussions avec un certain nombre de pays d'Asie, en particulier le Japon et la Thaïlande. En vue d'un voyage du président, qui pourrait se situer à la fin de l'hiver ou au début du printemps. Il est néanmoins exclu que le chef de l'Etat américain se rende à cette occasion à Pékin. (A.F.P.)

Alfa Romeo
la maestria automobilistica

VENEZ ESSAYER LES NOUVELLES
GIULIETTA 6,8 ET 11 CV

GAP Paris-est
CONCESSIONNAIRE
PARIS 12^e 37, Av. Michel BIZOT Tél. 1.340.80.47

TEL MONT PARNASSE

Les rendez-vous
Swing
de Montparnasse.

Pour déjeuner vite, dîner
longue, boire avec volupté,
rencontrer les affaires ou bien
la tendresse, une atmosphère
musicale chaleureuse, swingante,
ensorcelante.

Montparnasse Park Hôtel :
un grand rythme (1000 chambres
climatisées, 1000 m² d'espace
business modulable,
2 restaurants, 1 bar,
parking, etc.).

MONT PARNASSE PARK HOTEL

Groupe Suisse Nova - Park

19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. 320.15.51. Téléc. 200135.

ASIE

Japon

Les consultations sont engagées sur le mode de désignation
du successeur de M. Suzuki

De notre correspondant

Tokyo. — Les chefs de faction de cet assemblage hétérogène de groupes d'intérêt qui est le parti libéral démocrate japonais (P.L.D. - conservateur) déploient depuis quarante-huit heures une activité féroce pour s'entendre sur le nom d'un postulant, acceptable par tous, à la succession de M. Suzuki d'ici à samedi, date limite de l'enregistrement des candidatures.

Dés mercredi, ceux qui étaient dans les coulisses et sur l'avant-scène, à la tête de la fronde visant à écarter le premier ministre de ses fonctions cumulées de président du parti et de chef du gouvernement, se sont accordés avec beaucoup d'opportunisme pour lancer une décision de se retirer de la course au pouvoir, un geste dans lequel ils veulent d'abord voir un sacrifice courageux pour préserver l'unité du mouvement conservateur. A entendre ceux-là — les partisans de M. Fukuda, Komoto et Nakagawa, parmi lesquels figurent des membres du cabinet qui, restant peu de cas de la solidarité gouvernementale, critiquaient ouvertement l'action du premier ministre — M. Suzuki apparaît selon une formule ciblée, plus grand mort (politiquement) que vivant. On l'accablait hier encore de reproches, on s'efforçait aujourd'hui de l'enterrer sous les fleurs. Tactique et politesse obligent.

La presse refait ses comptes et spéculé, en fonction des savantes manœuvres, compromis et dosages qui se préparent, sur les qualités et avantages ou, fréquemment, leurs handicaps dus à des compromissions que la « morale politique » est censée réprover et la démocratie sanctionner. L'ombre portée du scandale Lockheed — pour lequel M. Tanaka a été condamné à un verdict qui ne semble plus guère faire de doute : coupable — pèse toujours, après tant d'années, sur le monde politique conservateur japonais.

Tout compte fait, M. Suzuki n'a peut-être pas mérité de passer la main avant que n'intervienne une décision judiciaire qui, en déconsidérant son principal allié politique, aurait mé-

ritablement rejetté sur lui ; elle ne devrait pas non plus manquer de relancer les luttes intestines, nombreux étant ceux qui attendent cette occasion pour affaiblir la faction de l'homme fort du Japon.

Un système pervers

Au sein du P.L.D. et du cabinet lui-même, des voix de plus en plus nombreuses, et plus ou moins feutrées, s'élevaient ces temps derniers pour canaliser vers M. Suzuki un mécontentement croissant et pour tirer, du même coup, leur épingle du jeu. Il y a moins de quarante-huit heures, M. Fukuda, ancien premier ministre, avait, pour faire bonne mesure, reproché en outre au premier ministre son incapacité à promouvoir les réformes politiques qui lui paraissent, à lui, indispensables à l'exercice serein de la démocratie — ou qui, plus exactement, favoriseraient la resorption de l'influence de M. Tanaka, ennemi juré de M. Fukuda. « Il est impératif de restaurer la moralité dans les affaires politiques et de mettre fin à un tel dévouement de toute éthique », affirmait notamment M. Fukuda. Le thème n'est pas nouveau, et des générations de politiciens, y compris M. Suzuki, ont brodé dessus sans effet notable sur un système notoirement pervers par le yen et les trafics d'influence.

Cela dit, le geste de M. Suzuki n'est pas sans effet d'une politique qu'il entendait fonder en toutes choses sur le sacro-saint principe d'harmonie entre les factions. C'est bien pour cela qu'il avait, contre toute attente, élu en juillet 1980 à la suite du décès du patron de sa faction et premier ministre, Masayoshi Ohira : pour faire régner l'harmonie, au moins en surface et dans les formes, là où résonnaient les dissonances et les empoignades fratricides. Hélas ! M. Suzuki, le conciliateur, n'a pas eu empêcher avant tout l'éclat d'une polémique qu'il entendait fonder en toutes choses sur le sacro-saint principe d'harmonie entre les factions. C'est bien pour cela qu'il avait, contre toute attente, élu en juillet 1980 à la suite du décès du patron de sa faction et premier ministre, Masayoshi Ohira : pour faire régner l'harmonie, au moins en surface et dans les formes, là où résonnaient les dissonances et les empoignades fratricides. Hélas ! M. Suzuki, le conciliateur, n'a pas eu empêcher avant tout l'éclat d'une polémique qu'il entendait fonder en toutes choses sur le sacro-saint principe d'harmonie entre les factions.

Chine

Les conversations sino-soviétiques
auraient débuté dans un climat favorable

De notre correspondant

Evénement le mercredi 13 octobre devant le président allemand, M. Carl Carstens, les conversations sino-soviétiques ont commencé dans un climat favorable à Pékin. M. Deng Xiaoping, vice-président du P.C. chinois, a déclaré que la Chine avait l'intention de soulever l'ensemble des points de désaccord qui opposent à l'U.R.S.S., y compris les problèmes de l'Afghanistan et du Cambodge. Il a toutefois indiqué que, tout en s'opposant à l'hégémonie soviétique, Pékin jouait normal et nécessaire d'entretenir un dialogue avec Moscou.

Pékin. — Les consultations exploratoires sino-soviétiques, engagées la semaine dernière dans la capitale chinoise, paraissent avoir débuté dans un bon climat. C'est du moins l'impression que, des deux côtés, on s'efforce de suggérer. La délégation soviétique, composée d'une dizaine de diplomates assistant M. Hyltchev, vice-ministre des affaires étrangères, aurait trouvé fort bon l'accueil qui lui a été réservé et s'en dirait heureusement surprise.

Du côté chinois, plusieurs personnalités ont également fait état de l'atmosphère cordiale qui entoure cette reprise de contacts avec Moscou. La même sérénité se retrouve dans la presse, où aucune polémique, jusqu'à présent, n'a éclaté. Telle est l'ambiance. Reste le fond. Des deux côtés, une stratégie à long terme paraît avoir été mise au point, et à l'évidence, diplomates chinois et soviétiques ne s'attendent pas à des résultats rapides. Un accord de principe sur l'ouverture officielle de négociations et sur leur nature serait déjà considéré comme un succès.

Les entretiens de la semaine dernière paraissent, pour l'essentiel, avoir servi un exposé des positions respectives de chacun. Pour la partie soviétique, M. Hyltchev aurait évoqué la bon temps de la « grande amitié » des années 50. Sur cette toile de fond, il aurait ensuite assuré que son gouvernement était disposé à reprendre ou à développer les échanges économiques, culturels, technologiques, scientifiques, sportifs et universitaires avec Pékin.

Du côté chinois, l'accueil aurait plutôt été mis, au contraire, sur

les obstacles qui empêchent actuellement un changement fondamental dans les rapports entre les deux pays. Replaçant les relations sino-soviétiques dans leur environnement politique, M. Qian Qichen, le chef de la délégation chinoise, aurait insisté sur les dangers que font peser sur la sécurité de son pays le stationnement d'un million de soldats russes à la frontière. La présence militaire de l'U.R.S.S. en Mongolie et en Afghanistan, ainsi que la soutien de Moscou à l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Rien ne permet de penser, en tout cas, que Pékin ait, en quel que soit, modifié son analyse du caractère « hégémoniste » de l'Union soviétique. Dans l'entretien qu'il a eu, lundi 11 octobre, avec le président ouest-allemand, M. Carstens, M. Peng Zhen, membre du bureau politique du P.C.C., aurait qualifié l'U.R.S.S. de « tigre en état d'apoplexie ». Le vocabulaire chinois, sur ce point, est en damnant un peu flottant. Dans une étude sur la politique de détente de l'U.R.S.S. publiée dans la dernière livraison du *Journal des études internationales* (n° 4 1982), ce sont les Etats-Unis qui jouaient la rôle du « tigre ». L'U.R.S.S. se voyait attribuer, pour sa part, celui du « lion ».

Pékin paraît, en tout état de cause, continuer de considérer que, des deux hégémonismes, le plus dangereux reste celui de Moscou. C'est contre ce dernier qu'un article du *Quotidien du peuple* consacré à la lutte contre l'hégémonisme et la sauvegarde de la paix mondiale a appelé samedi dernier, les peuples à s'unir. Dans ces conditions, on comprend que M. Peng Zhen ait estimé lundi que les convergences avec Moscou ne pourraient se concrétiser que sur des « sujets de moindre importance ».

Beaucoup, en fait, va dépendre de l'U.R.S.S. Si la diplomatie soviétique se refuse à parler des « pays tiers », en clair de l'Afghanistan et du Cambodge, les progrès des conversations de Pékin seront nécessairement limités. Au mieux, elles permettraient de se concentrer sur le différend frontalier et d'envisager des mesures pratiques dans divers secteurs des rapports bilatéraux. Tel est peut-être du reste le résultat auquel les deux parties, au fond, aspirent dans un premier temps.

MANUEL LUCBERT.

Les consultations et les marchandages qui s'engagent dès ce jour entre les hiérarches du P.L.D. portent sur le mode de désignation du futur président du parti et premier ministre. Convient-il de recourir à des élections primaires ? Du tel recours au vote de la base militante du parti est nécessaire lorsqu'il y a moins de quatre candidats sont en lice. Les deux premiers du lot sont ensuite soumis à une élection par les parlementaires du P.L.D. Si les candidats sont moins de quatre, seule l'élection par les parlementaires, en général de pure forme, après désignation d'un candidat agréé par la hiérarchie du parti — est requise.

Il apparaît dès que la première formule avantagerait M. Komoto, ministre de la planification économique qui jouit d'une bonne popularité et ce qui est loin d'être négligeable du soutien du grand patronat. La seconde procédure favoriserait M. Nakasone, ministre chargé de la réforme administrative. Soutenu par les factions Tanaka et Suzuki, il réunirait vraisemblablement plus de deux cent quarante voix sur quatre cent vingt parlementaires.

Mais le souvenir du scandale Lockheed, dans lequel il fut compromis sans toutefois être poursuivi en justice, assombrirait quel que soit son image.

Parmi d'autres candidats possibles, on avance fréquemment les noms de M. Shintaro Abe, ministre extérieur (faction Fukuda), et Kichijirō Miyazawa, chef de cabinet de M. Suzuki et membre de sa faction.

R.-P. PARINGAUX.

Pakistan

Visitant un camp de réfugiés

M. GUTMANN RÉAFFIRME
LE SOUTIEN DE LA FRANCE
AU PEUPLE AFGHAN

Islamabad (A.F.P.). — Au cours d'une visite qu'il fait actuellement au Pakistan, le secrétaire général du ministère des relations extérieures, M. François Guttman, s'est rendu, mercredi 13 octobre, dans un camp de réfugiés afghans, près de Peshawar, où il a réaffirmé le soutien de la France au « combat du peuple afghan pour sa liberté, sa souveraineté et son indépendance ». « Chaque peuple, le nôtre comme le Pakistanais, a le droit de vivre sur sa terre avec sa propre religion », a-t-il encore déclaré aux notables afghans du camp qui lui ont indiqué que le peuple se battait « les mains nues » contre l'occupant soviétique. M. Guttman s'est particulièrement intéressé aux conditions sanitaires du camp et a également rendu hommage à l'aide apportée par le Pakistan aux réfugiés.

Le secrétaire général du Quai d'Orsay a, d'autre part, eu des entretiens à Islamabad avec son homologue pakistanais, M. Naik, qui a donné une appréciation très favorable de la politique française en Océanie-Orient. M. Guttman a en outre été reçu par le président Zia-ul-Haq.

● Les autorités américaines ont remis, mercredi 13 octobre, au Texas, à une mission pakistanaise, le premier des quarante appareils F-16, dont la livraison au gouvernement d'Islamabad est prévue dans le cadre de l'accord d'assistance militaire américaine au Pakistan signé l'année dernière. Washington doit également fournir au Pakistan des chars M-46, un système de défense antiaérienne et d'autres armes. — (U.P.T.)

Inde

● Le voyage en Inde de M. Henu, ministre de la défense, s'est achevé le mercredi 13 octobre. Son homologue indien, M. R. Vankar, a déclaré que l'Inde et la France étaient parvenues à des accords sur un certain nombre de problèmes concernant la coopération bilatérale, et notamment en particulier sur l'achat par New-Delhi de Mirage-2000 (le Monde des 15 et 17 avril) M. Henu a visité l'usine de Bangalore, au sud de l'Inde, où sont actuellement assemblés des chasseurs franco-britanniques Jaguar et où, dans une phase ultérieure, devraient l'être, en principe, des Mirage-2000. Il a indiqué que, dans le cadre d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, la France était disposée à entraîner des officiers indiens. Paris propose aussi de fournir à New-Delhi l'hélicoptère Super-Puma, qui se trouve en concurrence avec un appareil ouest-allemand. L'Inde se tourne depuis quelque temps vers l'Europe occidentale, et notamment la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, pour acquérir des armements et réduire sa dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. Londres étudie la vente éventuelle d'hélicoptères et de chasseurs à décollage vertical Harrier pour la marine indienne. — (Reuter, A.P.).

مكتبة محمد الجليل

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'OCTOBRE

Élections sans illusions L'ESPAGNE MALADE DE SA DROITE

Un peuple privé de défenses (Francisco Umbral). - Espoirs et illusions de l'après-franquisme (Joan E. Garcés). - Passion et mort de l'Union du centre démocratique (Eduardo Haro Tecglen). - La question-clé des autonomies dans le jeu des partis (Manuel Vázquez Montalbán). - Dans l'attente de la consécration européenne (J.-J. Kourilsky). - Vie culturelle et désenchantement politique (Juan Goytisolo).

LE GOUVERNEMENT ISRAÏÏEN A L'HEURE DES COMPTES (Amnon Kapeliouk)

LES CHOIX DE JÉRUSALEM EN AMÉRIQUE CENTRALE (Ignacio Klich)

CRISE A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE (Jean Ziegler)

LA MAFIA AU CŒUR DE L'ÉTAT ET CONTRE L'ÉTAT

L'argent de la corruption,
de la drogue, des ventes d'armes...
Une vocation de plus en plus cosmopolite
(Ferdinando Scianna)

AMÉRIQUE LATINE : La résurgence de la guérilla au Pérou (Alan Labrousse). - Au Mexique, une crise économique aggravée par la rigidité du système politique (Jorge G. Castaneda).

CORNE DE L'AFRIQUE : L'Éthiopie ou le socialisme impérial (Colette Braeckman). - La ruine du pansosisme (Michel Caradé).

YÉMEN DU SUD : L'étoile rouge pâlit-elle à Aden ? (Chris Kutschera).

CHINE : La réhabilitation du « cours normal des choses » (Xavier Luccioni).

CAMÉRAS POLITIQUES : Images du Japon.

LES LIVRES DU MOIS.

LE SÉNÉGAL : Au saut de la troisième décennie des indépendances (supplément).

LES SYNDICATS AMÉRICAINS ENTRE DÉCLIN ET NOUVEL ESPOIR

(Pierre Dommergues).

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde - En vente partout
Le numéro : 10 francs

AFRIQUE

Guinée-Bissau

La visite en France du président Vieira

En visite privée à Paris, où il est arrivé mercredi 13 octobre, M. Bernardo Vieira, chef d'État de la Guinée-Bissau, devait déjeuner ce jeudi à l'Élysée.

M. Vieira, dont c'est la seconde visite en

France en moins d'un an, séjournera à Paris jusqu'au dimanche 17 octobre.

En 1981, la France avait fourni à la Guinée-Bissau une aide financière de 19 millions de francs destinée à son plan de développement de

la culture de l'arachide, au traitement des produits de la pêche et à diverses études géologiques. Notre envoyé spécial, Pierre Biarnès, qui a récemment séjourné en Guinée-Bissau, fait le point de la situation dans cet État de l'Ouest africain.

Le développement de l'ancienne colonie portugaise est freiné par des échecs économiques et des luttes de clans

De notre envoyé spécial

14 novembre 1980, secrétaire général du P.A.I.G.C. depuis le congrès extraordinaire de novembre 1981, le général Vieira paraît avoir encore renforcé son emprise sur le pays.

Enfin, il est évident que les quinze ans de lutte armée, qui ont précédé l'accession de la Guinée-Bissau à la souveraineté internationale, n'ont pas arrangé les choses, en dépit des efforts de développement entrepris très tôt par le P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et de Cap-Vert) dans les premières zones libérées. En 1974, bien des richesses étaient détruites et envahies par les remorques d'eau salée, et les superficies cultivées n'étaient plus que de l'ordre de 300 000 hectares, contre environ 400 000 hectares au début des hostilités.

Ceci ne suffit pas cependant à expliquer les importantes chutes de production intervenues depuis lors : le riz tombé de 100 000 tonnes à 50 000 tonnes, l'arachide de 65 000 tonnes à 25 000 tonnes, et de l'industrie, ont même été mis en cause par l'opinion publique. Le 8 juillet dernier, c'est le général Vieira lui-même qui a dénoncé la découverte d'une conjuration, en même temps qu'il annonçait l'arres-

La Guinée-Bissau demeure encore un pays où elle continue à exercer, avec quelques uns de ses alliés du camp socialiste, une influence certaine. Héritage de soutien important qu'elle a apporté au P.A.I.G.C. tout au long de sa lutte pour l'indépendance, elle y maintient, en plus de nombreux diplomates, au moins trois cents conseillers, placés notamment auprès des forces armées et du parti, tandis que les allemands de l'Est sont bien implantés dans la police et les télécommunications et que les cubains apportent une assistance d'appoint dans d'autres secteurs importants, tels que la santé.

Comme dans de nombreux autres pays de la région, les soviétiques sont actifs dans le secteur de la pêche. Il est dès lors facile de comprendre que les représentants de Moscou à Bissau ne voient pas d'un bon œil les efforts concurrents déployés par plusieurs pays occidentaux pour prendre pied ici à leur tour, et qu'il faut tout ce qu'ils peuvent pour contrecarrer leurs desseins. En particulier, les entreprises de la France, qui s'intéressent aussi à la pêche, qui a livré, l'an dernier, une cinquantaine de véhicules légers à l'armée guinéenne, rompent ainsi pour la première fois leur monopole en ce domaine-clé, les irritent beau-

En fait, l'économie souffre des maux que l'on rencontre communément dans les pays africains qui se sont lancés, ces vingt dernières années, dans des expériences socialistes précipitées : une administration pléthorique et généralement peu compétente, dont les salaires représentent plus de 75 % des dépenses publiques ; une population rurale, presque totalement regroupée dans des villages semi-communautaires, et privée de la possibilité de commercialiser librement ses productions, qui, découragée, est progressivement retournée à l'état d'autosubsistance et qui tend à ne s'adonner encore aux cultures de rente, étroitement contrôlées, comme à l'élevage, que dans le mesure où elle peut en écouler les fruits en contrebande, au Sénégal voisin pour se procurer en contrepartie un minimum de marchandises d'importation introductibles sur le marché national ; une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée, en dépit d'une aide internationale importante ; une mannaie dépréciée (1) et sans pouvoir d'achat extérieur.

« Parti-Etat » et « Grande-Guinée »

En fait, l'économie souffre des maux que l'on rencontre communément dans les pays africains qui se sont lancés, ces vingt dernières années, dans des expériences socialistes précipitées : une administration pléthorique et généralement peu compétente, dont les salaires représentent plus de 75 % des dépenses publiques ; une population rurale, presque totalement regroupée dans des villages semi-communautaires, et privée de la possibilité de commercialiser librement ses productions, qui, découragée, est progressivement retournée à l'état d'autosubsistance et qui tend à ne s'adonner encore aux cultures de rente, étroitement contrôlées, comme à l'élevage, que dans le mesure où elle peut en écouler les fruits en contrebande, au Sénégal voisin pour se procurer en contrepartie un minimum de marchandises d'importation introductibles sur le marché national ; une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée, en dépit d'une aide internationale importante ; une mannaie dépréciée (1) et sans pouvoir d'achat extérieur.

Président du Conseil de la révolution, chef d'état-major depuis le

Enfin un nouvel hebdo

TEL
TEMPS
LITTÉRAIRE
ÉCONOMIE

Chaque jeudi
L'ACTUALITÉ
RENCONTRE
LA CULTURE

Pour en finir avec la Pologne
par Philippe Simonnot

6F chez votre marchand
de journaux



Ancienne colonie portugaise, la Guinée-Bissau est indépendante depuis le 10 septembre 1974. Le régime est officiellement contrôlé par un parti unique, le parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles de Cap-Vert (P.A.I.G.C.), commun à la République de Cap-Vert et des îles de Cap-Vert, qui constituent désormais un État indépendant.

D'une superficie de 36 125 kilomètres carrés, ce pays compte moins de cinq millions d'habitants qui vivent presque exclusivement d'agriculture (arachide et riz).

Profondément traumatisé par le coup d'État du 14 novembre 1980, qui l'a privé de la quasi totalité de ses cadres d'origine cap-verdiens, le P.A.I.G.C., contrairement à ce qu'on aurait pu penser tout d'abord, n'en continue pas moins à jouer un rôle important. Se proclamant fidèle aux principes révolutionnaires de son fondateur, devenu le refuge de quelques uns des éléments les plus radicaux du Conseil de la révolution, récemment réorganisé, comme M. Vasco Cabral et son homonyme, l'ancien ministre de la justice Mario Cabral, bénéficiant d'une importante assistance technique soviétique, s'efforçant de développer méthodiquement une action d'animation populaire, il constitue, face aux responsables qui se voulaient généralement plus modérés de l'administration, un foyer de résistance permanente. Apparemment pour mieux le contrôler, le général Vieira, qui s'est déjà emparé de son secrétaire général à la fin de l'an dernier, envisage de plus en plus de le transformer en « parti-Etat », à l'instar de ce qui s'est fait, il y a quelques années déjà, dans la Guinée-Conakry voisine. Mais, qui alors, sera le prisonnier de l'autre ?

Ces luttes de clans et ces rivalités de personnes sur fonds idéologique ne sont pas sans rapports avec la dégradation plus ou moins avancée de quelques puissances étrangères pour

(1) C'est en 1976, le peso bissau-guinéen a été rattaché en 1978 au D.T.S. sur la base d'un D.T.S. pour 44 pesos. En fait, ceci est parfaitement arbitraire.

PIERRE BIARNÈS.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A NEW YORK



HOTEL MERIDIEN NEW YORK : RESERVATIONS INTERNATIONALES.

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Meridien Reservation International. Il met à votre disposition un ordinateur qui vous répondra et enregistrera instantanément et gratuitement votre demande de réservation.

Pour les hôtels Meridien, la réservation aussi se traite à l'échelle internationale. Meridien Reservation International Paris: 757.13.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France.

Hôtel Meridien New York, 119 West 57th Street, New York NY 10019 États-Unis.



LES HOTELS D'AIR FRANCE
L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE

EUROPE

Pologne

APRÈS LA MILITARISATION DES CHANTIERS

Le travail semble avoir repris à Gdansk

La militarisation, mercredi 13 octobre, des chantiers Lénine semble bien avoir eu raison du mouvement de grève qui y avait éclaté lundi. Il faudra, cependant, pour en être certain attendre les premiers témoignages sur la matinée de ce jeudi à Gdansk, car pour l'instant la rareté des informations, souvent contradictoires, est telle que la prudence s'impose. Il est sûr, en revanche, que des affrontements entre ouvriers et forces de l'ordre se sont produits mercredi après-midi à Wrocław et autour des aciéries de Nowa Huta, près de Cracovie.

Quand les travailleurs arrivent, mercredi à l'aube, aux chantiers Lénine pour y observer, de 8 à 14 heures, leur troisième journée de grève sur le tas, un tract leur est distribué. Mais ce tract ne sort pas des imprimeries clandestines. C'est la junte militaire qui l'a fait imprimer et il est intitulé : « Extrait de l'ordre numéro un du commandant des chantiers (...) au sujet de la pleine militarisation de l'entreprise ». Suit le détail des interdits et des peines encourues en cas d'insubordination. Le péché de mort, pourtant prévu en ce

cas, par les règlements de l'état de guerre, n'est pas mentionné, mais l'ensemble n'en est pas moins impressionnant. Les ouvriers risquent désormais jusqu'à cinq ans de prison pour « entre autres » un simple « comportement (...) d'insubordination envers l'autorité publique », et il est spécifié que « personne n'a le droit de faire appel de ces décisions ».

Ce qui se passe alors dans les aciéries, personne ne le sait. La seule chose qu'on puisse affirmer est que, si les signes extérieurs de la grève disparaissent des grilles et des murs d'enceinte, la reprise en main à l'intérieur n'est pas « elle », immédiate. De « Varsovie les autorités ne passent que d'un « niveau » à un autre, mais encore incertain et surtout précaire, comme le dit assez l'importance des forces de police massées tout près de là.

A peu près au même moment, à la sortie des aciéries de Nowa Huta, un cortège de trois mille personnes se forme. Ici, les ouvriers ont décidé de s'en tenir aux consignes de la direction syndicale clandestine, aux quatre heures de grève du 10 novembre, mais ne veulent pas pour autant rester passifs. Ils entendent se rendre ensemble à l'église de leur ville pour une de ces « messes politiques » qui sont depuis trente-sept ans une spécialité polonaise. Les femmes chargent

un autre affirme : « Pour l'instant, tout va bien. Nous reprenons notre souffle ». Un troisième enchaîne : « Cela ne signifie pas que cela soit fini pour Solidarité. Il peut se passer quelque chose plus tard, ce n'est ni ou bien le mode prochain ».

Des réflexions amères fusent aussi sur les autres grandes entreprises du pays qui n'ont pas bougé, pas assez en tout cas. Un tract, clandestin celui-ci, dit : « Le temps n'est pas encore venu pour une grève générale. Le comité de coordination régionale des grèves (...) du 10 novembre (...) a décidé de s'en tenir à la victoire ». Cela a tout l'air d'un succès pour le pouvoir, mais encore incertain et surtout précaire, comme le dit assez l'importance des forces de police massées tout près de là.

A peu près au même moment, à la sortie des aciéries de Nowa Huta, un cortège de trois mille personnes se forme. Ici, les ouvriers ont décidé de s'en tenir aux consignes de la direction syndicale clandestine, aux quatre heures de grève du 10 novembre, mais ne veulent pas pour autant rester passifs. Ils entendent se rendre ensemble à l'église de leur ville pour une de ces « messes politiques » qui sont depuis trente-sept ans une spécialité polonaise. Les femmes chargent

et les combats très violents, vont durer jusqu'au début de la soirée. A Wrocław un rassemblement se fait devant le dépôt de tramways où siègeait en août 1980 le comité de grève régional. Les forces de l'ordre dispersent rapidement les manifestants (entre 10 et 150 personnes) et en interpellent une trentaine. La manifestation se reforme, grossit très vite, mais les rangs de la milice s'étoffent aussi et les protestataires décident finalement de ne pas risquer de nouveaux heurts.

On sait maintenant, et de façon officielle, que mardi un débrayage d'une heure a également eu lieu aux grandes usines mécaniques Cegielski de Pologne. Il est très probable qu'on apprendra bientôt, mais comme tous les jours avec retard, que d'autres usines encore ont bougé. Pour l'instant, cependant, le mouvement tout en s'étendant géographiquement, se tasse, et le Polonais, mercredi, a un sujet supplémentaire de tristesse.

La déception d'Oslo

Ce prix Nobel de la paix que chacun espérait voir attribuer à M. Walesa, d'autres l'ont reçu. Le matin, les bureaux des agences de presse occidentales avaient été assaillis de coups de fil anonymes : « Savez-vous déjà quelque chose ? C'est Walesa ? » L'après-midi, on sait, et les coups de fil se font plus nombreux. Walesa ne cache pas sa tristesse aux journalistes : « Ce sera pour une autre fois, dit-elle, mais on espère quand même bien qu'il l'aurait, car cela aurait peut-être accéléré sa libération », interroge sur la grève des chantiers, elle répond : « Je pense que mon mari conseillait aux ouvriers de continuer la lutte pour les idéaux de Solidarité, mais qu'il serait opposé aux manifestations de rues ». L'agence officielle P.A.P. ne cache pas quant à elle sa satisfaction : « Cette année, écrit-elle, le prix Nobel de la paix qui avait à l'origine servi de contre-révolution, est réellement de nature à promouvoir les idéaux qu'il doit récompenser ».

A Tallin, en Estonie, M. Ronsakov, secrétaire du comité central soviétique, a déclaré que les mesures prises par le pouvoir polonais « ont permis d'arrêter l'offensive de la contre-révolution et de la normalisation ». Au Vatican, le pape dit lui que « la victoire du bien est difficile » mais qu'il « rit quand même de voir qu'il y a eu une victoire ». A Belgrade, le quotidien Politika estime que la société polonaise « a abordé la plus sérieuse étape de sa polarisation ». Comme pour confirmer cette analyse, seize anciens conseillers juridiques de Solidarité qui sont aussi pour la plupart d'entre eux — et c'est là l'important — conseillers politiques du primat, viennent de signer une déclaration publique dénonçant la nouvelle loi syndicale comme contraire aux accords de Gdansk et aux conventions internationales. Cette loi, disent-ils, ne peut qu'approfondir le « marasme de confiance » entre la société et le pouvoir, « éloigner la perspective de l'unité nationale » et « retarder la solution de la crise ».

Une dizaine de personnes appartenant au Comité de solidarité avec Solidarité ont été « occupées » mercredi matin 13 octobre, pendant quarante-cinq minutes le consulat de Pologne à Lille, avant d'être interpellés par la police pour violation d'ordre public. Dans la soirée, à l'appel des organisations de gauche, sans la C.G.T. et le P.C., plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant le consulat pour protester contre l'interdiction de Solidarité. Un exilé, délégué de Solidarité à Gdansk, M. André Szajac, a appelé l'opinion publique à se mobiliser pour soutenir les travailleurs polonais en lutte. (Corresp.)

R.F.A.

M. Helmut Kohl a présenté au Bundestag les grandes lignes de sa « politique du milieu »

Bonn. — « La coalition centriste que la C.D.U., la C.S.U. et le F.D.P. ont décidé de constituer », M. Helmut Kohl n'avait pas achevé la première phrase de son long discours-programme, mercredi 13 octobre en fin de matinée, que la salle rectangulaire aux ombres du Bundestag, qui ressemble si peu à un hémicycle à la française, frémissait d'aise ou d'ironie — la première à droite et la seconde à gauche. « Comment la réélection du centre droit, de la droite molle et de la droite dure, peut-elle produire une coalition centriste ? Mystère ! », devait s'exclamer plus tard dans les colonnes d'un député social-démocrate. Mais, dans l'immédiat, la nouvelle majorité paraissait ravie de s'entendre ainsi situer sur l'échiquier politique ouest-allemand. D'autant plus que le nouveau chef du gouvernement, subtilement, préféra, à plusieurs reprises le terme de « milieu » à celui de « centre », dont la connotation historique est subtilement en R.F.A. En réalité, le discours de M. Kohl devant les députés devait lui permettre de définir les principes généraux d'une philosophie politique assez simplement représentative de la nouvelle droite libérale, européenne, démocrate mais sans complexe.

Le « programme d'urgence »

Il est vrai que, pour donner davantage de consistance à son appel en faveur d'un « gouvernement du renouveau », le chancelier Kohl avait commencé par une analyse sans complaisance de la crise, et poursuivi par une liste de mesures regroupées sous l'appellation générale de « programme d'urgence ». La coalition, a-t-il estimé, « constitue un travail dans une crise économique qui est la plus grave de toute l'existence de la République fédérale. Cette crise a ébranlé la confiance de nombreux citoyens dans la capacité de gestion de l'Etat ». En dénonçant la « lourdeur de l'héritage », il s'est toutefois donné à plusieurs reprises l'élégance de souligner la part des effets d'une crise non pas allemande mais mondiale sur la situation que connaît actuellement la R.F.A.

Mais cette concession faite à son prédécesseur n'a fait que renforcer le pessimisme de son analyse — « Nous vivons actuellement une période de chômage qui est pire que celle que nous avons connue durant les années de la reconstruction » — et celui des pronostics immédiats. M. Kohl a ainsi exprimé la crainte que le cap des deux millions cinq cent mille demandeurs d'emploi ne soit franchi dès cet hiver. « L'urgence politique s'est en mesure de lever à court terme les hypothèques du passé » dans le domaine économique et social, a-t-il ajouté. Avant d'assurer que le pays avait besoin d'un sérieux changement de cap à cet égard, dont le résultat « sera soumis le 6 mars 1983 au jugement des électeurs ». Le doute qui continue de planer sur la date réelle du prochain scrutin n'a pas, cependant, été totalement dissipé par cette affirmation, dans la mesure où il a ensuite été fait allusion aux difficultés constitutionnelles que présente une telle dissolution du Bundestag. Enumérant les solutions immédiates à apporter à une crise qui

De notre envoyé spécial

« n'est pas seulement économique, mais aussi politique et même spirituelle », après avoir rendu hommage à « l'économie sociale de marché », que son gouvernement a affirmé que son gouvernement allait travailler dès maintenant dans quatre directions. Créer de nouveaux emplois, en particulier par l'exploitation méthodique de nouvelles technologies où la R.F.A. est bien servie pour l'exporter sur ses concurrents ; mieux assurer la protection sociale ; mettre en œuvre une politique « humaine mais réaliste » à l'égard des immigrés ; et rénover les fondements de la politique étrangère et militaire de la République fédérale.

En matière sociale, la préservation des droits acquis implique une « pause » dans les réformes. Si l'on ne veut pas ruiner l'Etat, et donc à terme l'ensemble du système de protection, a-t-il souligné. Non sans lancer à l'adresse de ceux qui abusent des facilités ainsi accordées l'accusation de manquer d'esprit de solidarité nationale, sous les apparences d'un droit de la R.F.A. Quant aux travailleurs étrangers en R.F.A., il faut faciliter leur intégration lorsqu'ils le souhaitent, mais aussi éventuellement leur retour dans leur pays d'origine, tout en limitant les arrivées nouvelles... et les « abus du droit d'asile », a ajouté le chancelier.

A propos de la politique étrangère, M. Kohl a déclaré qu'elle serait désormais fondée, comme il avait déjà été indiqué à plusieurs reprises, sur un renforcement des liens d'amitié avec les Etats-Unis et de la coopération avec les autres membres de l'Alliance atlantique, dont la « double décision » de 1979 en matière de modernisation des armes nucléaires stationnées en Europe est toujours approuvée. Mais aussi sur la poursuite du dialogue avec l'U.R.S.S. Y compris la R.D.A. même si, comme il est désormais d'usage en pareille circonstance, M. Kohl a rappelé que Bonn réclame le droit à l'autodétermination pour les « frères séparés » d'au-delà du

rideau de fer, et a eu au sujet du statut de Berlin et de ses violations par l'Allemagne de l'Est des paroles assez amères. Appliqué, voire un peu scolaire, lorsqu'il énumérait, sans faire grâce à son auditoire d'aucun secteur de l'activité publique, les mesures à prendre par le nouveau gouvernement, il a été comptabilisé en premier lieu, deuxièmement, troisièmement, M. Kohl a trouvé des accents plus personnels — même si le lyrisme n'est décidément pas son fort — pour esquisser le cadre idéologique qui sera désormais celui de l'action du cabinet. « Finissons-en avec le renforcement perpétuel de l'Etat, allons vers un état de marché ! Finissons-en avec les charges collectives, allons vers l'accomplissement personnel ! Finissons-en avec les structures figées, allons vers plus de mobilité, d'initiatives individuelles et de compétitivité ! », a-t-il lancé, avant d'en appeler à l'instauration d'une « société à visage humain ». Ce qui a provoqué l'agacement de M. Schmidt et Brandt ainsi que de leurs amis, qui n'avaient visiblement pas le sentiment d'avoir donné à la société ouest-allemande des traits particulièrement inhumains.

Un débat s'est ensuite engagé dans l'après-midi, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine. En fait, ni la nouvelle majorité ni la nouvelle opposition ne paraissent encore avoir trouvé leur vrai registre. M. Ehmke a fait au nom du S.P.D. une critique plus hargneuse qu'argumentée de la déclaration prononcée par le chancelier Kohl dans la matinée. M. Dreyer, au nom de la C.D.U., a reproché à la gauche de « ne pas accepter ses défaites », dans des termes qui auraient été plus convaincants si le suffrage universel et non les états d'âme de la direction du F.D.P. en avaient été la cause. Et M. Hans Apel, ancien ministre libéral de la défense a surtout exprimé à la tribune son embarras et son incertitude. Un double sentiment que, pour l'instant, l'ensemble de la classe politique ouest-allemande ne paraît pas éloigné de partager.

BERNARD BRIGOUËUX.

CINQ SIÈCLES D'HORLOGERIE DU XVI^{ÈME} siècle A SANTOS de Cartier

CARTIER ET LE MUSÉE INTERNATIONAL D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)

EXPOSITION
DU 21 OCTOBRE AU 31 OCTOBRE INCLUS
DE 13 H A 19 H DU LUNDI AU VENDREDI
FERMÉ LE MARDI
DE 11 H A 18 H SAMEDI ET DIMANCHE
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS
107, RUE DE RIVOLI-PARIS

JACQUES FREMONTIER

PIED DE GUERRE

La prochaine guerre mondiale
racontée par ceux qui savent
et par ceux qui rêvent

On « prend son pied » d'un bout à l'autre.
Décidément Fremontier sait y faire dans ce genre
difficile qu'est l'enquête. Avec lui on est sûr
de ne pas s'ennuyer.

Dominique-Antoine GRISONI,
Le Matin

Une incroyable série de portraits, de caractères.
Bernard ALLIOT,
Le Monde

Passionnant... Plus vrai et plus troublant que nature.
Les Nouvelles Littéraires



360 pages

79 F

FAYARD

Premier choix pour l'Asie.



114, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

Philippine Airlines
Asia's first airline.

Chez votre Agent de voyages habituel
ou réservation : (1) 359.43.21.

مسافر من الامارات

EUROPE

Italie

La recherche d'un compromis se dessine entre Rome et le Vatican dans l'affaire du Banco Ambrosiano

Correspondance

Le porte-parole du Saint-Siège, le père Pasculli, a confirmé, le 12 octobre, que des contacts étaient en cours entre l'Italie et le Saint-Siège pour trouver une solution au problème des dettes que l'I.O.R. (Institut pour les œuvres de religion), banque du Saint-Siège, aurait contractées auprès de l'ancien Banco Ambrosiano, désormais en liquidation judiciaire.

Rome. — Comment récupérer les 1.287 millions de dollars prêtés directement au gouvernement par Roberto Calvi et éviter de mettre cette somme à la charge de la collectivité italienne ? Cinq mois après la découverte sous un pont de Londres du cadavre du président du Banco Ambrosiano, le gouvernement italien se pose encore la question, et cela d'est pas sans susciter des polémiques au sein du gouvernement, mais aussi entre Rome et le Saint-Siège.

Dans un discours prononcé à la fin de la semaine dernière devant le Parlement, le ministre du trésor, M. Nino Andreatta, démocrate chrétien, comme pour son franc-parler, affirmait que s'il est vrai que l'Italie n'a pas de pouvoir sur l'I.O.R. « puisque cet Institut fait partie de l'Etat du Vatican », il est dans la possibilité du Saint-Siège et du Parlement d'intervenir. Le pape peut débouquer la situation en obligeant la banque italienne à restituer les 1.287 millions de dollars obtenus de Calvi.

Cette petite phrase, quoique démentie aussitôt après, suscita une tempête au sein de la démocratie chrétienne. Le ministre des affaires étrangères, Emilio Colombo, affirma : « Les rapports entre Rome et le Vatican risquent d'être mis en cause ». La démocratie chrétienne décidait aussitôt après de convoquer son bureau politique pour prendre des mesures disciplinaires, contre M. Andreatta. Mais les autres partis de la coalition ont pris position pour le ministre du trésor dont ils contestaient, il y a

encore deux semaines, le rigorisme monétaire. Et la réunion du bureau politique de la D.C. est donc reportée de jour en jour pour éviter de poser trop de problèmes à la coalition.

Le verdict des experts

Si le Vatican, dans un communiqué, s'était félicité du démenti apporté à la phrase jugée la plus offensante du discours de M. Andreatta, il n'en souligne pas moins que « dans cette phase, aucune des deux parties ne peut s'écarter de ce qui est accepté comme vérité certaine : la propre reconnaissance des rapports établis entre l'I.O.R. et Banco Ambrosiano ». Pour les trois enquêteurs de la Banque d'Italie nommés par le gouvernement italien, il

ne fait en effet pas de doute que la responsabilité de l'I.O.R. est engagée.

En revanche, la commission des trois experts financiers internationaux (MM. Carlo Cerutti, Philippe de Wech, John Brennan), nommée par le Saint-Siège pour enquêter sur les rapports I.O.R. Banco Ambrosiano, a conclu différemment. Dans ce rapport, qui n'est connu que par des indications, les trois sages affirment : « Du point de vue strictement légal, apparaît défendable la thèse de l'I.O.R., selon laquelle il n'est pas tenu de payer les dettes contractées par ses sociétés parvenues à l'état de faillite ». En utilisant l'expression « strictement légal », les trois sages laissent néanmoins entendre que, sur un plan moral, il n'en est pas de même. Ce qui donne à penser que, dans l'ave-

Vatican Connection

Les journalistes, fréquemment, lorsqu'ils veulent faire sortir en librairie un dossier qui colle à l'actualité, tombent mal : il est déjà trop tard car l'événement n'intéresse déjà plus le lecteur.

Au contraire, la publication de Vatican Connection o coïncide exactement avec les entrées de la banque du Vatican, et de son président, Mgr Marcinkus. Mais le titre est parfaitement abusif, car ce dernier et le Vatican n'apparaissent que dans un épisode de quarante pages sur trois cents consacrés aux activités d'un clan de la Mafia américaine qui, vers 1970, diffusa de fausses obligations sur le marché international.

Le Vatican, selon l'auteur ou plutôt selon les personnages dont il décrit les aventures, se montrait fort gourmand. Il en voulait pour 1 milliard de dollars ! L'édition française supprime le nom du prince de l'Eglise qui

avait énoncé placidement une telle revendication. Il s'agit, selon l'édition américaine, du cardinal Tisserand. Qui l'a connu à cette époque trouver le stratagème un peu gros et pas du tout crédible. Pour le reste, enfilant la transcription de centaines de mètres de bandes magnétiques, l'auteur peut demeurer dans la masse grise de « polars » dont la nouveauté d'écriture se donne pour un gage d'authenticité.

Mieux vaut mille fois, pour percevoir un climat et un homme tel que Mgr Marcinkus, relire le Monsignore, de Jack-Alain Léger. Pour voilà sept ans, ce récit qui se donnait pour un roman traitait toute l'affaire dans une ambiance et un style dignes d'Alexandre Dumas. Il était, lui, parfaitement vraisemblable. — J. N.

* Richard Hammer : Vatican Connection, traduit de l'anglais par J.-P. Carreau, Editions Balland, 315 pages, 70 francs.

Pays-Bas

M. Van Agt renonce à diriger le prochain gouvernement

De notre correspondant

Amsterdam. — M. Andries Van Agt, premier ministre depuis 1977, a annoncé le mercredi 13 octobre, qu'il ne participerait pas au prochain gouvernement. A la surprise des milieux politiques néerlandais qui s'attendaient qu'il prenne la tête d'un quatrième gouvernement dans les jours qui viennent.

M. Van Agt a déclaré qu'il n'avait plus « l'énergie nécessaire » pour conduire à nouveau les affaires de l'Etat pendant quatre ans et qu'il entendait occuper son siège de député, mais « pas aux premiers rangs ».

M. Rud Lubbers, président du groupe parlementaire des chrétiens démocrates, le remplacera à la tête du parti chrétien démocrate (C.D.A.), ce qui augmente ses chances de conduire le prochain gouvernement. Lors des élections législatives anticipées du 8 septembre, après la chute du troisième gouvernement Van Agt, le C.D.A. avait été devancé par le parti socialiste (P.V.D.A.). Les efforts pour constituer un nouveau gouvernement de centre gauche entre les deux formations devaient en outre échouer, en raison notamment du conflit portant sur l'installation de missiles de croisière de l'OTAN aux Pays-Bas, à laquelle les socialistes sont opposés.

M. Van Agt s'est montré optimiste en ce qui concerne les négociations actuellement menées par le C.D.A. avec les libéraux conservateurs. Elles devraient, selon lui, prochainement aboutir à la formation d'un gouvernement. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre ces derniers parmi les chrétiens démocrates contre le visage à droite que M. Van Agt était tenu de faire subir au parti. L'indépendant M. Van Agt n'avait plus longtemps à l'égard de M. Den Uyl — qui la lui rendait bien — avant final par hypothèse lourdement les relations entre chrétiens démocrates et socialistes, au point d'induire des membres influents des deux partis à lancer un appel aux deux dirigeants pour qu'ils se retirent. M. Van Agt aura attendu pour y répondre que les bases d'un accord soient trouvées entre son parti et les libéraux.

KENNETH STERGE

Finlande

LES COMMUNISTES NE QUITTERONT PAS LE GOUVERNEMENT. — En dépit de leur opposition à la dévaluation du mark et aux mesures de soutien à la compétitivité de l'industrie, les communistes ont accepté dimanche 10 octobre, à l'issue des entretiens auxquels ont participé M. Sorsa, le premier ministre social-démocrate, et les dirigeants de l'Union démocratique populaire (communistes et socialistes de gauche), il a été décidé que les communistes ne quitteraient pas à la fin du mois contre les mesures d'accompagnement de la dévaluation. Il a été entendu aussi que des nouvelles mesures sociales seront mises à l'étude pour soutenir le revenu des familles. — (Corresp.)

RECHERCHES. — Ce sont mille dans cent soldats, représentants des trois autres qui ont combattu aux Malouines, qui ont défilé le mardi 12 octobre, à Londres, et non douze mille comme nous l'avons indiqué par erreur.

MARC SEMO.

On peut trouver des emplois.

Avec sa rigueur habituelle et une méthode quasi scientifique, Le Nouvel Economiste enquête sur les possibilités d'emploi.

Secteur par secteur, il en tire des conclusions précises et neuf conseils pratiques.

Quels emplois offrent les nouvelles technologies ? Peut-on miser sur le tertiaire ? Y a-t-il encore des secteurs condamnés ? Quels partis tirer des phénomènes de société ? Comment réussir dans les emplois traditionnels dont on a toujours besoin ? Quels sont les métiers "culs-de-sac" ? Le double métier : est-ce la solution ? Quels sont les métiers que les autres ne veulent plus faire ?

En interrogeant les employeurs plutôt que les futurologues, en se penchant sur les besoins plutôt que sur les statistiques, Le Nouvel Economiste démontre qu'il existe des solutions.

Au même sommaire

La suite de notre enquête sur les professions libérales : les avocats. Avant les municipales, 22 villes au banc d'essai : cette semaine, Nice. Menaces sur les retraites complémentaires - La convalescence américaine sera longue.

LE NOUVEL ECONOMISTE

Chaque vendredi chez votre marchand de journaux

FOURRURES GEORGE V



15%



D'ESCOMPTE

SUR TOUS LES PRIX MARQUÉS

Cet escompte de **15%** sera effectué directement à nos caisses sur tout achat.

EXEMPLES

MANTEAUX

Vison dark	16850 F	14250 F
Vison dark allongé	19750 F	16750 F
Vison pastel	21750 F	18450 F
Vison pearl	22750 F	19350 F
Vison luninaire	26750 F	22700 F
Vison Black Diamond	42750 F	36000 F
Renard argenté	55000 F	46750 F
Lynx canadien	75000 F	63750 F
Zibeline russe	125000 F	106000 F
Renard Shadow	23750 F	20000 F
Renard bleu	14750 F	12500 F
Loup canadien	13850 F	11700 F
Astrakan Swakara noir	8750 F	7400 F
Castor naturel	23750 F	20000 F
Castor rasé	13250 F	11200 F
Ragondin allongé	7850 F	6600 F
Marmotte canadienne	14750 F	12500 F

EXEMPLES

MANTEAUX

Queue de Vison dark	8750 F	7400 F
Rat d'Amérique	10750 F	9000 F

VESTES

Loup gami renard blanc	10850 F	9200 F
Zibeline	46000 F	39000 F
Rat d'Amérique	6750 F	5700 F
Renard bleu	5450 F	4600 F
Ragondin	4850 F	4100 F
Agneau Béarn	1350 F	1150 F
Agneau Doré	3150 F	2650 F
Astrakan Swakara	3850 F	3250 F
Coyote	7850 F	6650 F

PELISSES

Intér. Opossum d'Australie	3450 F	2900 F
Intérieur Lapin	3250 F	2750 F

6 MOIS de Crédit Gratuit

40, Avenue George V Paris 8^e

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 9 h 30 à 19 h 00 sauf le dimanche.

UNIVERSAL PUBLICITÉ

مكتبة الامم

Les options internationales du P.S. et du P.C.F.

Les communistes cherchent à marquer davantage leur indépendance en matière de politique extérieure

La visite de M. Georges Marchais en Chine illustre la volonté des dirigeants du parti communiste français d'entretenir des relations avec l'ensemble du mouvement communiste. M. Marchais avait rencontré, au printemps dernier, M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C. italien, puis il avait assisté, fin juin, au congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

Une délégation du P.C.F., conduite par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, chargé de la politique extérieure, s'était rendue entre-temps à Prague et avait renoué avec les dirigeants d'un parti, que les communistes français accusaient, deux ans plus tôt, de mettre en œuvre une « caricature du socialisme ».

En rétablissant les relations avec les dirigeants tchèques, proches de Moscou, tout en rencontrant les « eurocommunistes » italiens et yougoslaves, et, avant le voyage du secrétaire général en Chine, les communistes français montraient qu'ils entendent « discuter avec tout le monde ».

Le voyage à Pékin correspond d'ailleurs, selon les communistes français, à une évolution du P.C. chinois, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qu'à un changement d'attitude de leur part vis-à-vis du socialisme « à la chinoise ». M. Gremetz soulignait, le 5 octobre, au cours d'une conférence de presse, l'« attention soutenue » portée par les responsables du P.C.F. aux travaux et aux décisions du douzième congrès du P.C. chinois, en septembre dernier, congrès marqué par la priorité donnée au redressement économique et par un certain renouvellement des cadres.

M. Gremetz insistait, aussi, sur « le rapprochement entre la Chine et les autres pays socialistes, au plan des relations économiques d'Etat à Etat », et sur la présence à Pékin de M. Leonid Ilyitchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères.

Les communistes français ne situent pas, cependant, la visite de M. Marchais dans le cadre de ce rapprochement entre la Chine et les Etats ou partis proches de l'Union soviétique. Ils soulignent que les relations entre le P.C.F. et le P.C. sont celles de deux partis qui ne représentent qu'eux-mêmes. Aussi ce voyage a-t-il une portée essentiellement symbolique, en illustrant, sans contenu politique précis, une certaine pratique, commune aux deux partis, des relations au sein du mouvement communiste, la période des anathèmes et des exclusives étant révolue.

Le P.C.F. tient à réaffirmer à la fois son inscription dans le mouvement communiste international et son autonomie au sein de celui-ci, au moment où, participant au pouvoir, il

est conduit à cautionner une politique étrangère qui ne correspond pas aux intérêts, d'ailleurs contradictoires, de ce mouvement. L'appartenance à celui-ci est, pour les communistes français, un élément central de leur identité qu'ils prennent garde de ne pas laisser s'effacer dans l'alliance avec le P.S.

Au dénouement des événements de Pologne, après ceux d'Afghanistan, imposent au P.C.F., depuis trois ans, une lourde charge à cet égard. Les dirigeants communistes cherchent à compenser ce passif en mettant davantage en évidence leur indépendance au sein du mouvement et le caractère positif de l'action de celui-ci contre la politique américaine et pour le désarmement.

M. Marchais avait interpellé, à ce sujet, le 11 septembre dernier, à la fête de l'Humanité, la communauté socialiste, en soulignant le « revers » subi au Liban. Ce discours s'adressait essentiellement à l'Union soviétique, dont la passivité, lors de l'action israélienne contre l'O.L.P., avait surpris les communistes français.

La question a été abordée lors de la venue à Paris, au mois de septembre, de M. Vadim Zagladine, chef adjoint de la section politique extérieure du P.C. soviétique. Les Soviétiques expliquent leur attitude par le rétrécissement de leur influence au Proche-Orient, où ils ne comptent plus qu'un allié incertain, la Syrie, et par l'isolement de l'O.L.P., dont le sort, en outre, se jouait alors, pour l'essentiel, entre Israël et les Etats-Unis.

La préoccupation provoquée par cette situation, chez les communistes français, s'était traduite par l'entretien que M. Marchais avait eu, à sa demande, avec le président de la République, le 20 septembre,

sur sujet des mesures que la France pourrait prendre après les massacres commis dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, à Beyrouth. Le secrétaire général du P.C.F. avait, alors, cru pouvoir annoncer, avant le président de la République lui-même, la participation de la France à une force internationale envoyée à Beyrouth. Le chef de l'Etat avait été agacé par cette attitude qui visait à souligner le rôle à la fois national et international du P.C.F.

Des différences de sensibilités

La situation créée par les événements de Pologne est évidemment moins commode pour les communistes français. La silence et la discrétion du parti, après l'interdiction de Solidarité, témoignent d'un embarras, qui recouvre des différences de sensibilités. Celle qui s'était exprimée dans un éditorial de l'hebdomadaire Révolution, soulignant que le « coup de force du général Jaruzelski n'avait rien résolu » (le Monde du 4 septembre), avait aussi gagné du terrain, puisque M. Roland Le Ray, directeur de l'Humanité, n'avait pu abstenir du bureau politique qu'il obligeait la direction de l'hebdomadaire à désavouer cet éditorial.

La position exprimée par Révolution constituait, en fait, une critique directe de la position adoptée par le P.C.F. lorsque M. Marchais avait adressé une lettre au général Jaruzelski, en décembre 1981. L'analyse sur laquelle reposait cette démarche était que le dirigeant du parti et de l'armée polonaise avait l'autorité nécessaire pour imposer certaines concessions aux Soviétiques, tant en rétablissant le système communiste polonais sur des bases plus solides que parce que plus conformes à la réalité

sociale et politique de ce pays. Ce parti sur l'émergence d'une sorte de « Tito polonais » ne paraît pas devoir être gagné.

La position exprimée par M. Marcel Rigout, au nom des ministres communistes, lors du conseil des ministres du mercredi 13 octobre, marque une volonté de se distancier par rapport aux autorités polonaises et de sortir d'un discours qui se borne, comme le faisait le même jour M. Claude Cabanès, dans l'Humanité (le Monde du 14 octobre), à distinguer le projet socialiste du P.C.F. de celui qui est mis en œuvre dans le pays de l'Est. Dans son numéro daté 15-21 octobre, Révolution, tout en maintenant le redressement économique au premier rang des priorités — avant l'état de siège et la libération des détenus — souligne que la « base sociale » du pouvoir polonais « reste mince » et que l'espoir de renouveau, né en août 1980, « ne se dissout pas ».

M. Charles Fiterman avait déjà manifesté, à propos du conflit des Mieluszy, la volonté que les positions du P.C.F., en matière de politique extérieure, se déterminent d'après ses responsabilités gouvernementales et moins en fonction de son appartenance à un mouvement communiste. Lui-même, directeur du bureau politique du P.C.F., va devoir prendre position sur les événements de Pologne, tardivement, en l'absence de secrétaire général et du responsable de la politique extérieure, qui accompagne M. Marchais en Chine. Pourra-t-il adopter en direction de l'opinion, un langage différent de celui que les ministres communistes ont tenu face au président de la République et à leurs collègues socialistes ?

PATRICK JARREAU.

La France et la crise polonaise

(Suite de la première page.)

Le 11 octobre 1982, le président de la République a attribué la « régression du droit » que constitue la mise hors la loi de Solidarité à « la nature du système ». Cette déclaration de Roissy constitue, en elle-même, l'essence de la doctrine française, telle qu'elle a été explicitée au conseil des ministres.

La France, a déclaré M. Mitterrand à son retour d'Afrique, fera ce qu'elle doit pour aider les Polonais, envers et contre tout, à continuer de vivre sans cesser d'espérer.

Continuer de vivre : cela signifie que la France ne saurait, à l'instar des Etats-Unis, s'engager dans une politique de sanction, telle qu'elle privait les Polonais eux-mêmes de l'aide alimentaire, par exemple. Il est possible, toutefois, que cette aide, au moins dans le domaine économique et financier, soit mesurée, autant que faire se peut, en fonction de l'attitude du gouvernement polonais. La loi contre Solidarité serait considérée comme « une nouvelle entrave aux relations franco-polonaises », avait déclaré le 7 octobre M. Pierre Mauroy. Le premier ministre est d'avis, sur ce point, qu'une attitude plus ferme doit être adoptée.

Des principes permanents

Concrètement, cela signifie le maintien d'une position dure sur le problème de la dette polonaise : alors que la dette privée n'est rééchelonnée, il n'est pas envisagé de faire de même pour la dette publique. Tout le monde s'accorde, en outre, pour souligner la nécessité de poursuivre l'aide, dont on est sûr qu'elle parvient au peuple polonais lui-même.

« Le gouvernement français n'a jamais interrompu son aide humanitaire, dès lors qu'il était certain qu'elle allait bien à la population », a d'ailleurs déclaré M. André Chanderpaur, mercredi, à la tribune de l'Assemblée nationale.

En revanche, il y a débat, au sein du gouvernement, sur le point de savoir si les crédits accordés à la Pologne, pour des achats de produits alimentaires, doivent, ou non, être remis en cause, personne ne contestant l'opportunité du maintien d'une aide en nature.

Continuer à vivre, donc, « sans cesser d'espérer », a dit le chef de l'Etat : là intervient une partie purement théorique, certes, mais qui correspond à l'idée que M. Mitterrand se fait du devoir. Il faut donc promettre des paroles fortes et fermes, afin de donner aux Polonais le sentiment qu'ils ne sont pas oubliés.

Entretenir l'espoir ne veut pas dire encourager à pousser plus loin la révolte : à ce même « Club de la presse » du 8 septembre 1980, M. Mitterrand avait rappelé la culpabilité de ceux qui, en 1956, avaient encouragé les Hongrois à la révolte. « Il faut se garder des paroles imprudentes, d'encouragements, comme cela, de loin », avait-il déclaré à la sortie du conseil des ministres. « Il faut marquer (...) qu'il existe des principes permanents (...) qui s'appellent justice, liberté... »

Ce souci d'entretenir l'espoir, qui correspond à l'idée rappelée le 31 décembre 1981 selon laquelle « tout ce qui permet de sortir de l'Yalta sera bon », s'accompagne d'un constat, réaliste, d'impuissance à court terme. Saut à s'inscrire dans une logique de guerre. « Le gouvernement est conscient de ses devoirs à l'égard du peuple polonais », a souligné M. Chanderpaur, mais il est aussi responsable de la paix et de la sécurité des Français.

Ce serait faire preuve d'un romantisme excessif, selon le chef de l'Etat, que de croire que l'on peut faire bouger l'empire soviétique, le système, à partir des événements polonais. La dissolution de Solidarité a en effet dissipé quelques illusions. Certains ont pu croire, comme l'a expliqué M. Jospin à Franco-Inter, que ce pays, « toujours stratégiquement à l'Est, appartenait à notre monde, était passé dans le camp de la démocratie » et on a cru que ce compromis pourrait peut-être se poursuivre. « En vain. »

Ce réalisme, joint au fait que le régime polonais s'a pas donné les gages que l'on attendait de lui (quand il n'a pas déçu certains espoirs) fonde le rapprochement qui s'est opéré, au conseil des ministres, entre socialistes et communistes. Ces derniers, du moins certains d'entre eux, avaient nourri l'espoir de voir le général Jaruzelski devenir un

« Tito polonais ». Il s'en a rien été. Le P.C.F. semble en mesure d'en tirer les conséquences (voir l'article de Patrick Jarreau).

D'ores et déjà, l'intervention de M. Marcel Rigout marque une évolution sensible, au moins des ministres communistes. Le ministre de la formation professionnelle, qui s'est déclaré à la sortie du conseil des ministres, a soutenu l'intervention du chef de l'Etat, avait, auparavant, mis l'accent successivement sur les points suivants : pour les communistes, le socialisme est inconcevable sans la liberté ; la solution des problèmes polonais ne peut être trouvée qu'à partir des « acquis » du mois d'août 1980 (les accords de Gdansk) ; cette solution passe par le pluralisme syndical, et, d'abord, d'abord par la libération des militants syndicaux emprisonnés ; enfin, et enfin seulement, c'est que le retour au fonctionnement normal des institutions qui permettra la reprise de l'activité économique.

Ainsi les ministres communistes ont, par la voix de M. Rigout, réversé l'ordre de leurs propres priorités. Ils ont d'abord souligné leur argumentation les « acquis » d'août 1980. En mettant en cause, une nouvelle fois, « la nature du système », M. Mitterrand avait délibérément placé la barre très haut : les membres communistes du gouvernement ont relevé positivement ce défi, au point que les laideurs de la situation polonaise sur le débat politique français paraissent pouvoir être gérées en commun par les deux principales composantes de la majorité.

Il reste que, déjà, au conseil des ministres du 16 décembre 1981, M. Fiterman, s'exprimant comme M. Rigout le 13 octobre au nom de ses collègues, avait approuvé les propos du chef de l'Etat réprochant l'instauration d'un « régime d'exception » en Pologne. A l'époque, M. Mitterrand et Mauroy s'en étaient tenus à cette approbation, alors que le parti communiste usait d'un langage différent. Il reste donc à vérifier que la nouvelle et importante prise de position des ministres communistes sera bien relayée par le parti lui-même.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

La concertation à l'intérieur de la majorité

M. Mauroy répond aux propositions et aux critiques des parlementaires du P.C.F.

Neuf ministres — sept socialistes et deux communistes — ont participé, le jeudi 14 octobre, dans les locaux de l'Assemblée nationale, à la rencontre de concertation et d'explication sur la politique économique et sociale du gouvernement organisée à la demande des parlementaires du P.C.F. Les députés et les sénateurs communistes devaient ainsi débattre toute la journée, à huis clos, tour à tour, avec MM. Jacques Delors (économie et finances), Laurent Fabius (budget), Jean-Pierre Chevènement (recherche et industrie), Pierre Bérégovoy (affaires sociales et solidarité nationale), Jean Le Garrec (emploi), Jean Auroux (travail), Anicet Le Pors (fonction publique et réformes administratives), Marcel Rigout (formation professionnelle), mais aussi avec le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, qu'ils souhaitent notamment interroger sur les difficultés de la rentrée scolaire.

La réunion devait se terminer, en début de soirée, par un échange de vues entre les parlementaires du PC et le premier ministre.

C'est la première fois que les rapports entre le gouvernement et les élus de son principal allié au sein de la majorité parlementaire prennent une telle forme et une telle ampleur. La paternité de cette rencontre inédite revient au président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, en avait suggéré l'organisation à l'issue du séminaire qui avait réuni les membres du gouvernement et les dirigeants du P.S., le 16 juillet dernier, au château de Maisons-Laffitte.

Bien que cette rencontre s'apparente plus, dans la forme, aux échanges de vues du 17 septembre dernier entre les membres du gouvernement et les parlementaires socialistes qu'au séminaire de Maisons-Laffitte, elle n'en présente pas moins certaines analogies quant au fond.

A Maisons-Laffitte, le premier ministre et les membres du gouvernement avaient dû s'employer à rassurer des élus et des militants qui s'étaient pas ménagés leurs réserves et leurs critiques, au cours des semaines précédentes, sur différents points de l'action gouvernementale.

Pour M. Mauroy et les ministres présents, cet exercice s'annonçait beaucoup plus difficile devant les parlementaires du P.C., surtout après, d'une part, le sévère rapport présenté, le 4 octobre, par M. Lajoinie au comité central du P.C. — rapport dans lequel le président du groupe communiste reprochait au gouvernement de céder à « la pression de la droite et du patronat » — et, d'autre part, la polémique entre M. Bérégovoy et le ministre de la Santé, M. Jack Ralite, sur le financement de la Sécurité sociale.

Quelques interrogations

Sur le coup, à l'Hôtel Matignon comme à la direction du P.S., ce débat des dirigeants du P.C. avait suscité quelques interrogations : s'agissait-il simplement pour les socialistes de coups de semonce tactiques avant les élections municipales ou allait-il voir au-delà, à l'égard de la crise interne ? La modération des propos tenus par la suite tant par MM. Pierre Juquin et Maxime Gremetz, au nom de l'état-major du P.C., que par MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors, au nom des députés communistes, a un peu atténué les craintes socialistes sous-jacentes à ces interrogations.

Dans son interview du 12 octobre au Matin de Paris, M. Mauroy s'est montré aussi conciliant que possible à l'égard des communistes (le Monde du 13 octobre).

Le maire de Lille s'est d'ailleurs toujours senti à l'aise dans ses relations personnelles avec les communistes. On souligne volontiers, dans son entourage, que l'électionnisme communiste est en recul, à gauche, celui qui, selon les sondages, approuve avec le moins de réserves les grandes lignes de l'action gouvernementale.

M. Herzog (P.C.) : « Les sacrifices risquent d'être stériles »

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, s'est livré, le 13 octobre, à une analyse critique de la politique gouvernementale à l'occasion de la présentation à la presse de son livre l'Economie à bras-le-corps (1). « Nous ne proposons pas une politique alternative, un contre-plan, à l'indiqué l'économiste du P.C., mais il faut créer dans le monde des entreprises, dans le monde du travail, un courant d'idées qui vienne contrebalancer le courant dominant du capitalisme (...). »

Face aux obstacles, « le gouvernement fait des tentatives », a admis M. Herzog. Mais, échoquant la pression idéologique « considérable » du patronat et la contrainte extérieure, il a ajouté : « Il y a parfois des dérapages, parfois des contradictions. » Après avoir fait ressortir le bilan positif des quinze premiers mois (nationalisations, décentralisations, extension des droits des travailleurs), M. Herzog a ajouté : « Tout cela continue d'une certaine façon. »

Se faisant plus précis, l'auteur d'un ouvrage présenté comme « un élément de la stratégie » du parti communiste a indiqué que les pouvoirs publics poursuivraient deux objectifs contradictoires : la reconquête du marché intérieur et l'exportation, alors que selon lui

L'Hôtel Matignon en veut pour preuve les enquêtes de B.V.A. qui font ressortir que les sympathisants communistes, interrogés sur leur point de vue, se montraient approbateurs à 71 % en avril dernier, puis à 80 % en mai, à 79 % en juin, à 78 % en juillet et septembre (alors que chez les sympathisants socialistes les pourcentages positifs s'établissent pour la même période successivement à 79 %, 83 %, 79 %, 71 % et 74 %).

En outre, il appartenait naturellement au premier ministre, en sa qualité de chef de la majorité, de mettre en œuvre pour essayer de donner satisfaction, autant que faire se peut, aux parlementaires du P.C. A la veille de cette rencontre, le cabinet de M. Mauroy étudiait d'ailleurs avec les ministres concernés les moyens d'apporter quelques réponses positives aux propositions présentées par les parlementaires du P.C. en ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale, les aides aux entreprises en difficulté, la « reconquête du marché intérieur », thème cher à la place du Colonel Fabien.

Le chef du gouvernement envisageait en particulier de préciser les conditions dans lesquelles pourrait être appliqué le système de déduction des taux d'intérêt suggéré par les communistes en faveur de l'appareil productif industriel. Il s'agit d'accorder des prêts à taux d'intérêt spécifique pour certains investissements (1).

M. Mauroy, toutefois, se proposait d'accorder son intervention personnelle, en conclusion de la rencontre, à la tonalité générale des débats.

En quelque sorte, le premier ministre attendait de savoir si, dans l'ensemble, les parlementaires du P.C. se montraient plus proches de la sévérité exprimée, il y a dix jours, par M. Lajoinie ou de la « ronderie » affichée par leurs collègues membres du gouvernement. M. Mauroy partage, en effet, le point de vue de M. Jean Popereau, numéro deux du P.C., qui souligne, dans une interview publiée dans Paris-Match, qu'il y aurait « un réel malaise à l'intérieur de la gauche » si « on devait trop souvent constater que les ministres communistes approuvent alors que le P.C. désapprouve » (la politique du gouvernement).

Les déclarations faites mercredi après-midi par M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., qui a relayé les critiques communistes sur la politique économique du gouvernement, sont venues à point, si l'on ose dire, pour justifier cette expectative prudente.

ALAIN ROLLAT.

(1) A ce sujet, M. Philippe Herzog, qui conduisait la délégation communiste qui s'est rencontrée de ce projet avec le premier ministre, la semaine dernière, a précisé que jusqu'à présent les échanges de vues du P.C. avec le gouvernement étaient demeurés informels. « Ni accord ni désaccord n'en est résulté », a-t-il déclaré pour souligner que la question n'est pas tranchée.

pesup médecine pharmacie
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDICINE... PHARMACIE...

Bertrand Contemporain
LES SIGNATURES DU PROCHAIN CONCOURS DE
WILLY RIZZO - DOMASO EMBILI
FABIAN - MAYHE
Carnet 2 places (long)
recommandé par C. Carrel
4490 F.
7 rue Lacaille 75011 Paris. Tel. 229.28.36.

حکومت اسلامی

POLITIQUE

M. Chirac estime être la cible d'une campagne orchestrée

M. Chirac serait la victime d'une « campagne organisée et orchestrée ». Il l'a dit mercredi. Le reportage réalisé par TF1 sur la maison de cure médicale de Cachan, l'enquête de la Libération sur les « bureaux d'études », utilisés par la mairie de Paris, les affirmations du Canard enchaîné, selon lesquelles le Gabon, via la société Elf-Aquitaine, aurait participé au financement de la campagne présidentielle de M. Chirac, tout cela, remarque-t-il, avec l'annonce de la candidature de M. Paul Quilès, numéro 3 du parti socialiste, à la mairie de Paris.

Ainsi, M. Jacques Chirac s'efforce de déplacer le débat engagé entre trois organes de presse et lui sur le terrain d'un affrontement politique entre la gauche et lui-même. Cette manœuvre tactique est de bonne guerre, et la gauche tente d'en empêcher le déploiement.

Le jour même de la publication de l'enquête de la Libération sur les « bureaux d'études », M. Paul Quilès avait écrit d'entrer dans le jeu qui aurait consisté à mener campagne sur des « affaires ». M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui soutient sa candidature « en tant que militant », se félicite de cette modération et remarque, pour sa part, que ni le gouvernement ni le parti socialiste n'ont exploité ces révélations. Pour

l'instant, cela est vrai, si l'on fait exception de la première déclaration de M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., selon lequel « le masque de M. Chirac commence à se fissurer ».

Seul M. Georges Marchais est entré dans la polémique, en s'indignant de la manière dont les personnes âgées sont traitées dans la maison de cure de Cachan. Mais s'il écrit à M. Chirac pour lui faire part de son indignation, il le fait en sa qualité de député du Val-de-Marne et non pas de secrétaire général du parti communiste.

Ainsi, la gauche se donne l'élégance de garder les mains propres en considérant de haut les affaires « douteuses », selon l'expression utilisée par M. Quilès. Les socialistes sont d'autant plus enclins à respecter ce noble comportement, qu'ils ont dénoncé, en leur temps, l'exploitation politique des affaires Looet et des fausses factures de Marseille.

Dès lors, M. Chirac est contraint de faire dériver le débat et de dériver lui-même dans son langage. Il accuse la gauche de s'être lancée dans une opération de diversion et utilise lui-même la tactique qu'il dénonce en affirmant que le gouvernement a créé une « police politique », chargée

de surveiller l'opposition et singulièrement les activités du maire de Paris. Il s'agit, selon lui, d'une « section spéciale » des renseignements généraux, dotée de moyens tels qu'elle créerait des entités parmi les policiers chargés de lutter contre le terrorisme et d'assurer la sécurité des Français. « Section spéciale », l'expression a une résonance historique inquiétante.

Le maire de Paris l'entend bien ainsi, puisqu'il n'hésite pas à créer l'amalgame entre les « sections spéciales », créées par le régime de Vichy - tribunaux d'exception de sinistre mémoire, chargés de juger à la sauvette de prétendus « terroristes », - et celle organisée, selon lui, par le gouvernement au sein des renseignements généraux. Un tel amalgame permet au ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, de répondre en toute sérénité que M. Chirac est victime « des excès de langage, dont il est coutumier ».

Même si elle n'a pas « orchestré » une campagne dirigée contre le maire de Paris, la gauche se félicite que les accusations portées par des organes de presse contre M. Chirac le conduisent à sortir de ses gonds et à offrir, une fois de plus, l'image de la démesure.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

La conférence de presse du maire de Paris

M. Jacques Chirac a dénoncé, le mercredi 13 octobre, au cours d'une réunion de presse, « la campagne organisée et orchestrée contre la municipalité de la capitale, le mouvement politique qu'il préside et sa propre personne ».

La meilleure défense étant l'attaque, M. Chirac a donc estimé que « le moment était venu pour s'exprimer » sur quatre affaires « reprises et amplifiées par la télévision gouvernementale ». Ces affaires intéressent la maison de retraite de Cachan, des bureaux d'études « fantômes », le financement de sa campagne présidentielle et la création d'une section spéciale des renseignements généraux (voir ci-dessous). Ces quatre affaires ont éclaté entre dimanche et mercredi, juste après l'annonce de la candidature à la mairie de Paris de M. Paul Quilès.

A propos du reportage télévisé sur la maison de retraite de Cachan qui dénonçait le manque de personnel, le maire a souligné que, ce jour-là, le bureau d'aide sociale de la Ville de Paris avait demandé la création de cent vingt-sept postes d'infirmières, dont trente-huit pour la maison de Cachan, et que le

gouvernement avait refusé à deux reprises ces créations.

L'affaire des bureaux d'études ? M. Jacques Chirac a repris l'argumentation développée le 11 octobre, par son adjoint, M. Jean Tiberi. Il a notamment souligné que le bureau d'études incriminé, le CRESPU, avait travaillé avec la ville avant son arrivée à la mairie. Cet organisme a notamment réalisé pour la préfecture de Paris, une vingtaine d'études. A propos de l'ouverture par le parquet d'une enquête sur la comptabilité de la société CRESPU, il a indiqué que si elle débouchait sur une information judiciaire, il se porterait partie civile au nom de la Ville de Paris.

Concernant le financement de sa campagne présidentielle par des fonds gabonais, le maire de Paris a déclaré qu'il s'agissait « d'informations mensongères et rocambolesques ». Il s'est étonné que « cette information publiée dans un livre, il y a quatre mois, ressorte cette semaine ». Bref, pour M. Chirac, « l'objectif de cette campagne est clair : on veut détourner l'attention du peuple de Paris et du peuple de France des vraies difficultés qui les

assaillent : on cherche à faire oublier l'absurdité de la réforme du statut des grandes villes dont la principale motivation est d'amoindrir le maire de Paris ». Il s'agit là, ajoute le maire, d'« une manifestation de crainte et un aveu de faiblesse. Crainte de voir les Parisiens juger la municipalité sur ses actes, c'est-à-dire, sur la qualité reconnue de sa gestion ». Conclusion : « Il n'est pas vrai qu'en démocratie, tous les coups sont permis. L'acharnement que l'actuelle majorité gouvernementale met à discréditer son adversaire, comporte un risque que des démocrates responsables ne sauraient pas prendre. Ce n'est pas impunément qu'on développe, dans la nation, un climat qui, par la colonie et la vindicte personnelle, suscite la division et peut conduire à la haine. Pour ma part, je refuse d'entrer dans cette spirale dangereuse ».

Un incident avec un journaliste de TF1

Au cours de cette conférence de presse, un échange très vif a eu lieu, entre le maire de Paris et M. Yvon Charon, le journaliste de TF1, qui a

effectué le reportage sur la maison de retraite de Cachan. « Vous avez employé des méthodes indignes d'un journaliste professionnel », a affirmé M. Chirac qui a affirmé que l'équipe de TF1 s'était présentée à la maison de personnes âgées, à Cachan, vers vingt-trois heures et, conduite par des représentants de la C.G.T., y était entrée « presque par effraction ». M. Charon conteste cette version des faits : « S'être présenté à dix-huit heures quarante-cinq, à Cachan, une heure où les visites sont très nombreuses ».

JEAN PERRIN.

Au cours de sa conférence de presse, M. Jacques Chirac n'a pas repris la mise en cause, faite la veille dans le huis-clos du conseil politique du R.P.R., à propos des affaires immobilières de la Ville de Paris (le Monde du 14 octobre). Celle-ci visait, ainsi que nous l'écrivions, « un proche collaborateur de l'actuel chef de l'Etat qui aurait eu des relations privilégiées en matière immobilière lorsqu'il était en poste à l'Hôtel de Ville de Paris avant l'élection de M. Jacques Chirac ».

Il y a révélations et révélations

A en croire M. Dafferra, M. Chirac serait un hypocrite et un naïf. Nait de faire mine d'ignorer que les renseignements généraux ont notamment pour mission d'informer le gouvernement sur la situation politique. Sous-entendu : de le renseigner sur ses adversaires, voire ses (faux) amis. M. Chirac, qui occupe jadis le fauteuil de M. Defferre, devrait savoir cela, s'étonne le ministre de l'Intérieur.

L'hypocrisie consiste à faire semblant d'ignorer que le parti socialiste a lui aussi fait l'objet de la sollicitude des R.G. du temps où il était dans l'opposition. M. Defferre, qui ne dément pas que la R.P.R. fasse l'objet d'un « suivi » de ses services, en a, assure-t-il, la preuve. Autres temps, mêmes mœurs.

La déclaration de M. Chirac est à la fois précise et floue. Précise, parce que l'accusation vise un service de la préfecture de police de Paris, et floue parce que la mairie de la capitale laisse entendre que d'autres services pourraient être détournés de leur vraie mission au détriment de la lutte contre le terrorisme et la grande banditisme. L'accusation est grave, et, plutôt que d'engager un démenti sur ce point, M. Chirac ferait sans doute mieux d'apporter quelques précisions, s'il le peut.

On laissait entendre, ce jeudi matin, à la mairie de Paris, que le chef du R.P.R. ne s'était pas engagé à « suivre » le coup de fil contre les écoutes. Faute de précisions supplémentaires, on en est cependant réduit à se référer à la seule source citée par M. Chirac, c'est-à-dire des « informations de presse ».

Il s'agit de « révélations » contenues dans deux articles du

Journal du dimanche (22 août et 10 octobre), signés Jacques Tiberi, et dont ce journal maintient aujourd'hui la teneur. On y a effectivement qu'une « section spéciale des R.G. » a été créée « pour surveiller la droite, la mairie de Paris et les syndicats de police ». Ce sont quasiment les termes de M. Chirac.

A la suite de ces « révélations », nous avions mené une enquête sur cette « section spéciale » (le Monde du 28 août). Les conclusions de cette enquête, que nous ont été confirmées ce jeudi matin par M. André Meguer, directeur des Renseignements généraux à la préfecture de police de Paris, sont les suivantes : il existe bien un service des R.G. parisiens dénommé Groupe des enquêtes réservées (GER) chargés - mais pas exclusivement - de surveiller les agissements de la droite et de l'extrême droite. Ce service, que dirige le commissaire principal Didier Adam, a été renforcé récemment de sept à huit membres et compte aujourd'hui dix-huit hommes (et non trente-cinq comme l'affirme le Journal du dimanche, ou des dizaines, comme le dit M. Chirac).

Les raisons de ce renforcement tiennent, explique M. Meguer, à la nécessité nouvelle d'établir des synthèses sur les agissements des terroristes, qui se sont multipliés. Tous les terroristes : c'est ainsi que l'on doit au GER le coup de fil contre l'Action directe révélé ce jeudi.

Rien que de très banal donc, à en croire, la version officielle qui conforte elle, officielle, de M. Defferre, lequel paraît attendre sereinement d'autres « révélations » de M. Chirac. — B. L. G.

La polémique entre le maire de la capitale et le ministre de l'intérieur

M. Chirac : une police politique à Paris

Citait des « Informations de presse », le maire de Paris a fait état, au cours de sa conférence de mercredi, de l'existence au sein de la direction des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris d'une « section spéciale chargée de s'intéresser aux partis politiques de l'opposition et plus particulièrement au R.P.R. et à la mairie de Paris ». M. Chirac a notamment ajouté : « Cette section spéciale, dirigée par un commissaire principal, s'est vu affecter plusieurs dizaines de fonctionnaires de police dotés de moyens techniques particulièrement sophistiqués, que doivent à juste titre envier leurs collègues chargés seulement de la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme ».

Alors, a dit M. Chirac, je demande solennellement au gouvernement, si cette information n'est pas exacte, qu'il apporte un démenti formel. Je lui demande aussi de m'indiquer si d'autres services chargés de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ne sont pas ainsi détournés de leur mission. Si ce démenti n'était pas fait de manière très précise et vérifiable, ou si l'organisme n'était pas dissous, force me serait de constater que le gouvernement socialo-communiste o-mis en place une police politique et que, pour la première fois depuis le gouvernement de Vichy, nous assisterions à la résurgence des sections spéciales.

[Ce qu'on appelle communément les sections spéciales relève du domaine de la justice et non de la police. Le 23 août 1941, le gouvernement du maréchal Pétain promulguait une loi créant des « sections spéciales » destinées à juger les auteurs d'« activités communistes ou anarchistes ». Les autorités de Vichy répondaient ainsi à un désir des occupants, qui exigeaient la création d'un tribunal d'exception à la suite de l'assassinat d'un soldat allemand au métro Barbès, à Paris. L'un des articles de la loi créant ce tribunal d'exception prévoyait sa rétroactivité.]

Ce n'est pas la première fois qu'un membre du R.P.R. accuse le gouvernement de faire ressurgir les spectres des sections spéciales. Avant M. Chirac, M. Messmer avait lancé cette même accusation contre M. Badinter à propos de la création de « cours d'assises spécialisés » au cours d'un débat à l'Assemblée nationale le 14 avril.

ment sur des comportements touchant à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat, mais aussi sur l'évolution de la situation économique, politique et sociale. Les archives de ce service démontrent que le parti socialiste n'a pas échappé à cette pratique dans le passé.

M. Chirac, qui a été ministre de l'Intérieur, le sait parfaitement. « Le gouvernement n'a donc pas mis en place une police politique comme l'a affirmé le maire de Paris. Parler de « retour aux mœurs de Vichy » relève des excès de langage dont M. Chirac est coutumier ».

sorte avec la société R.E.R. (Recherche Etudes Réalisations), de même sigle, dont on a fait état dans l'affaire des bureaux d'études parisiens.

PRECISION. — La société R.E.R. (Recherche Etudes Réalisations) ayant son siège au 17, rue Lauriston, Paris-16, tient à faire savoir qu'elle n'a aucun lien d'aucune

M. Jospin : M. Chirac commence à effacer de Gaulle

Au cours d'une émission enregistrée, avant la conférence de presse du maire de Paris, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré, mercredi 14 octobre à France-Inter, à propos de l'affaire des sociétés d'études : « Pour le moment, le problème est posé entre un journal et la mairie de Paris. A moins que vous ne pensiez que nous « instrumentalisons » la Libération, c'est-à-dire que la Libération soit liée au parti socialiste (...). Ni le gouvernement ni les leaders de la gauche, en tout cas pas le parti socialiste, ne se sont emparés de cette affaire, ne l'ont exploitée en quoi que ce soit jusqu'ici (...). Il y a une affaire de gros sous. Je ne sais pas exactement quelle est sa nature, si les accusations sont injustes ou non. Je pense que les preuves seront apportées d'un côté ou de l'autre. On nous demande la fraternité républicaine lorsqu'il y a une affaire de gros sous à la mairie de Paris. Moi, je préférerais que l'on commence par

manifestier cet état d'esprit sur des questions beaucoup plus fondamentales telles que le terrorisme, la Polono, le Proche-Orient, et que, sur ces questions, l'opposition fasse preuve d'un peu plus de sens de l'intérêt général et, éventuellement, de fraternité républicaine. Je ne suis pas du tout pour le dévoilement du débat politique, j'essaie de ne pas y contribuer ».

D'autre part, M. Jospin a répondu à deux déclarations de M. Chirac, qui a exprimé la volonté, s'il revenait au pouvoir, de faire certaines réformes mises en œuvre par la gauche, et de gouverner par ordonnances. « Il ne pense qu'à détruire », a dit M. Jospin, qui relève que M. Chirac souhaitait remettre en cause toutes les nationalisations, y compris celles réalisées en 1945 par le général de Gaulle. « Croquant efface Mitterrand, M. Chirac commence à effacer de Gaulle ».



L'affaire des fonds gabonais

Après la publication par le Canard enchaîné du 13 octobre d'un « document » selon lequel des fonds provenant du pétrole gabonais auraient été versés à M. Chirac pendant la campagne présidentielle de 1981, par l'intermédiaire de la société Elf-Aquitaine (le Monde du 14 octobre), le maire de Paris a déclaré, le 13 octobre, qu'il s'agissait « d'informations mensongères et rocambolesques ».

La société nationale Elf-Aquitaine, d'autre part, publié le démenti suivant :

« La société nationale Elf-Aquitaine et l'un de ses collaborateurs ont été mis en cause par un document anonyme publié dans le Canard enchaîné, daté du 13 octobre. Pour ce qui le concerne, comme pour ce qui concerne son collaborateur, la S.N.E.A. oppose un démenti formel aux allégations contenues dans ce document, dont, au demeurant, l'authenticité paraît douteuse ».

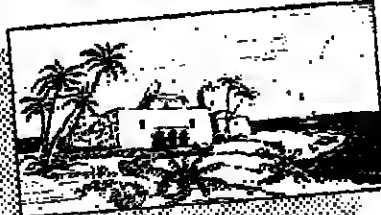
Elf-Aquitaine garde pour le Gabon une attention toute particulière. Bien que faible producteur de pétrole (moins de 10 millions de tonnes par an), ce pays est l'un des principaux sources de revenus pour le groupe pétrolier français, qui extrait 70 % de l'or nigérien.

Membre de l'OPEP, ce petit pays africain dispose d'une fiscalité très intéressante. Alors que tous les pays

membres de l'organisation, ou presque, ont repris le contrôle intégral de leur richesse pétrolière, le président Bongho se contente de détacher 25 % d'Elf-Gabon (une négociation a été ouverte il y a plus d'un an pour accroître cette participation à 34 %, mais nul ne semble pressé d'aboutir). De plus, Elf-Gabon peut, depuis 1974, distraire de toute imposition jusqu'à 10 % de ses ventes et constituer ainsi une provision pour investissements diversifiés. Sur les bénéfices restants, le taux d'imposition est de 75 % au lieu de 85 % au Moyen-Orient. Bref, là où la plupart des pays de l'OPEP ne laissent que quelques dizaines de cents aux contribuables par baril produit, Elf-Aquitaine conserve environ 10 dollars par baril, ce qui constitue une rente - la plus importante après l'aide et près de quart de la marge brute d'autofinancement du groupe, - fondement de la prospérité actuelle de la compagnie pétrolière.

A la direction d'Elf-Aquitaine, on qualifie de « roumain » les « révélations » du Canard enchaîné, et l'on indique que l'opération décrite est techniquement impossible, ne serait-ce qu'en raison du contrôle que la Cour des comptes mène sur la société nationale. D'autre part, il est à noter que si la S.N.E.A. commercialise 75 % de la production gabonaise, 25 % sont commercialisés par la société Petrogab.

la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !



Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur!

Office National du Tourisme Tunisien - 32 av. de l'Opera - 75002 Paris - Tel 742 72 67 - 1 Lyph 12 rue de Sèze - Tel 77 852 35 86

**JOURS
DE
FRANCE**



AU CAFÉ DU COMMERCE CREDIT DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Un agriculteur et un petit commerçant

L'agriculteur

Comment les affaires marchent-elles actuellement ?

Le commerçant

Pas bien fort, bien que le gouvernement ait fait beaucoup pour nous aider. Mais l'environnement international nous a fait perdre les avantages qui nous avaient été consentis. Nous sommes ramenés aux problèmes précédents.

L'agriculteur

Pourquoi les commerçants et artisans ne disposeraient-ils pas d'une banque comme le Crédit Agricole pour les agriculteurs ?

Le commerçant

En quoi consiste exactement le Crédit Agricole ?

L'agriculteur

C'est une banque comme les autres, mais c'est la plus grande. Elle est spécialisée dans nos problèmes. Ses directeurs d'agences connaissent très bien leur région, connaissent l'histoire de leurs clients agriculteurs, les familles, le nombre d'hectares, la surface en culture, la surface en herbage, le cheptel, la surface des étables, leurs équipements, etc.-etc...

Le Crédit Agricole peut nous consentir, dans certains cas, des prêts à un taux avantageux. Ses directeurs peuvent également nous conseiller lorsque nous venons leur dire, par exemple : nous avons besoin d'une grange, elle doit avoir telle surface. Est-ce que vous nous conseillez de la construire en béton ou en fer ? Il arrive qu'ils nous disent : je connais un entrepreneur en charpentes qui, actuellement, fait des prix intéressants. Vous pourriez lui passer commande à prix ferme pour en exécuter la moitié cette année et la moitié l'année prochaine, ce qui vous permettrait d'étaler vos paiements et de payer moins d'intérêts.

Le commerçant

Vous en avez de la chance, car nous, nous sommes livrés à nous-mêmes et quand nous avons besoin d'un conseil nous ne savons pas à qui nous adresser.

L'agriculteur

Pourquoi est-ce que l'Etat qui a nationalisé tant de banques ne pourrait pas en prendre une parmi les plus importantes qui s'appellerait «Crédit du Commerce et de l'Artisanat», dont le capital serait augmenté du 1,5 % de l'impôt sur la fortune qui doit être payé prochainement ?

Bénéficiant d'un capital important qui ne lui coûterait rien, il serait possible à cette banque de prêter à des taux intéressants. Bien sûr, cette banque devrait avoir des agences régionales susceptibles de conseiller leurs clients. Comme jusqu'à présent, les Banques Populaires ont été plus compréhensives que d'autres pour les problèmes du commerce et de l'artisanat, elles seraient choisies comme agences du «Crédit du Commerce et de l'Artisanat» dans leur région, ce qui ne les empêcherait pas de continuer leurs autres activités.

Le commerçant

Tout cela serait merveilleux, mais croyez-vous que le gouvernement y pense ?

L'agriculteur

S'il n'y pense pas aujourd'hui, il y pensera peut-être demain.

Le commerçant

Nous avons terminé nos consommations. Je vous offre une tournée au café d'en face.

L'agriculteur

Je n'en demandais pas tant. Merci. Mais si vous voulez que ce projet aboutisse, parlez-en à votre syndicat.

Marcel Dassault
Député de l'Oise

مكتبة العمل

POLITIQUE

La discussion du projet sur les transports intérieurs à l'Assemblée nationale

L'État garantit la liberté de gestion des entreprises privées

Mercredi matin 13 octobre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des articles du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (ce texte a été analysé dans le Monde du 29 juillet).

L'article 5 définit le service public des transports comme l'ensemble des missions qui incombent aux pouvoirs publics en vue d'organiser et de promouvoir le transport de personnes et de biens. Après avoir repoussé plusieurs amendements de l'opposition tendant à supprimer ou à transformer la notion de service public (afin, notamment, d'exclure le transport privé), l'Assemblée adopte un amendement du groupe socialiste ajoutant aux missions du service public « le développement de l'information sur le système des transports ».

Pour couper court aux accusations de l'opposition concernant sa volonté d'« étatiser » le secteur des transports, M. Fiterman, ministre

d'Etat, ministre des transports, propose un amendement précisant que, « dans le cadre des dispositions de la loi, la liberté de gestion des entreprises privées est garantie par l'Etat ». Cet amendement est adopté par l'Assemblée. D'autre part, contre l'avis de la commission, mais avec l'accord du gouvernement, les députés adoptent un amendement du groupe R.P.R. stipulant : « Sont considérés comme des transports publics tous les transports de personnes ou de marchandises, à l'exception des transports qu'organisent pour leur propre compte des personnes, publiques ou privées, agissant individuellement ou dans le cadre d'un groupement ».

L'article 7 détermine les principes relatifs à l'organisation et au financement des transports publics réguliers de personnes. Il prévoit notamment que les entreprises peuvent être radiées du registre des transporteurs publics. M. Weisenborn (R.P.R., Haut-Rhin) estime que la possibilité de radier certaines entre-

prises fait peser sur celles-ci « la menace d'une condamnation à mort ». « Une entreprise fermée pendant plusieurs mois, explique-t-il, ne pourra plus reprendre son activité ». Le texte, ajoute M. Galley (R.P.R., Anbs), met les entreprises « à la merci d'un pouvoir discrétionnaire ». M. Fiterman répond notamment que la solution qui a été retenue a recueilli l'accord des représentants de la profession. Cette disposition, précise-t-il, était jusqu'à présent d'ordre réglementaire. Il ne s'agit que de l'introduire dans la loi.

Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée adopte la rédaction suivante : « Les entreprises de transport public de personnes doivent être inscrites à un registre tenu par les autorités de l'Etat. L'inscription à ce registre peut être subordonnée à la délivrance d'une attestation de capacité professionnelle et, le cas échéant, à des conditions de garantie financière, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Les entreprises peuvent être radiées en cas de manquements graves ou répétés à la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité. Les entreprises inscrites au registre à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article conservent le bénéfice de cette inscription ».

Sur proposition de la commission et de M. Duron (P.C., Seine-Maritime), les députés adoptent les précisions suivantes : « Tout contrat ou convention entre une personne publique et une entreprise, qui a pour conséquence d'engager des fonds publics ou d'accorder une garantie financière publique est assorti, à peine de nullité, de clauses relatives au contrôle de l'utilisation des fonds engagés ou garantis par cette personne publique ».

L'article 9 stipule que les opérations de transport doivent être conduites dans des conditions conformes à la réglementation des conditions de travail et de sécurité. Il prévoit notamment la nullité de plein droit, dans les contrats de transport, de toute clause de rémunération principale ou accessoire de nature à compromettre la sécurité, notamment par l'incitation directe ou indirecte au dépassement de la durée du travail autorisé. Il s'agit essentiellement des primes kilométriques. L'Assemblée adopte un amendement de la commission interdisant, outre le dépassement de la durée du travail, celui des temps de conduite autorisés.

A l'article 10 (conditions et durée du travail des salariés et non-salariés chargés de la conduite ou du pilotage), l'Assemblée, à la suite d'une proposition identique du gouvernement et du groupe U.D.F., adopte les dispositions suivantes : « En ce qui concerne les agents non salariés, la durée du travail consacré à la conduite ou au pilotage et aux opérations annexes et le temps de repos font l'objet de dispositions particulières tenant compte des exigences de la sécurité ».

L'article 11 prévoit que le temps de travail des agents chargés de la conduite ou du pilotage comprend le temps consacré à la conduite ainsi que, dans des conditions fixées par décret, le temps pendant lequel ils sont à la disposition de l'employeur. Répondant aux accusations de M. Weisenborn, M. Fiterman dément que ce décret soit en passe d'être pris. Il s'agit d'un projet de décret sur la réduction de la durée du travail, précise-t-il, qui est « soumis à consultation », notamment auprès des organisations professionnelles et syndicales. En outre, ces dispositions concernent tous les modes de transport. L'objectif du gouvernement est, à terme, la suppression des équivalences en matière de durée du travail.

L'article 12 prévoit notamment que, en vue d'assurer la sécurité de ces agents et celle des tiers, l'Etat contrôle ou fait contrôler l'aptitude physique des personnes chargées de la conduite ou du pilotage. Pour les transporteurs routiers, le texte instaure un régime obligatoire de protection contre l'insuffisance permanente reconnue médicalement, ainsi qu'une possibilité de réinsertion professionnelle grâce à une formation complémentaire (ce dernier droit résulte d'un amendement de MM. Fèvre (U.D.F., Haute-Marne) et Weisenborn).

L'article 13 prévoit la création, dans chaque département, d'une commission paritaire employeurs-salariés, chargée de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail des personnels concernés.

L'article 14 définit de nouvelles modalités des choix en matière d'infrastructures, d'équipements et de matériels de transport. Il introduit deux innovations essentielles : d'une part, une approche « intermodale » (des « modes » de transport), afin d'éviter les gaspillages et doubles emplois, et, d'autre part, la prise en compte de nouveaux critères de choix plus conformes à l'intérêt collectif.

Ces choix, est-il précisé par un amendement de la commission, « tiennent compte des impératifs de la sécurité ». Les grands projets d'infrastructures et les grands choix technologiques feront l'objet d'évaluations qui seront rendues publiques. Lorsque ces opérations seront réalisées avec le concours de financements publics, un bilan des résultats économiques et sociaux devra être établi (amendement du groupe communiste). Celui-ci devra être rendu public. Des schémas directeurs d'infrastructures devront être établis par l'Etat et les collectivités territoriales, afin d'assurer la cohérence à long terme des réseaux définis pour les différents modes de transport.

Après avoir adopté les dispositions relatives aux institutions (conseil national, comités régionaux et départementaux des transports), l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement qui complète l'article 17 par les dispositions suivantes : « Les sanctions, notamment les mesures de radiation prévues par la présente loi, ne peuvent être prononcées qu'après avis d'une commission des sanctions administratives, créée au sein du comité régional des transports et présidée par un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire. La procédure devant cette commission revêt un caractère contradictoire ».

L'article 18 crée, à compter du 1^{er} janvier 1983, un établissement public industriel et commercial qui prend le nom de Société nationale des chemins de fer français. Ainsi, la S.N.C.F., personne morale de droit public, succède à une société anonyme d'économie mixte, personne morale de droit privé. Cet établissement « peut créer des filiales ou prendre des participations dans des sociétés, groupements ou organismes ayant un objet connexe ou complémentaire ». M. Fiterman indique qu'avant 1981 l'effectif de la S.N.C.F. se réduisait en moyenne de 5 000 personnes par an. Au cours de l'année 1981, ajoute-t-il, l'effectif moyen sur l'année était de 248 400 personnes. A la fin de 1982, il sera d'environ 253 000 unités. Enfin, entre juin 1981 et décembre 1982, l'entreprise aura embauché, en raison notamment de la réduction de la durée du travail, environ 15 000 personnes.

La séance est levée, jeudi 14 octobre, à 3 h 05, la suite du débat étant renvoyée à 21 h 30.

L.Z.

Suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. — L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 13 octobre, par 324 voix contre 197, en quatrième et dernière lecture, le projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique (il s'agit de la suppression définitive du secteur privé le 31 décembre 1986 et de la fixation d'un régime transitoire jusqu'à cette date). Le Sénat ayant de nouveau rejeté ce texte en troisième lecture, les députés ont adopté celui-ci dans la rédaction qu'ils avaient approuvée en troisième lecture (voir le Monde du 9 octobre).

Négociation collective. — L'Assemblée a également adopté, en deuxième lecture, le projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. Le Sénat ayant rejeté ce texte et la commission mixte paritaire n'ayant pu aboutir à un accord, les députés sont revenus au texte qu'ils avaient adopté en première lecture (le Monde daté 27-28 juin), en y apportant plusieurs modifications résultant d'amendements d'harmonisation, de codification ou de précision.

M. Raymond Barre, député apparenté U.D.F. du Rhône, nous prie de préciser que lors du vote sur le projet de loi instituant une contribution exceptionnelle des fonctionnaires de 1 %, il souhaitait se prononcer pour (voir le Monde du 13 octobre). L'ancien premier ministre avait laissé une consigne de vote en ce sens, qui n'a pas été observée.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, le mercredi 13 octobre 1982, au palais de l'Élysée.

LES DÉCRETS D'APPLICATION DES LOIS ET DES ORDONNANCES

Le premier ministre a présenté une communication sur les décrets d'application des lois et des ordonnances, conformément à la décision du conseil des ministres du 18 mai dernier, qui a estimé nécessaire de faire régulièrement le point sur la mise en œuvre effective des réformes.

A quelques exceptions près, les textes nécessaires ont été pris dans des délais satisfaisants. De ce fait, les lois votées jusqu'en mars 1982 sont maintenant pourvues de la quasi-totalité des décrets prévus pour leur application.

Pour les lois plus récentes, il a été demandé aux ministres en effort particulier afin que les réformes qu'elles apportent entrent en vigueur rapidement.

Ainsi, les modalités de l'examen auquel procèdent les organismes consultatifs seront-elles simplifiées ; de même, le nombre des signatures par les ministres sera ramené au niveau qu'imposent strictement les règles constitutionnelles.

Pour permettre au Parlement d'exercer son rôle sur la mise en œuvre des textes législatifs, le premier ministre communiquera aux commissions des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat le bilan complet des décrets d'application des ordonnances et des lois promulgués entre juillet 1981 et août 1982.

LA RÉFORME DE L'INSERM

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, et le ministre de la santé ont présenté une communication relative à la réforme de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Créé en 1964, l'INSERM a atteint aujourd'hui, dans un grand nombre de disciplines, un niveau international reconnu. La réforme de cet Institut aura pour premier objet de mieux définir ses missions. Elle mettra l'accent sur sa double vocation de recherche en santé et de recherche médicale, sur son rôle en matière de valorisation économique et sociale de la recherche ainsi que d'information et de formation, sur la nécessité de développer ses actions de coopération scientifique internationale en faveur du développement, et, de façon plus générale, sur une plus grande ouverture vers le monde extérieur.

Cette évolution des missions tendra à une modification de l'organisation de l'Institut et du renforcement de ses structures régionales. Les « filiales » respectives de conseil scientifique et des commissions scientifiques spécialisées seront précisées. La représentation du personnel dans les différents instituts sera mieux assurée. Enfin, des intercommunalités pourront promouvoir la recherche dans les secteurs dont le développement ne peut être assuré par les commissions existantes.

Comme pour le C.N.R.S., les directeurs d'unité auront une plus grande responsabilité dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de recherche, en tenant compte de la possibilité d'accéder à la direction d'autres unités sous certaines conditions.

Cette mesure d'encouragement à la mobilité favorisera, à terme, le renouvellement des équipes. Des mesures transitoires, s'appliquant jusqu'à la fin de l'année 1985, seront prévues pour les directeurs actuellement en cours de mandat :

— Les mandats en cours depuis plus de douze ans pourront être prolongés jusqu'à leur terme ;

— Les mandats venant à échéance avant le 31 décembre 1985 pourront être prolongés jusqu'à cette date.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres une communication sur l'avant-projet de loi relatif aux enseignements supérieurs.

Les principales dispositions visent à :

— Porter le nombre des personnes poursuivant en France des études supérieures à un niveau équivalent à celui atteint dans d'autres pays développés tels que les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne fédérale ;

— Mettre en place des méthodes d'enseignement supérieur permettant de mieux orienter les étudiants vers les métiers d'avenir et de donner à leur formation une finalité professionnelle plus marquée ;

— Rapprocher les universités, les écoles et les grands établissements, notamment en incitant chacune de ces catégories à poursuivre simultanément des activités d'enseignement, de recherche fondamentale et appliquée et de formation continue et en développant les passerelles entre les différentes voies de formation ;

— Ouvrir davantage les établissements d'enseignement supérieur sur leur environnement, notamment professionnel, régional et international ;

— Améliorer la participation des étudiants et permettre l'ensemble des personnels aux instances des établissements et un mode de désignation de ces instances.

La préparation de ce texte a déjà donné lieu à une large concertation, qui sera poursuivie jusqu'à sa mise au point définitive. (Voir le Monde des 13 et 14 octobre.)

LE BLAN DE LA SAISON TOURISTIQUE ESTIVALE EN 1982

Le secrétaire d'Etat chargé du tourisme, a rendu compte de la saison touristique estivale.

La saison touristique a enregistré une forte progression, qui traduit non seulement le mouvement important du droit aux vacances mais aussi l'effort des actions en faveur du tourisme social. Aux près de trente millions de Français, ont été ajoutés un nombre croissant de visiteurs étrangers, permettant ainsi à notre pays d'accueillir près de cinquante millions de touristes de l'ensemble des pays européens.

La saison 1982 a permis au certain réajustement de la fréquentation des diverses régions, au profit de l'espace rural, les régions littorales et de montagne en particulier. A cet égard, l'opération de promotion et de découverte de la France a conjugué ses effets avec des conditions climatiques exceptionnelles.

Ainsi, le tourisme constitue l'un des éléments essentiels et en expansion de notre économie. Il représente près du dixième du produit intérieur brut, apporte à la France d'importants recettes en devises et fait vivre, directement ou indirectement, près de 1 500 000 personnes, dont plus de 300 000 sont employées de façon permanente dans des activités proprement touristiques. L'effort d'équipement des vacances devrait permettre d'accroître sensiblement l'emploi dans ce secteur.

Le développement de nouvelles formes de tourisme, la priorité au tourisme de qualité, l'accès aux vacances de catégories sociales qui en étaient exclues jusqu'à présent, notamment grâce à la mise en œuvre du chèque-vacances et à la diversification que permet la cinquième semaine de congés, renforceront une activité économique essentielle pour l'emploi, l'aménagement du territoire et la balance des paiements.

cette semaine dans

LITTÉRAIRES les nouvelles

FOUCAULT
Trois pages d'entretien sur la Pologne, le Proche-Orient, les droits de l'homme.
Par Gilles Anquetil.

PIVOT
La polémique avec Régis Debray racontée par nos journalistes et vue par d'Ormesson, Hamon, Rotman, Paugam, Suffert.

BRASSENS
17 chansons inédites

ET AUSSI
Léotard l'acteur, Léotard l'homme politique, le mal anglais, l'Egypte de Moubarak, un entretien avec Stolérus.

NUMERO SPECIAL

LE LIBAN

MORT ET RÉSURRECTION

Histoire et bilan de sept ans de conflit

Un point de rencontre entre l'Occident et le monde arabe

Le Monde

dossiers et documents

OCTOBRE 1982

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 5 F

L'étrange cas du docteur Destouches la fauillaton

100

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

o
o
b
f
t
L
e

E
I
h
P

P O R T

p
e
m
o
d
p

m
p
q
d
ra

se
a

Je

Chia
vella
phé
mae

Ch
vella
phé
mag
sess
nos



GRASSET

GRASSET

"Un univers sensuel et extatique, un alliage des Nourritures terrestres et des Mille et une nuits version 1982"

Jérôme Garcin / Les Nouvelles Littéraires



OLYMPIA ALBERTI

UN JASMIN IVRE

ALBIN MICHEL

Jean-Jacques Gautier
de l'Académie française

Une amitié tenace

roman

Une femme se suicide. Simple fait divers, sauf pour le mari déchiré par le silence de la mort. Une petite lettre sur papier bleu va mettre le veuf sur une piste. C'est alors l'affrontement féroce mais implacable du justicier et du criminel. Criminel ou victime... Jamais l'art dépouillé de Jean-Jacques Gautier n'avait atteint la densité de ce face-à-face dramatique.

Plon

VIENT DE PARAÎTRE

COMMENT DONNER AUX ENFANTS LE GOUT DE LIRE ?

AIMER LIRE



AVANT LIRE :
• guide illustré de la lecture
• une tribune
• un jeu
• un point de vue
d'éditeur et de lecteur
d'adulte et d'enfant

EN VENTE CHEZ LE MARCHAND DE JOURNAUX : 45 F

la vie littéraire

Louis Chevalier
donne ses archives sur Paris à l'université Yale

Louis Chevalier, au moment de la publication des *Paris*, sur l'idée de l'éditeur un recueil de recherches parisiennes qui aurait été le monument d'archives rétrospectives par lui et ses élèves. Il annonce aujourd'hui qu'il donnera ces documents à l'université Yale, aux Etats-Unis.

« Qu'y a-t-il donc dans ces dossiers ? — Des notes d'observations quotidiennes sur l'évolution de Paris depuis la guerre. Le changement, jour par jour, des quartiers et des gens qui y vivaient. Une masse considérable de faits divers. C'est très important, les faits divers. L'historien y lit l'époque, ses mœurs.

« Ce dépôt, à Yale, est un mouvement de répartition ? — J'y ai beaucoup d'amis et d'anciens élèves. Les Américains sont très intéressés par ce qu'on leur offre. Ce n'est pas toujours le cas en France. Un exemple ? J'avais recueilli, par hasard, deux paquets de documents administratifs provenant du premier recensement d'après guerre, notamment ces « feuilles de ménages », si significatives. Quand je les ai rendus pour qu'on les rapporte à la mairie, j'ai appris que cette masse avait été brûlée, partie irréparable. Je veux mes documents accessibles à tous, et facilement. L'université Yale projette de créer les archives des grandes capitales du monde. J'apporte ma contribution, la première. A mes yeux, c'est un honneur pour Paris. »

Forum des livres

et des idées au Mans

Pour la cinquième édition de ses Vingt-Quatre Heures du livre du Mans, l'Association Lire et vivre attirera au moins six mille visiteurs hebdomadaires. Les 17 et 18 octobre, on pourra encore difficilement se frayer un che-

vient de paraître

ROMANS
MIRIEUX PRIGENT : *Entre poètes*. — Comment une application rigoureuse de la morale laïque conduit une jeune femme aux chemins de traverse de la mort. (Nouvelles éditions du Seuil, 280 p., 59 F.)

AUGUSTE LE BRETON : *Portif*. — Sur fond de mystère social, une évocation de la France des fornications dans le Paris de 1930. (Hachette, 406 p., 69 F.)

RÉCITS
FRANCE HUBER : *La Maison de l'été*. — Poèmes à petites touches, d'une belle poésie, sur les valeurs du monde et les parties du corps. (Le Seuil, 186 p., 57 F.)

Lettres étrangères
SHERWOOD ANDERSON : *Poèmes*. — Un roman publié en 1920, aux Etats-Unis, qui devait contribuer à son succès, enfin, celui que Faulkner et Hemingway considéraient comme leur maître. Traduit de l'anglais par Anne-Marie J.C. Lantier. (Le Seuil, 312 p., 90 F.)

JOAO GUIMARAES ROSA : *Préface*. — Une vingtaine de nouvelles qui nous projettent dans un Brésil étrange, loin des stéréotypes exotiques. Traduit du portugais par Jean-Pierre Dupuy. (Editions A.M. Métailié, 208 p., 60 F.)

MALAPARTE : *Sans, suivi de Solenne et Gervaise et de Une femme comme moi*. — Trois recueils de nouvelles écrites pour la première fois rendus publics à un éditeur moderne. Traduit de l'italien par René Novati. (Editions de Rocher, 306 p., 68 F.)

Critique littéraire
JEAN BURGOS : *Pour une poétique de l'imaginaire*. — Annuaire du Centre de recherche sur l'imaginaire, à Chambéry, l'auteur sur un tour de force de l'analyse par des études d'Apollinaire, de Michaux, de Saint-Pol Roux, d'Alfred, de Saint-John Perse. (Seuil, « Poésie vivante », 407 p., 100 F.)

Essai
COLLECTIF : *Antoine de Saint-Exupéry*. — Sous la direction de Roger Bellon, une double collection de la pensée de la jeunesse de l'homme en dix-neuvième siècle, ici Louis Colet. (Presses universitaires de Lyon, 318 p., 65 F.)

Recueil
JEAN DUTOURD : *De la France considérée comme une machine*. — Un recueil de chroniques de Jean Dutourd publiées dans *France* « voir, France voir » en 1981. (Flammarion, 281 p., 78 F.)

Politique
BERNARD MOUTET : *Le Socialisme socialiste : Villages 1890-1992*. — Les événements civils ou militaires, individuels ou sociaux et politiques qui ont façonné l'histoire villageoise. Préface de Charles Hertz. (Presses universitaires de Lyon, 302 p., 88 F.)

Essai
JEAN-PIERRE DUPUY : *Ordes et d'ordres*. — L'auteur de ces

min dans le village de lecture installé cette fois place des Anciennes-Halles et dont la surface aura pourtant été doublée (5 000 mètres carrés).

La preuve : l'an passé les éditeurs n'avaient délégué qu'une dizaine de leurs écrivains, cette année on dépassera la cinquantaine sur les cent cinquante auteurs attendus. Ainsi verra-t-on Monique Lange, Prix des Libraires 1982, Henri Gougeon, Evelyne Le Garrec, Dries Chabli, Serge Lantz, Catherine Salles, Miralie, Michel Ragon (qui recevra le Prix des lectures de « Lire et vivre »), Guy Hocquenghem, Catherine Baker, Jeanne Bourin, Jean-Claude Allain, Miguel Benassy et Daniel Langlois. Au total, une quinzaine de maisons d'édition seront présentes.

Les animateurs de Lire et vivre ont voulu faire de ces vingt-quatre heures, un véritable forum des idées et une école de tolérance, et il n'y aura pas moins de quatre-vingt associations culturelles et politiques (du P.C.F. au R.P.R.). Une trentaine d'entre elles auront un ou deux invités derrière leur étalage pour lancer ou poursuivre un débat parfois commencé la veille.

ALAIN MACHEFER.

Le développement de la lecture, thème du Salon et de la Fête du livre.

Le Salon du livre de Paris aura lieu, en 1983, au Grand Palais, du 14 au 20 avril, après les vacances scolaires du printemps. Le lundi 14 avril sera une journée réservée aux professionnels durant laquelle le problème des commandes informelles, notamment, sera abordé. La journée du mercredi, consacrée aux éditeurs et à la jeunesse, aura pour thème général « Apprendre à lire et à aimer lire ». Des spécialistes français et étrangers feront des communications sur de récentes expériences en matière d'enseignement et de développement de la lecture. D'autre part, une série d'initiatives, encore

à l'étude, marqueront la vie du livre et de la lecture, au cours du premier semestre 1982. En ce qui concerne la Fête du livre, les professionnels ont demandé à la direction du livre du ministère de la culture, qui a donné son accord, d'organiser différentes manifestations décentralisées en s'appuyant sur les bibliothèques et les librairies et sur les associations et personnes (auteurs, éditeurs, libraires et enseignants) ayant une responsabilité dans le développement de la lecture.

Nulla dies sine linea.

Les amateurs de journaux intimes se détacheront de l'estal public par Claude Bonafant : *Forêt son journal intime* (200 pages, 74 F., Ed. Retz), qui prolonge tout naturellement l'enquête que leur avait proposée sur ce thème « le Monde des livres » durant l'été. Evidemment, c'est un genre qui a ses adversaires acharnés : ils le tiennent pour malais, complaisant, voire obscène. « Qu'on nous laisse tranquilles avec ces mémoires sur de petits secrets ! », fulminait André Malraux. L'intérêt du livre de Claude Bonafant tient à ce qu'elle joue à la fois des grilles caractérisées et psychanalytiques, sans pédantisme aucun, pour décrire, les « diatribes » les plus célèbres et pour montrer quel rôle un journal intime peut tenir dans une existence. Au passage, elle discute avec raison la thèse selon laquelle les auteurs de journaux intimes formeraient une cohorte de Narcisse captivés par l'image enchanteresse qu'ils donnent d'eux-mêmes. L'une des fonctions essentielles de l'écriture intime souligne-t-elle justement, consiste bien plutôt à réparer, à restaurer un narcissisme meurtri.

La devise de « diariste » pourrait être : *Nulla dies sine linea* : cette règle, il semble bien que tout H.-F. Amiel l'ait respectée. Il attribuait une telle importance à la tenue d'un journal — c'était à ses yeux le plus sûr gage de la qualité d'un être — qu'il repoussait une étonnante épaisseur en arguant qu'il était « douloureux qu'elle écrive un journal intime ». — ROLAND JACCARD.

CHARLES SEIGNOBOS : *Histoire sociale de la nation française*. — Réédition en poche d'un classique de l'historiographie nationale. (Presses universitaires de France, 340 p., 39 F.)

PHILIPPE LEVILLAIN : *Boulogne, journal de la mémoire*. — Comment le général Boulanger sauva la République en voulant la coloniser. (Flammarion, 225 p., 80 F.)

JEAN-YVES BLOT : *Le Médan, chronique d'une aventure urbaine*. — L'auteur, qui a travaillé, avec son équipe, l'épave de la Médan, raconte le naufrage de la frégate ainsi qu'il y a plus de cent cinquante ans et la naissance d'un mythe. (Anthem, 422 p., 88 F.)

en poche

Un bon usage des citations

DANS certains milieux intellectuels, un jeu fait actuellement fureur : il consiste à citer une citation dans un livre de préférence introuvable, à l'isoler de son contexte et à faire ainsi dire à de grands disparus l'inverse de ce qu'ils ont toujours affirmé. Elevée au rang d'un art par les stérilisés, cette plaisante méthode a été utilisée récemment, on le sait, pour prouver, « pièces en main », que les penseurs français, depuis la nuit des temps et toutes tendances confondues, ont fourni des armes à l'antisémitisme hitlérien. Fort heureusement, il se trouve encore des esprits assez honnêtes pour ne pas céder à cette mode. Anselme grand rabbin de France, Jacob Kaplan est de ce petit nombre, et, à l'heure où les passions de nouveau s'exaspèrent, on ne saurait trop recommander la lecture de la passionnante anthologie (1) où il a réuni les plus beaux textes que les écrivains français ont consacrés au judaïsme, du dix-neuvième siècle à nos jours. Les conclusions qui en découlent sont, en effet, pleines d'intérêt : le livre réaffirme, on s'aperçoit non seulement, comme le note le préfacier, que « l'impression générale qui s'en dégage est nettement favorable à Israël », mais aussi que des auteurs réputés antisémites tels Gobeaux, Léon Bloy ou Paul Bourget, ont, parfois, rendu hommage au génie du peuple juif.

Face à ces « curiosités historiques », on peut, bien entendu, retourner l'argument précédemment évoqué et répliquer que ces morceaux choisis, forcément tronqués, sont dénués de signification. La remarque n'est pas fautive. A cela près que Jacob Kaplan, lui, n'est pas dupe et prend soin de souligner que, effectivement, ces lignes élogieuses ne peuvent se faire publier d'autres particulièrement abjectes, dues aux mêmes plumes et prouvant simplement que « plus d'une fois, au cours de sa longue carrière, Israël a fourni l'estime de ses détracteurs ». Tant il est vrai, comme le disait Paul Bourget, que la « loi du Siniel semble avoir épousé à l'avance les conditions qui gouvernent le sort des hommes » et que « ce système confond le pensée ».

ERIC ROUSSEL.

(1) Publié pour la première fois, en 1982, l'ouvrage a été réimprimé révisé.

• UN ENSEIGNEMENT DE L'ESTIME, de Jacob Kaplan, Stock. Collection « Judaïsme/Israël », 288 pages, 30 F.

• « J'ai écrit d'autres poèmes, moins beguins. Il se peut que ceux-ci soient le règlement de comptes ou d'un romanier ou d'un critique. J'accepte les blâmes, comme les compliments. » Alain, Alain Bosquet présente-t-il ses *Sonnets* pour une fin de siècle. L'éditeur jouera sur pièces, le recueil, publié en 1979, paraît dans la collection « Poésie Gallimard ». Et si vous êtes, selon Alain Bosquet :

« Déçu par le réel ? Engagé en poète ? C'est moins cher qu'un chauffeur ou qu'une doctoresse. »

• La plus méconnue des romans stendhaliens, *Lucien Leuwen*, est repris, en deux volumes, dans la collection « GF » de Flammarion, dans l'édition établie par Henry Debray, Michel Crouzet, professeur à l'université de Picardie, soignée l'œuvre d'une longue et pertinente introduction.

en bref

• LA MÉMOIRE ET L'ŒUVRE, tel est le thème d'un colloque organisé du 25 au 31 octobre par le Collège d'échanges contemporains de Saint-Maximin et présidé par Philippe Joutard et Anne Roche. Parmi les participants, on relève, en particulier, les noms de René Auzan, Philippe Lejeune, Pierre Nora, Mona Gouri, etc. (Rencontres) : Alain Pâris, Collège d'échanges contemporains, ancien conseil royal, place Jean-Saluste, 80470 Saint-Maximin. Tél. : 04-72-61-83.

• L'ALLIANCE FRANÇAISE DES PAYS-BAS (5 000 membres et 8 000 élèves) organise les 29 et 30 octobre 1982, au musée Van Gogh d'Amsterdam, un colloque des Alliances françaises du nord de l'Europe. Ce colloque réunira les responsables de Belgique, du Danemark, de la Finlande, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas.

Les Alliances de ces pays, qui touchent annuellement plus de 25 000 élèves adultes et qui comptent 30 000 membres, souhaitent au cours de ces deux journées mettre en commun leurs expériences nationales pour répondre à « l'engagement grandissant constaté chez les adultes de ces pays à l'égard de la langue et de la culture françaises ».

• LE QUATRIÈME FESTIVAL DU ROMAN ET DU FILM POLICIER, organisé par l'Association 813 et par la Maison de la culture A.-Malraux (3 et 4, chaussée Bequembourg, 51100 Reims. Tél. : 26-66-22-30), se déroulera à Reims du 27 au 31 octobre. De nombreux auteurs seront présents à cette manifestation, notamment Harry Whitehead, Julian Symonds, Claude Aveline et le clerc Jean-Jacques Dery. Des films policiers seront projetés. Des expositions, une « foire au polar », des conférences et un colloque consacré aux « primats du roman policier français » seront proposés. Le grand prix de la littérature policière et les trophées « 813 » seront attribués au cours de ce festival.

• LE GRAND PRIX DE LITTÉRATURE DE PROVENCE a été attribué à Frédéric et poète Antoine Audouard pour son livre « Abécédair », publié chez Gallimard.

مكتبة الأمل

romans

Le romantisme de Marc Cholodenko

● L'amour et ses tourments.

APRÈS les méditations solitaires de *Mordochai Schatz*, Marc Cholodenko revient avec *Meurtre* à un roman conventionnel. Des héros se tiennent et se défient entre quatre personnages : une femme du monde, la quarantaine, la belle Catherine Hart, venue d'un Américain fortuné ; un écrivain renommé, Georges Hélias, cinquante ans depuis peu ; son fils Geza, vingt-cinq ans passés. Ils sont issus d'une riche famille de milieux hongrois ; enfin un délégué aristocratique, Charles de Born, l'instinct descendant du fameux troubadour.

Si *Mordochai Schatz* était une sorte d'épilogue du dénouement, on est revenu ici dans un monde où l'on vit de ses rêves. D'un, ou presque, se passe dans le noble Peabourg, à l'ombre de Sainte-Clothilde et de Saint-Sulpice, où

ces personnages, créés sans l'écriture, se consacrent à l'analyse de leurs sentiments.

C'est d'ailleurs et surtout d'amour qu'il sera question. Malgré dix ans d'absence amoureuse avec Catherine, l'homme n'a pas encore traversé son cœur. Il lui faudra passer par l'étape de « rapports amoureux et purement physiques » avec l'écrivain pour enfin découvrir la passion, corps et âme, avec le fils de ce dernier. Entre les hommes, l'ami, le frère de rivalité : « *Charles s'occupait à porter le nom de ses ancêtres, Georges à illustrer celui qu'il était fait.* »

Frère et fils rivalisent aussi non seulement à propos de la même femme, mais dans leur idée de l'art et de la vie, car Geza Hélias voudrait être écrivain, mais un écrivain différent, qui ne reconstruit pas, pour écrire, à vivre.

Si le titre annonce un *Meurtre*, c'est que chacun tel est un meurtrier potentiel. La mort de Bettina Hart, fille de Catherine et fiancée de Geza, a réuni les quatre personnages — mort probablement accidentelle dont Geza ne se sent pas moins responsable. Et le sort de chacun des personnages se résoudra soit dans un meurtre fictif, soit dans l'anticipation d'un suicide, ou dans une mort sociale : loin de la scène parisienne, comme dans les romans du siècle dernier. Mais

c'est aussi que la mort, dans ce roman initiatique, est symbole d'un arrachement à soi-même qui prélude à une nouvelle naissance. Cet essor douloureux loin d'une réalité ancienne se fera pour chacun à travers une crise violente : « *La douleur, n'est-ce pas cela la seule expérience vraie ?* »

Chacun est donc le lieu d'un combat furieux contre soi-même dont l'issue ne peut être que la solitude. Geza et Catherine, qui découvrent à Combourg un amour ineffable, se séparent pour préserver cette « beauté inhumaine » dont ils ont été les supports passagers. L'attachable Charles n'a jamais quitté le « désert brûlant de sa souffrance ». Le seul à s'être pas accompli un « destin » mais une œuvre, c'est Georges Hélias, l'écrivain pour qui Catherine, « éternelle idole », n'est que l'inspiration de son prochain roman.

Il répondra à l'expérience ultime qui, célébrant les vices de la fiction et de la vie, aurait produit le « grand œuvre ».

Si l'on quitte sans grand regret ces personnages trop lourdement symboliques, c'est pour retentir, plus encore que le dessin d'ensemble de l'ouvrage, sa belle intensité romantique.

MONIQUE PETILLON.

* MEURTRES, de Marc Cholodenko, Bachelard-POL.

Anne Philipe et le carrousel des amours

● Une voix sans éclat mais toujours juste

C'EST qui ont aimé le précédent roman d'Anne Philipe, *Un été près de la mer*, alternaient sagement celui de cette année, *Les Résonances de l'amour*, où il ne se sentent pas dépayés. Même-voix, bien sûr, même ton. — mais aussi même décor méditerranéen, même genre de personnages, surtout une femme, qui s'interroge sur la vie, la mort et l'amour.

C'est l'été. Dans une maison rose, une femme, Louise, essaye d'écrire un livre. Comment l'amour naît-il ? Voilà ce qu'elle voudrait saisir : la première intuition, le regard décisif, la certitude de deux êtres qui se sentent faits l'un pour l'autre. L'échange premier. Louise vit seule avec sa chatte, Blanche, mais elle a beaucoup de souvenirs : un mari, Jean, qu'elle a quitté ; un grand amour, Julien, qui est mort jeune. Avec la curiosité détachée de l'écrivain, elle est attentive à ce qui arrive aux autres, à leurs bonheurs, à leurs chagrins.

Dans une autre maison, proche du même rivage, une autre femme, Cécile, meurt d'un cancer. Elle est en est à l'accomplissement final de la mélodie. Il faut qu'elle se sépare de son dernier compagnon, son petit-fils qu'elle a élevé, et à qui elle veut épargner le spectacle de son agonie. Entre Louise et Cécile, il y a une amitié qui se vit sans guère se dire, en sobres visites et en soins quotidiens.

Le calme de ces personnages est terrible. Ainsi, le fils de Cécile, qui est médecin, viendra, sur un appel, pour achever sa mère comme elle le souhaite. Une prière, et c'est fini. On ne saura pas ce qu'il en pense. Il est vrai que cet Adrien rayonne de bonheur : il vient de rencontrer Laure, et il l'aime. Laure

n'aime plus son mari, Adrien, a souffert d'être quitté, jadis par Marianne, qui ne l'aimait plus et en aimait un autre — mais c'est fini, maintenant, et il est heureux.

Un autre témoin aurait peut-être un soupçon d'indolence au spectacle de ces amours interchangeables, qui éclatent en tour d'artifice et disparaissent dans le ciel noir. Mais il n'y a pas d'humour chez Louise, et toute déraison lui est étrangère.

Anne Philipe excelle surtout dans l'évocation des changements discrets d'un paysage familial, des déformations de l'ère d'une saison qui s'en va. Avec les mots les plus simples, elle sait rendre présent le bon-

heur de vivre un instant parfait, tel qu'il se donne parfois, on se sait comment, au sein d'une longue et mélancolique solitude.

Louise, qui ressemble beaucoup à Anne Philipe, est de celles qui se réjouissent de la joie des autres ; ce n'est pas si fréquent. La vue d'un amour partagé rend à son cœur les ailes qu'il avait perdues. Tout cela se dit d'une voix lente, sincère, sans éclat, sans excès, dont l'application à saisir le vrai sonne toujours juste, même si, dans ce dernier livre, la modération ressemble parfois à la froideur.

JOSANE DURANTEAU.

* LES RÉSONANCES DE L'AMOUR, d'Anne Philipe, Gallimard, 173 p., 47 F.

Vladimir Volkoff

(Suite de la page 15.)

C'est bien là que le *Montage* devient embêtant. Qu'est-ce qu'il a dans la tête, Vladimir Volkoff, qui promet la victoire à ce communisme qu'il déteste et, à travers l'effacement K.G.B., semble lui en donner les moyens ? Fait-il seulement les idées de ce Kouroussov, auteur de la *Vérité russe*, qui distingue radicalement la Russie de sa Révolution que des étrangers, juifs, banquiers américains ou allemands sont venus faire chez elle et contre elle ? Voit-il comme l'autre la Russie promise à une vocation chrétienne, appelée à sauver le monde, non par la théocratie, comme le voulait Dostoïevski, mais par son martyre ? En ce cas, le communisme auquel elle est livrée comme au Mal absolu deviendrait instrument du salut.

Toutes ces réflexions politiques, historiques, théologiques, s'insèrent dans ce roman d'espionnage, dont elles suspendent un moment

le cours, sans jamais en rompre l'élan, et elles lui donnent une dimension, une richesse, une épaisseur exceptionnelles. La manipulation est une idée nouvelle aujourd'hui, peut-être une science, une arme, peut-être une des formes futures de la guerre. Vladimir Volkoff vient d'en faire le roman. Mais qu'il remette l'arme entre les mains des seuls communistes quand bien d'autres manipulent, donne à l'œuvre une allure de pamphlet qui atténue sa force de persuasion. Et comment Volkoff, si respectueux de la réalité qu'il s'accorde à toutes idéologies le droit de la violer, préfère-t-il à la complexité qui est l'essence du réel ces grandes machinations simplifiées ? A moins que ce ne soit, comme je le crois, par goût, par passion du pur jeu de l'esprit.

JACQUELINE PIATIER.

* LE MONTAGE, de Vladimir Volkoff, Julliard / L'Age d'homme, 248 p., 65 F.

Les nostalgies douces-amères de Pascal Sevrin

● La ballade d'un jeune égaré du sentiment.

D'ES les premières pages d'*Un garçon de France*, on retrouve un ton familier, rapide, aisé, une écriture exacte, vive et un peu narquoise. D'emblée, le troisième roman de Pascal Sevrin vous provoque avec un gentil clin d'œil : « *On me donnait le Bon Dieu sans confession. On avait tort. Il faut se méfier des enfants prodiges et bien portés, des autres aussi d'ailleurs. J'avais les yeux bleus, de bonnes manières avec les dames du patronage, et si j'allais à la messe sans me faire prier, ce n'est pas seulement pour les raisons que l'on croit. Je couchais avec le curé. Plutôt par politesse que par conviction, mais enfin le cœur y était.* »

— Au bout de quelques pages, sans épitrope et sans retard, nous voici entraînés dans une sorte d'éducation sentimentale sur les pas de Laurent d'Entraigne, fils unique d'un sous-préfet de la Haute-Vienne, qui file poliment le parfait ennui à Belac, entre un père pris par ses fonctions et une belle-mère froide comme une extrême-onction.

A dix-neuf ans, ce jeune monsieur sans emploi « mon'e » à Paris, moins pour y jeter sa gourme que pour retrouver sa mère, Marie-Louise Rogée, une Espagnole, dépositaire des secrets de sa prime enfance. Fidèle à son écriture, Pascal Sevrin reste aussi fidèle à ses thèmes : *Vichy dancing*, son deuxième roman, n'était-il pas la défense et l'illustration d'une mère, chanteuse populaire des années 30, qu'un fils aimant aidait à reconquérir un semblant de célébrité après l'ambiguë traversée des années noires qui lui avaient été fatales ?

Ici, nous sommes au début des années 60, et l'auteur est assez habile à restituer les climats d'époque comme dans son précédent livre : rock, ramoux de la guerre d'Algérie, mythologies du cinéma où domine, pour Laurent, la blonde Lana Turner. C'est précisément à elle que lui fait penser Mado, alias Josiane Lampion, ex-miss Alger 1963, hôte de La Maisson rose, une boîte où elle le fait engager comme barman. Après ses premiers temps de solitude à Paris, dans un hôtel plutôt modeste où vivait un assassin, après de furieuses premières amours, Laurent a trouvé la son poète d'ancrage dans la capitale, côté Pigalle.

A La Maisson rose, où s'occupe beaucoup de défendre l'algérien français autour du patron, Samy, un pied-noir qu'en-tourne une faune d'oiseaux et inquiétants. Pour Laurent, le vrai refuge, c'est cette maison d'Arcueil-Cachan où vit Mado, avec qui il va découvrir une complicité bon enfant.

Laurent n'en oublie pas son projet : retrouver sa mère, et nous le suivons au fil d'une enquête difficile, d'un atelier de coiffeuse où elle travailla jadis à ce bureau d'un astrologue dont elle fut la maîtresse avant de s'enfuir. Une surprise attend cependant Laurent : lorsqu'il parviendra à son but, il découvrirait qu'il vaut mieux laisser Marie-Louise vivre sa vie, continuer de rêver à une mère mythique et accepter que son identité soit celle qu'il s'est forgée au cours de son périple parisien.

Cette ballade d'un jeune égaré du sentiment qui n'a pas froid aux yeux se lit d'une traite avec un plaisir enjoué. Le roman se relâche dans sa seconde moitié et tourne un peu court ; Pascal Sevrin atteint à aux limites dangereuses de son art qui sacrifie beaucoup à l'ellipse, à l'instantané, aux rapprochements heurtés des situations et des comportements. A force de revenir son souffle, on de l'économiser, il risque de le perdre un peu et d'amalgamer ses personnages, voire de les effacer. On n'en aimera pas moins, dans *Un garçon de France*, le charme dansant du style, l'élégance moqueuse du trait, la note algérienne du moraliste, au rythme de cette petite fête des nostalgies douces-amères empreintes d'un parfum d'époque, qui, contrairement à ce que croit Mme Signoret, restent ce qu'elles sont.

PIERRE KYRIA.

* UN GARÇON DE FRANCE de Pascal Sevrin, Olivier Orban, 186 pages, 58 F.

Les neiges hongroises

« C'EST ça qui est insupportable : l'est, on ne s'en rend pas compte que pensent les gens ! » L'est, toi la Hongrie. « Un petit pays qui ne fait plus l'histoire » ou « la baraque la plus confortable du globe », ou encore : « Le régime est comme un criminel qui caresse ses enfants dont il a tué les parents. Pour Anna, installée dans un grand hôtel de Budapest, il y règne une lumière de brouillard. Un temps de neige, immobile. Elle promène sa solitude au côté d'une comédienne, Stella Sand, sur les lieux du tournage d'un film. Le brouillard de l'âme d'Anna s'enveloppe d'une écriture angulaire, amère. Le désespoir produit une lente fatigue, Michèle Manoeuvre pense qu'on rencontre les pays en traversant les âmes. Elle vole, le phume allégué par l'usage systématique du « ou », de l'imparfait et des articles indéfinis, à la rencontre de ses personnages. C'est une sorte de démarche fusionnelle, animée par une foi parfois irritante en les vertus de l'empêchement.

La Hongrie, donc, ce sera un chauffeur de taxi, Stella, bien sûr, et ses confidences découvertes, la statue d'un moine aux cheveux de femme, Anonymus, la chroniqueur de Béla IV. Et surtout un homme rencontré après le voyage, à Paris, Antal. Qui aime le rock, Scott, Fitzgerald, Musil, et Flaubert.

Pour être y a-t-il trop de choses explicitement inscrites au programme de ce roman : l'exil, le désenchantement, la solitude et la Hongrie. On flotte, on dérive, accroché souvent par une phrase qui inclinerait le chemin d'une révélation, mais qui coïncide entre généralité et avec, glissant parfois au lieu commun. Michèle Manoeuvre a succombé au charme de conter une « histoire curieusement privée de noyau, à peine palpable ». Ceux qui avaient aimé *Grand Reportage* regretteront qu'il ne se dégage pas d'*Anonymus* la même violence.

GENEVIEVE BRISAC.

* ANONYMUS, de Michèle Manoeuvre, Le Seuil, 59 F.

ATTENTION BAC!

FEU VERT

Préparation au BAC 83

Série RAS

Les sujets du Bac 82 commentés, expliqués, corrigés :

- Tous les sujets scientifiques traités et commentés dans l'ordre du programme.
- Tous les sujets littéraires émaillés de plans et de suggestions originales.

Chez tous les libraires

CLASSIQUES HACHETTE

Une trilogie magistrale

JEAN-FRANÇOIS CHIAPPE

LAVENDÉE EN ARMES

« Un grand souffle anime son récit, celui de la vie même »

GINETTE GUITARD-AUVISTE « LE MONDE »

Nous suivons Jean-François Chiappe, haletants, angoissés, frémissants tour à tour d'espérance et de désespérance, d'admiration ou d'horreur. Il ne dissimule ni les fautes ni les grandeurs des uns et des autres. Voilà bien, en effet, qui est nouveau !

JEAN PRASTEAU « LE FIGARO »

Trois volumes reliés toile sous jaquette couleurs / gardes couleurs / très nombreuses illustrations dans le texte

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

La Vendée en armes

LES GÉANTS

La Vendée en armes

LES CHOUANS

502 من الاموال

DU « VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT »

L'étrange cas du docteur Destouches

(Suite de la page 15.)

Voilà pour le docteur Jekyll-Destouches.

Et voici Mister Hyde-Céline : homme de nuit, il va de soi, et d'un voyage au bout de la nuit dont il faut aussi prendre le titre à la lettre, comme celui d'une œuvre longuement et durement écrite « à la clarté deserte de la lampe ».

A Edmond Jaloux, qui avait traité du Voyage (2) avec une sympathie comédienne, comme d'un livre écrit sous le coup de la mode populiste et qui passerait avec cette mode, Céline répond, le 19 novembre 1932, que si le critique a « mille droits de féerie », contre l'auteur (lui-même), l'ouvrier, lui (aujourd'hui Céline), a droit au respect de son travail : « Ce projet remonte à 10 ans. Le boulot dura 6 ans et me tua 50 000 pages manuscrites. On ne parlait pas à cette époque ni de populisme ni de romans anglais ».

La lettre est signée Louis Destouches, et, en dessous, Céline ; et le passage sur les cinquante mille pages manuscrites est souligné par lui.

Exagération bien sûr, qui répond à la déshydratation du critique. Dix ans pour ramener à l'état 1932, alors que L. Destouches n'est encore qu'un étudiant de troisième année à la faculté de médecine de Rennes. Il parlera plus tard de six ans, puis de cinq ans, et cette fois à juste titre : la thèse sur Bismarck, œuvre véritablement « littéraire », est écrite en fin 1932-début 1934, et l'Église en 1935. Progrès, écrit en 1937 (3), comédie-léger bouffé en quatre tableaux comme l'Église était une comédie en cinq actes, était nettement que Mr Hyde courrait sous le Dr Jekyll depuis plusieurs années ; mais que Céline n'avait pas encore trouvé la voie du roman.

Dans la genèse du Voyage, le succès de Hôtel du Nord, d'Eugène Ionesco (1929), souvent rappelé, a été un événement moins déterminant que les deux rencontres, en 1928, de Paul F. puis l'année suivante, de Jérôme G., deux hommes dont bien des traits confondront pour en faire des modèles du « Barzani », du Voyage et du « Capade » de Guignol's Band (4).

Et que la rencontre, surtout, et la liaison, à partir de 1927, avec Elisabeth Craig, l'Américaine, à laquelle est dédié le Voyage. Ce n'est pas seulement ce « Voyage » qui se construit

dès 1927, 1928 au plus tard, dans la tête de Céline, cependant que le docteur Destouches repart à longueur de journée, à Clichy, qu'il décrit alors lui-même comme « le faubourg pauvre et insalubre d'une grande ville », ses misérables malades : c'est aussi l'épisode londonien (Guignol's Band et le Pont de Londres), qui ne verra le jour de l'édition que quinze ans plus tard (1944), mais pour lequel il échange déjà toute une correspondance avec Jérôme G., et enfin Mort à crédit.

Deux univers

Cette double vie, construite méthodiquement à partir de 1926 ou 1927, menée avec une ténacité obsessionnelle jusqu'à la mort, ces incessants va-et-vient entre Destouches-Jekyll et Céline-Hyde... Il est difficile de ne pas penser à un comportement schizophrène, au sens banal et atténué du mot si l'on veut, mais avec ses traits classiques et connus : la prédominance de la vie intérieure, les bouffées délirantes (les pamphlets antisémites), le maintien — et dans son cas, l'exaltation — des facultés intellectuelles, les mots inventés ou torturés, le débit verbal. Tout cela, plus le génie et la sensibilité, est déjà dans le Destouches-Céline de 1932.

L'énorme boum qu'est la parution, le 23 ou 24 octobre 1932, chez Denoël, du Voyage au bout de la nuit agit à cet égard comme un révélateur. Qu'un médecin-fonctionnaire fasse paraître un roman à succès, et à succès de scandale, rien de grave. Mais on s'attendait qu'il abandonne la médecine, comme le fit Georges Duhamel après son Clotelisation, prix Goncourt 1918 ; on que du moins il ne touche aux basses œuvres littéraires que du bout des doigts.

C'est mal connaître Destouches, devenu Céline : André Lwoff, encore, raconte qu'un de ses collègues vit passer un coup de vent, fin 1933 ou début 1934, dans une petite librairie de Montmartre, une sorte de son qui, lui dit le libraire, venait chaque jour s'enquêter du chiffre des ventes de la veille. Ce fou était Céline. Dans ces mêmes mois qui suivirent le coup de tonnerre du Voyage, le docteur Destouches avait pour voisins de palier, 98, rue Leprieux, un cinéaste déjà célèbre, et son aide de cinq ans : Abel Gance.

Les deux hommes sympathisaient, se voyaient, causaient. Abel Gance, un soir de l'hiver 1932, sous la porte cochère sans doute, parla avec enthousiasme au docteur de ce roman qui vient de paraître, un chef-d'œuvre d'un certain Louis-Ferdinand Céline. Et le docteur Destouches daigna répondre en riant : « Mon vieux, Céline c'est moi ! » (5).

Ni alors ni depuis on n'a, croyons-nous, attaché à cet étrange cas du docteur Destouches une attention assez pertinente. Faut-il rappeler par exemple que, s'il doit donner en décembre 1937 sa démission de médecin-chef du dispensaire de Clichy, c'est plus à cause de ses trop nombreux voyages en France qu'à l'étranger que de son œuvre ? Qu'il est accepté sans difficulté en novembre 1939 comme médecin de première classe de la marine de guerre, embarqué à bord du Chella, paquebot armé ? Nommé l'année suivante (le Chella ayant été coulé) au dispensaire de Sartrouville ?

Tout se passe donc durant trente ans « comme si l'univers du docteur Louis Destouches et celui de Louis-Ferdinand Céline n'avaient eu de communication, rare et furtive, qu'à sa volonté ; et comme si quelque convention secrète et respectée avait maintenu ces deux univers séparés l'un de l'autre, sans que l'un des deux l'emporte jamais sur l'autre. Un cas.

JACQUES CELLARD.

2) Dans les Nouvelles Littéraires du 19 novembre. Mais un long compte rendu du même R.J., le 10 décembre, dans le même hebdomadaire, était beaucoup plus positif, et Céline en remercia chaleureusement le critique. Les deux lettres de L.-F.C. sont du 19 novembre et du 10 décembre, donc du jour même de la parution des articles. Pour le supplément de son « soud ouvrier » du travail bien fait.

3) Première édition en février 1975, au Mercure de France, avec une notice bibliographique.

4) Lire, pour les rencontres Pierre Lafitte, dans les Actes du colloque « Céline » international, Paris 1979, à la Société des Études Céliniennes, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007.

5) Outre les Cahiers Célines (Gallimard) et la biographie intitulée de la Société des Études Céliniennes (Université Paris VII), rappelons pour la genèse et l'accueil du Voyage, l'importante documentation réunie par Henri Godard dans l'édition « Pléiade » 1981 du texte.

Une histoire pleine de merveilles ALAIN GERBER

LE LAPIN DE LUNE

• Imprévisible Gerber. L'an passé, avec un roman aztèque, il avait fait une rentrée métaphysique. Il revient en 82 avec une histoire douce à déchirer le cœur mieux que ses couteaux d'obsidienne.

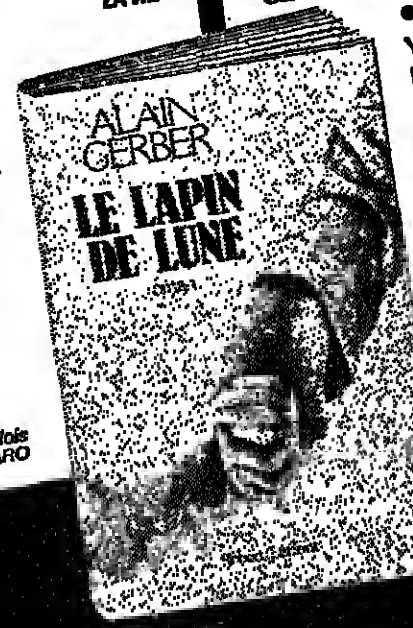
Patrice de Plunkett
LE FIGARO-MAGAZINE

• On n'avait pas ressenti depuis longtemps un tel débordement, un tel flot de plaisir à lire un roman d'aujourd'hui. Roman, histoire, conte de fées, fable, vous choisirez. L'histoire d'Alain Gerber est fabuleuse.

LA VIE

• Gerber est peut-être né avec un paquet d'émeraude et de sel dans la poche, ce qui est le privilège secret, et extrêmement rare, de quelques écrivains.

Claire Gallois
LE FIGARO



• Lisez Le lapin de lune. Toutes les raisons de s'émouvoir, de rire, de s'étonner, de pleurer et de se rafraîchir aux sources de l'enfance, vous seront données, avec, en prime, une fin éblouissante d'une vibrante rapidité qui éclipse tous les « thrillers ».

Gilles Fuchowski / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

• Alain Gerber a écrit un conte pour adultes, une de ces belles histoires tristes, toutes saturées de rêve.

François-Olivier Rousseau / LE MATIN

• Le pourquoi et le comment de cette histoire étrange, belle, merveilleuse, ne se racontent pas. Ils s'écoulent. Ils se savourent.

PARIS MATCH

• Pour nous aider à vivre, il nous reste à nous raconter des histoires aussi belles, aussi merveilleuses, aussi cruelles que Le lapin de lune.

Jean-Pierre Enard / U.S.D.

• Le lapin de lune est simplement un très beau livre, tout en musique, tout en sensibilité, et tout en humour.

Pierre Lescage
TELEGRAMA

ROBERT LAFFONT

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-5
Tél. 326-51-09

philip k. dick
l'invasion divine
Le Dick suprême : un étonnant testament spirituel.
MICHEL JEURY / SUD-OUEST
Philip K. Dick est mort. Pour l'enterrer dignement, je vous suggère la lecture de son dernier livre, l'INVASION DIVINE avec THE END, des Doors à fond la caisse et en stéréo sur votre chaîne stéréo.
PILOTE
Philip K. Dick refait l'histoire du monde, mais au plus haut niveau.
FRANCE-SOIR
présence du futur
denoël

collection "portraits souvenirs"
UNE EDUCATION ALGERIENNE
GUY VIDAL ALAIN BIGNON

Les livres d'Histoire n'ont jamais rien appris à personne. Prenez l'Algérie et ils vous diront que c'est De Gaulle, Massu, le F.L.N. et 1962...
Guy Vidal et Alain Bignon savent que ce ne fut pas cela, que l'Algérie c'était des types paumés qui écoutaient au transistor Danny Logan et ses Pirates, l'échafaud suritaire qui lisait Graham Greene, des bidasses qui en tenaient pour Véronika Lake au cinoche en plein air du cantonnement et toute une grande parade où la mort survenait au milieu du ping-pong, de la bière et des chansons de Trenet et d'Hallyday...
Domage que je ne sois plus prof. Si je l'étais encore, pour l'apprendre l'Algérie aux élèves, je virerais le manuel et je leur donnerais l'« Une éducation algérienne » à lire.
Claude KLOTZ
CHEZ VOTRE LIBRAIRE
DARGAUD ÉDITEUR

CELINE
AUX ÉDITIONS DU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME
Les Œuvres de Céline en 9 volumes.
Une étude critique originale : les notices de Frédéric VITTOUX
Par l'acuité de son analyse, Frédéric Vitoux, a su, en présentant chaque texte, faire ressortir la personnalité complexe de l'écrivain. La qualité de ces notices constitue une étude critique originale qui contribue avec précision et clarté à une meilleure approche de Céline.
Des accords d'âme et de style : les illustrations de Raymond MORETTI
Pour transcrire la force de la phrase, pour traduire le choc des mots, il fallait qu'il y ait une rencontre exceptionnelle. Celle de Raymond Moretti et de Céline met en évidence les accords d'âme et de style entre deux artisans du meilleur.
"Cette collection marque certainement une date dans la bibliographie celine." (Magazine Littéraire, mars 1982).
"Une réussite artisanale exemplaire." (Le Point, 22.2.1982).
Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, 32 rue Rousselet, 75007 Paris - Tél. 783.61.85 +
Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur :
☐ L'Œuvre de Céline ☐ Les Œuvres complètes de Balzac ☐ Flaubert ☐ Proust ☐ Colette ☐ Pagnol ☐ Labiche
☐ Le Théâtre complet de Sacha Guitry ☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVI^e et XVII^e).
☐ L'Œuvre romanesque de Sartre/Beauvoir ☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVI^e et XVII^e).
Nom _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____ Code postal _____
Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, Luce Fieschi éditeur, 33, rue Rousselet, 75007 Paris, tél. 783.61.85.

مكتبة الامم

LA PRÉHISTOIRE A L'ORDRE DU JOUR

FAITS SURPRENANTS ET HISTOIRES COCASSES

كذباً عن الأهل

psychanalyse

La littérature et le divan

La tentative de Pamela Tytel se ramasse-t-elle bien dans cette formule qu'elle reprend à Bernard Pinguet, qui se dit de quel il parle : « *Le roman, au départ, en analyse, l'analyse produit du roman* ». Dans un essai qui tient du rapportage et de la thèse universitaire, ce qu'il fut à l'origine, l'auteur d'écrit en effet son étonnement de jeune Américaine, passée par le divan, devant les liens de la littérature et de la psychanalyse, plus serrés en France qu'en aucun autre pays.

Venus d'un pays où la psychanalyse a été récupérée par la médecine, pour s'installer dans un autre où les analystes, médecins ou non, sont fascinés par la littérature et souffrent de la tentation de « l'écriture », Pamela Tytel insiste sur le fait que la production de textes psychanalytiques en France ne compose pas seulement d'études sur le génie créateur, de « cas » traités comme des fictions, dont le patient devient un personnage, au détriment des perspectives scientifiques et de la démarche thérapeutique.

La vue est nouvelle, en ce sens que jamais cette évidence n'a été formulée en ces termes. Dans une première partie, consacrée à la diffusion des idées freudiennes en France par le canal de la littérature, qui vainc les résistances suscitées par le chauvinisme antipsychanalytique et le fétichisme de Janet, l'auteur remet en place des éléments connus.

Mais Pamela Tytel montre comment ces éléments ont conduit, selon elle, bien des psychanalystes français à donner au texte, à tout texte de fiction en tout cas, le statut de « discours de l'analysant ».

Dans une seconde partie, elle développe ce thème en étudiant les travaux de quelques psychanalystes tentés par le roman autant que fascinés par Freud et par son existence. Ses vues, souvent ingénieuses, ont, certes, de quoi faire réfléchir quiconque, en marge de l'analyse ou plongé en elle, se désole désespérément avec la dialectique de la fiction. Mais Pamela Tytel ne semble pas apercevoir que, loin d'exprimer l'abandon du comportement des pionniers qui désaient une spécificité « telle » de la psychanalyse en France, cette passion pour Freud repose sur une autre forme de chauvinisme. La plupart de ces auteurs, en effet, tout en invoquant la primauté du langage et de la langue, étudient Freud dans sa transcription anglaise. Bien peu ont pris la peine de l'arrêter à sa source, en allemand.

J. N.

* « La Femme sur le divan », de Pamela Tytel, Aubier-Montaigne, 224 pages, 57 francs.

Une histoire culturelle

Le bilan de l'aventure freudienne.

AMBITUEUSE et sans précédent, au moins sous cette forme, cette *Histoire de la psychanalyse*, dont Roland Jaccard a assuré la direction, est essentiellement pédagogique. Ses auteurs traitent de la psychanalyse, en se plaçant à l'extérieur de celle-ci, indépendamment des rapports que chacun d'eux peut avoir avec elle. Psychanalystes ou non, ils n'apportent pas ici d'élaborations théoriques ni de réflexions cliniques. Si des problèmes surgissent de

lemment et parfois pathétiquement revendiqués. Pourtant, le débat est étendu par la formule : « *Le psychanalyste permettrait de servir l'âme humaine* ». L'entreprise ne manque pas d'ampleur : plus de sept cents pages en deux volumes. Le premier tome traite de Freud et son temps, le second retrace la diffusion de la psychanalyse dans le monde. Car tout part de Freud : sans lui, pas de psychanalyse puisqu'il est le premier à nous trois éléments : l'investigation des processus mentaux, la méthode qui en dérive pour le traitement des désordres névrotiques, et les théorisations qui

joila rappelle enfin les débuts des psychanalyses au temps de Freud, R. Jaccard évoque Adler et Rank, tandis que Christian Delacampagne s'efforce « avec sérénité » — et en philosophe — de « serrer les ambiguïtés et les équivoques » autour de Jung.

Les mêmes auteurs, rejoints par d'autres, apportent, dans le second tome, beaucoup d'informations sur la psychanalyse dans les principaux pays (France, Allemagne, Hongrie, Union soviétique, États-Unis, Angleterre, Japon, Espagne et Portugal, Argentine). La formule même de ces bilans successifs interdit aux auteurs d'entrer dans les débats de fond, sur la nature de la psychanalyse, sur son rôle dans la société, sur les tentatives de récupération par les institutions et les États. Les « *bilans anthropométriques* » dont parle Alain de Mijolla opposent des personnalités qui mettent en jeu leur vie même pour soutenir des affirmations théoriques, risquant d'être tenues parfois pour de purs fantômes. Est-ce bien ce qu'il veut dire en évoquant l'histoire de la psychanalyse en France ? Ou ce que suggère Michel David en reparaissant ici succinctement, mais avec beaucoup de verve et de richesses d'information, l'essentiel de son gros ouvrage sur la psychanalyse en Italie, auquel le lecteur français n'aura malheureusement jamais accès ?

De telles limites à une histoire de la psychanalyse dans son environnement socio-politique font de cette entreprise un chapitre de l'histoire événementielle. Roland Jaccard se défend quelque part d'« entrer dans la fastidieuse débat concernant la sexualité féminine ». Incise riche de sens. Car elle indique que la même entreprise aurait pu intégrer la description du sort que les disciples de Freud ont réservé aux concepts fondamentaux de sa théorie, nés de son expérience : primauté de la cure par la parole et donc place du langage, rôle fondateur de la sexualité dialectique entre réalité psychique et réalité historique, pulsion de mort, autonomie de la psychanalyse vis-à-vis de la médecine et de la philosophie. Sur ces thèmes et sur d'autres aussi fondamentaux, se sont faites les scissions et forgés les dogmatismes. On continue de se déchirer autour d'eux.

Les deux approches ne s'excluent pas. En Freud lui-même, à quelquefois cédé sur la seconde, l'épreuve de vérité, pour être inscrit dans la première, qui lui assurait le plaisir d'être reconnu par le monde intellectuel et médical. Plus d'un analyste connaît la même tentation.

JACQUES NOBECOURT.

* HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE sous la direction de Roland Jaccard, tome 1, 728 pages et index, 27 francs et 43 pages et index, 200 francs. Hachette-Littérature.



Dessin de Cognat.

leurs textes, c'est peut-être à leur insu.

L'histoire de la psychanalyse est dessinée et commentée dans d'autres champs que le sien propre : histoire des idées, de la psychologie, situations sociologiques. Tandis que l'histoire de la philosophie appartient à la philosophie, celle de la physique à la physique, la psychanalyse demanderait-elle une approche purement existentielle, du moins quand il s'agit d'en rendre compte pour des lecteurs qui n'en ont pas une expérience directe ?

Question qui semble tarauber Roland Jaccard lorsqu'il propose, çà et là, des définitions sujettes à débat : une « *idéologie dominante de notre temps* », une « *discipline fondamentalement morale et psychologique* », qui risque de « *mourir de vieillesse et non pour avoir été répudiée* », mais aussi « *la pierre de touche d'un certain raffinement intellectuel, d'un individualisme inso-*

constituent une nouvelle discipline scientifique. Alain de Mijolla évoque donc les origines, Roland Jaccard le milieu viennois et les rapports de Freud avec la religion, Jacques Le Rider l'attitude de Freud vis-à-vis de la littérature.

Les bilans majeurs sont dus à Paul-Laurent Assoun, éclairant, d'une part, les fondements philosophiques de la psychanalyse et son ambition de dépasser, de dépasser obstinément l'organisation du monde et de l'Étre, et représentant, d'autre part, le processus des « *grandes découvertes* », dans une perspective chronologique, clinique et psychologique. Appuyé sur son œuvre antérieure, P.-L. Assoun construit là de solides bases pour une lecture de Freud dans sa logique même. S'interrogeant sur « *Freud et l'économie politique* », Gérard Bachelot privilégie la psychologie collective dans un commentaire original de Malaise dans la civilisation. Mi-

Une imposture ?

Maurice Maschino mène l'enquête.

ENQUÊTEUR chevronné, notamment dans les domaines des délaissés et du tiers-monde, Maurice T. Maschino a choisi cette fois un genre qu'il connaissait, dit-il, d'expérience : celui des psychanalystes et de leurs clients. Son enquête veut être une comme celle, non comme un libelle ou un pamphlet. Elle lui apporte ce qu'il cherchait, confirme en somme son idée de départ, à savoir que la psychanalyse est une imposture, une entreprise « *aussi risquée qu'arbitraire* », ses praticiens des champions « *de l'incertitude et de la mauvaise foi* », fonctionnant « *à la magie et au mythe* », et ses patients des « *exhibitionnistes* » dramatiquement comés.

Bref, au fil des pages, l'auteur abat illusion sur illusion : celle de l'argent, celle du savoir, celle de l'efficacité thérapeutique, du jeu de séduction réciproque entre le fauteuil et le divan, du silence de l'analysé, pour en arriver à ce qui apparaît comme le péché majeur : la psychanalyse démolie politiquement en attribuant au Moi ce qui est à mettre au compte de la société. « *Aveugle au politique, l'analyse l'est à lui-même* », dit encore l'auteur. Ou ceci : « *Le divan met en état d'hypnose politi-*

que... le champ analytique reproduit et consolide le rapport de forces qui existe dans la société globale. » La psychanalyse ne peut exister qu'en fonction des rapports de production et dans une société de classes.

C'est une thèse. Elle n'est pas neuve, mais gagnerait à s'appuyer sur un éventail plus diversifié d'interrogatoires. Car Maurice T. Maschino, ayant recruté son « *échantillon* » par petites annonces, avait toutes chances de ne rencontrer que des interlocuteurs empiétrés dans les comptes qu'ils avaient à régler avec leur psychanalyste propre. Cela ne veut pas dire que toutes les critiques émises dans ce livre manquent de fondement. Plus d'une flèche touche au but et, comme toujours, la caricature n'est qu'une déformation de la réalité. Mais l'enquête est gagnée à développer le thème de la « *mise en état d'hypnose politique* », qui demeure en marge.

Il entraîne la conclusion : s'il le faut vraiment, s'adresser à un psychologue ou à un analyste-médecin, recourir à la chimiothérapie ou à compter sur ses propres forces, comme le recommande in fine le docteur René Field.

J. N.

* VOTRE DESIR M'INTERESSE, de Maurice T. Maschino, 254 pages, 65 francs. Hachette-Littérature.

THOMAS MORE
L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres
PREMIÈRE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE
du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS,
Charte de l'humanisme et de la société pluraliste.

UN PRESTIGIEUX VOLUME 18 x 24, 784 pages. Tables.
Biographie de More, deux portraits par Holbein.
Texte original et, en face, traduction nouvelle.
Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.

AU CHOIX : reliure toile de lin sous écran 160 F franco.
Reliure cuir, pleine peau. Édition numérotée.
400 F franco. Livraisons par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1462-61 Z Lille
ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs,
59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.
Spécimen gratuit sur demande.

Constance D.
c'est

le diable au corps (Le Monde)
un volcan (Le Figaro)
une méchanceté assez allègre
(L'Express)
une petite garce (Libération)
une incontestable grandeur
(Jours de France)
une survivante, la dernière
héroïne de la lignée de Mmes
de Mortsuauf et de Rénal
(Le Matin)

CHRISTIAN COMBAZ

Constance D.

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Roman Seuil



df

La recherche,
un élément moteur
du développement
économique, social et humain

Les sciences
de l'homme
et
de la société
en France

Analyse et propositions
pour une politique nouvelle

Rapport GODELIER

554 pages
100 F

Rapports complémentaires
à paraître
(un volume)

LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE

Ventes en librairies et par correspondance

261 50 15

563 23 10

Recherche
et
technologie

MINISTÈRE
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INDUSTRIE

Actes du Colloque National
13-16 janvier 1982

6 annexes

Annexe 1 : Recherches, technologie et société
à paraître
Annexe 2 : Grands équilibres et domaines clés
184 pages, 65 F
Annexe 3 : Un élément moteur pour sortir de la
crise 472 pages, 65 F
Annexe 4 : Humaines et institutions
362 pages, 55 F
Annexe 5 : Les acteurs du choix : les moyens
à mettre en œuvre à paraître
Annexe 6 : Journées thématiques
302 pages, 50 F

50/50

Les nouveaux conteurs d'Amérique latine

Dans le même temps paraît
chez le même éditeur *Fils*

guay à la Bolivie pour la conquête du pétrole, nous nous déplaçons vers le nord-ouest, dans la jungle, où des soldats à moitié fous de faim, de soif et de terreur se fraient un chemin à la machette. On sait que Beskos, comme les autres fonctionnaires, a toujours ses études pour participer à cette opération apocalyptique. Les pages qu'il nous livre ont donc l'accent tragique du souvenir. Le courage des hommes et des femmes qui combattent dans la jungle est grandiose non dépourvu d'éclairs prémoniteurs. En effet, dans ce journal de guerre relatif à l'absurde crucifixion de l'homme par l'homme transparaît la possibilité encore inéluctable d'une décadence, d'une redémption par des luttes qui, des années plus tard, éclateront sur le continent.

Contre l'imagination, l'aveu-
ment déshérisé, Gabriel Garcia
Marquez s'est révélé comme l'un
des maîtres de la nouvelle dans
les *Funérailles de la Grande
Mémé* et l'incroyable et triste
Histoire de la cande Krenda
(Gressat, 1977). Dans une
série de nouvelles, il a aussi
toujours, dans *Finis Mendoz*,
les origines de son métier d'écri-
vain, les origines de ses person-
nages et les sources thématiques,
mais aussi sur lui-même, sur « les
siens », sur ses amitiés politiques.

A quelques heures près, on
ne peut pas dire que l'œuvre de
cet écrivain, ses romans, ses
nouvelles, ses déclarations, ses
couples, étonnantes de motifs
d'esprit, anecdotiques de Garcia
Marquez nous avait jusqu'alors habi-
tués dans ses interviews. Le ton
est devenu grave, mesuré, pres-
que solennel. Ne bound pas.

jours, un petit coin d'œil au mystère ; ou, comme dans *Télex*, sur un sarnet, évocation d'une conjuration que même, dans les souterrains du maître, des êtres soustraits à la vie quotidienne pour en ne sait quel machiavélique projet. Ou bien l'inspiration se veut plus réaliste, comme pour ce *Tango du retour* qui, à

NÉ en 1901, Pablo Neruda (de son véritable nom : Manuel Alarcón Reyes) fut attiré dès son adolescence par le poésle. Ses compagnons, Mathilde Neruda, veu publié, en 1950, les premières poèmes écrits par le jeune homme. Un livre de ce type, marquant l'entrée dans le présent ouvrage : *Les Premières Lèvres*. On y découvre un débutant influencé par les poètes symbolistes français, mais déjà soucieux de pousser son jeu hors des poésies, en s'attiré par le lyrisme romantique et le sens, puissant de la nature qui marquent son œuvre ultérieure. Le recueil de 1923, *Crypsculaire*, est encore influencé par le symbolisme, mais s'ouvre sur des poèmes très temps. On y trouve des images vives et cette mélancolie du cœur propre à la jeunesse :

Me voici moi et mon pauvre
 Jeune Joss qui s'écroule
 Qui encre de ses ars ronge le
 Foliot du cuir.

L'année suivante, pour sa
 vingtième année, Pablo Neruda
 publie, en assemblée qui le rend
 débâcle, aussitôt. Une
 poème, temps et Vint chan-

présent des les premiers mots
 sous la forme d'une irréductible
 tentation.

HUBERT JUHN.

ET LES PREMIERS LIVRES,
 de Pablo Neruda. Poète et prose.
 Traduit de l'espagnol par
 Jeanne Corbin, André Bon-
 nard, José J. Mancera, et
 José J. Mancera et Bernard Sesé.
 Gallimard, 222 pages, 103 F.

● *Selon Martin Walser*

La société allemande d'aujourd'hui a trouvé en Martin Walser son romancier réaliste. Après l'observation de ce *Kaiser* Zürn, chefneur de la C. G. dans l'Allemagne d'après-guerre, voici un reportage sur le milieu des agents immobiliers qui s'affairent autour d'un château à vendre, la « maison des cygnes ». Le courtier Gottlieb Zürn a, lui aussi, des soucis d'âme. Le jeu de la concurrence capitaliste l'éprouve. Il se demande comment pour vivre économiquement et pacifiquement dans son petit coin de Heimat, au bord du lac de Constance.

La subjectivité du petit-bourgeois, en cette fin de siècle du capitalisme en crise, est une chose dont Zürn a bien conscience. Mais, à toute dévotion, les rapports d'argent et d'autorité qui contraignent son aspiration au

accomplissement, Gottlieb sort le cahier où il couche amoureusement ses vers de mirlitons. Regrette-t-il vraiment de perdre le marché de la maison des cygnes ? Non, il attendait cet échec pour faire la sieste à tongs et savourer les petites fougues de sa femme.

L'ironique sympathie de Martin Walser pour ce parfait représentant de la classe moyenne est-elle démagogique ? Ses derniers romans, d'une écriture élégante, mais sans audace, ont occupé un large public et déchaîné une foule de critiques, qui témoignent à sa reconnaissance des chroniqueurs de la médiocrité provinciale. Martin Walser a le courage de réalisme. La maison des cygnes, dernier refuge du romantisme, finit détruite par les bulldozers. Le royaume de Zürn, au bord du lac de Constance, ne peut croître supérieurement que le choix des façons de perdre.

★ LA MAISON DES CYGÈNES, de Martin Walser. Traduit de l'allemand par Bernard Kreiss, Gallimard, 234 p. 72 F.

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
8 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habitude est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

OUI je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F.)

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

[illegible]

THEATRE DE LA COMMUNE 832-16-10

PURGATOIRE

TCA

Le Monde

société

EN BELGIQUE

Plusieurs condamnations de femmes et de médecins relancent le débat sur l'avortement

Bruxelles. — Après les condamnations prononcées, lundi 11 octobre, par le tribunal correctionnel de Bruxelles, la bataille de l'avortement en Belgique pourrait entrer dans une phase beaucoup plus chaude. Dès mardi, diverses organisations favorables à une « dépenalisation » de l'IVG ont réuni leurs partisans pour manifester au centre de la capitale.

Les juges bruxellois ont pourtant pris soin de n'infliger que des peines assez modérées que possible aux inculpés de ce procès d'avortement. Les trois médecins, qui représentaient la « première journée » d'un dossier beaucoup plus important, ont été condamnés chacun à quatre mois de prison avec sursis. Les femmes mises en cause ont été traitées avec encore plus d'indulgence. Même la plus compromise, si elle ne pouvait pas être acquittée, a néanmoins bénéficié de ce qu'on appelle ici une « suspension du prononcé de la sentence ». La réserve manifeste dont les juges ont ainsi fait preuve ne suffit pas cependant à dissiper le profond malaise qui entoure cette affaire.

Le tribunal lui-même a tenu compte des conditions plutôt an-

De notre correspondant

males dans lesquelles se situent les poursuites judiciaires. Depuis bien des années, en effet, alors que l'avortement était pratiqué ouvertement en Belgique, la justice fermait les yeux bien que, jusqu'ici, le code pénal n'ait laissé place à aucune équivoque. Si les juges sont certes prisonniers de ce code, une « trêve des poursuites » avait été respectée depuis dix ans pour permettre au Parlement d'amender une loi vieille de plus d'un siècle.

La trêve rompue

Il n'empêche que les procureurs généraux ne sont nullement tenus de respecter les directives qui peuvent leur être adressées par le ministre de la justice. A la différence de ses collègues de Liège ou d'Anvers, le procureur de Bruxelles a donc résolu, il y a quelque temps déjà, de rompre la trêve qui s'était établie sur le front des avortements. Comme on l'imagine sans peine, cette initiative a fourni aux avocats de l'IVG, le plus magnifique des arguments : y aurait-il désormais deux justices au sein de l'Etat belge ?

Dans ses attendus, le tribunal correctionnel de Bruxelles a donc

pris en considération le fait que les poursuites sur lesquelles il devait se prononcer n'ont repris que dans le seul arrondissement judiciaire de la capitale. En même temps, il ne serait pas possible d'ignorer que le Parlement n'a pas encore abandonné ses efforts en vue de libéraliser la loi sur l'avortement. Enfin, dans un tel procès, on ne saurait ignorer complètement la situation telle qu'elle s'est développée dans les pays voisins de la Belgique.

Cette argumentation se situe d'ailleurs sur un plan très théorique. En fait, depuis une dizaine d'années déjà, le fossé entre le code pénal et la pratique s'était, sans cesse, approfondi. Le nombre des centres extra-hospitaliers prêts à pratiquer les avortements est passé de cinq en 1978 à seize aujourd'hui. Si ces centres devaient être à nouveau fermés, on estime que vingt mille femmes au moins auraient recours chaque année à des « fausses couches » et autres spécialistes travaillant dans des conditions extrêmement discutables.

Un aspect exceptionnel du procès de Bruxelles tient au fait que, lors du réquisitoire prononcé la semaine dernière et lors de la lecture du verdict, lundi matin, ni les accusés ni leurs avocats n'étaient présents. Ils entendaient protester ainsi contre la teneur du procès-verbal. Celle-ci vise, en effet, à attacher tout d'abord les médecins des établissements extra-hospitaliers considérés sans doute comme plus vulnérables qu'un grand patron de la médecine belge. Aussi, le professeur Hubinont, chef du service de gynécologie de l'hôpital Saint-Pierre, qui est lié à l'université libre de Bruxelles, a-t-il demandé — bien en vain — au ministre de la justice qu'on le juge en premier. Le professeur s'est affirmé publiquement instigateur et complice des avortements effectués dans les centres. C'est pourquoi il entendait « être jugé à la tête de ses élèves et non pas après eux ».

JEAN WETZ.

AUX ETATS-UNIS

L'affaire du Tylenol met en lumière le laxisme de la législation pharmaceutique

Sept personnes sont mortes à Chicago (Illinois), entre le 1^{er} et le 3 octobre, après avoir absorbé des gélules de Tylenol extra-fort, un médicament analgésique d'usage très courant aux États-Unis, où il est vendu sans ordonnance, mais lequel du cyanure avait été, semble-t-il, intention-

nellement introduit (le Monde du 5 octobre). L'enquête, confiée au F.B.I., n'a pas abouti jusqu'ici, et, tandis que l'émui suscité chez les usagers tend à s'apaiser, cette affaire, en revanche, cause de vives inquiétudes dans les milieux pharmaceutiques.

New-York. — L'affaire du Tylenol empoisonné a fait palter des remous considérables dans l'opinion américaine à cause du début de panique qu'elle provoque chez les usagers, mais aussi de l'inquiétude qu'elle suscite dans les milieux pharmaceutiques.

De toutes les hypothèses envisagées par les enquêteurs (accident de fabrication, erreur de conditionnement, vengeance d'un employé mécontent, campagne d'intimidation de concurrents, crime gratuit de fou), c'est la dernière qui paraît, désormais, la plus plausible. Avec quelque réprobation, les enquêteurs s'écartent cependant pas tout à fait la possibilité que le succès fantastique du Tylenol, qui, aux États-Unis, a largement remplacé l'aspirine dénoncée comme « nocive pour l'appareil digestif », et, plus récemment, pour les jeunes enfants, ait pu donner des idées de représailles à certains.

Fabriqué par la grande firme Johnson and Johnson et sa filiale, Mc Neill Consumer Products, le Tylenol a conquis, en neuf ans, 37 % du marché des analgésiques améri-

De notre correspondante

cains, lesquels représentent un chiffre d'affaires annuel d'un peu plus de 1 milliard de dollars. Il existe d'autres substituts de l'aspirine, mais leur popularité est loin d'égaler celle du Tylenol.

Le public est d'autant plus inquiet que le Tylenol faisait partie de ces médicaments vendus *over the counter*, c'est-à-dire non seulement sans ordonnance et sans contrôle, mais en libre service dans de multiples magasins et dans les supermarchés. Il y a ainsi, aux États-Unis, de nombreuses spécialités, parfois à la limite de la pharmacopée et de la poudre de perlimpinpin, qui sont réputées inoffensives par la très rigoureuse Food and Drug Administration (F.D.A.), et qui, comme telles, peuvent être achetées — et manipulées — par tous.

Accessoirement, ces spécialités font l'objet d'un formidable matraquage publicitaire, en particulier à la télévision, qui vante sans cesse les propriétés incroyables d'innombrables pilules digestives, laxatives, amaigrissantes, décongestionnantes, calmantes ou enrobantes. Jusqu'à la semaine dernière, le Tylenol occupait une place de choix dans ces « spots ». Johnson and Johnson avait investi, en 1976, 85 millions de dollars dans le lancement de son produit miracle. Non sans résultat, puisque son chiffre d'affaires annuel s'établissait autour de 300 millions de dollars (la « facture » pour Johnson and Johnson, qui a dû retirer de la circulation des centaines de milliers de flacons de Tylenol, pourrait dépasser 50 millions de dollars).

Parmi les remèdes envisagés par la Food and Drug Administration figure l'obligation, pour les firmes de sceller tous les produits vendus en libre service et sans ordonnance,

Mais, outre que rien n'empêcherait un criminel déterminé de perfore l'emballage avec une seringue, par exemple, les fabricants n'ont pas l'intention de se laisser imposer un tel surcroît de dépenses sans livrer bataille. Une bataille pour laquelle l'arsenal juridique américain est riche en armes de toutes sortes.

« Emulation » ?

En fait, la F.D.A. est assez découragée devant le laxisme de la législation. Un bon exemple vient d'en être fourni par la manière dont elle a réussi à faire détruire les stocks de Starch Blocker, des pilules réputées « amaigrissantes » parce qu'elles empêchaient la fixation de l'amidon dans l'organisme. Ayant eu la preuve que la drogue provoquait des nausées, des vomissements et peut-être des dommages au foie, un juge fédéral a décidé que le Starch Blocker n'était pas un « aliment », comme le proclamait sa publicité, sous le prétexte qu'il était fabriqué à partir de haricots secs, mais bel et bien un médicament, et, comme tel, soumis à l'approbation de la F.D.A.

En attendant, à cause du Tylenol, les hôpitaux et les médecins sont assaillis d'appels téléphoniques de particuliers qui se souviennent d'avoir utilisé ce médicament... et se sentent mal.

La découverte de stibénine dans des capsules de Tylenol en Californie fait craindre une inévitante « émulation », du genre de celle qu'ont provoquée les premiers détournements d'avion. On commence à évoquer des scénarios de « sabotage » à l'empoisonnement collectif, guère moins terrifiant que le sabotage à la bombe A on H qui a déjà fait rêver les romanciers.

NICOLE BERNHEIM.

REVOLUTION sur CANAPÉS

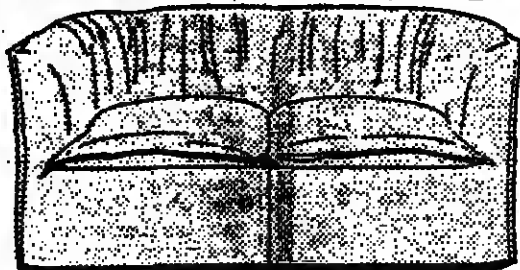
Du 15 au 24 octobre

Vente exceptionnelle de collections italiennes 81/82.

350 canapés et fauteuils, contemporains et classiques, en cuir ou en tissu, raffinés, colorés et créatifs.

Par exemple :

Canapé 3 places : buffle véritable, largeur 2,30 m, assise ressorts, coussins mousse et duvet.	10.800 F	5.400 F
Canapé 2 places : tissu, coussins plume.	4.600 F	2.300 F
Composition d'angle 5 places : tissu, déhoussable, réversible.	11.045 F	5.508 F
Canapé 2 places : cuir, vachette pleine fleur.	4.680 F	2.325 F
Canapé 2 places : tissu, déhoussable.	3.704 F	1.852 F
Canapé 3 places : cuir, veau pleine fleur.	8.700 F	4.350 F
Canapé 3 places + 2 fauteuils en toile, déhoussable.	12.496 F	6.248 F



Tous les modèles sont disponibles et à emporter... Venez vite pour avoir le choix.

24, quai d'Austerlitz, 75013 Paris

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h - Nocturne jeudi 21 - Parking.

CAPI par autorisation préfectorale N° 121 LD 82

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde VOUS PROPOSE MARDI et MERCREDI DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE DES BUREAUX, DES LOCAUX COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

Caméra 7

photo/ciné/son vidéo/audiovisuel

GRAND CHOIX DE TITRES

V.H.S. ET BETAMAX

7, rue La Fayette 75009 Paris
Tél. 874-84-43 + 878-37-25

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 607 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1968)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

ARCHITECTES BATISSEURS

Salon de la Maison Individuelle
Porte Maillot
du 16 au 24/10/82
ou Tél. (90) 85.23.24

“VOUS ET NOUS NOUS AVONS FAIT BEAUCOUP”

Ligue Nationale Française Contre le Cancer

La Ligue Nationale Française Contre le Cancer a été créée en 1918 : c'est une association sans but lucratif, régie par la loi de 1901 et reconnue d'utilité publique. Indépendante, elle ne reçoit aucune subvention de l'Etat. Cependant, elle soumet ses comptes aux Ministères de tutelle ; elle est animée essentiellement par des bénévoles.

La Ligue Nationale Française Contre le Cancer poursuit quatre objectifs :

- Aide à la recherche sur le cancer,
- Aide aux malades et à leurs familles,
- Aide à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes atteintes ou guéries d'un cancer,
- Information du public : prévention.

Les fonds recueillis par les Comités Départementaux sont utilisés à 90% dans le département ou la région d'origine. Dans le souci de parfaite clarté qui a toujours été sa règle, la Ligue Nationale Française Contre le Cancer vous communique le détail financier de sa gestion 1981.

Compte de gestion 1981 - en milliers de francs -	
RECETTES	DEPENSES
• Cotisations 14.482	• Frais de fonctionnement 8.560
• Dons et legs 39.582	• Dépenses affectées : 58.806
• Campagnes nationales 16.735	• Aide à la recherche 40.250
• Manifestations diverses 5.881	• Aide aux malades 9.746
• Subventions des collectivités locales, départementales et autres 3.686	• Information du public 8.810
• Produits financiers 6.667	• Frais de campagne 2.295
• Profits exceptionnels et antérieurs 1.178	• Manifestations diverses 2.445
• Reprise sur provisions et réserves affectées 17.739	• Dotations aux provisions et amortissements 3.985
	• Pertes exceptionnelles et antérieures 209
	• Sommes portées en Dotation, ou mises en réserve pour des actions ultérieures 29.650
TOTAL 105.950	TOTAL 105.950

LIGUE NATIONALE FRANÇAISE CONTRE LE CANCER

Siège Social de la Fédération :
1, Avenue Stephen-Pichon 75013 Paris
Tél. : (1) 584.14.30

vous et nous, nous pouvons faire beaucoup

JUSTICE

L'AVANT-PROJET DE RÉFORME DU CODE PÉNAL

- Moins de petits délinquants en prison
- Une plus grande personnalisation des peines

Les projets et contre-projets de réforme pénale se sont succédés à un tel rythme ces dernières années qu'il n'est pas inutile de faire le point. Au commencement était le projet, largement partagé, de réviser le code pénal, qui date pour l'essentiel de 1810. De timides tentatives furent faites en 1930, puis au milieu des années 60, à l'époque où M. Jean Foye était ministre de la justice. De réformes avortées en projets mort-nés, on en arriva à 1974, date à laquelle un décret de M. Cocard d'Estang institua une commission de révision du code pénal. Les travaux de cette commission débouchèrent

sur un avant-projet, puis sur un « avant-projet définitif », tous deux d'inspiration libérale, dont M. Peyrefitte hérita à son arrivée Place Vendôme et qu'il écarta aussitôt.

La gauche, elle, a hérité de la loi « sécurité et liberté » et de « l'avant-projet ». La première est, pour l'essentiel, un cours d'abrogation. L'« avant-projet définitif », lui, a été réécrit et sert de trame au projet de « code Badinter », dont les grandes lignes sont résumées ci-dessous. Parallèlement a été mise en place une commission de révision du code de procédure

pénale que préside M. Jacques Léauté, et dont les travaux devraient déboucher en 1983 sur la création d'un tribunal d'exécution des peines et sur une Cour de révision des erreurs judiciaires.

Le document que nous analysons ci-dessous est un avant-projet pouvant être modifié avant sa discussion en conseil des ministres. Il ne porte que sur la partie générale du code pénal, c'est-à-dire sur l'échelle des peines et la manière de les appliquer. La refonte des infractions et leur réajustement, eux, sont pour un peu plus tard.

Voici les principales dispositions de l'avant-projet de code pénal :

● ÉVITER LA PRISON

Une série de mesures a pour objet de limiter les courtes peines d'emprisonnement. Ces peines sont supprimées pour toutes les contraventions. En outre, les tribunaux ne pourront prononcer des condamnations de moins de quatre mois d'emprisonnement que par « décision spéciale et motivée ».

En contrepartie, le genre des sanctions mise à la disposition des tribunaux a été considérablement élargi. Ainsi lorsque les juridictions ne condamnent pas les auteurs d'infractions à des peines d'emprisonnement, elles pourront prononcer une ou plusieurs des peines suivantes : « La suspension pour cinq ans au plus du permis de conduire, cette suspension pouvant être assortie du droit pour le condamné de conduire dans l'exercice de son activité professionnelle ; l'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pour une durée de six mois à cinq ans ; la confiscation d'un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire ; l'immobilisation, pour une durée d'un an au plus d'un ou plusieurs véhicules dont le prévenu est propriétaire ».

Les autres sanctions possibles sont les suivantes : « Le retrait du permis de chasser, avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pour une durée d'un an à cinq ans ; l'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée d'un an à cinq ans, une arme soumise à autorisation ou une arme à feu quelconque soumise à déclaration ; la confiscation d'une ou plusieurs armes dont le prévenu est propriétaire ou dont il a la libre disposition ; l'interdiction d'émettre des chèques pour une durée d'un an à cinq ans ; la confiscation spéciale (...) du corps du délit, des choses produites par l'infraction,

des choses qui ont servi ou étaient destinées à commettre l'infraction (ou) de tout objet mobilier déterminé par la loi ».

Dans les cas les plus graves, c'est-à-dire de délit ou de crime, les tribunaux pourront recourir à d'autres sanctions, parmi lesquelles : l'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité de nature professionnelle ou sociale (sauf s'il s'agit d'un mandat syndical) ; l'interdiction de séjour pour un étranger ; « la fermeture pour une durée de six mois à cinq ans ou à titre définitif de l'un, de plusieurs ou de l'ensemble des établissements de l'entreprise qui a servi à commettre l'infraction » et « l'annulation des marchés publics pour une durée d'un à cinq ans ou définitivement ».

Toujours dans le souci de limiter les peines d'emprisonnement, les tribunaux pourront condamner les délinquants à un travail d'intérêt général. Cette possibilité est en cours de discussion au Parlement, le nouveau code pénal prévoit aussi les journaux-amende. Cette formule consiste à convertir en amende journalière la peine d'emprisonnement encourue par l'auteur de l'infraction. L'avant-projet précise que « le nombre de jours-amende, qui ne peut excéder deux cent quarante, est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction » et que son montant est fonction « des ressources et des charges du prévenu ». L'avant-projet ajoute que « le défaut total ou partiel de versement de l'amende prononcée entraîne l'incarcération du condamné pour une durée qui correspond à la moitié du nombre de jours-amende impayés ».

Fractionnement et dispense

● LA PERSONNALISATION DES PEINES

Afin de parvenir à des sanctions mieux adaptées, l'avant-projet prévoit que les tribunaux devront tenir

compte « des circonstances de l'infraction, de la personnalité et des mobiles de son auteur ainsi que du comportement de celui-ci après l'infraction, particulièrement à l'égard de la victime ».

Ce souci de personnalisation se traduit par la suppression de la peine minimum encourue aujourd'hui. Un exemple permet de mieux comprendre la portée de cette innovation. Actuellement, le code prévoit une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement pour les coups et blessures volontaires graves. Avec le nouveau code, ce minimum de deux mois sera supprimé. Toutes les infractions seront désormais définies par un maximum à ne pas dépasser (deux ans dans l'exemple ci-dessus). Ce mécanisme donnera une plus grande liberté aux juges qui, aujourd'hui, doivent invoquer les circonstances atténuantes pour descendre au-dessous du minimum prévu par le code et qui, en matière criminelle, doivent obligatoirement prononcer une peine d'emprisonnement. Le nouveau mécanisme de l'avant-projet rendra inutile le recours aux circonstances atténuantes et cette notion disparaîtra du code.

Trois autres mesures traduisent ce souci de personnalisation :

1) La fractionnement de la peine. L'avant-projet prévoit qu'« en matière correctionnelle, la juridiction peut, pour motifs graves d'ordre médical, familial, professionnel ou social, décider que l'emprisonnement prononcé pour une durée de six mois au plus sera, pendant une période n'excédant pas trois ans, exécuté par fractions successives d'une durée ne pouvant être inférieure à deux jours ».

2) La dispense de peine. Cette disposition pourra être décidée « lorsqu'il apparaît que le condamné est en voie d'être réhabilité et que le trouble résultant de l'infraction va cesser ». L'ajournement pourra être assorti de certaines obligations, obligation de réparation en particulier, sous forme d'« injonction ».

3) L'ajournement de la peine. Cette formule aura pour effet de retarder le moment où la peine sera prononcée. L'ajournement sera décidé « lorsqu'il apparaît que le condamné est en voie d'être réhabilité et que le trouble résultant de l'infraction va cesser ». L'ajournement pourra être assorti de certaines obligations, obligation de réparation en particulier, sous forme d'« injonction ».

● LE SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

Cette formule relève du même souci de personnalisation et de limitation des peines d'emprisonnement. Si les juges le décident, les condamnés à des peines de cinq ans ou plus pourront éviter l'incarcération à condition de remplir pendant au moins deux ans l'une ou plusieurs des obligations suivantes : « Exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle. Etablir sa résidence dans un lieu déterminé. Se soumettre à des mesures (...) de soins (...) notamment aux fins de désintoxication. Participer (...) aux activités d'un centre d'habilitation ou de réadaptation sociale ».

« Réparer en tout ou en partie, en fonction de ses facultés contributives, les dommages causés par l'infraction (...) ». S'abstenir de conduire certains véhicules (...). Ne pas fréquenter certains lieux, tels que débits de boissons, champs de courses, casinos, maisons de jeu, établissements de danse. Ne pas engager de paris (...). S'abstenir de tout acte de boisson alcoolisée. Ne pas fréquenter certains établissements (...). S'abstenir de recevoir ou d'héberger à son domicile certaines personnes, notamment les victimes de l'infraction s'il s'agit d'une atteinte à la liberté sexuelle ou aux mœurs. Ne pas détenir ou porter une arme ».

● L'ÉLARGISSEMENT DE LA RÉCIDIVE

L'avant-projet de code pénal élargit la notion de récidive. Est actuellement considéré comme un récidiviste, si l'on accepte certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté » en cours d'abrogation, le condamné qui commet dans les cinq ans le même délit que celui qui a entraîné sa condamnation.

N'est donc pas assimilé à un récidiviste le malheureux qui commet une infraction d'une autre nature, sauf s'il

s'agit d'un vol, d'une escroquerie ou d'un abus de confiance, considérés par le code actuel comme un même délit. Dans un souci de sévérité le nouveau code prévoit d'élargir la notion actuelle de récidive en assimilant à un même délit quelques grandes catégories d'infraction dont la liste reste à déterminer. En cas de récidive ainsi entendue, le maximum de la peine d'emprisonnement encourue est doublé.

● LA RESPONSABILITÉ DES PERSONNES MORALES

Le code actuel, qui date de 1810, ignore la responsabilité pénale des personnes morales, entreprises ou groupements divers, bien que, au fil des années, des pénalités aient été trouvées pour remédier à cet anachronisme. L'avant-projet prévoit explicitement cette responsabilité : « La personne morale est pénalement responsable, dans les cas prévus par la loi, des infractions réalisées pour son compte et par ses organes ». Toutefois, ajoute l'avant-projet, « la responsabilité pénale des personnes morales n'est pas exclusive de celle des personnes physiques », c'est-à-dire, ce qui s'explique, de ses dirigeants.

Le nouveau code comportera des peines particulières aux personnes morales. Ainsi en cas d'amende le maximum encouru sera décuplé. Les autres peines particulières seront les suivantes : « La dissolution, lorsque la personne morale a été créée ou détournée de son objet pour faciliter la commission du délit. Le placement pour une durée d'un à cinq ans sous surveillance judiciaire. L'interdiction de faire appel public à l'épargne (...) ». L'interdiction d'exercer pour une durée d'un à cinq ans tout ou partie d'une activité professionnelle. La fermeture pour une durée de six mois à cinq ans ou à titre définitif de l'un, de plusieurs ou de l'ensemble des établissements de la personne morale qui ont servi à commettre l'infraction. Pour une durée d'un à cinq ans ou à titre définitif, la confiscation (...) La publicité de la condamnation ».

● LES PERSONNES NON PUNISSABLES

Ont été notamment groupés dans ce chapitre les malades mentaux dont le code actuel écarte la responsabilité s'il apparaît qu'ils étaient « en état de déraison au moment des faits ». Cette notion de déraison est aujourd'hui remise en cause, l'état qu'elle suppose n'étant qu'une forme de maladie mentale. Le nouveau code contient une notion plus précise de l'état de déraison : « L'état de déraison est celui qui est atteint au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant entraîné son discernement ou le contrôle de ses actes ».

Dans ce cas, le placement dans un service hospitalier peut être ordonné par le magistrat instructeur ou le tribunal. C'est également au tribunal qu'il revient de décider de « tout changement de régime de placement », l'administration étant par là même écartée.

Les autres personnes non punissables sont celles, notamment, qui commettent une infraction « par suite d'une erreur de droit qu'elles n'étaient pas en mesure d'éviter ».

Cette formule fait fi de la défense « nul n'est censé ignorer la loi » et tient compte du fait qu'avec la prolifération des textes réglementaires et législatifs, il arrive que l'administration elle-même fournisse des indications erronées aux administrés.

La notion de légitime défense a été elle aussi repensée. Par rapport au code actuel, elle englobe désormais les atteintes aux biens et non plus seulement aux personnes, « à condition que cette défense soit légitime et proportionnée à la nature et à la gravité de l'agression ». En outre « est présumé avoir agi en état de légitime défense celui qui accomplit l'acte en repoussant l'entrée par effraction ou effraction dans un lieu habité ». Le terme de « lieu » remplace la notion de local habité qui figure dans l'actuel code pénal. B.L.G.

ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DU BASQUE

Le recteur de Bordeaux annonce l'ouverture de maternelles bilingues

De notre correspondant

Bordeaux. — L'enseignement du basque, et en basque, sera bientôt l'affaire de l'éducation nationale, qui va installer des classes au sein de l'école publique. C'est un projet dont les grandes lignes ont été récemment présentées à Bayonne par M. Jean-Louis Martin, recteur de l'académie de Bordeaux. Les intentions de l'Etat s'appuient sur le décret de l'été dernier (le Monde daté 20-21 juin), concernant le développement des langues et cultures régionales. Des classes expérimentales bilingues — dans un premier temps des maternelles — seront ouvertes avec un minimum de huit élèves dans les écoles publiques, sous l'autorité du directeur de l'école.

La clause première sera la volontarisme, aussi bien pour les maîtres que pour les élèves. Le taux respectif d'enseignement en français et en basque sera étudié de manière à favoriser la domination d'une langue sur l'autre. Il existera des cours renforcés, un prolongement dans les « passerelles » pour les élèves qui voudraient abandonner un enseignement bilingue pour un autre, exclusivement en français, et vice versa.

Le passage en sursis pour les enfants issus de classes bilingues se fera selon les modalités habituelles.

● Renouvellement dans leurs fonctions des enseignants associés.

Un décret publié le 9 octobre au Journal officiel, fixe à « une durée égale à une année universitaire renouvelable une fois » le temps de fonctions des personnels associés dans les établissements d'enseignement supérieur. Cette décision assure les personnels associés qui étaient en fonctions jusqu'à cette rentrée d'une garantie d'emploi pour deux ans. C'est peu pour ces personnels — ils sont quelques centaines à enseigner dans les universités — qui attendaient du ministère un texte leur assurant une meilleure sécurité. Ces enseignants regrettent que le ministre n'ait pas tenu ses promesses, faites il y a un an, de pérenniser les personnels associés. Les organisations syndicales se déclarent surprises par ce décret et traitent par rapport aux règles antérieures et le jargon « largement négatif ».

Les maîtres devront suivre des stages de formation sous l'égide de l'école normale et de l'institut d'études basques de Bayonne.

Le recteur a précisé qu'une proposition de collaboration avec l'Association Sessak, qui accueille six cents enfants dans vingt-sept écoles basques qu'elle a créées. Mais il n'a pas caché que cette collaboration, en alléguant les charges de Sessak, dispenserait le gouvernement de subventionner la Fédération des Ikastolak, qui en juin et juillet derniers avait mené une série d'actions visant à obtenir la prise en charge de leurs dépenses par l'Etat. La Fédération des écoles basques a fait savoir qu'« elle n'accepterait pas d'abandonner l'expérience pédagogique menée depuis treize ans, avec des résultats satisfaisants, pour la voir remplacée par des expériences à résultats hypothétiques ».

PATRICIA GANDIN.

LE SÉJOUR EN FRANCE DES ASSISTANTS ÉTRANGERS DE LANGUE VIVANTE VA ÊTRE AMÉLIORÉ

Les assistants étrangers de langue vivante en poste dans les lycées et collèges vont bénéficier de meilleures conditions d'accueil et de séjour en France. Une note adressée aux recteurs, publiée dans le Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale, recommande que les chefs d'établissement veillent à l'intégration des assistants étrangers pour qu'ils ne soient « ni invités, eux-mêmes ni sous-employés ». La note invite les chefs d'établissement à désigner un professeur « responsable » des assistants, « pour une période de deux à trois ans ».

Quant au salaire des assistants, qui a été l'occasion d'un mouvement de protestation (le Monde du 30 janvier 1982), des instructions ont été données pour faciliter le versement d'avances sur traitement. D'autre part, les caisses primaires d'assurance-maladie ont été avisées que le service horaire des assistants étrangers « ouvre droit aux prestations ».

FAITS ET JUGEMENTS

MM. Comiti et Santoni (R.P.R.) entendus comme témoins dans l'affaire d'Amiel

Marseille. — Le professeur Joseph Comiti, ancien ministre et président de la fédération R.P.R. des Bouches-du-Rhône-Sud, ainsi que M. Hyacinthe Santoni, député R.P.R. des Bouches-du-Rhône et secrétaire de la même fédération, ont été entendus comme témoins, mercredi 13 octobre, par M^{me} Françoise Laurens-Guérin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille, chargée du dossier de la tuerie d'Amiel.

Ces auditions, intervenant quinze mois après le début de l'enquête, ont porté sur les relations existant entre le R.P.R. des Bouches-du-Rhône et

le SAC marseillais. Plusieurs correspondances entre les responsables du Service d'action civique et le parti gaulliste avaient été saisies au cours de l'enquête. M. Comiti, qui estime « normal » d'avoir été entendu « en tant que responsable du R.P.R. », sous le prétexte d'avoir été « très impressionné par le sérieux et le souci de vérité dont fait preuve le juge d'instruction », (Corresp. rég.)

Le Conseil d'Etat estime que l'extradition de M. Piperno était légale

Le Conseil d'Etat vient de rejeter la requête de M. Francesco Piperno dirigée contre le décret du 17 octobre 1979, qui accordait aux autorités italiennes son extradition. M. Piperno, inculpé avec vingt-cinq autres ressortissants de plusieurs crimes ou délits liés à la séquestration et à l'assassinat d'Aldo Moro et arrêté à Paris à la suite d'un autre mandat d'arrêt décerné contre lui peu de temps auparavant, fit l'objet le 10 septembre 1979 d'une demande d'extradition de la part des autorités italiennes.

Saisie de cette demande, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris émit le 17 septembre 1979 un avis favorable partiel en ce qu'il concerne les deux seuls chefs de complicité dans la séquestration et l'assassinat d'Aldo Moro. Et c'est dans ces limites que, le même jour, le gouvernement français prononça l'extradition de M. Piperno. Finit resté fut remis aux autorités italiennes dès le lendemain.

M. Piperno attaque le décret d'extradition devant le Conseil d'Etat. Sa requête vient d'être rejetée par une décision du 13 octobre 1982. Le Conseil d'Etat a, d'une part, admis que la procédure suivie devant la chambre d'accusation, en cours de laquelle les avocats de M. Piperno avaient pu valablement exercer les droits de la défense, avait été régulière. Il a, d'autre part, jugé que les crimes dont l'intéressé était inculpé n'étaient pas politiques par leur objet et que le fait qu'ils aient été commis, selon le mandat d'arrêt, en raison des fonctions publiques exercées par Aldo Moro ne suffisait pas, compte tenu de leur gravité, à leur donner un caractère politique. Pour cette raison, il entrait dans le champ d'application de la convention d'extradition franco-italienne du 12 mai 1970.

Libéral et moderniste

(Suite de la première page.)

Au lieu du mot peine, on aurait parlé de sanction, un terme beaucoup plus neutre (un diplôme ne « sanctionne »-il pas la réussite à un examen ?). C'est l'état d'esprit, presque rousseauiste, se traduisant par la conviction que au-delà de l'infraction, c'est d'abord l'homme que l'on juge et qu'il convenait d'en tenir compte.

Cette préoccupation n'est pas absente du code Badinter, mais la nécessité de la peine est affirmée comme antidote aux crimes et aux délits qualifiés d'« atteintes aux valeurs essentielles de la société », les contraventions étant, simplement considérées comme des atteintes à la « discipline » de cette société.

Le souci de tenir compte de la personnalité du délinquant et des circonstances de son acte existe cependant et se traduit, à l'opposé de la loi « sécurité et liberté », par une plus grande liberté qui sera laissée aux juges pour ce qui concerne le choix de la peine.

Une ambition

Reflet d'un certain darwinisme, les peines perpétuelles, souvent considérées à gauche comme inhumaines, sont maintenant. C'est le prix de l'abolition de la peine de mort. A l'inverse, l'esprit libéral qui anime ce texte se traduit par la limitation des courtes peines d'emprisonnement. C'est l'apport le plus original de M. Badinter qui, avec la plupart des criminologues, considère que la prison est un remède pire que le mal pour les petits délinquants ; qu'elle est « criminogène ». D'où l'obligation qui sera faite aux tribunaux de motiver précisément toute condamnation à moins de quatre mois d'emprisonnement.

En Allemagne fédérale, où en 1975 cette barre a été fixée à six mois, le nombre des courtes peines a chuté sensiblement sans que ce mouvement se soit accompagné d'une augmentation, considérée comme un effet pervers, des condamnations à plus de six mois.

BERTRAND LEGENDRE.

صكنا من الأهل

DÉFENSE

AU CAMP DE CANJUEURS

M. Mitterrand assiste pour la première fois à trois exercices de l'armée de terre

M. François Mitterrand doit assister, vendredi 15 octobre, au camp de Canjuers (Var), à une série de trois exercices de l'armée de terre qui lui seront présentés par le chef d'état-major, le général Jean Delaunay. Le président de la République assistera à

l'offensive, dans le cadre support d'une guerre en Europe, d'un groupement blindé et mécanisé, renforcé par l'artillerie; puis à la conquête d'une tête de pont située fictivement en contre-mer, par hélicoptère

et mise en batterie d'un groupement blindé sous couvert de l'aviation tactique; enfin, au tir d'une maquette grandeur nature de missile nucléaire tactique Pluton. C'est la première visite du chef de l'Etat à l'armée de terre et on note qu'elle intervient

alors que la rigueur budgétaire pour 1983 et le projet d'un nouveau « modèle » d'armée, annoncé en septembre par le premier ministre, sont très diversément commentés par l'institution militaire.

« Entre une dissuasion absolue, véritable ligne Maginot nucléaire à la Gaillois, et une gendarmerie, devenue une quatrième armée au service d'une défense territoriale repliée sur l'hélicoptère, quelle place reste-t-il au corps de bataille aéroterrestre installé de part et d'autre du Rhin ? »

Cette interrogation, de nombreux officiers la formulent aujourd'hui. Parfois en termes polémiques, pour traduire leur inquiétude sur le sort de l'armée de terre après des déclarations récentes du premier ministre et du ministre de la Défense sur un projet de « nouvelle armée » pour les prochaines années, le plus souvent en termes plus pondérés, comme s'ils préféraient masquer leur anxiété derrière une volonté nettement affirmée de coopérer avec le gouvernement actuel à la définition de cette nouvelle armée.

Quelles que soient, finalement, les motivations de ces craintes de caractère, une constatation s'impose : l'institution militaire, et plus spécialement l'armée de terre, sait qu'il lui faut apporter sa pierre au changement et, après d'autres institutions, faire la preuve de son esprit

d'innovation. L'occasion est là, qui se présente.

L'an prochain, en effet, le Parlement devra examiner une loi d'engagement quinquennal des crédits militaires jusqu'à la fin du septennat de M. François Mitterrand. Comme c'est l'usage depuis les débuts de la V^e République, ce texte constitue la charte fondamentale qui lie le pouvoir politique et l'outil militaire à son service. C'est donc l'occasion d'un débat national sur les missions des armées françaises, leur coût, leur volume, leur organisation et leur équipement.

Divergences

Mais là où le bât commence à blesser, c'est lorsque officiers et sous-officiers de métier - cherchant à percevoir les intentions du gouvernement - ne trouvent pas dans les écrits, les propos ou les décisions des responsables politiques, matière à être rassurés sur la cohérence des desseins officiels.

Dans l'armée de terre, qui est probablement la plus préoccupée, on en veut volontiers pour preuve le manque de concertation apparu, le mois dernier, entre MM. Pierre Mauroy

et Charles Hernu sur le service militaire. Le premier ministre a plaidé pour l'instauration, le moment venu, d'un service à durée variable. Le ministre de la Défense a aussitôt réaffirmé son souci d'améliorer, d'abord, le contenu du service, renvoyant à plus tard la discussion sur sa durée. Or qui oserait nier que la manière dont le service militaire sera, en fin de compte, accompli, dépend d'une réflexion préalable et plus générale sur l'organisation de l'armée de terre ? Donner aux cadres l'impression que le premier ministre est plus désireux, sinon plus pressé, que son ministre de la Défense de modifier radicalement une pièce essentielle du puzzle, c'est encourager la spéculation, qui a cours aujourd'hui dans les armées, à propos de l'existence de divergences au sein même du gouvernement sur la nature et le rythme du changement à imprimer à l'institution.

Dilemme

Certes, on remarque bien, déjà, la triple et ferme priorité dont bénéficie l'armement nucléaire, la gendarmerie et les forces d'assistance rapide, jadis baptisées forces d'intervention.

Toutes armées confondues, l'armement nucléaire tend à devenir cette dissuasion absolue de David contre Goliath, véritable paravent censé protéger le donjon national, même si l'on doit déplorer des retards croissants dans la réalisation de certains projets. La gendarmerie est considérée comme le bras séculier de la sécurité républicaine contre les menaces terroristes et paramilitaires sur le sol national. Les forces d'assistance rapide, enfin, sont l'instrument d'une diplomatie qui rêve d'établir un nouvel ordre international.

En revanche, on perçoit plus confusément, depuis 1981, la tâche que le gouvernement veut confier au corps de bataille - la 1^{re} armée appuyée par la force aérienne tactique - dans l'ensemble du dispositif militaire français. Précédemment, ce corps de bataille, qui représentait jusqu'à présent une force complémentaire de la dissuasion et chargée de contenir un agresseur par la menace de ses armes nucléaires tactiques, s'épuise, aujourd'hui, d'entendre les principaux responsables politiques évoquer les perspectives d'une nouvelle armée.

Le renforcer sans excès, c'est contraindre un agresseur à user de

très grands moyens pour en venir à bout et, donc, à courir le risque soit d'avoir à se retirer, soit de prendre l'initiative de l'escalade nucléaire. L'affaiblir outre mesure, c'est permettre à un adversaire de donner l'assaut avec des moyens classiques supérieurs et se placer, soi-même, en situation d'avoir la responsabilité d'ouvrir le feu nucléaire.

C'est le dilemme qu'aura à trancher le conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, lorsqu'il devra - pour la préparation de la charte quinquennale et au travers de ses réflexions sur une définition des effectifs militaires - fixer le rôle, l'organisation, le volume et l'équipement de ce corps de bataille aéroterrestre.

JACQUES ISNARD.

DEUX CENT MILLE HOMMES

Avec son poste de commandement de temps de paix installé à Strasbourg, la 1^{re} armée, commandée actuellement par le général Jacques de Bussy, peut réaliser, pour des opérations sur le théâtre européen, jusqu'à trois corps d'armée dont les états-majors sont situés à Metz, Baden (Allemagne fédérale) et Saint-Germain-en-Laye. En temps de guerre, ces deux ou trois corps d'armée sont renforcés par des divisions d'infanterie.

La 1^{re} armée rassemble jusqu'à 200 000 hommes qui disposent de 3 000 engins blindés, 400 pièces d'artillerie et 400 hélicoptères. Elle met en œuvre 42 batteries de missiles nucléaires tactiques Pluton. Cette unité bénéficie de l'appui de la Force aérienne tactique (FAT), un commandement installé à Metz sous les ordres du général Michel Forget et capable de déployer jusqu'à 350 avions répartis en sept escadrons, parmi lesquels des appareils Mirage III-E et Jaguar armés de bombes nucléaires. Tant à la 1^{re} armée qu'à la Force, les armes nucléaires tactiques, d'une puissance qui varie entre 10 et 25 kilotonnes, sont sous les ordres directs du chef de l'Etat.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente après liquidation des biens Palais de Justice de Paris, le jeudi 21 octobre 1982, à 14 heures
APPARTEMENT
comp. 2 p. princ., sous-sol bdt. A avec empl. de voiture égal au s-sol dans ensemble immobilier
58 à 66, avenue de Robespierre et rue Edmond-Abeilard sans n° à l'angle de deux voies au
PLESSIS-ROBINSON (92)
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adr. M^{re} Bethout et Léopold-Couturier, av. ass. 14, rue d'Anjou, 109, 75011 Paris, Tél. 720-32-38

Vente sur saisie immobilière Palais de Justice d'Evry (91) rue des Mazures mardi 26 oct. 1982, à 14 heures
PARCELLES DE TERRE
cadastres sect. H n° 199 pr 10 a 93 ca, n° 200 pr 6 a 89 ca, n° 201 pr 6 a 51 ca, n° 202 pr 2 ca, n° 203 pr 6 a 93 ca
Et les constructions y édifiées angle de la RN 191 et de la rue des Alouettes et angle de la RN 191 et de la rue des Champs, à
BOISSY-LE-CUTIE (91)
Mise à prix : 80 000 F
Cont. préalable indic. pr enchérir
Rens. M^{re} TRUXILLO & AKOUN, av. ass. à Evry (91)
4, bd de l'Europe, tél. 079-39-45

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de Paris le JEUDI 21 OCTOBRE 1982, à 14 heures
MAISON D'HABITATION à NANGIS (77)
ET DIVERS BATIMENTS A USAGE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
sur terrain de 1 173 mètres carrés
26 et 28, rue Aristide-Briand
MISE A PRIX : 500 000 FRANCS
S'adr. pour renseignements : M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-7, 19, avenue Rapp, tél. : 555-86-77 ; M^{re} COURDAIN, avocat à PARIS, 174, boulevard Saint-Germain. A tous avocats près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 25 octobre 1982, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ
786 m² - parcellaire
LIBRE DE LOCATION
à EGUILLY-SOUS-BOIS (10)
Mise à prix : 60 000 F
S'adr. M^{re} B. de SARRIAC, av. à Paris, 70, av. Marceau, Tél. : 720-32-38
M^{re} SAGETTE, syndic.

Cah. de M^{re} Georges LE PAPE, av. à NIMES, 31, r. de l'Angie VENTRE, av. ass. au Pal. de Just. à Nîmes
le JEUDI 21 OCT. 1982, à 9 h
UN DOMAINE
Route Saint-Gilles
à NIMES SUPERF. 46 ha env.
MISE A PRIX : 2 700 000 F
Enchères par Ministère d'Avocat
S'adr. p/rens. M^{re} Georges LE PAPE

Vente s/saisie imm. Pal. Just. de Nanterre Mercredi 27 oct. 1982, à 14 h, UN LOT
STUDIO PLESSIS-ROBINSON (92)
9 a 17, rue de Méliès et sans n° rue de l'Etang-de-l'Ecoute-d'Épient n° 26, 3^e étage, bâtiment E : entrée, chambre, salle d'eau avec W.C.
MISE A PRIX : 40 000 F S'adresser M^{re} B. VOSS, avocat CHAVILLE (92) 67, av. Roger Salengro, tél. : 750-51-41

VENTE s/saisie imm. au Pal. de Just. Versailles, Mercredi 27 oct. 1982, à 14 h
UNE PROPRIÉTÉ à PLAISIR (78)
dit « La Bataille », type « CEDRE », sur 2 niveaux. Garage double, jardin. Contenance totale : 745 m²
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adr. M^{re} Maurice COYDON, avocat, 65, bd de la Reine, VERSAILLES, tél. 951-21-93 et 953-45-60 et à RAMBOUILLET, 10, rue G. Leclerc, tél. 483-34-17. Au greffe du Trib. Gde Inst. Versailles. S/lieux pour visiter.

VENTE sur licitation au Palais de Justice d'Evry, rue des Mazures le MARDI 26 OCTOBRE 1982, à 14 heures
UN LOCAL à usage COMMERCIAL
84, rue Gabriel-Péri & 22, rue des Camélias
à VIGNEUX-sur-SEINE
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adresser pour renseignements : M^{re} AKOUN et TRUXILLO Arts d'armement à EVRY (91), 4, boulevard de l'Europe. Téléphone : 079-39-45. Au greffe du Tribunal de grande instance d'EVRY où le cahier des charges est déposé.

Vente sur surenchère après saisie immobilière Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 28 OCTOBRE 1982, à 14 h
UN ENSEMBLE IMMOBILIER A PARIS (10^e)
55-57-59-61, BOULEVARD MAGENTA
comp. d'une BOUTIQUE au rez-de-ch. de 413 m² et dépendances au sous-sol de 339,80 m²
M. à P. : 1 980 000 F. S'adr. M^{re} Danielle BERNARD, avocat, 70 bd de Port-Royal, PARIS-7, Tél. 337-92-99 et 43-95. Tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE. Sur les lieux pour visiter.

Vte s/saisie imm. Pal. Just. EVRY (91) r. Mazures, Mardi 26 oct. 1982 à 14 h
IMMEUBLE PASTOURELX BRUYÈRES (91)
Parcelle 0 a 89 ca. Cad. sect. A n° 429 Parc. 5 ha 11 a 96 ca. Cad. sect. A n° 24
C.2, Grande-Rue, M. à P. 30 000 F (avec faculté baisse 1/4 puis 1/3 en cas de non-enchère). Rens. SCP ELM-GERMAIN-NOUVELLON T. 877-88-38 Avocats à Evry 913, r. Village

Vte Pal. Evry (91) 2 nov., 14 h
UNE PROPRIÉTÉ à NOUILLY GALANT par CORNÉIL-ESSONNES (91)
C.2, Grande-Rue, M. à P. 30 000 F (avec faculté baisse 1/4 puis 1/3 en cas de non-enchère). Rens. SCP ELM-GERMAIN-NOUVELLON T. 877-88-38 Avocats à Evry 913, r. Village

VENTE SUR SAISIE IMMOBIL. au Palais de Justice d'EVRY (91) le MARDI 26 OCTOBRE 1982, à 14 heures
UN APPARTEMENT et UN PARKING
Résidence « LE BRAS DE FER » au 4^e étage à gauche ALLÉE DU POURQUOI-PAS numéro 3
à EVRY (Essonne)
MISE A PRIX : 130 000 FRANCS
Cont. préalable indic. pr enchérir
Renseignements : M^{re} TRUXILLO et AKOUN, avocats-ass. à EVRY (91) 4, boulevard de l'Europe. Téléphone : 079-39-45.

VENTE SUR SAISIE IMMOB. AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS Bd du Palais, le JEUDI 28 OCTOBRE 1982, à 14 heures
PARIS 6^e - 87, rue de SÈVRES
EN QUATRE LOTS :
1) APPART. Entr., s. de séj. ch., cuis., cave Bdt A, 2^e étage.
2) APPART. Entr., s. de séj. chambre, cuis. Bdt A, 2^e étage. Cave bdt C.
3) APPART. Entr., cuis., s. de séj. Bdt A, 2^e étage.
4) APPART. Entr., cuis., s. de séj. Bdt A, 2^e étage.
M.L.P. 1) 40.000 F - 2) 100.000 F - 3) 80.000 F - 4) 30.000 F.
S'adr. M^{re} NICOLAS PARIS 9, rue Moncey. A tous avocats près Tribunal de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE.

Vente s/saisie imm. Palais Justice Paris Jeudi 28 octobre 1982, 14 heures
UN APPARTEMENT
comp. 1 p. pr. et CHAMBRE au 6^e ét. CAVÉ dans un imme. à Paris 12^e
69, rue CROZATIER
Mise à Prix : 38.000 F.
S'adr. à M^{re} BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, 14, d'Anjou Paris 8^e (365-92-73) avec ass. M. PINOT bousier Paris 12, r. Bayen
Ts av. pr. tri. de gde inst. Paris Bobigny, Nanterre, Créteil S/lieux p. vis.

Vente s/saisie immob. Palais Justice à Bobigny, mardi 26 oct. 1982, à 13 h 30
UN APPARTEMENT
comp. 3 p. princ., rez-de-ch., Bdt A2, sec. 5, CAVÉ, de cuis. immob.
CHARENTAIS-BOIS (93)
Allée Maurice-Audin, sans n° Chemin des Postes, sans n° M. à P. 32.000 F. S'adr. M^{re} BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avec ass. 14, d'Anjou, PARIS-8. Tél. 365-92-73. Ts av. pr. tri. de gde inst. Paris Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour visiter.

Vente sur liquidation de biens au Palais de Justice à Paris le JEUDI 21 OCTOBRE 1982, à 14 heures - EN TROIS LOTS
1^{er} Lot - PETITE PROPRIÉTÉ
comp. PAVILLON élév. 4 caves d'un r.-d.-ch. comp. véranda, ent., gde cuis. am. plac. de rang., dig. int. p. accès à s. d. bain, 5 pl. de rang., 45 av. cas. rep. et tables de rang., studio av. accès, gde porte vitrée ayant un soc. s/jard., pta terrasse, perron, ch. contig. et d'un ét. comp. de 2 ch. mans. - jardin d'agr. et fruit. - 2 gar. poutillier, pg. et elap. - p. bassin et rocher - LOUE 3, av. André-Dreyer à CHAMPIGNY-S-MARNE (Val-de-M.)
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
à MERLIMONT (Pas-de-Calais)
2^e Lot - TERRAIN « L'écueil du Parc »
Bd. de St-Jules-Fléche sans numéro et av. du Parc sans numéro cadastré section E, n° 1002, pour 800 mètres carrés
MISE A PRIX : 10 000 FRANCS
3^e Lot - TERRAIN « L'écueil du Parc »
Av. de Belgique sans numéro et rue de la Clémence sans numéro cadastré section E n° 39 pour 676 mètres carrés
MISE A PRIX : 10 000 FRANCS
S'adr. à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, av., 182, r. de Rivoli, Paris 1^{er} Tél. : 260-48-07 ; M^{re} MEILLE, av., 79, r. du Temple, Paris 3^e Tél. : 260-48-09. Au greffe des crises du T.G.I. de Paris, où le cahier des charges est déposé Et sur les lieux pour visiter

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice de VERSAILLES le mercredi 27 octobre 1982, à 10 heures
UNE GRANDE PROPRIÉTÉ
dit « Les Pins » comprenant : 1^{re} MAISON PRINCIPALE : rez-de-chambrée, grand salon, salle à manger, 2 ch., 2 s. de b., vest., s. eau, w.-c., lingerie, 1^{er} et 2^e ét. : 2 ch., 2 s. de b., vest., s. eau, w.-c., cuisine double.
2^e MAISON GARDIEN : 2 ch., 2 cuis., 1 s. de b., w.-c., chauff. fuel
3^e DIVERS BATIMENTS : chenil, grand parking et abri, orangerie, piscine chauffée et filaire. Champs des Cotes Montmorency.
5 hectares 41 ares 62 centiares
LES LOGES EN JOSAS (78)
MISE A PRIX : 2 500 000 FRANCS
S'adresser : M^{re} RAVIART, Avocat à Versailles, 13 bis, avenue de Saint-Cloud. Téléphone : 950-03-12 - M^{re} BLANCHON-FAURE, Avocat à Versailles, 14, rue André-Chénier, Téléphone : 950-44-78.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 21 octobre 1982 à 9 h 30
En quatre lots
3 APPARTEMENTS au KREMLIN-BICÊTRE (94)
de chaque 2 pièces, cuisine, dans le bâtiment A LOCAL utilisé comme GARAGE dans le bâtiment J, 6, rue de Godefroid-Leclerc
MISE A PRIX
60.000 FRANCS CHAQUE APPART. - 5.000 FRANCS LE GARAGE
S'adr. à M^{re} SCP LE SOURD-DESFORGES, av. 27, quai Anatole-France à PARIS-7 (551-11-60) ; M^{re} Serge CONTI, av. 29, av. d'Eylan à PARIS-16^e (727-70-001) ; M^{re} GÉRARD, syndic, 116, bd Saint-Germain à PARIS-6. Tous avocats près les T.G.I. PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Vente sur folle enchère et sur baisse de mise à prix au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 4 NOVEMBRE 1982, à 14 heures.
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT
au premier étage
de 6 pièces principales
salle de bain, cabinet de toilette, Deux caves
DEUX CHAMBRES DE SERVICE
dans un immeuble sis à
PARIS (17^e)
20, rue de Tilsitt
(angle avenue Mac-Mahon)
MISE A PRIX : 700.000 FRANCS
S'adresser à M^{re} Jean NOUËL, avocat à la Cour, 26, boulevard Raspail à PARIS (7^e). Tél. 544-10-11.

Adjudication le samedi 6 novembre 1982, à 15 heures, en l'étude de M^{re} JULIEN-AMAND, notaire à 95270 LUZARCHES (tel. 471-00-03), d'UN
PAVILLON LIBRE à SAINT-MARTIN-DU-TERTRE (95)
de 4 pièces, jardin 532 m². MISE A PRIX 342.000 F. S'adresser au Notaire.

Vente au Palais de Justice de Paris, après liquidation de biens le jeudi 21 octobre 1982 à 14 heures - En un seul lot
ENSEMBLE INDUSTRIEL à DOMMARTIN-LE-SAINT-PÈRE (52)
4 BATIMENTS, superficie totale développée de 1 640 mètres carrés
Lieu dit « Derrière l'église », rue de Givroucourt, édifiés sur neuf parcelles de terre d'une contenance totale de 65 ares 4 centiares - LIBRE
MISE A PRIX : 250 000 FRANCS
S'adr. pr ts rens. à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, avocat à Paris, 182, rue de Rivoli à Paris-1^{er}, tél. : 260-48-09.
M^{re} R. MEILLE, 79, rue du Temple à Paris-3^e. Au greffe du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 OCTOBRE 1982, à 14 heures - EN UN SEUL LOT
Élevé sur cave, d'un rez-de-chambrée et de quatre étages
contenance : 205 m² d'après titres et 275 m² d'après mesurage
16, rue Jouvencet et square Jouvencet
à PARIS 16^e arrondissement
MISE A PRIX : 3 000 000 de FRANCS
S'adr. pr ts rens. S.C.P. de GRANVILLIERS-LIPSCHIND-SOMMELET av. 170, bd Hausmann, PARIS 8^e Tél. : 562-64-00 - Au greffe des Crises du T. de Gde Instance de PARIS où le cahier des charges est déposé - A ts av. près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE Et sur les lieux pour visiter

مكتبات الأمل

Le Monde

culture

MUSIQUE

« GREAT DAY IN THE MORNING »

Bob Wilson et Jessye Norman

Dans *Great Day in the Morning*, présenté le 12 octobre au Théâtre des Champs-Élysées, Bob Wilson, pour la première fois, est confronté à un univers qui ne soit pas entièrement de son « imaginaire », celui du *spiritual*, et avec un personnage de grande envergure qu'il n'a pas créé, Jessye Norman. Il semble bien qu'il y ait eu d'abord rencontre, « coup de foudre » entre ces deux personnalités très différentes, mais ayant en commun le sens du mystère et des profondeurs de la vie (1). Mais c'était peut-être aussi nécessaire pour le dramaturge de débordier son propre cercle d'images pour éviter de rester en panne.

A première vue, une certaine contradiction apparaît entre cet art abstrait, cet univers visuel sans intelligibilité directe, et l'expression spontanée, la lisibilité, le jallissement vital du *spiritual*. Mais, inversement, une convergence globale existe entre ces suites de tableaux sans cohérence dramatique évidente, d'une signification au-delà du langage, et ces chants qui sont des éclats d'images discontinues et reflètent un état plutôt qu'une histoire.

Il reste que ce sont deux mondes poétiques qui s'affrontent sans se recouvrir tout à fait : Wilson se prête à une problématique existentielle difficile de la scène, tandis que, le *spiritual* se colore d'une certaine « sophistication » wilsonienne (2). De ce mariage, on n'a ni l'air ni le son, mais on peut dire aussi que chacun est enrichi.

« Expression de l'âme d'un peuple et témoignage de la douleur humaine », ainsi que l'a voulu Jessye Norman, *Great Day in the Morning* est construit sur une alternance de chants solitaires (qui lui sont réservés) et de scènes chorales, et dans un double mouvement de crescendo vers la lumière (premier acte), puis de décroissance vers l'obscurité, souligné par les neuf décors de Wilson, qui se répondent en architecture croisée d'un acte à l'autre.

Seule, dans le silence, Jessye Norman sent peser à son ombre la *Steel Away*, tandis que son ombre (l'ombre du peuple noir) grandit de

mesurement jusqu'à envahir toute la hauteur de la scène. Dans une église, les Noirs scient des arbres ; ils chantent le *marteau maléfique* de l'oppression, l'histoire du fils prodigue (comme image de libération) ; une procession simple et décontractée traduit délicieusement l'entrée de Jésus à Jérusalem ; mais la contemplation de la croix rappelle à chacun la proximité de sa mort ; et les travailleurs accablés par le soleil rêvent à l'immensité de la présence de Dieu.

Dans la chambre de Jessye Norman, ouverte sur le ciel étoilé, deux cris de cauchemar introduisent un admirable lied (chanté par la superbe Laverne Williams sur un texte de Katherine Mansfield) sur la solitude et la séparation des amants ; essaim contre son sein un oiseau blanc, Jessye Norman se confie en Dieu ; par la fenêtre arrive le chœur du célèbre *Roll Jordan, Roll* ; un petit garçon vient prendre la cantatrice par la main, et tous deux jouent follement en se renvoyant l'oreiller comme un ballon. La solitude est vaincue et, dans la première scène du premier acte, Wilson laisse libre cours à l'imaginaire traditionnelle du *spiritual*, avec des thèses en robe blanche (peuplant le ciel derrière une orchidée) que l'on retrouve au début du second acte où David, Eschiel et le Paradis illuminent leurs chants vibrants et leurs ondules souples.

sans véritable originalité. Charles Lloyd Jr. n'a certes pas le talent de réécriture poétique d'Alan Lloyd (Lettre à la reine Victoria).

Quant aux *spirituals* eux-mêmes, si la marge d'interprétation est grande, il semble que certains arrangements de Jessye Norman prennent trop de liberté avec la tradition, soit en précipitant à l'extrême, soit en précipitant et en asséchant le rythme. Mais il faudrait un spécialiste de cette musique pour en décider.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Voir l'entretien de Colette Godard avec Jessye Norman (*Le Monde* du 30 septembre).

(2) C'est le cas en particulier dans les scènes solitaires, où Jessye Norman paraît d'ailleurs un peu trop soumise à la mythologie de la genèse, de la tentation et du silence wilsonien ; malgré son talent, elle n'est pas toujours convaincante, trop grande personnalité pour devenir vraiment un sujet-objet capable de se fondre dans un univers pictural aussi naturellement que les silhouettes fongiques de longue date par Wilson (c'est un peu le cas, également, des danseurs de Béart et de Camille-Graham).

* Prochaines représentations : les 14 (gala de la Fondation Claude-Pompidou), 17, 19, 21 et 23 octobre.

LE QUATUOR IVALDI

Un ensemble prometteur

Fumer est un vice les adeptes du tabac en conviennent eux-mêmes : un vice inutile et coûteux qui, bien souvent, n'a seulement pas l'excuse du plaisir. Mais depuis quelques temps il est devenu possible de fumer utile, aussi n'est-il pas spectacle plus agréable pour un mélomane que de voir quelqu'un vider trois paquets de Seitanes par jour : c'est autant de gagné pour l'action culturelle que même depuis quelques années cette marque courageuse. Au nom de ces initiatives récentes de Seitanes il faut compter celle d'avoir participé à l'organisation du premier concert d'un nouveau quatuor avec piano, le Quatuor Ivaldi, groupant, autour du pianiste qui lui a donné son nom, trois jeunes musiciens aussi remarquables, amis de longue date : Sylvie Gazeau (violin), Gérard Caussé (alto) et Alain Meunier (violoncelle) (*Le Monde* du 12 novembre).

C'était le 12 octobre à la salle Gaveau, devant un auditoire de musiciens, d'artistes et de mélomanes venus assister à une naissance placée sous les meilleurs auspices. Au programme, le Quatuor opus 16 que Beethoven transcrivit d'après un quintette pour vents et piano, le premier Quatuor (en ut mineur) de Fauré, et la deuxième (en la majeur) de Brahms. Dire que l'auditoire a été

conquis serait trop peu. Le succès a été éclatant, juste récompense du travail en profondeur accompli depuis quelques mois par des artistes de premier plan avec une probité et une rigueur dont chacun a déjà donné la preuve séparément : exactitude des nuances, homogénéité des phrases d'un instrument à l'autre, recherche d'une couleur commune, écoute mutuelle...

Les réserves qu'on peut faire se situent donc d'emblée à un haut niveau. Il n'y a pas lieu de tenir compte des petits accrocs qu'on peut attribuer à l'atmosphère « examen de passage » qui régnait naturellement lors d'une première comme celle-ci. Tous sont des virtuoses confirmés. En revanche on s'étonne que le violoncelle reste si souvent à l'arrière-plan : sans forcer sa tendance naturelle, Alain Meunier pourrait être plus présent, plus expansif, l'ensemble y gagnerait en équilibre.

On aimerait, par ailleurs, un violon plus caractérisé, plus chaleureux, car on a souvent l'impression que deux forces s'affrontent : la réserve du violon et du violoncelle d'une part, l'alan généreux du piano et de l'alto d'autre part. Tantôt c'est la première qui l'emporte, tantôt la seconde, en sorte que la sagesse et l'application, qui sont des qualités en soi, resurgissent toujours au moment où l'on attendait l'épanouissement d'une progression soigneusement ménagée. Un célèbre critique new-yorkais qui ne lâche pas ses mots et n'hésite pas à donner des conseils aux interprètes, sans se douter du ridicule d'une telle prétention, écrivait sans doute : « Ces quatre jeunes Français sont pleins de talent, mais ils sont trop sages, trop bien élevés, il faudrait qu'ils se débrouillent un peu, qu'ils soient attentifs à la courbe générale des mouvements, qu'ils aient à boucsculer un peu les choses de temps en temps... ». En vérité, ce critique-là n'aime guère les Français, il les trouve « bon chic bon genre », mais, au fond, il a raison : l'excès de l'ouïe gèle les meilleurs artistes et il faut rudoier de temps en temps ceux qui en valent la peine.

GÉRARD CONDÉ.

FESTIVALS

LILLE ET LES « BAS PAYS »

Après l'Italie l'an passé, le Festival de Lille revient, jusqu'au 6 décembre, à sa propre identité géographique et culturelle : il s'attache aux « bas pays » qui bordent la mer du Nord : Flandres, Belgique, nord de la France.

Le compositeur espagnol Luis de Pablo, qui succède à Maurice Fleuret, devenu directeur de la musique au ministère de la culture et l'équipe du Festival, notamment M^{me} Jackie Buffin, ont établi un programme tout aussi riche que les années précédentes, comptant cent cinquante-six manifestations très diverses dans vingt-deux villes de la région Nord-Pas-de-Calais : musique classique, jazz, traditions populaires, danse, théâtre - avec notamment le Théâtre d'Amsterdam, l'Ensemble mobile de Bruxelles, le groupe Radeil, - cinéma, conférences, stages, rencontres, excursions, et une grande exposition à la fois historique, artistique et scientifique, consacrée à « La conquête des mers par les marins et marchands des bas pays ».

La Belgique et les Pays-Bas participeront activement à ce Festival, qui bénéficiera d'une importante subvention du ministère de la culture à parité avec la région. Toutes les radios nationales françaises et belges et Fréquence Nord seront présentes à Lille pour la Semaine des radios du 17 au 23 octobre.

* Renseignements : à Lille, tél. : (20) 30-81-00 ; à Paris, tél. : (1) 770-59-62.

CINÉMA

« LA FEMME TATOUÉE » de Yoichi Takabayashi

Plaisir japonais

Un ensemble de films et de livres a fini par susciter, chez le spectateur ou le lecteur occidental de culture moyenne, sans audace forcée, un goût particulier que l'on pourrait nommer le plaisir japonais.

Ce goût pour les romans de Tanizaki ou de Kawabata est essentiellement satisfait au cinéma par Ozu. Il peut l'être aussi par cette *Femme tatouée*. Avec un soin extrême qui ne s'apparente cependant pas à la rigueur, Yoichi Takabayashi filme une histoire pour nous bien étrange. Les accès en sont simples, il s'agit d'art, d'amour et de mort, c'est tout naturel.

Fujieda n'aime que les femmes tatouées, ce qui est inhabituel dans le milieu du spectacle. La peau d'Akane, peau de neige, appelle le tatouage, œuvre dévorante, nourrie de sang, vivante. Si vivante que son élaboration même ne peut être accomplie, selon le grand maître Kyogoro, que pendant un acte sexuel qui compense la douleur et rend ainsi la peau plus belle. Akane est donc couchée sur un jeune homme pendant que Kyogoro, à petits cliquetis, applique les aiguilles.

Autour du tatouage, Yoichi Takabayashi a construit pour ses personnages une multitude de passions (trop nombreuses pour ne pas être frustrantes) dans la réité. La marque indélébile devient tour à tour malediction, esclavage ou signe d'indépendance, la vie de six êtres en dépend.

Joux d'ombre et de lumière (comme il se doit, critères esthétiques où la civilisation occidentale sert de repoussoir, passions dominées, rachetées : la *Femme tatouée*, par son élégance grave, n'est ni plus ni moins qu'un témoignage.

CLAIRE DEVARIEUX.

« Le Gendarme et les Gendarmettes » de Jean Girault

L'adjudant Gerber, le brigadier Cruchot et leurs hommes s'installent à Saint-Tropez dans une gendarmerie toute neuve, équipée d'un ordinateur. On leur adjoint, pour un stage, quatre ravissantes auxiliaires féminines, dont la fille d'un chef d'État africain.

Malgré ces détails « modernes », ce dernier film d'une série célèbre, que Jean Girault a pu terminer avant sa mort, ressemble à ceux qu'il tourna dans les années 60. Quiproquos de vaudeville, courses-poursuites, déguisements, enquêtes mouvementées, le modèle est, décidément, solide, même si Louis de Funès n'a plus les crises de rage et les manières cauteleuses qui firent le succès de son personnage.

Les gendarmettes en uniformes et escarpins bleus, victimes de sombres espions, prouvent que les femmes ont aussi de la ressource. Éternelle bonne sœur à cornette, France Rumilly reprend ses exploits acrobatiques en 2 CV. Elle mériterait bien une médaille, depuis la temps. Une autre religieuse lit, le nuit, le *Manifeste communiste*, de Karl Marx. Il semble que ce soit un gag. Tout est à l'avant. Ce genre de comique a ses fidèles spectateurs. On se bannera à le constater.

JACQUES SICLIER.

* Voir les exclusivités.

VILLE D'ANTONY
CONCERT
Bernard LUBAT
et Frank CASSENTI
SAMEDI 16 OCTOBRE à 21 h
au THÉÂTRE FIRMIN-GEMIER
Loc. 666-02-74

Les enfants dans la fournaise

Après un nouveau récit intime de Jessye Norman, avec une chaise très wilsonienne au bout d'une jetée dominant sur un lac (Généareth ?), deux tableaux marquent, à mon sens, le point culminant de l'œuvre, dans une pleine harmonie du génie des *spirituals* avec celui du dramaturge : l'Phynne mystique où les Noirs s'abandonnent au témoignage devant une idole d'or à tête de cadavre et passent, comme les enfants du livre de Daniel, à travers la fournaise, en une vision fantastique, et l'évocation sobre et bouleversante de la crucifixion par Jessye Norman au pied d'un arbre calciné, tandis qu'un fond de projections d'ombres se détachant sur le ciel de la nuit avance en hérisse, symbole, au-delà même des images, du chemin de croix de Jésus et de tous les esclaves de la terre. Dans le dernier tableau, Jessye Norman, seule, comme au début, célèbre l'immense amour de Dieu en versant l'eau d'une cruche dans un verre trop petit.

Toute la densité intérieure du *spiritual*, sa richesse et son intensité humaines se retrouvent dans le jeu et le chant de l'admirable cantatrice et des dix merveilleux chanteurs noirs qui l'entourent. Pourtant, le bonheur musical n'est pas sans mélange, car les interludes instrumentaux entre les scènes et les chants, parfois même les accompagnements, sont souvent hybrides, délavés et gâchés, empruntant au *spiritual*, à la musique classique (telles ces pâles imitations des suites de Bach pour violoncelle), au jazz et au gospel, voire au free jazz ou au rock.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE

spectacle satirique d'actualité

A LA COURTE-PAYE...

JACQUES MAILHOT
EDMOND MEUNIER
FLORENCE BRUNLO
ANDRÉ BOCHET
MARTIAL CARRÉ
SERGE LLADO
COCCABNE-DELAUNAY
et J. C. POIRY

Toutes places 50 Frs
21 h - dim. mar. 15 h 30

Agences et 273.44.45

1 BD SAINT-MARTIN

DEUX ANES

IMMENSE SUCCÈS DE LA MORDANTE REVUE

A VOS RONDS... FISC!

avec

Pierre-Jean VAILLARD

Christian VEBEL
Jean-Louis BLEZE
Jacques RAMADE
Marie SANDRINI
Jean-Michel MOLÉ
Martine ARISI
Jean-Pierre MARVILLE
Robert VALENTINO

Mise en scène : Maurice RICHET

Location : 806-10-26 et agences

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE

30 septembre - 24 octobre

CÉLIMARE LE BIEN-ÂIMÉ

d'Eugène Ionesco

Mise en scène : Jean BRASSAT
Scénographie : André ACCUARD
Musique : Antoine DUHAMEL

CENTRE CULTUREL JEAN HOUDREMENT

23, avenue du Général LAGRANGE LA COURNEUVE

836.11.44

MERCREDI

PRIX SPÉCIAL DU JURY CANNES 1982

LA NUIT DE SAN LORENZO

un film de PAOLO et VITTORIO TAVIANI

"LA NOTTE DI SAN LORENZO"

MK2

مكتبة الأمل

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

Au sommaire des revues

Le Temps des poètes : le titre a lui-même un aspect beau défi. La formule aussi : ce « magazine de la poésie contemporaine » en très grand format, présente et cadre son illustration de telle façon que chaque image est comme un « petit écran » où les poètes, français et étrangers, les écrivains tout court, les peintres, etc., leurs livres, leur « coin du feu », donnent à penser qu'ils sont aussi importants que tous les importants et importants dont on dit : « on l'a vu à la télé ».

Informations, flashs, entretiens (enfin, en profondeur, d'un poète dans le siècle) : J.-Cl. Renard ne laisse pas moins la plus grande place à la poésie même : dans ces pages géantes, les poèmes s'épanouissent et respirent à l'aise. Et « le Temps des poètes » peut offrir des sommaires brillants de noms célèbres : d'Aragon à Verclara (ordre alphabétique) en passant par Butor, Clancier, Deguy, J.-P. Faye, György Somlyó... Et tous les poètes, non moins considérables, Schéhadé, Lina, Guillevic, le Fr. Jean Bernard ou Frédéric Hérard, qui ne font que traverser ces pages pleines de vie et de visages. (7 F, 7, rue Henri-Poincaré, Paris 20^e).

Création, fondée par M.-J. Dury, a dix ans. Le compte est remis à un comme une voiture dont on change le moteur. La carrosserie aussi est repolée. L'ambition de Marie-Chère Baroquin pour la revue est d'en faire comme une « anthologie de la poésie en train de se faire ». Mais le principe reste le même : des inédits de toutes langues, commentés par leurs auteurs. Et en ouverture, un grand disparu : cette fois, Max Jacob, cinq poèmes inédits, fac-similé des autographes avec dessins. Parallèlement pour Jean Follin, en finale. Entre eux : huit contemporains yougoslaves. Et vingt et un poètes français ou de langue française : Salah Stétié, G. Prassinos, R. Sabatier, J. Rousselot, J. Tortel... Et les promesses des nouveaux, comme Jacqueline Clancier, Désirée de M. Moussault, (numéro 1, 38 F, 85, boulevard Pasteur, Paris 15^e).

La Tour de feu, elle aussi se met au « point zéro ». Elle n'est pas devenue la Tour abîmée, mais la Nouvelle Tour de feu. La fin de

l'imprimeur, compagnon de cinquante années, avait fait renouer Pierre Boujut. On le retrouve, bien entendu, dans la Nouvelle Tour. La relève a été prise par Michel Héroult. On quitte jamais pour l'Essonne. Il faudra s'habituer à la nouvelle apparence : adieu linotype et vieilles presses ! L'esprit, la substance demeurent. Beaucoup de poèmes. Toujours une « internationale de la poésie ». Non sans prose. Engagée : la Pologne au cœur de J. Laurent, (32 F, 8 bis, rue Lombar, 91580 Etampes).

Poésie s'ouvre sur une grande suite de Paul Celan. Rétrospective : les *Quelques observations sur la poésie française* (1960) d'Edmond Paskier, (numéro 21, 60 F, Eug. Belin éditeur.)

Poésie présente. Des inédits d'André Salmon ; et trois jeunes poètes : Dominique Delage, Alain Girard, Anne-José Lamontagne. Entre eux et celui-là, quatre poètes de belle maturité, largement représentés. (numéro XXXIII, 36 F, Mortemart, 87330 Mézières-sur-Issoire.)

Triangle, petite revue, grande qualité : dix-neuf poèmes, dix-neuf poètes, dont Philippe Soupault, Salah Stétié, Pierre Oster, Soussou, 34 Ch des Roses, 8-6768 Harnoncourt, Belgique.)

Dans les *Nouveaux Cahiers*, le souvenir d'un poète et d'un grand esprit : Edmond Fleg, du temps des *Cahiers de la quinzaine* où Péguy publia, sans trop en mesurer la grandeur, *Ecoute Israël*, (numéro 69, 25 F, 45, rue La Bruyère, Paris-9^e).

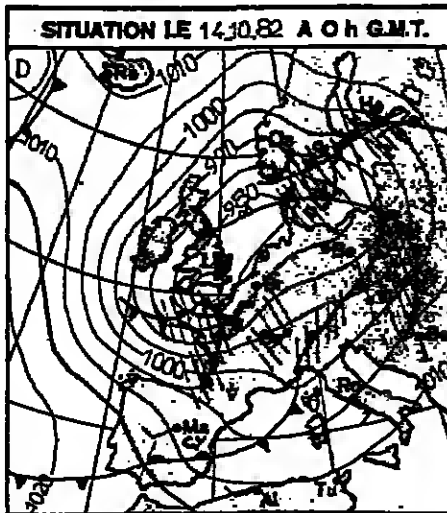
Encres vives : des poèmes de René Nelli. Et qui servent les critiques de poésie ? (numéro 99, 20 F, M. Cosm, Engemmer 09800 Castillon.)

Tel quel : *Fénelon Paradis de Soliers*, des chants du *Bangali* ancien, par Pithiviers Mukherjee : le sujet invisible, de Giacomo Mattioli par Playnet, (numéro 93, 52 F, Seuil).

Podique examine des « Questions de narratologie » à travers Flaubert, avec J.-P. Richard, et (Stendhal, Zola aussi) R. Debray-Genette ; Nerval et Butor ; G. Mary ; la « casa » Senancour dans la description romantique, par Béatrice Didier, (numéro 51, 52 F, Seuil).

YVES FLORENNE.

MÉTÉOROLOGIE



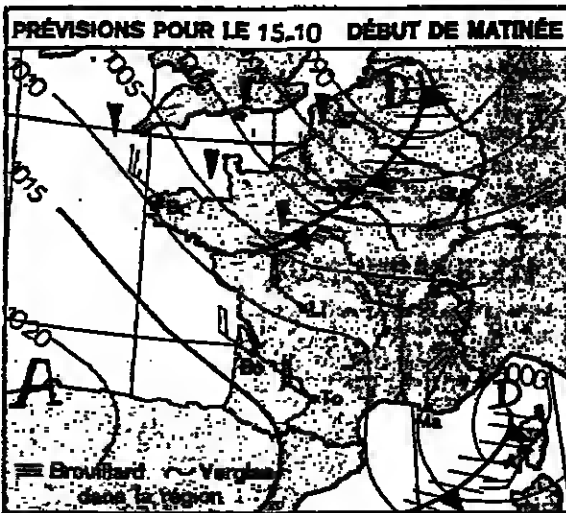
SITUATION LE 14.10.82 A 0 h G.M.T.
Evolution du temps en France entre le jeudi 14 octobre à 0 h et le vendredi 15 octobre à 0 h :
Une profonde dépression, dans la matinée du 14 sur le sud de l'Angleterre, se dirige vers le Benelux et l'Allemagne, où elle se trouve en soirée du 14, centre de pression dirigée au flux rapide d'air instable en provenance du nord-ouest sur toute la France. En fin de validité, avec l'approche d'une nouvelle perturbation océanique, cette instabilité diminuera sur l'ouest du pays.

Vendredi 15, le ciel sera le plus souvent chargé en nuages qui amèneront de l'eau, du grésil et même de la grêle, surtout sur les régions du Nord, du Nord-Est, du Centre et de l'Aquitaine.
Des éclaircies apparaîtront toutefois par moments, ces éclaircies seront belles sur les régions méditerranéennes. En fin de soirée début de nuit, des pluies orageuses aborderont la côte de l'Atlantique.

Les vents d'ouest et de nord-ouest seront forts sur toutes les régions côtières ainsi que sur le Languedoc et la basse vallée du Rhône.

Les températures évolueront le matin entre 7-8 degrés dans le Nord, 11-13 dans le Midi, et l'après-midi entre 13-14 dans le Nord et 16-18 dans le Midi.

La pression atmosphérique redescend au niveau de la mer à Paris, le 14 octobre à 7 heures, de 1 008,5 millibars, soit 754,7 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 octobre) : Ajaccio, 23 et 18 degrés ; Biarritz, 26 et 17 ; Bordeaux, 18 et 11 ; Bourges, 17 et 11 ; Brive, 16 et 11 ; Caen, 16 et 11 ; Cherbourg, 14 et 11 ; Clermont-Ferrand, 22 et 11 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 9 ; Lille, 16 et 10 ; Lyon, 19 et 10 ; Marseille-



PRÉVISIONS POUR LE 15.10 DÉBUT DE MATINÉE
Marianne, 23 et 14 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 17 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 15 ; Paris-Le Bourget, 15 et 12 ; Pau, 27 et 12 ; Perpignan, 24 et 11 ; Rennes, 16 et 11 ; Strasbourg, 15 et 10 ; Tours, 14 et 11 ; Toulouse, 27 et 10 ; Poitiers-Poitiers, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 16 degrés ; Amsterdam, 14 et 8 ; Athènes, 24 et 15 ; Berlin, 12 et 8 ; Bruxelles, 13 et 9 ; Le Caire, 29 et 21 ; Les Canaries, 26 et 21 ; Coppenhague, 12 et 9 ; Dakar, 33 et 24 ; Djibouti, 30 et 18 ; Genève, 15 et 9 ; Jérusalem, 29 et 18 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 13 et 8 ; Luxembourg, 11 et 8 ; Madrid, 22 et 9 ; Monaco, 3 et 5 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 16 et 10 ; Palma-de-Majorque, 27 et 18 ; Rome, 22 et 19 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES-

SAMEDI 16 OCTOBRE

« Impératrice-Joséphine à Reuil », 15 h, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine, Mme Bouquet des Chaux.
« Carpeaux à Courbevoie », 15 h, métro Pont-de-Levallois, Mme Pannec.
« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Schmitt.
« L'Odéon », 15 h, façade, M. Serres.
« Chaillot, Passy, Autant », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Sechefer (Caisse nationale des monuments historiques).
« Hôtel des Comtes-Potouchi », 15 h, 27, avenue de Friedland (Approche de l'art).
« Exposition Oudry », 11 h, Grand-Palais (A. Numa).
« J.-B. Oudry », 15 h, Grand-Palais (L'art pour tous).
« Les débris de Saint-Lazare », 15 h 15, rue de Flandre-Saint-Denis (M^{me} Barbier).
« J.B. Oudry », 14 h 15, Grand-Palais (M^{me} Canary).
« Les peintres romantiques au Louvre », 10 h 30, entrée, pavillon Danton (M. Boechard).
« Hôtel de Bourdon-Comé », 15 h, 12, rue Monsieur (M^{me} Ferrand).
« Grandes affaires criminelles de l'histoire de France », 15 h, 4, rue des Carreaux (M^{me} Hanlier).
« Hôtel Thoyard », 15 h 19, rue du Louvre (Histoire et archéologie).
« La Mosquée », 15 h, entrée place du Palais-de-l'Ermitage (P.-V. Jais).
« Palais-Royal », 15 h, 1, galerie Montpensier (Paris et son histoire).
« Saint-Sulpice », 15 h, nef, rue Saint-Sulpice (Régénération du passé).
« La Banque de France », 15 h, 1, place du Général-Castex (Tourisme culturel).
« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le vieux Paris).
« Exposition Oudry », 11 h 15, Grand-Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

14 h 45, 60, boulevard Latour-Maubourg : « La Finlande et le Danemark » (Rencontre des peuples).
15 h, Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M.-C. Vange : « Les énergies renouvelables ».

ARLEQUIN

Primes et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier
2	Tous les billets tirés par 2 gagnent 70 F dans toutes les séries
96	Tous les billets tirés par 96 gagnent 200 F dans toutes les séries
479	Tous les billets tirés par 479 gagnent 200 F dans toutes les séries
022	Tous les billets tirés par 022 gagnent 200 F dans toutes les séries
5778	Tous les billets tirés par 5778 gagnent 200 F dans toutes les séries

PROCHAIN ARLEQUIN LE 27 OCTOBRE 1982 - TIRAGE TELEVISÉ A 18 h 58

loterie nationale

TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	321	500	7	0 227	100
2	1 232	2 000	8	328	200
3	17 442	10 000	9	328	200
4	37 642	10 000	0	328	200
5	60 433	10 000			
6	91 303	10 000			

PROCHAIN TIRAGE LE MERCREDI 20 OCTOBRE 1982

TRANCHE D'OCTOBRE DES SIGNES DU ZODIAQUE À MALAKOFF (Haut-de-Seine)

24 31 37 38 40 49

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 30

PROCHAIN TIRAGE LE 28 OCTOBRE 1982 VALIDATION JUSQU'AU 19 OCTOBRE 1982

BANQUE

CHÈQUE OBLIGATOIRE - La loi de finances pour 1982 a prévu l'obligation pour les particuliers de régler par chèque bancaire et non endossable ou par virement bancaire ou postal les transactions d'un montant supérieur à 10 000 F portant sur des bijoux, pierres, objets d'art, de collection ou d'antiquité.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

• Soumettant la société Spex-Image au contrôle économique et financier de l'Etat.
• Portant augmentation de la dotation de l'Institut d'émission d'outre-mer.

UNE LISTE

• D'admission aux épreuves orales du second concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature.

LA MAISON

PORCELAINE AU QUOTIDIEN - Pour s'offrir le plaisir d'avoir, chaque jour, une table raffinée, un ensemble de quatre pièces en porcelaine de Limoges est vendu en coffret. Ce « Quotidien » de Bernardaud comprend une grande assiette, une assiette à entrées et une petite pour le fromage ou le dessert et une coupelle pour le potage ou la salade de fruits.

★ « Le Quotidien », Bernardaud, dans les grands magasins et les boutiques d'art de la table.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3298

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Caractériser certains spectacles.
II. Personnes qui ne s'entendent pas et qui se violentent souvent aux mains.
III. Fait une aberration ou une extraction. Abréviation.
IV. Négation. Frontière mouvante.
V. Préposition. Grande surface élevée. En vue du self-service de la gent animale.
VI. Voie à circulation fluide et continue. Participe passé.
VII. Milieu qui convient à tous les genres. Chiffonnet d'Ala sur le pré à la suite d'un défilé d'adulter.
VIII. Père d'une Indienne ou d'une métisse.
IX. Sortie de service. La mer sous l'effet des vents ou la grand-mère sous celui des ans.
X. Une mer d'huile peut être pour elle un rétro prémonitoire.

Solution du problème n° 3297

Horizontalement
I. Horoscope. - II. Opinion. - III. Ré. Dito. - IV. Irriter. - V. Zaire. Ore. - VI. Potamot. - VII. Néon. Las. - VIII. Simonie. - IX. Acte. Ecra. - X. Lee. Psi. - XI. Esqui. Eté.

Verticalement

1. Horizontale. - 2. Opéra. Ces. - 3. Ri. Riposte. - 4. On. Ironie. - 5. Si. Têt. Pl. - 6. Code. Aloès. - 7. Oniromancie. - 8. Rosir. - 9. Exocet. Entre (allusion au camembert).

GUY BROUTY.

Le Monde

Dans son numéro du 17 octobre

Une caste tranquille : l'inspection des finances

Dans les banques, les assurances la haute administration économique, ils occupent les postes-clés. Après le 10 mai comme avant. Enquête de Daniel Schneider.

CARTE DU COMBATTANT AUX ANCIENS D'A.F.N.

NOUVELLE DISPOSITION

L'Assemblée Nationale vient de voter à l'unanimité, après le Sénat, une proposition de loi qui rend plus justes les conditions d'attribution de la carte du combattant aux Anciens d'Afrique du Nord (1952-1962).

Cette nouvelle disposition permettra de reconnaître la qualité de combattant à tout postulant dont l'unité aura connu neuf actions de feu ou de combat pendant le temps de présence.

C'est la F.N.A.C.A. - Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie - qui est à l'origine de cette modification très importante qu'elle suggère depuis 1973.

Rappelons que la CARTE DU COMBATTANT ne confère pas seulement le port d'une décoration. Elle ouvre des droits importants : retraite du combattant, retraite mutualiste dont les cotisations sont déductibles du revenu, etc. La F.N.A.C.A. agit encore pour l'octroi de la campagne double et de la retraite anticipée.

Anciens combattants en Afrique du Nord, ne tardez plus à faire votre demande.

La F.N.A.C.A. se tient à votre disposition pour tous renseignements et formulaires spéciaux :

F.N.A.C.A., 37/39, rue des Gâtines, 75980 PARIS, Cedex 20. Téléphone : 797-13-79.

مكتبة الأمل

COMMUNICATION

L'enjeu des nouveaux médias

Le VIDCOM, marché international de la vidéo, s'ouvrira ses portes à Cannes, vendredi 15 octobre. Vidéo, télématique, banques de données, télévision par câble... c'est le grand rendez-vous d'automne des nouveaux médias.

En 1986, le satellite T.D.F.-1 arrosera la France de ses trois nouvelles chaînes de télévision. A la même époque, la quatrième chaîne pourrait couvrir 70 % du territoire, et une douzaine de réseaux câblés seraient en fonctionnement dans les grandes agglomérations urbaines. Faisons le compte : quatre chaînes nationales supplémentaires plus une quantité de programmes locaux. Comment, en quatre ans, faire face à cette multiplication des canaux ?

L'enjeu des nouveaux médias a cessé d'être strictement industriel. Au-delà des tuyaux et des composants, il n'est plus possible aujourd'hui de contourner la question des programmes. Après des années d'ignorance, le problème agit les États-majors ministériels de la culture à la communication, de l'industrie à l'éducation.

Le défi économique est de taille. Les nouveaux médias ne limitent pas leur marché aux programmes de loisirs. Un câble, un satellite, peuvent diffuser aussi bien un film qu'un journal, une communication téléphonique que des données informatiques. Tout cela, l'électronique l'unifie sous la même forme : l'information numérique. Ces informations sont ensuite traitées, stockées et distribuées à volonté. En examinant les possibilités offertes par cette flexibilité, certains économistes comme Jacques Attali n'hésitent pas à parler d'une véritable industrie « informationnelle », aux marchés illimités et aux salariés innombrables.

Mais le défi économique se double d'un défi culturel. Si les productions culturelles françaises ne sont pas capables d'alimenter ces nouveaux réseaux, les productions américaines les envahiront. La virulence des attaques du ministère de la culture contre l'impérialisme culturel américain a surpris l'opinion. Mais il ne faut pas oublier que M. Brzezinski, conseiller du président Carter, confiait volontiers que, après l'âge de la canonnade et celui de l'impérialisme économique, la domination passait aujourd'hui par le contrôle des réseaux.

Les faiblesses

de la politique culturelle

Les Américains ont pris rapidement conscience des enjeux. En trois ans, les compagnies hollywoodiennes ont pris le contrôle de la télévision payante par câble et de la distribution des vidéocassettes. Les grandes chaînes de télévision investissent dans les satellites, et les multinationales de l'informatique contrôlent déjà 70 % des banques de données mondiales.

Comment résister à la menace ? Le gouvernement français est conscient que seules de véritables industries de programmes peuvent préserver le marché national. Mais comment développer cette stratégie, alors que les industries culturelles traditionnelles sont déjà battues en brèche ? En 1979, Jean-Hervé Lorenzi et Eric Le Bouccher rappelaient dans *Mémoires volées* que les productions américaines représentaient en France 50 % des émissions de fiction programmées à la télévision, plus de 30 % de la distribution cinématographique et 70 % du marché du disque.

Jusqu'en 1981, les industries culturelles sont en France un secteur

coincé, à quelques jours près, avec l'annonce par les pouvoirs publics d'un train de décisions qui intéressent aussi bien les industries de la « filière électronique » que l'ensemble des usagers. Les deux rapports ministériels de MM. Georges Filloud

1. - Une culture sans industrie

par JEAN-FRANÇOIS LACAN

et les mouvements d'éducation populaire - ces médiateurs essentiels de la diffusion culturelle - ont pour la plupart refusé de prendre en compte l'audiovisuel dans leurs pratiques pédagogiques.

Plus largement, le développement des industries culturelles semble contrarié par une opposition manichéenne entre service public et secteur privé. Une opposition qui assimile trop rapidement le public à la non-rentabilité et le privé à la stricte logique commerciale. On dénonce les lois du marché : concentration de l'édition sur les titres à succès (best-sellers, « tubes ») et déperissement de la création originale ; concentration de la distribution qui défait les petits producteurs ou éditeurs ; concentration géographique de la diffusion qui privilégie les zones urbaines au détriment des zones rurales. C'est oublier que le service public relève souvent des mêmes critiques. Les résistances du public après certaines innovations à la télévision montrent bien que, là aussi, la loi du marché est à l'œuvre.

Si les effets pervers des industries culturelles sont indéniables, ils ne sont pas pour autant inéluctables. Ils témoignent seulement que, dans ce domaine, la logique économique du support prime sur celle des contenus. S'ils sont porteurs d'une valeur culturelle, un livre, un disque, un film, sont avant tout des marchandises dont la rentabilité dépend de conditions spécifiques de production et de diffusion. De la même façon, un film n'aura pas la même logique économique, et, par voie de conséquence, culturelle, s'il est diffusé en salle, à la télévision ou en vidéocassette. Toute action sur les industries culturelles suppose donc la prise en compte de la logique des supports. Or l'administration est divisée entre les ministères de « contenu » (culture, éducation, communication) et les ministères techniques (industrie, P.T.T.), ce qui hypothèque toute politique cohérente. Il faut y ajouter l'action du ministère des finances, qui, en fixant à 7 % la T.V.A. pour le livre et le cinéma, à 33 % pour le disque et les cassettes, à 471 F la redevance pour le magnétoscope, arbitre la situation en fonction de sa logique propre.

La dialectique

entre le privé et le public

Si le cinéma a survécu à la débâcle des industries culturelles françaises, c'est justement parce que c'est un des rares secteurs où une politique globale a été mise en œuvre. Le passage du Centre national de la cinématographie de la tutelle du ministère de l'Industrie à celle de la culture, la création du Fonds de soutien, l'abaissement du taux de la T.V.A. à 7 %, ont permis de corriger les effets de la concentration du marché et de maintenir en partie la production et la création nationales.

L'arrivée de la gauche au pouvoir va changer les perspectives dans le domaine des industries culturelles. Les premières actions menées sur le livre, le cinéma et la communication audiovisuelle ont une cohérence certaine. On s'efforce de ménager la dialectique entre secteur privé et secteur public, avec une conception élargie du service public. On se garde de briser la logique économique en place en se contentant de la réguler pour éviter les effets de la concentration. La loi Lang sur le prix unique du livre renforce la diffusion en protégeant les librairies contre les grandes surfaces. Mais elle intervient aussi en amont sur l'édition : la liberté des prix avantageait de fait les succès à gros tirages aux dépens des créations plus difficiles, compromettant ainsi la subtilité pédagogique à laquelle se livre tout éditeur.

Pour le cinéma, le ministère de la culture n'a pas remis en question l'intégration verticale entre production, distribution et exploitation, pourtant si souvent dénoncée. C'est été briser la dynamique de l'investissement privé, mais aussi compromettre l'avenir. Si les salles sont aujourd'hui le seul lieu de rentabilité de la profession, le développement des nouveaux médias risque de renverser la tendance. Ce seront alors les exploitants qui auront besoin du soutien de la production. Aussi le ministère s'est-il contenté d'intervenir les groupements de programmation pour combattre les effets culturels de la concentration. En compensation, les trois groupes visés (Gautier-Pathey, U.G.C., Parafrance) ont été incités à l'exportation. Le plan est complété par la

(communication) et Louis Mexandeau (P.T.T.) sur les réseaux câblés de distribution sont en voie d'achèvement ; celui du ministère de la communication sur la quatrième chaîne aussi. Le gouvernement doit arrêter une politique qui mette en

cohérence les stratégies industrielles liées aux nouvelles technologies - le contenant - et celles liées aux industries culturelles - le contenu. Pour ces dernières, le développement de l'audiovisuel est sans doute une des clés de l'avenir.

de vieux films, la télévision multiple aujourd'hui les rediffusions, mais on voit mal les nouveaux médias en faire autant.

Cette pénurie de production s'accompagne d'un véritable hold-up financier. Le montant total des achats de films par les trois chaînes ne dépassera pas cette année 140 millions de francs, soit 2,3 % seulement du budget des chaînes. Si l'on tient compte de la répartition de l'audience entre télévision et salles de cinéma, on s'aperçoit que, dans une proportion de 5 %, le public finance environ 90 % du cinéma.

La situation est encore plus critique. Une quinzaine d'entreprises vivent sur la part du marché que leur laisse la Société française de production (S.F.P.), soit 20 % à peine des commandes des chaînes de télévision en 1978. Or la situation s'est aggravée depuis trois ans. Pour couvrir les déficits de la S.F.P., les pouvoirs publics ont obligé les chaînes à accorder une priorité à l'organisme public. Du coup, les sociétés privées ont accusé une baisse de 30 % en francs constants sur leur chiffre d'affaires. La plupart survivent modestement sur les marchés du film publicitaire ou industriel.

Reste une dernière voie : l'existence, depuis un an, de groupes multimédias constitués à grands frais, le premier autour de Matra et Hachette, le second réunissant Gaumont, Gallimard et les éditions Ramsay. Mais là, si la situation financière est beaucoup moins critique, l'attentisme semble de rigueur. « On ne peut pas ne pas en être »,

explique un des responsables du groupe Hachette, mais on attend d'abord que le marché existe et que les pouvoirs publics définissent la règle du jeu.

En attendant, on place ses pions dans les différents secteurs pour marquer sa présence, mais sans que les investissements soient significatifs d'un engagement à long terme. Hachette organise ses instruments de production vidéo et cinéma (Télé Hachette, Channel 80, Hachette Première), regarde du côté de la distribution vidéo (Vidéokiosques, Hachette internationale), crée avec Publicis un magazine sur vidéocassettes destiné aux vidéoclubs, et n'oublie pas pour autant la télématique (participation à Téléfidel, les Dernières Nouvelles d'Alsace), la micro-informatique (G.I.E. Matra-Hachette) et la télédistribution (diffusion dans les hôtels et dans un bloc d'immeubles à Boulogne-Billancourt). Gaumont crée Edisud, se lie avec Columbia et R.C.A. pour la distribution vidéo et renforce sa présence dans le cinéma italien.

Juste assez pour montrer qu'on existe, pas suffisant pour être présent dans dix ans sur un marché en pleine explosion. On est loin des grands groupes de communication qui seraient capables d'aligner les nouveaux médias et d'attaquer le marché international. Pour dénouer la situation, la balle est encore une fois dans le camp des pouvoirs publics.

Prochain article :

LA STRATÉGIE DES RÉSEAUX

(1) Le budget de la direction de la musique a atteint 560 millions de francs en 1981, soit plus de 20 % du budget total de la culture.

Oscar III plancher/plafond.



Faites-vous un mur à livres.

Vous avez beaucoup de livres ? Empilés sur les tables ? Cachés sous le bureau ? Entassés sur la moquette ?

Et bien maintenant, rangez et mettez-les en valeur.

Grâce au système breveté Oscar, vous vous composez un beau mur-bibliothèque en fonction de vos goûts, de vos livres et de votre espace : empilez et juxtaposez autant d'éléments Oscar III désirés et voilà la bibliothèque qui correspond exactement à vos besoins de décor et de rangement.

C'est simple, rapide, efficace, économique et tellement beau.

Oscar III.

La bibliothèque qui grandit avec vos livres.

Oscar III, de mur à mur.

Envoyez-moi, sans engagement, le catalogue en couleur Oscar III et les coordonnées du concessionnaire M.D. le plus proche de mon domicile.

Nom - M, Mme, Mlle _____
Rue _____ N° _____
Code postal _____ Ville _____
Profession _____ Tél. _____
BON A RETOURNER à : M.D., 85, rue du Bac, 75007 Paris.
Pour tous renseignements, téléphonez au 544.38.84.

LA POLÉMIQUE A PROPOS D'« APOSTROPHES »

M. FILLIQUOD : un incident mineur et délibérément gonflé

Au cours de la séance du mercredi 13 octobre à l'Assemblée nationale, consacrée aux questions de gouvernement, un échange a eu lieu à propos de la déclaration de M. Régis Debray à Montréal concernant l'émission de Bernard Pivot « Apostrophes ».

M. Vivien (R.P.R., Val-de-Marne), évoquant cette déclaration, a notamment déclaré : « En vérité, c'est M. Debray qui se conduit en fahneur ! Il est pour le moins étonnant qu'un membre du cabinet du président de la République mette ainsi en cause à l'étranger une émission qui fait l'unanimité et dont les dérivés de gauche n'ont jamais, que je sache, été exclus ! ». S'adressant au ministre de la communication, le député R.P.R. a ajouté : « N'estimez-vous pas que M. Debray a injurié à l'étranger un producteur de notre télévision, dont le talent est pourtant reconnu ? ».

M. Fillioud a notamment répondu : « Tout le monde savait depuis longtemps que M. Régis Debray n'aimait guère M. Bernard Pivot, et ce n'était pas la première fois qu'il l'apostrophait ! Il est normal que, de son côté, M. Pivot ait dû se défendre : ces deux

personnalités du monde littéraire ont commencé leur polémique il y a longtemps. Mais tout le monde n'est pas de l'avis de Régis Debray : le président de la République aime beaucoup « Apostrophes » et il l'a déclaré dès son retour d'Afrique ; moi-même, j'apprécie fort cette émission ; des goûts et des couleurs... Car enfin, c'est bien le droit de chacun de donner son avis sur une œuvre littéraire ou sur une émission télévisée ! Vous-même, M. Vivien, vous n'avez pas la réputation de faire dans la nuance quand vous formulez des critiques ! ». Le ministre de la communication a ajouté : « C'est un attribut essentiel de la liberté que le droit de critiquer - je vous renvoie à Beau-marchais - à condition évidemment de respecter la pensée d'autrui. Bernard Pivot, lui-même, répondra lors de sa prochaine émission, dont le thème est justement « culture et politique ». Il dira ce qu'il voudra dire sur cet incident mineur et délibérément gonflé, et ce sera la meilleure réponse à votre question, car elle satisfera l'indépendance du service public et la liberté d'expression. ».

501 1000

Le Monde

économie

CONJONCTURE

M. Michel Rocard : On ne pourra pas échapper au moratoire

A l'occasion du « Grand débat » organisé par la Vie Française et qu'anime M. Lionel Stoleru, avec la participation de MM. Michel Rocard, René Monory, Jean-Pierre Fourcade, Guy Brana (vice-président du C.N.P.F. et président de la commission économique) et Pierre Esnava (président de l'Union des assurances de Paris), le ministre d'Etat chargé du Plan a déclaré jeudi 13 octobre : « Il faut se féliciter que la plus haute autorité de l'Etat ait posé le problème du moratoire auquel on n'échappera pas (sous-entendu : étant donnée la mauvaise situation financière des entreprises françaises et les perspectives de déflation). Mais qui dit moratoire dit risque de perte de confiance » (puisque l'on s'agit de donner à des débiteurs la possibilité de différer ou de supprimer, en totalité ou en partie, le remboursement de leurs obligations). M. Rocard d'ajouter : « On ne peut proposer de solution unique et globale. Il y aura probablement des consolidations et, peut-être même, bien que cette solution ne soit pas commode et déplaît beaucoup aux financiers, des conversions de dettes à taux fixe en dettes à taux variable ».

M. JEAN ROSENWALD EST NOMMÉ PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES

Le Conseil des ministres du mercredi 13 octobre a nommé M. Jean Rosenwald premier président de la Cour des comptes en remplacement de M. Bernard Beck, admis à faire valoir ses droits à la retraite. A cette occasion, M. François Mitterrand a fait la déclaration suivante : « La Cour des comptes sera bientôt chargée du contrôle des collectivités locales, confié à des chambres régionales des comptes. Je souhaite que l'allégement de ces charges lui permette de renforcer l'utilisation des fonds publics de l'Etat et du secteur nationalisé. Je demande en particulier à la Cour des comptes de rassembler des informations précises sur les hautes rémunérations, les privilèges et les avantages injustifiés dont bénéficient certaines catégories ».

[Né le 21 novembre 1914 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, M. Rosenwald a commencé sa carrière comme rédacteur, puis sous-chef de bureau à l'administration centrale des finances (1939-1945) avant d'être successivement administrateur civil, conseiller technique puis chef adjoint du cabinet du ministre du travail et de la Sécurité sociale (1949-1950), conseiller référendaire à la Cour des comptes (1950), maître de conférences à l'E.N.A., conseiller technique au cabinet du ministre des affaires sociales (1956-1957) et détaché dans les fonctions de conseiller financier auprès du ministre de l'éducation nationale (1959-1971). Professeur maître à la Cour des comptes et maintenant en détachement, en 1982, il a exercé, à partir de 1977, les fonctions de conseiller financier aux ministères de la santé et du travail.]

« Les prix des automobiles Peugeot et Talbot augmenteront de 4 % en moyenne à compter du lundi 18 octobre, à l'exception des nouvelles Peugeot 305 dont le tarif ne sera relevé que le 25 octobre ».

LE RÉSULTAT DE SEPTEMBRE CONFIRME LE SUCCÈS DU BLOCAGE estime le ministre de l'économie

Après la publication par l'INSEE du calcul provisoire de l'indice des prix de septembre (entre + 0,4 % et + 0,5 %), le ministre de l'économie et des finances estime « que ce résultat confirme, après trois mois d'application effective, le succès du blocage ».

« Ce résultat s'inscrit dans le fil des évolutions très modérées enregistrées depuis juillet dernier. Il est d'autant plus appréciable que la hausse du prix des matières premières importées en France, liée à l'appréciation du dollar (+ 7,3 % entre juin et septembre 1982), exerce une pression sur les coûts de la production », commente le ministre.

De son côté, la C.G.T. a publié son indice des prix, qui, pour août et septembre, fait apparaître une hausse cumulée de 1,1 % (+ 12,2 % sur un an).

Enfin, l'O.C.D.E. vient de faire savoir que, pour la première fois depuis le début de 1978, le taux d'inflation était tombé en dessous de 8 % avec 7,8 % pour la période août 1981-août 1982. En un mois (août 1982 comparé à juillet 1982), la hausse a été en moyenne de 0,4 % (comme en juillet) dans les pays industrialisés en raison d'une évolution favorable des prix des denrées alimentaires et malgré l'augmentation des tarifs énergétiques (+ 5 % en quatre mois) causée par la hausse du dollar.

ENVIRONNEMENT

Cent élus s'inquiètent de l'avenir du littoral

De notre envoyée spéciale

Une centaine de conseillers généraux, maires, adjoints, ont participé aux « Troisième Journée d'études » organisées par l'Association nationale des élus du littoral (1) à Ploudalmézeau (Finistère).

Ploudalmézeau. — « Toutes les activités sont génératrices de pollution, y compris l'assainissement ». Cette remarque d'un élu a bien montré la sensibilité des populations du littoral face aux pollutions, 5,2 millions d'habitants, soit 10 % de la population française concentrés sur 3 % du territoire souffrent non seulement de pollution « classique » et chronique (activités économiques et industrielles, effluents urbains), de pollutions spécifiques qui viennent s'y ajouter (activité portuaire à Dunkerque, à Fos par exemple, raffineries de pétrole), « ruée » des estivants, et, enfin, parfois de catastrophes (marée noire pudiquement baptisée « pollution accidentelle par hydrocarbures »).

Une question était sur toutes les lèvres : « La décentralisation va-t-elle donner aux maires et conseillers généraux les moyens financiers

de mener à bien une politique d'assainissement ? ».

L'effort accompli dans le passé par les collectivités locales, avec l'aide de l'Etat, a été très important. Sur 950 communes du littoral, 170 étaient équipées de stations d'épuration en 1971, et 421 en 1981. Ainsi 85 % des communes côtières importantes sont maintenant équipées. Mais un effort reste à faire en matière d'assainissement urbain, notamment, car le tiers environ des effluents n'est pas actuellement traité. Le transfert de compétences prévu dans le cadre de la décentralisation donnera aux départements la maîtrise des programmes d'assainissement. Or, les élus présents à Ploudalmézeau ont affirmé que la « globalisation » des subventions ne leur donnera pas de moyens suffisants. Ils ont demandé que l'assainissement fasse l'objet d'un programme spécial et d'un budget annexe, alimenté par des redevances.

M.-C. R.

(1) Cette association est présidée par M. Rufinacht, conseiller général de Seine-Maritime (R.P.R.), ancien ministre.

COPIES GEANTES

Sur papier blanc, couleur, calque, polyester. Largeur 62 cm. Longueur illimitée. Réduction, agrandissement. Pour plans, contre-plans, affiches, posters. Etrave 35, Av. Daumesnil PARIS 12 - 2347.21.32 - Tx 220604 F

AFFAIRES

POCLAIN RECHERCHE 500 MILLIONS DE FRANCS POUR FAIRE FACE A UNE SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE

Poclain, l'un des premiers fabricants mondiaux de pelles hydrauliques et de grues mobiles pour le bâtiment et les travaux publics, vient d'annoncer à ses comités d'établissement un plan de réorganisation qui comprend trois cent quarante licenciements en France. Mais, dans l'ensemble du groupe, le nombre de suppressions d'emplois, en France et à l'étranger, atteindra mille trois cents. A la fin de 1981, Poclain employait sept mille deux cents personnes.

La société aubait une crise profonde et a déjà annoncé une perte de 109,6 millions de francs au premier semestre — elle dépasserait 200 millions sur l'année — du fait d'un marché particulièrement déprimé, dans le bâtiment, les travaux publics comme dans les mines. Or aucune amélioration n'est prévue sur ces marchés avant la fin de 1983.

Cinq ans après avoir cédé 40 % de son capital au groupe américain Case Tenneco, Poclain cherche un nouvel actionnaire ; les charges financières ayant régulièrement augmenté depuis trois ans (4,9 % de chiffre d'affaires en 1981, 5,1 % en 1982 et de l'ordre de 6 % cette année), le groupe ne peut plus s'endetter. Poclain, qui a besoin de 500 millions de francs, espère obtenir cet argent grâce à un pool bancaire et de son actionnaire américain sous forme d'une augmentation de capital et de prêts participatifs.

HONEYWELL ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE NOUVELLE GAMME D'ORDINATEURS DE GRANDE PUISSANCE

La société américaine Honeywell, l'un des « sept nains » de l'informatique derrière I.B.M., annonce ce jeudi 14 octobre le lancement d'une nouvelle gamme d'ordinateurs de très grande puissance. C.I.I.-Honeywell-Bull doit faire la même annonce simultanément, ces nouveaux matériels étant mis à son catalogue.

Les D.P.S. 88, dont les deux premiers modèles seulement sont annoncés (les D.P.S. 88/81, et D.P.S. 88/82), sont destinés aux très grandes entreprises et administrations dont les besoins en puissance de traitement ne cessent de croître. Vendus en France à un prix de l'ordre de 33,5 millions de francs, ces grands ordinateurs sont compatibles avec les actuels D.P.S. 8 de Honeywell et les Mini 6, mais pas avec les D.P.S. 7 de C.I.I.-Honeywell-Bull. Ils se comparent peu au prix en termes de puissance aux derniers, nés d'I.B.M. (les 3081 et 3083) et d'Univac (1191, 1192).

Les premières livraisons devraient intervenir à partir du second semestre 1983 pour se généraliser au début de 1984. C.I.I.-H.B. importera ces matériels au fur et à mesure des besoins de sa clientèle.

La sortie des D.P.S. 88 était attendue depuis plusieurs années, le groupe américain Honeywell ayant des problèmes avec son haut de gamme depuis près de sept ans. L'abandon au début de 1978 de son 66/85 avait fait jaser dans le monde de l'informatique. La firme de Minneapolis, n'avait pas réussi, à l'époque, à maîtriser certains problèmes purement mécaniques, le système de refroidissement notamment.

Repartant en quelque sorte de zéro, les équipes se mettaient alors au travail sur le « projet Orion ». Ils auront mis près de cinq ans pour maîtriser tous les problèmes et faire en sorte que le projet Orion débouche sur les D.P.S. 88. Entre-temps, I.B.M., les fabricants de compatibles, Univac... ont avancé. Si l'on tient compte des annonces respectives des uns et des autres, et des dates effectives de livraison, Honeywell n'a pas rattrapé la totalité du retard accumulé après l'échec de son 66/85. — J.-M. Q.

« Accord sur les délais de paiement entre industriels et commerçants ». Le C.N.P.F. a annoncé, le mercredi 13 octobre, un accord interprofessionnel sur les délais de paiement entre industriels et commerçants. Faute de respecter ces délais (précisés dans les contrats), les entreprises devront payer des agios ou des escomptes. Une chambre d'arbitrage paritaire sera saisie des différends entre les parties. C'est la commission industrie commerce services consommation du C.N.P.F. qui a mis au point cet accord.

« Moudinex » double son bénéfice net trimestriel, lequel a atteint 23,6 millions de francs pour les six premiers mois de 1982 contre 11,7 millions pour la période comparative du précédent exercice. Il convient de préciser, toutefois, que le résultat du premier semestre 1981 avait été affecté par les mesures structurelles prises à cette époque et que Moudinex avait enregistré un bénéfice net de 35 millions de francs pour les six premiers mois de 1980.

ÉTRANGER

Au Danemark

LE CONSEIL DES « TROIS SAGES » RECOMMANDE UNE DÉVALUATION DE LA COURONNE

(De notre correspondant)

Copenhague. — Le conseil danois de l'industrie a adressé une lettre au ministre des finances pour attirer son attention sur les très grands dommages que risque de causer à la plupart de ses membres la dévaluation de 16 % de la couronne suédoise. De son côté, le conseil de l'artisanat estime que le seul moyen de lutter contre ces dégâts est d'imposer provisoirement une taxe de 16 % sur les importations de produits suédois.

Les industriels s'inquiètent particulièrement de la concurrence que les Suédois menacent de faire aux métiers du bâtiment, où les faillites se sont multipliées ces derniers temps. Les Suédois, qui eux aussi ont eu de grandes difficultés dans ce secteur, disposeraient d'énormes stocks de matériel de construction qu'ils s'approprieraient à répandre sur le marché intérieur danois, où ils auraient commencé à faire des propositions alléchantes à d'éventuels clients.

Cependant, le conseil des « trois sages », chargé de prendre régulièrement la température de l'économie, a déclaré le 13 octobre qu'une éventuelle dévaluation de la couronne danoise lui paraissait nécessaire, si l'on voulait voir diminuer le chômage. Le ministre des finances, M. Christophersen, s'est indigné de ces propos et a réaffirmé que pour rien au monde il ne songerait à dévaluer la couronne, car tous les pays qui ces dernières années avaient dévalué n'avaient tiré de cette opération aucun profit, bien au contraire.

CAMILLE OLSEN.

« Le chômage néerlandais s'est encore aggravé en septembre : 579 000 personnes sans emploi ont été enregistrées, en augmentation de 15 000 par rapport à août. Le chômage affecte ainsi 12,5 % de la population active. — (A.F.P.) »

un mieux fiscal pour un mieux social



1870 f. exonérés par an et par salarié. tél. (1) 723.38.16

Black & White

Scotch Whisky

Black & White. Choice old scotch whisky.

مكتبة الأمل

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● M. Ceyrac élu président du Comité économique et social de la C.E.E. - M. François Ceyrac, ancien président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), a été élu le 13 octobre président du Comité économique et social de la C.E.E. La présidence de cet organisme consultatif européen est assurée à tour de rôle tous les deux ans par un représentant de chacun des trois groupes qui le constituent : employeurs, travailleurs et activités diverses.

● La Commission européenne autorise le gouvernement allemand à aider A.E.G. - La Commission européenne a donné son accord à l'aide décidée par le gouvernement ouest-allemand en faveur de la firme A.E.G., sous forme de garantie pour un crédit de 1,1 milliard de Deutschmarks. Cette nouvelle garantie doit permettre au groupe de poursuivre son programme de restructuration.

tion. A.E.G., qui reçoit actuellement ce programme, prévoit de supprimer deux mille quatre cents emplois supplémentaires.

Agriculture

● L'Union soviétique achète des céréales au Canada. - L'U.R.S.S. a signé le 13 octobre à Ottawa un contrat pour l'achat entre cet automne et l'été prochain de 7,6 millions de tonnes de blé et d'orge, soit à peine moins que les 7,8 millions livrés lors de la dernière campagne. Un rapport du département américain de l'agriculture prévoit d'ailleurs que le total des importations soviétiques de céréales ne s'élèveront qu'à 40 millions de tonnes en 1982-1983, soit une baisse de 13 % par rapport à la précédente campagne. Jusqu'à présent les Américains prévoyaient des importations records de la part de l'U.R.S.S. (A.P., A.F.P.)

Energie

● Ralentissement du programme nucléaire : mise au point du ministre de l'énergie. - M. Hervé Cheikh Yamani, ministre chargé de l'énergie, a rappelé dans un communiqué, que « la programmation des commandes [de réacteurs] au-delà de 1983 interviendra comme prévu, dans le cadre du IX^e Plan, au printemps 1983 ». Les décisions qui seront prises « prendront en compte, à la fois, les prévisions de la consommation à l'horizon 1995 et 2000 et le niveau d'activité dans l'industrie électronucléaire qui constitue une richesse pour le pays et un atout pour la réduction de sa dépendance énergétique ». M. Girard, ancien ministre de l'Industrie, estime que le gouvernement socialiste « n'a pas de politique énergétique, si ce n'est ce qui reste de la politique précédente qui s'effondre là où elle n'est pas détruite ».

● Cheikh Yamani dément toute baisse éventuelle du prix du pétrole saoudien. - Le marché mondial du pétrole se raffermi et il n'y a pas de raison que l'Arabie Saoudite envisage d'abaisser son prix, a déclaré Cheikh Yamani le 13 octobre. Actuellement le prix du pétrole arabe léger est de 34 dollars par baril. Plusieurs publications spécialisées avaient fait état ces derniers jours d'une prochaine baisse des prix saoudiens.

PRÉCISION. - Une erreur a été commise dans l'article publié dans le Monde du 8 octobre sur la convention culturelle signée entre l'Etat et la région Ile-de-France. L'ancienne propriété de Chateau-Lafite de La Vallée-aux-Lois n'est pas située à Sceaux mais à Châtigny-Malabry, nous demandons de préciser le maire de cette commune.

PRESSE

Le lancement de « Toulouse-Matin »

De notre correspondant

Toulouse. - La parution de Toulouse-Matin a été annoncée par quelques grands placards, très simples. Un journal plus, sans titre apparent, couvert par ces cinq lettres rouges : « Enfin ! ». Une publicité qui, à défaut de donner la couleur, situe le nouveau quotidien dans le paysage médiatique de Midi-Pyrénées. Jusqu'à ce jeudi 14 octobre 1982, la Dépêche du Midi, dirigée par M. Evlyne-Jean Bayle, était le seul quotidien dans la région.

Avec ses trente-deux pages, format tabloïd, Toulouse-Matin s'affirme sous son titre comme un quotidien indépendant d'information de l'agglomération toulousaine. Lui fait écho un article de M. Pierre Dumont, le principal actionnaire de la société éditrice, qui écrit dans sa profession de foi : « Nul n'a le privilège de la cour et de la raison, ce journal se veut une tribune accueillante à toutes les opinions, à tous les droits de réponse, des lors qu'ils sont exprimés avec dignité, des lors qu'ils ne sont pas contraires aux intérêts de la France ».

« Polémique, la grève s'étend ». C'est le gros titre de « une » de ce premier numéro, dont la page 2, la régionale, donne une large place au Congrès de l'ANVAR et à ses résonances en Midi-Pyrénées. Les deux pages suivantes couvrent l'actualité nationale. Quatre pages pour couvrir l'information internationale autour de trois thèmes majeurs : la renouveau Chéysson-Arafat, le prix Nobel de la paix, et, bien sûr, la Pologne. Une page société, une page magazine et douze pages Toulouse et Grand Toulouse.

La publicité est présente dès le premier numéro de Toulouse-Matin, tiré à 45 000 exemplaires. Elle représente 15 % en moyenne hebdomadaire de la surface rédactionnelle. Trente-cinq journalistes, deux photographes, quinze pigistes, quatre correspondants régionaux, quatorze clavistes, dix monteurs, dix techniciens et près de vingt administratifs constituent le personnel, auxquels s'ajoutent les chefs de service.

Méfiant, les locaux sont gardés la nuit par des vigiles et des chiens; Toulouse-Matin a cherché jusqu'au dernier moment à protéger ses arrières, financiers et annonceurs publicitaires. Toulouse-Matin est dans les boudoirs de la ville. Il compte maintenant sur sa boîte secrète : une escouade de plumes, « bulletins » d'un jour. Le rédacteur en chef, Jean-Pierre Migon, annonce dans le désordre : Michel Cardoze, Joseph Palleton, Guy Perrinon, Patrick Duhamel, François de Closet, Alex Gérard et François-Xavier Du.

GÉRARD VALÈS.

Huitième inculpation dans l'affaire Hersant

M. Claude Grélier, juge d'instruction à Paris, chargé de l'information relative aux infractions à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse imputées à M. Robert Hersant et à ses présumés complices, a inculpé le 13 octobre M. André Boussemart, directeur de la publication, depuis 1976, de Centre-Press, journal édité par la Société d'édition et de diffusion de presse, dont la Sopresse, contrôlée par M. Hersant, est le principal actionnaire.

M. Boussemart est, par ailleurs, responsable de la Sirlo, l'imprimerie du Figaro et, comme tel, membre du directoire de ce quotidien.

MORT DE MAT DOYEN DES CRÉATEURS DE BANDES DESSINÉES

M. le doyen des créateurs de bandes dessinées, de son vrai nom Marcel Turlin, vient de mourir, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Mat ne cherchait pas ses idées dans la mer, à l'instar de certains, il les trouvait en marchant, lors de longues promenades le matin. Plus il revenait à l'atelier, capter à la plume, sur des feuilles de papier, les personnages et leurs aventures qui passaient dans son esprit. Il est le créateur de quelques personnages bien typés comme Oscar, que l'on voit évoluer à travers une trépanation d'album. Et surtout, dans le journal Ric et Rac, des trublions Marins et Finchonnet, qui ont tenu pendant les années du capitaine Hadfield, de Tintin et de Hergé.]

PÊCHE Une nouvelle direction des pêches maritimes

M. Louis Le Penec, ministre de la mer, a annoncé le 12 octobre une réorganisation et un renforcement des moyens de la direction des pêches maritimes et des cultures marines, placée sous la responsabilité de M. Jean-Paul Froust, administrateur civil en chef.

Cette réorganisation répond à quatre objectifs : renforcement des compétences dans le domaine international, création d'une sous-direction des cultures marines, effort dans le secteur de la transformation des produits de la mer, liens avec les organismes de recherche.

Le directeur sera entouré de cinq collaborateurs directs : M. M. Curie, M. Sabbe, adjoint, conseiller technique ; M. Cour des comptes, M. Guillot, chef administrateur en chef des affaires maritimes (coordination), Jacques Guenon, maître de recherche à l'I.S.T.P.M. (conseiller scientifique), Jacques Arrignon, ingénieur du génie rural et des eaux et forêts (conseiller scientifique), Jean-Jacques Bryas, ingénieur des ponts et chaussées (études générales et statistiques).

LE TRANSPORT AÉRIEN INTÉRIEUR FRANÇAIS

Air Inter

Une vocation essentielle : donner des ailes à l'économie

Ni bonbon, ni café, ni diner fin... Que de fois n'a-t-on reproché à Air Inter son service « spartiate » ! Air Inter ne fera à personne l'injure de prétendre que son tort fut peut-être d'avoir eu raison trop tôt, bien que quantité de compagnies aient testé aujourd'hui à réduire leur service sur les vols internationaux les plus courts. Non, nous préférons dire sans détour que notre conception de la qualité du service ne s'arrête pas à quelques douceurs. Plutôt que d'offrir un étiquette plateau-repas au client, Air Inter préfère l'amener à destination à l'heure, par tous les temps, dans des avions modernes, sûrs, bien entretenus et bien conduits.

Avec l'argent du café, nous avons acheté des Airbus supplémentaires. Avec celui du whisky, nous les avons dotés de systèmes d'atterrissage tout temps qui leur permettent de passer là où les autres doivent se détourner. Les économies réalisées sur des prestations plus ou moins superflues ont aussi contribué à nous permettre de « tenir » nos prix, voire même de les diminuer en francs constants jusqu'à les amener parmi les moins élevés du monde, et de créer des tarifs réduits qui ont permis à des centaines nouvelles de découvrir l'aviation. Faire de l'aviation un moyen de transport fiable et démocratique : voilà qui valait peut-être quelques bonbons. Ce choix, près de dix millions de passagers le ratifieront cette année...

Les tarifs à l'épreuve... des idées reçues

« Paris-Nice : la ligne la plus chère du monde. » Une idée reçue à la fois d'autant plus dure qu'elle est fautive. Et celle-ci l'est totalement. Avec Air Inter, le voyage « plein tarif » Paris-Nice (685 kilomètres à vol d'oiseau) coûte 626 francs, soit 0,91 franc par kilomètre. En comparaison, Paris-Munich (690 kilomètres) revient au passager à 1,46 franc par kilomètre. Et aux Etats-Unis, pays des « miracles tarifaires », le billet Cleveland-New York (683 kilomètres) coûte 1,33 franc par kilomètre.

D'autres exemples parlent tout autant. Pour des distances voisines, le tarif kilométrique est de 0,98 franc sur Paris-Bordeaux, et de 1,69 franc sur Paris-Francfort. Mais la comparaison la plus intéressante est fournie par l'écart de prix des liaisons vers Bâle et Mulhouse, deux villes pourtant desservies par le même aéroport : le billet Air Inter Paris-Mulhouse coûte 580 francs, et le billet Paris-Bâle 545 francs.

Le transport aérien intérieur a cessé d'être cher grâce à l'action in-

cessante d'Air Inter pour réduire ses tarifs sans toutefois compromettre sa croissance. Les efforts tarifaires d'Air Inter sont abondamment récompensés. En 1970, l'aller simple coûtait le même prix que sur Paris-Centre (165 francs) ; aujourd'hui, le premier coûtait 441 francs, le second 790 francs. En vérité, dans les cinq dernières années, la hausse moyenne des tarifs d'Air Inter n'a pas dépassé 7,7 % par an, alors que celle du coût de la vie s'élevait à 10,5 %.

Les prix d'Air Inter ont même augmenté encore moins vite - d'environ 6 % l'an - sur des lignes telles que Paris-Nice et Paris-Bordeaux. Aussi le reproche a-t-il été fait à la compagnie de privilégier les grandes lignes au détriment des petites. C'est vrai qu'Air Inter n'applique pas un même tarif kilométrique sur l'ensemble de son réseau. Mais il lui est apparu équitable d'appliquer - de manière équilibrée - le principe de la prime kilométrique à l'ensemble de son réseau. C'est pourquoi, à l'exception de Lyon-Nice, l'écart entre le tarif de l'aller simple et celui de l'aller simple + retour n'est que de 10 % sur Paris-Limoges et Lyon-Bordeaux, 11 % sur Nantes-Lyon, 12 % sur Lille-Nice et 15 % sur Lille-Lyon. Aujourd'hui, sans recevoir la moindre subvention, Air Inter propose à ses clients des tarifs de base inférieurs de 30 à 40 % à ceux des compagnies régionales.

44 avions du Fokker à l'Airbus

An 1^{er} novembre prochain, avec la livraison de son neuvième Airbus, la flotte d'Air Inter comptera quarante-quatre avions. Le soci de la compagnie a toujours été d'adapter ses moyens à l'expansion de son réseau et de son trafic. C'est ce qui l'a amené, à la fin des années 60, à retirer du service des Viscounts, dont certains n'étaient pas deux ans de service, pour les remplacer par des Caravelles : un mois de deux ans, dix infractions volaient sous ses couleurs.

C'est aussi au nom de cet impératif que, après avoir acquis ses premiers Super-12 (cent trente et une places), puis dix Mercure (cent cinquante places), l'un et l'autre bien adaptés aux trafics de moyenne importance, Air Inter se tournait dès 1976 vers les « gros porteurs » en mettant en ligne son premier

Airbus. Ce choix d'avions toujours plus confortables et plus performants se doublait d'une recherche de rationalisation économique. Au fil des ans, cette évolution de la flotte permettait d'améliorer les coûts, donc les prix. Avec la Caravelle-3, il fallait 10,8 litres de kérosène pour transporter un passager sur 100 kilomètres ; avec la Super-12, 7,4 litres ; avec le Mercure, 6,1 litres ; et avec l'Airbus, 4,9 litres.

Aujourd'hui, du Fokker-27 de quarante-neuf places à l'Airbus de trois cent quatre-vingt places, Air Inter dispose d'une gamme de cinq appareils parfaitement adaptés aux trafics fort divers qui constituent son activité. Et le parc ne cesse d'évoluer : la dixième Airbus arrive en mars prochain, et trois autres le suivront avant la fin de 1984. En 1983, tandis que disparaîtront les dernières Caravelle-3, la flotte de Super-12 (actuellement dix avions) se complétera de deux nouveaux appareils.

Horaires fréquents : du temps pour les affaires

Air Inter a, bien sûr, conscience de gros moyens mis en œuvre pour ses lignes principales, et particulièrement celles de Paris vers Marseille, Lyon, Nice, Toulouse et Bordeaux, qui drainent à elles seules près de 50 % de son trafic. Mais elle n'a négligé ni les autres radiales, ni surtout les transversales, sur lesquelles son offre n'a cessé de se développer : pour la seule année 1982, elle s'y est accrue de 20 %.

Pourquoi le trafic le justifiait, le jet a remplacé l'avion à hélice. Sur Paris-Lorient, le premier avion du matin est désormais un Super-12 ; Paris-Saint-Brieuc, Paris-Limoges, Lille-Lyon, Lyon-Nantes et Nice-Lyon, ne sont plus assurés que par des jets. Des liaisons ont été créées, des dernières années, entre des métropoles particulièrement éloignées par les voies terrestres : Lille-Marseille, Lille-Nice en 1978 ; Strasbourg-Marseille, Bordeaux-Nice et Toulouse-Nice en 1979 ; Nantes-Marseille et Nantes-Nice en 1980.

Enfin, Air Inter a tissé tout un réseau de correspondances qui permet, en un départ de nombreuses villes, de gagner à l'heure qu'il est, en un seul vol, tout un réseau de destinations, tout en maintenant, à destination, le maximum de temps pour les affaires ou les loisirs. C'est là un facteur d'expansion et d'économie que beaucoup savent apprécier.

L'abonné : un client privilégié

A sa naissance, Air Inter visait essentiellement une clientèle de voyageurs pour raisons professionnelles. Aujourd'hui encore, ceux-ci représentent plus de 60 % de ses passagers. Cette clientèle d'affaires se déplace, souvent, beaucoup : un quart des passagers de nos lignes effectuent en moins un voyage aérien par mois, et 12,2 % plus de vingt passages par an.

C'est à leur attention que, dès 1962, Air Inter a institué un système d'abonnement. Moyennant l'achat d'une carte dont le prix varie selon les lignes, l'abonné bénéficie de réductions de 30 % sur le prix du billet ordinaire. Il est prioritaire sur les listes d'attente.

La carte d'abonnement nominative peut être, selon les cas, valable sur une ou plusieurs lignes, ou encore sur tout le réseau.

Grâce à quinze lignes d'Air Inter et quatre-vingt-neuf de compagnies régionales, Orly-Ouest offre quatre-vingt-quatre possibilités de liaisons quotidiennes dans la journée. Mais des correspondances sont pratiquées dans les provinces, notamment à Lyon, remarquablement relié à toutes les autres régions françaises par de nombreux vols directs. Et ces voyages-éclairs, n'en sont pas moins fructueux : entre deux avions, le Strasbourg-Marseille de onze heures à Marseille, de plus de dix heures à Lyon ; le Nantes, de sept heures trente à Marseille, le Lyonnais de plus de neuf heures à Toulouse et de près de trois heures à Bordeaux.

Quand votre voyage ne dépend plus de la météo

En 1981, 99,3 % des vols programmés par Air Inter ont été réalisés, et plus de 91 % d'entre eux sont arrivés à destination à l'heure ou avec un retard inférieur à quinze minutes. Pour les huit premiers mois de cette année, cette moyenne s'est même améliorée : 91,23 % à peu près 80 % des avions sont arrivés à l'heure juste. Et une part importante de ces vols, réservés à nos clients d'affaires, ont été effectués à l'heure prévue.

Ces résultats globaux, qui placent Air Inter au premier rang mondial pour la ponctualité et la régularité, ne doivent rien au hasard, mais avant tout à une flotte très moderne, entretenue et pilotée par un personnel hautement compétent. Air Inter a aussi été un pionnier, depuis trois ans, dans l'expérimentation de la mise en service de systèmes d'atterrissage tout temps, permettant à ses avions de décoller les multiples pages que recèle parfois notre journal « climat tempéré ».

Servis par des pilotes hautement qualifiés, ces équipements permettent aux avions de la compagnie d'atterrir en toute sécurité sur les principaux aéroports français avec une visibilité verticale limitée à 15 mètres pour les Caravelle, à 10 mètres pour les Mercure et à 7,50 mètres pour les Airbus.

Tous ces efforts, de très moyens de guidage concurrentiels, nous permettent d'augmenter la qualité du service offert en évitant aux passagers des déconforts, longs et fréquents - grandement préjudiciables aux hommes d'affaires. Avec Air Inter, un passager qui va à Clermont-Ferrand n'attendra pas à Lyon ou à Toulouse.

En prix, l'avion ne craint pas la comparaison

Il n'y a plus guère que l'Italie et l'Espagne pour offrir, sur les vols intérieurs, des tarifs inférieurs à ceux d'Air Inter de 16 à 23 % : encore l'écart s'amenuise-t-il au fil des ans sous l'effet d'augmentations plus fortes qu'en France. Partout ailleurs, Air Inter supporte la comparaison à son avantage : les tarifs intérieurs anglais, allemands et néerlandais sont supérieurs, selon les cas de 19 à 63 %.

Plus significative encore est la comparaison avec les tarifs intérieurs américains. En 1977, à distance égale, le billet d'Air Inter coûtait de 50 à 80 % plus cher que celui des compagnies d'entre-Atlantique. En 1981 - en dépit d'une politique gouvernementale de « dégellement » dont on a beaucoup dit la

bas qu'elle devait favoriser la baisse des prix - les tarifs américains dépassaient ceux d'Air Inter de 5 à 21 %. Cette année, les écarts atteignent 25 à 66 % selon les routes. Et la dépréciation de la monnaie française n'explique pas tout : les tarifs intérieurs américains ont augmenté, en dollars, de 7 à 32 % en un an. Ceux d'Air Inter, rappelés, n'ont augmenté que de 10 % le 1^{er} janvier dernier (et de 8 % en 1981) alors que la hausse des prix avoisinait 14 %.

A l'intérieur des frontières, l'écart de prix avec le train n'a cessé de se réduire. Certes, sur les trajets les plus courts, l'avion, pénalisé par des frais fixes importants, demeure cher. Le billet plein tarif Paris-

Mulhouse d'Air Inter coûte 48 % de plus que celui du chemin de fer en 1^{re} classe avec supplément, et 46 % de plus sur Paris-Nantes ou Paris-Clermont-Ferrand.

Sur les trajets plus longs, la différence devient moins évidente. Elle n'est plus que de 25 % sur Paris-Biarritz, de 15 % sur Paris-Nîmes, de 11 % sur Paris-Montpellier et de 7 % sur la transversale Lille-Nice. Et sur les lignes à gros trafic, où la productivité est très forte, l'avion l'emporte même à son avantage. Paris-Nice coûte 626 francs par avion et 648 francs en train 1^{re} classe à suppléant.

Qui ose encore prétendre que c'est la ligne aérienne la plus chère du monde ?...

Le réseau le plus dense d'Europe

Quarante-neuf villes sont desservies régulièrement par l'avion en France, deux fois plus qu'en Italie ou en Allemagne fédérale. Aucune région n'est, sur ce plan, défavorisée. La Bretagne compte rien moins que neuf escales aériennes ; et la

Corse (200 000 habitants) bénéficie d'une desserte régulière sur quatre aéroports, alors que la Sicile (5 millions d'habitants) n'en compte que trois. Air Inter assure, pour sa part, vingt-six liaisons radiales et vingt-huit liaisons transversales. Au fil

des temps, le réseau aérien français a tendance à se figer, l'irrigation du territoire se rapprochant de son optimum. Air Inter n'en a pas moins créé douze lignes nouvelles depuis 1974. Son réseau actuel dépasse 26 000 kilomètres.

Densité, dans le Monde : Air Inter, une politique d'entreprise au service de la collectivité.

SOCIAL

M. Auroux réaffirme l'illégalité de l'indexation des salaires sur les prix

Au fur et à mesure que l'on s'approche de l'échéance du 1^{er} novembre, celle de la sortie du blocage des salaires, une certaine tension — certes encore limitée — apparaît dans quelques secteurs. Répondant aux appels émanés de la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C., les fonctionnaires se sont très diversément mobilisés le 13 octobre avant la nouvelle réunion de négociation des 15 octobre. La C.F.D.T. appelle à des arrêts de travail dans le textile le 15 octobre et à une semaine d'action dans les armées du 18 au 22 octobre. Chez Renault-Citroën, un ébruyage d'une heure jeudi matin à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été suivi par un peu plus de 5 % du personnel. Dans le sucre, où les négociations doivent reprendre le 15, la C.G.T. a lancé pour le 14 octobre un mot d'ordre de grève, n'acceptant pas qu'un ministre de gauche s'en prenne à l'échelle mobile.

Dans une interview à l'A.F.P., M. Jean Auroux vient pourtant d'enfoncer de nouveau le clou réaffirmant avec force « l'illégalité » de l'indexation des salaires sur les prix : « Dans une conjoncture économique difficile, rappeler-t-il, le maintien pour tous de cet automatisme devient impossible. Il faut avoir le courage de le reconnaître et de le dire. Et sans complexe. Car, c'est en même temps l'occasion de s'attaquer au gel des privilèges. Ce faisant, le gouvernement s'en prend à la fois aux inégalités, aux illégalités et à l'inflation ». M. Auroux a effectivement le droit pour lui. L'ordonnance du 4 février 1959 interdit bien de telles indexations sauf si elles sont basées sur « les prix des biens, produits ou services ayant une relation directe avec l'objet de la convention ou l'activité de l'une des parties ».

La question est cependant de savoir si le ministre du travail est dans son rôle en interdisant aussi nettement dans des branches par « une petite dizaine d'accords ». M. Maury et son conseiller, M. Brunhes, ne perdent pas une occasion d'affirmer que la liberté totale de négociation du secteur privé, secteur où de nombreuses branches ont appliqué pendant des années l'échelle mobile avec une bienveillance tacite des pouvoirs publics. La lutte contre l'inflation amène un changement d'attitude devant permettre à pratique salariale contractuelle de se mettre en conformité avec le droit. Sans remise en cause de l'échelle mobile, c'est en effet le dispositif gouvernemental de sortie du blocage qui serait menacé. M. Auroux entame une rude partie mais l'accord qui vient d'être contracté à la F.Nac ne peut que l'encourager à poursuivre dans cette voie. — M.N.

Accord entre direction et syndicats à la FNAC

● **FNAC** : accord entre la direction et les syndicats. — A l'issue de négociations au Forum des Halles retransmises en vidéo simultanément au personnel, la direction et l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. sont parvenues le 14 octobre à un accord qui devait être soumis jeudi aux prévisions en assemblée générale. Au 1^{er} novembre 1982, les salaires seront augmentés de façon dégressive suivant les tranches : + 5,4 % jusqu'à 4 500 F, + 4,4 % de 4 500 à 7 080 F, + 2 % de 7 080 à 10 680 F. Pour l'année 1983, une augmentation globale de 8 % sera accordée « selon une périodicité et des pourcentages d'application par tranche à définir avec les organisations syndicales ». En janvier 1983, 1 % sera versé « avec effet rétroactif exceptionnel » sur novembre et décembre 1982. Les 7 % restant seront répartis suivant un mode à déterminer : deux tranches ont déjà été définies (une jusqu'au plafond de la sécurité sociale, l'autre jusqu'à deux fois ce plafond). Dans l'hypothèse où les prix dépasseraient 8 % en 1983, une clause de sauvegarde a été instituée. Pour les salaires 1984, une négocia-

tion s'ouvrira en octobre 1983, avec là aussi un mécanisme de sauvegarde, la direction ayant réaffirmé sa volonté de voir le pouvoir d'achat maintenu. Le paiement des jours de grève a été refusé (deux tiers des redevus seront effectués en novembre). Rappelons que le personnel de la FNAC-Sports n'était pas en grève.

● **Locatel** : la C.F.D.T. demande 15 % au 1^{er} novembre. — Contrairement à ce que nous indiquions (le Monde du 8 octobre), c'est la C.G.T. de Locatel — et non la C.G.T. — qui revendique une augmentation de 15 % des salaires en 1^{er} novembre, « avec un minimum de 750 F, de telle façon qu'aucun salarié n'ait une augmentation de salaire inférieure à 750 F ».

● **Renault** : augmentation des salaires de 8 % pour 1982. — Lors d'une réunion paritaire avec les délégués syndicaux centraux, le 13 octobre, M. Max Richard, directeur central du personnel et des relations sociales de la région Renault, a annoncé une augmentation générale des salaires de 1,5 % au 1^{er} novem-

bre. La direction a précisé que quatre augmentations de salaires totalisant 8 % ont été accordées depuis le 1^{er} janvier 1982. Elle assure aussi qu'elle « s'est efforcée de privilégier les salaires les moins élevés » pour le maintien et la progression du pouvoir d'achat appréciés en ressources nouvelles. Grâce à l'accord sur l'évolution de carrière des agents de production et des P1 signé en décembre 1981, qui a concerné 45 000 personnes, une progression des salaires du bas de l'échelle hiérarchique supérieure de 3 % à 8 % à l'indice INSEE a été assurée. Un agent de production de catégorie C travaillant en équipe et ayant cinq ans d'ancienneté aura vu son salaire augmenter de 17 % du 1^{er} décembre 1981 au 1^{er} décembre 1982. La C.G.T. a appelé les travailleurs « à exiger de véritables négociations

afin que l'année 1982 ne se traduise pas par une baisse du pouvoir d'achat ». Une réunion de méthode sur les salaires 1983 est prévue le 16 novembre.

● **Roche aux fées** : la C.G.T. dénonce la C.G.T. — Dans un communiqué, la Fédération agro-alimentaire et forestière C.G.T. « refuse de s'associer aux glosseries de la presse et des forces patronales concernant l'accord Roche aux fées » (le Monde du 8 octobre), qui retient « une perte effective du pouvoir d'achat pour 1982 et n'assure aucune garantie à celui de 1983 ». Dans les établissements de La Roche aux fées de Quincy, près de Douai, et de Boël-Dezing, près de Reims, la C.G.T. a pourtant signé l'accord, qualifié de « succès » par la Vie ouvrière du 11 octobre.

L'information des travailleurs des multinationales

« Une victoire des lobbies américains » ?

De notre envoyé spécial

Strasbourg (Communautés européennes). — Décidément, les débats à l'Assemblée européenne sur l'information et la consultation des travailleurs des sociétés multinationales sont, à chaque occasion, l'objet d'indécisions. Dès, en septembre, la majorité du droit et de centre droit avait refusé de se prononcer sur le texte présenté par la commission des affaires sociales, prétextant que les travaux préparatoires n'avaient pas été suffisants. Le 12 octobre, les parlementaires ont procédé, pendant quatre heures (trois cents amendements avaient été déposés), à l'adoption du texte devant figurer dans la résolution de l'Assemblée.

A l'issue de ce premier scrutin, le rapporteur, M. Spencer (conservateur britannique), a demandé au commissaire européen responsable, M. Richard, de se prononcer sur le projet établi à l'issue du vote. Devant un texte fortement amendé par rapport à ses propositions et encore plus par rapport à celles de la commission parlementaire, M. Richard, qui ne pouvait raisonnablement prendre position sans consulter ses collègues de Bruxelles, a déclaré qu'il ne pouvait fournir sa réponse avant la prochaine session. M. Spencer a alors demandé que le scrutin sur la résolution qui officialise la position de l'Assemblée soit reporté à novembre, ce que les démocrates-chrétiens, les conservateurs, les libéraux et les représentants du R.P.R. se sont empressés de voter.

Ces penser de ce nouveau report, que M. Glinne (Belgique), président du groupe socialiste, a qualifié de

« manœuvre de politiciens de village » ? La confusion et l'irritation étaient à leur comble mardi, du côté des socialistes et des communistes. M. Glinne s'en est même pris à M. Dankert (socialiste néerlandais), président de l'Assemblée, auquel il a reproché d'avoir entraîné les deux derniers scrutins sans la présence de la majorité du son groupe. M. Fuchs (socialiste français) a dénoncé l'attitude de l'Assemblée, qui a mis son pouvoir au service des groupes de pression. « C'est là, a-t-il fini par déclarer, une victoire pour les « lobbies » américains ».

Il est vrai que le nouveau projet efface deux points fondamentaux contenus initialement dans la directive : les informations ne doivent plus être fournies directement par le siège central de la multinationale aux travailleurs des filiales; elles ne peuvent plus « contenir des secrets d'entreprises ou d'affaires ».

Au plan de la procédure, la décision peut conduire en outre à ce que le dossier ne soit pas examiné par les ministres de la C.E.E. Au cas où Bruxelles n'accepte pas de modifier son projet dans le sens souhaité par Strasbourg, l'Assemblée peut, si la majorité reste la même, ne pas procéder au vote final et ne pas émettre son avis. Or le conseil des Dix a besoin de cet avis sur les propositions de la Commission pour se saisir d'un projet de directive ou de règlement : la Cour européenne de justice a rendu un arrêt en ce sens en 1980.

MARCEL SCOTTO.

● **Michelin** : la direction précise son intention de supprimer 2 997 emplois. — La direction des établissements Michelin, lors du comité central d'entreprise qui s'est tenu le 12 octobre à Clermont-Ferrand, a indiqué que la convention qu'elle se propose de négocier avec le Fonds national de l'emploi (F.N.E.) pour la mise en prétraite des salariés ayant cinquante-six ans et deux mois et plus, concerne 2 997 personnes.

Celles-ci se répartissent dans les catégories professionnelles suivantes : 1 955 manœuvres et ouvriers spécialisés, 851 employés et 191 cadres. A Clermont-Ferrand, sont concernés par cette mesure : 1 193 manœuvres et O.S., 635 employés et 167 cadres. En outre, 567 salariés de Michelin, dans toute la France, ont plus de soixante ans.

● Cent mille jeunes en stage pour Noël. — M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, s'est rendu à Etampes (Essonne), le jeudi 7 octobre, pour s'informer des premiers résultats de la campagne nationale « un métier pour réussir », destinée aux jeunes de seize à dix-huit ans sans emploi et sortis du système scolaire sans qualification professionnelle (le Monde du 16 septembre).

M. Rigout a rappelé que l'objectif

GUINÉE

Projet du Port de Conakry

Fournitures d'équipement portuaire

Ces avis spécifiques font suite aux avis généraux de passation des marchés qui ont paru dans :

- le n° 100 du 16 avril 1982 de *Development Forum Business Edition* (U.S.A.).
- le n° 2915 du 25 avril 1982 de *Horoya* (Guinée).
- le n° 1901 du 16 avril 1982 de *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (France).
- le n° 64 du 1^{er} avril 1982 des *Nachrichten für Ausbrenhandel* (R.F.A.).

Le gouvernement de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée a demandé un financement à l'Association Internationale de Développement (IDA), à la République Fédérale d'Allemagne (Kreditanstalt für Wiederaufbau) et à la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la réhabilitation et l'aménagement du Port de Conakry. Le gouvernement de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée, ministre des Transports, pour le compte du Port Autonome de Conakry (PAC) invite les fournisseurs des pays membres de la Banque Mondiale, y compris la Suisse et Taiwan, à soumettre les offres pour la fourniture des équipements suivants :

- Lot 1 : 2 chariots élévateurs 2,5 t.
21 chariots élévateurs 4,0 t.
2 chariots élévateurs 8,0 t.
1 chariot élévateur 25,0 t.
- Lot 2 : Petits matériels d'acconage.
6000 palettes portuaires.
15 transpalettes.
- Lot 3 : Drague à benne preneuse/grue sur pneus.
- Lot 4 : 2 camions 120 t.
1 tracteur 30 kW.
1 remorque 4,5 t.
1 remorque-citerne pour matières fécales 3,0 m3.
5 remorques 20,0 t.
1 charpeur sur pneus 0,8 m3.
1 autobus pour 40 personnes.
- Lot 5 : 7 voitures particulières 1.300 cm3.
9 voitures particulières 1.000 cm3.
2 camionnettes.
1 ambulance.
5 cyclomoteurs.
- Lot 6 : Equipement des ateliers.
- Lot 7 : Equipements pour l'entretien portuaire.
- Lot 8 : 2 remorqueurs portuaires (env. 1.800 CV).
1 vedette de pilotage.
1 vedette d'amarrage.

Lieu de livraison : Port de Conakry/Guinée.

Des offres pour des fournitures partielles des différents lots ne seront pas admises.

Date et lieu de remise des offres : 10-1-1983 à 12 heures G.M.T., à Conakry, auprès de la Direction générale du Port autonome.

Les dossiers d'appel d'offres seront mis à disposition, pour examen, à partir du 1-1-1982 auprès du Bureau d'Ingénieurs-Conseils, prof. Dr Lackner & Partner à Brême (R.F.A.) et à partir du 9-1-1982 auprès du ministère des Transports, direction générale du Port autonome de Conakry.

Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Ingénieur-Conseil à Brême contre paiement d'un montant par lot de :

- DM 150, pour l'Allemagne.
- DM 350, pour l'Europe.
- DM 400, pour les autres pays, y compris les frais aériens.

L'acquisition d'équipement et de services se fera selon les règles et procédures des bailleurs de fonds.

Cette annonce sera publiée en octobre 1982 dans les journaux suivants :

- *Horoya* (Guinée).
- *Nachrichten für Ausbrenhandel* (R.F.A.).
- *Development Forum Business Edition* (U.S.A.).

Ministère des Transports, Direction générale du Port autonome de Conakry, B.P. 805, Conakry (R.P.R.G.).

Téléc : Mitrans 649.

Prof. Dr Lackner & Partner, Ingénieurs-Conseils GmbH & Co KG, Lindenstr. 1A, 2820 Bremen 70 (R.F.A.).

Téléc : 244195 lbi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moulinex

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1982

Le conseil d'administration a pris connaissance de la situation de la société Moulinex S.A. au 30 juin 1982, dont les principaux éléments se présentent ainsi :

	1980	1981	1982
(en milliers de francs)			
Chiffre d'affaires HT	889.029	911.368	1.070.648
Résultat d'exploitation	66.489	7.682	70.302
Résultat net	35.007	11.767	23.613

Le résultat d'exploitation est en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent. Il faut toutefois rappeler que celui de 1981 avait été affecté par l'impact des mesures structurelles prises dans le courant de l'exercice.

Pour avoir une idée exacte de la situation, il y a lieu de souligner que le résultat net du premier semestre 1982 tient compte en totalité de l'impact de la restauration de notre filiale américaine.

PATHÉ MARCONI EMI

L'assemblée générale de Pathé Marconi EMI s'est tenue le 29 septembre 1982. Dans son allocution aux actionnaires, M. Alain Gerondeau, président du conseil d'administration, a confirmé le redressement de la société, consacré par un bénéfice annuel de 15 916 000 F, qui se compare à 615 000 F pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes a progressé de 24,2 %, de 344 millions de francs en 1980-1981 à 428 millions de francs en 1981-1982.

CESSATION DE GARANTIE

Loi du 11 juillet 1975
Décret du 28 mars 1977

L'INTERNATIONAL WESTMINSTER BANK P.L.C., 18, place Vendôme, 75001 Paris, dont le siège social est à Londres, 41, Lombury, au capital de 40 millions de livres sterling informe les intéressés que, à la demande, la S.A.R.L. International Pullmann, 16, rue de Rivoli, 75004 Paris, ne bénéficie plus de la garantie qui lui était accordée dans le cadre de son activité d'Agence de Voyages.

En conséquence, la garantie financière de 350.000 F (trois cent cinquante mille francs) cessera à l'expiration d'un délai de trois jours suivant la présente publication (art. 20 du décret du 28 mars 1977).

Toutes les créances visées à l'article 21 dudit décret, dont l'origine est antérieure à la date de cessation de la garantie, restent couvertes par le garant si elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORTON S.A.

Pour des raisons personnelles, M. Paul GAILLOUX vient de donner sa démission de président-directeur général de NORTON S.A. Lors de sa réunion du 28 septembre, le conseil d'administration a nommé M. Véro BIONDI pour le remplacer dans ses fonctions.

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
DEPUIS 1875
5 RUE DE CASTIGNONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS-LONDRES-NEW YORK

Une offre exceptionnelle en octobre !
Votre **PEUGEOT**
ou **TALBOT** 1983
moins chère
reprise
de votre voiture plus cher !
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

(Publicité)
ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES
OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES
ET D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRES
(ONAREP)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

En prévision d'un prêt de la Banque mondiale pour l'exploration pétrolière au Maroc, l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières lance une consultation pour la fourniture de deux équipes sismiques (une équipe conventionnelle et une équipe vibro-sismique) pouvant travailler au Maroc pour une durée minimum globale de quinze mois prorogables de mois en mois à partir de janvier 1983.

Les cahiers des prescriptions techniques ainsi que tous renseignements supplémentaires peuvent être demandés à la direction de l'exploration pétrolière de l'ONAREP, 4, avenue de France, Rabat-Agdal (Maroc) Téléc Bureaup 31 715 M.

Les offres doivent parvenir au plus tard le 30 novembre 1982 sous pli scellé à l'attention de Monsieur le Directeur général de l'ONAREP, 4, avenue de France, Rabat-Agdal (Maroc), portant la mention « offres équipes sismiques 1982-1984 ».

Signé : le Directeur général de l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières.

MOHAMED DOUER.

50/1000

Les modifications

JEAN-PIERRE DUMONT.

(*) Il s'agit de propositions communes sauf lorsque le nom d'un syndicat est cité. Entre parenthèses : économiques en millions de francs (M. F.) pour 1983.

Fermeture exceptionnelle le 27 septembre toute la journée.

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tél. 359.14.70

Un constructeur sort ses griffes

BOURSE DE PARIS Comptant 13 OCTOBRE

NEW-YORK

Reprise de la hausse

Après vingt-quatre heures de pause, Wall Street a repris sa marche en avant vers ce qui semble être un triomphe. Mais les fortes especulations ont continué. Mercredi, le président Dow Jones a encore mis initialement 25 points à son actif avant de refluer sous le poids de quelques prises de bénéfices, mais le baromètre numéro un du marché new-yorkais reflétait encore un gain de 11,40 points en clôture pour s'établir à 1 012,40 points. Les investisseurs se disent persuadés que le Dow Jones va se présenter accroché au-dessus des 1 000.

Le marché est sain, assurent-ils, mettant en évidence l'engagement que suscite le Fed Board, où les ordres d'achat se bousculent chaque jour en provenance du monde entier. Près de 40 millions d'actions (1 milliard de dollars) ont été achetées ces derniers jours mercredi, contre 126,3 millions à la précédente séance.

Maintenant que New-York se situe à son

plus haut niveau depuis dix-sept mois, de nombreux professionnels pensent que le marché va franchir bientôt le record de 1 051,70 qu'il avait atteint le 11 janvier 1973. La baisse des taux d'intérêt, qui s'accroît aux Etats-Unis tout en s'étendant à de nombreux autres pays occidentaux, continue à doper la Bourse pour la plus grande satisfaction du président Reagan, qui ne se prive plus d'affirmer chaque jour avec un peu plus de conviction que la reprise économique est effectivement au rendez-vous.

VALEURS	Cours du 12 oct.	Cours du 13 oct.
Alcoa	28 7/8	29 3/4
A.T.T.	81 1/8	80 1/2
Boeing	22 1/5	23 3/8
Chase Manhattan Bank	47 3/8	47 3/4
De Pont de Nemours	38 1/2	40 1/8
Eastern Union	83 1/2	82 1/2

Exxon	30 3/4	31 1/2
Ford	30 1/4	30 1/4
General Electric	82 5/8	83
General Foods	46	44 7/8
General Motors	53	53 3/8

Goodyear	27 1/8	27 1/2
I.B.M.	82 1/2	82
I.T.T.	29 3/4	30 1/8
Mobil Oil	27 3/8	27 7/8
Pfizer	78 1/8	77 1/4
Schlumberger	42 1/4	45 1/4

Texas	33	33 3/4
U.A.I. Inc.	22 7/8	24 5/8
Union Carbide	54 1/4	54 1/4
U.S. Steel	18	20 3/8
Westinghouse	35 7/8	35 3/4

SOCIÉTÉS

[illegible][illegible]

Marché à terme

travers le SECTEZ (Société d'Etudes et de Construction de Travaux Électriques).

NAVIGATION MIXTE. La Compagnie de navigation mixte, qui détient 10 % de la société Distilleries de l'Indochine (groupe Empain-Schneider), indique un avis de la chambre syndicale des agents de change.

L'YVONNAISE DES EAUX. L'augmentation de capital à laquelle procède actuellement la société lyonnaise des eaux consiste une « opération de prévoyance et de sécurité » visant à renforcer la structure du hâlan du groupe, a indiqué le président, M. Jérôme Monod, ajoutant que l'agilité financière de l'opération est ce qu'attire la Bourse étant donné que la société « n'a pas besoin de cette opération pour financer des acquisitions en cours ou futures ».

Ouverte du 11 octobre au 10 novembre 1982, cette augmentation de capital, qui doit porter le montant global à 217 millions de francs, comprend l'émission de 868 611 actions nouvelles, au prix de 250 F par action (avec une prime de 50 F). Ces actions nouvelles, échangeables contre des anciennes, à raison d'une nouvelle contre six anciennes, ont été émises en 1982 et donneront droit, au titre de l'exercice 1982, à la moitié du dividende versé aux actions anciennes.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1981)

Indices français	123,5	13 oct.
Valeurs étrangères	125,9	

C° DES AGENTS DE CHANGE
(Donn 1980 : 31 déc. 1981)

Indices général	99	13 oct.
-----------------	----	---------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prisés du 14 octobre

1 mois	14,50
3 mois	14,50
6 mois	14,50
1 an	14,50

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen)	245,30
100 yen	245,70

Marché à terme

Comp. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Comp. Premier cours
588	280	Pais-Récomp.	278	282	282	276 50	118	Yallahs	120	119 90	119 80	119 50	44	Imp. Chemical	43 90	43 30	43 30	42 85
781	306	Pachabon	87	99 50	99 50	89	1280	V. Clapier-P	1130	1130	1130	1120	82	Ins. Limited	87 80	88	87 60	88
181	326	Pachabon	325	327 50	327 50	321		V. Clapier-P	850	850	850	840	840	ISM	695	695	695	690
45	100	Pachabon	385	385 50	385 50	381		V. Clapier-P	240	240	240	230	230	Yallahs	347	347	347	340
72	176	Pachabon	99	100 50	100 50	102 30	430	Amor. Express	489	489	488	484	484	220	IT	247	247	245
253	228	Pachabon	175	176	175	175	485	Amor. Express	500	516	510	508	508	36	Hemaphys	42	42	41 70
326	228	Pachabon	134	135	135	134	700	Anglo Amer. C.	108	108	108	108	108	670	Mercat	700	690	690
780	212	Pachabon	230	230	230	230	205	Anglo Amer. C.	108	108	108	108	108	670	Mercat	700	690	690
105	310	Pachabon	135	135	135	135	700	Anglo Amer. C.	883	890	884	880	880	515	Wentworth	525	527	527
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10	400	BASF (Ala)	389	394	392	384	384	216	Mold. Corp.	220	220	220
325	310	Pachabon	325	326	325	321 10</												

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	-----------------------------------	----------------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13 / 10	Achet	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13 / 10
Or fin (50 gr)	7 088	7 088	6 850	7 200	Or fin (50 gr barre)	98800	97000
Allemagne 1 000 DM	282 350	282 880	275	289	Or fin (en lingot)	98450	96800
France 1 000 F	14 587	14 679	13 200	14 900	Pièce française (20 fr)	650	649
Pays-Bas 1 000 fl.	258 070	258 950	252	264	Pièce française (10 fr)	428	
Belgique 1 000 fr.	80 270	80 270	78	82	Pièce suisse (20 fr)	581	
Italie 1 000 lire	67 400	67 880	95	101	Pièce italienne (20 fr)	581	580
Grande-Bretagne (£)	12 161	12 136	11 750	12 450	Souverain	716	720
Grèce (1 000 drachmes)	6 975	8 845	8	11	Pièce de 20 dollars	3105	3085
Inde (1 000 rup.)	4 874	4 971	4 750	5 250	Pièce de 10 dollars	1560	1530
Israël (1 000 l.)	332 650	331 760	321	338	Pièce de 5 dollars	832	
Suisse (1 000 fr.)	96 620	96 970	93	99	Pièce de 50 pesos	3700	3680
Suède (100 kr.)	40 250	40 250	38 900	40 600	Pièce de 10 pesos	800	600
Espagne (1 000 pes.)	6 248	6 237	5 896	6 400			
Portugal (1 000 esc.)	8 016	7 980	6 800	8			
Canada (5 can. 1)	5 748	5 776	5 620	5 880			
Japon (1 000 yen)	2 684	2 666	2 650	2 630			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. POLITIQUE ET ÉCONOMIE : « Un septennat travailliste », par Philippe Robert ; « Informer, expliquer », par Gabriel Gosselin ; « Vers un rassemblement », par Pierre Lefranc.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
— L'attribution des prix Nobel de la paix.

3. PROCHE-ORIENT
— L'entretien entre M. Chéysson et M. Arafat à Tunis.

3. AMÉRIQUES
— États-Unis : M. Reagan estime que son programme économique « commence à porter ses fruits ».

3. ASIE
— Les conversations sino-soviétiques seraient débordées d'un climat favorable.

3. AFRIQUE
— La visite en France de M. Vieira, président de la Guinée-Bissau.

7-8 EUROPE

POLITIQUE

10. Les options internationales du P.S. et du P.C.F.
— La concentration dans la majorité.
11. La préparation des élections municipales.
14. La discussion du projet sur les transports routiers à l'Assemblée nationale.
— Le communiqué officiel du conseil des ministres.

LE MONDE DES LIVRES

15. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Un coup de poing ».
— La roman de la manipulation.
16. La vie littéraire.
17. ROMANS : le romanisme de Marc Chénedden.
20. ESSAIS : la préhistoire à l'ordre du jour.
21. PSYCHANALYSE : une histoire culturelle.
22. LETTRES ÉTRANGÈRES : les nouveaux contours d'Amérique latine.

SOCIÉTÉ

23. EN BELGIQUE : plusieurs condamnations de femmes et de médecins relancent le débat sur l'avortement.
— AUX ÉTATS-UNIS : l'effort du typhé en lien avec la lésion de la législation pharmaceutique.
24. JUSTICE :
— ÉDUCATION.

CULTURE

27. MUSIQUE : le quatuor Ivaldi ; Boh Wilson et Jesse Norman.
— THÉÂTRE : de Faust à Sister Suzi.
— CINÉMA.

ÉCONOMIE

33. CONJONCTURE
— AFFAIRES.
34. PRESSE.
35-36. M. Auroux juge « illégitime » la clause d'indexation des salaires.

RADIO-TELEVISION (28-29)

INFORMATIONS
— SERVICES (30) :
— Loterie nationale : Loto et Arlequin ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
— Annonces classées (32) ; Carnet (28) ; Programmes spectacles (28-29) ; Bourse (37).



collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 8° - tél. 265.25.85

CHEMISES
à vos
MESURES
230 F
JACQUES DEBRAY
31, bd Malesherbes - 263.15.41

Le numéro du « Monde »
daté 14 octobre 1982 a été tiré
à 322 964 exemplaires.

A B C D E F G

Un dirigeant du groupe Action directe est arrêté à Paris

La police a procédé, mardi 12 et mercredi 13 octobre, à sept arrestations de membres présumés et de sympathisants du groupe Action directe. Deux d'entre eux ont été placés en garde à vue. Ils seront vraisemblablement déferés au parquet jeudi après-midi. Il s'agit

Un premier pan d'Action directe était tombé à la mi-septembre avec l'arrestation de Michel Cazullier, trente ans, Charles Grosmandin, trente et un ans et Olivier Chabaud, vingt-quatre ans. Des hommes interpellés alors qu'ils sortaient d'appartements ou de boîtes servant de caches d'armes et d'explosifs. Cette fois, un second pan d'Action directe, plus important selon la police, s'écroule. Les spécialistes de la filature que sont les inspecteurs de la B.R.I. après un long travail ont arrêté mardi soir 13 octobre, Frédéric Oriach.

Cet ancien militant maoïste venait de se rendre à la gare du Nord à Paris, pour consulter des documents qu'il avait auparavant déposés dans une consigne. En l'arrêtant, la police a donc mis la main sur deux séries de textes. D'une part, un paquet de fiches sur lesquelles figuraient des objectifs d'attentats — les uns déjà communs, les autres à compléter ; d'autre part, une sorte de mémoire rédigée par Frédéric Oriach. C'est ce dernier document qui semble le plus retentir l'attention de la brigade criminelle qui procède aux interrogatoires. Frédéric Oriach y parle en effet de la politique suivie par le groupe Action directe au cours de l'été.

Ce document serait d'ailleurs à interpréter mais tendrait à démontrer que des membres de ce mouvement d'extrême gauche ont participé à plusieurs attentats durant juillet, août et septembre, à Paris. La bombe de l'avenue de la Bourdonnais, qui visait un diplomate américain, avait provoqué la mort de deux techniciens américains du service de déminage de la préfecture de police. L'explosion de la rue Cardinet, elle, a grièvement blessé les trois usagers d'une voiture de l'ambassade d'Irak et blessé une quarantaine d'élèves du lycée Carnot.

de Frédéric Oriach, vingt-neuf ans, considéré comme l'un des dirigeants du groupe, et de Christian Gauzens, vingt-cinq ans. Au cabinet de M. Franceschi, secrétaire d'État à la sécurité publique, on dit qu'il s'agit d'un « grand succès ».

Ces deux attentats avaient alors été revendiqués par les fractions armées révolutionnaires libanaises (F.A.R.L.). En dépit de leur découverte, les enquêteurs se montrent prudents. Ils se refusent pour l'instant à « crier victoire ». Ils savent, disent-ils, que le travail qui les attend encore sera long et lent. Les liens qu'ils pressentent entre Action directe et les F.A.R.L. sont loin d'être définitivement établis. De plus, il y a une grande marge entre des convictions fondées grâce aux renseignements et à la mémoire policière et l'évidence judiciaire forte de preuves irréfutables.

La prudence de la police s'explique assez bien. Action directe s'est en effet scindé en deux groupes au début d'août. Dans un communiqué, des membres d'Action directe déclaraient même d'« écarter » et signalaient que le sigle Action directe appartenait désormais à qui voulait s'en servir. Cet élément a contribué à rendre plus compliqué à saisir le mouvement d'Action directe, qui regroupe des militants venus d'horizons bien différents.

Frédéric Oriach n'est cependant pas un inconnu pour la police. Il avait été arrêté, en mai 1977, alors que la police enquêtait sur les activités des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Une arme avait été trouvée sur lui, sans y être reliée, et deux de ses camarades, arrêtés en même temps, étaient porteurs d'armes ayant déjà servi lors d'attentats.

Jean-Pierre Gérard avait un pistolet de calibre 7,65 qui avait blessé grièvement l'attaché militaire adjoint de l'ambassade d'Espagne, le 10 octobre 1975, et avait tué l'ambassadeur de Bolivie à Paris, en mai 1976. Ces attentats avaient été revendiqués par les « Brigades internationales ». Michel Lapeyre avait été arrêté alors qu'il détenait l'arme qui avait servi à assassiner, en 1977, Jean-Antoine Tramoni, meurtrier

LES ATTENTATS EN CORSE CONTRE DES MAGHREBINS : UNE QUINZAINE D'INTERPELLATIONS

Une quinzaine de personnes ont été interpellées à Bastia et dans ses environs, les mardi 12 et mercredi 13 octobre, dans le cadre de l'enquête sur cette série d'attentats de diverse nature commis contre des Maghrébins depuis le mois de mai dernier (« Le Monde » du 19 août et du 26 et 27 août).
Déjà, deux des personnes entendues par les policiers, MM. Salvador Sessa, trente et un ans, et François Vioth, dix-neuf ans, ont été inculpés d'attentats à l'explosif et écroués à la maison d'arrêt de Bastia. Cinq autres personnes pour-

LE CHEF PRÉSUMÉ DE L'E.T.A. (P.M.) EST ÉCROUÉ EN FRANCE

Jésus Abriketa Korta dit « Txuzo », chef présumé d'une branche d'E.T.A. (politico-militaire) a été arrêté, mercredi 13 octobre, sur la côte basque française et inculpé, au tribunal de Bayonne, d'association de malfaiteurs.

OPPOSE A TOUTE AUGMENTATION DE COTISATION

Le C.N.P.F. envisage de quitter l'UNEDIC

Le patronat va-t-il quitter l'UNEDIC, régime paritaire d'assurance-chômage ? Il est certain que nous envisageons de dénoncer l'accord UNEDIC avant la fin octobre si aucune solution n'est trouvée d'ici là », a déclaré M. Gattaz, président du C.N.P.F., à la suite de l'entretien que la délégation patronale a eu, jeudi matin 14 octobre, avec M. Bérézgovoy.

M. Gattaz a rappelé au ministre « la position de l'ensemble des entreprises françaises et pas seulement du C.N.P.F. », c'est-à-dire son opposition à toute augmentation de cotisation. « La situation économique est grave, nous ne le craignons pas », a-t-il déclaré. « Nous craignons des départs de bilan importants en 1983, qui augmenteraient le chômage. Les entreprises ne peuvent supporter des cotisations supplémentaires. Le système d'assurance-chômage doit être remis à plat et revu complètement, dans son intégralité. »

Interrogé sur l'éventualité d'une augmentation autoritaire par le décret de cotisations, M. Gattaz a répondu qu'il envisageait de dénoncer l'accord UNEDIC avant la fin octobre. Selon la convention syndicale C.N.P.F., le régime paritaire risque, en effet, d'être supprimé si aucun accord n'est déposé au 31 octobre.

La lermé, voire le durcissement du C.N.P.F., explique, certes, par la situation des entreprises, mais aussi par la « grappe » des P.M.E. et la défection du S.N.P.M.I. de présenter partout des listes de candidats aux prud'hommes, ce qui risque d'entraîner la représentativité du C.N.P.F. Au S.N.P.M.I. on confirme cette volonté d'être présent partout et de ne pas faire alliance avec le C.N.P.F. Au sujet de l'UNEDIC, les

dirigeants du S.N.P.M.I. pensent qu'un compromis devrait être possible ; une éventuelle augmentation de cotisation serait acceptable si des négociations globales étaient amorcées et débouchaient sur l'ajout de contreparties, par exemple un allègement des autres charges sociales. M. Bérézgovoy semble en tout cas s'orienter, dans un premier temps, vers une réunion tripartite.

La C.G.T. se rendra à une éventuelle réunion, a annoncé mercredi M. Krasucki à l'issue d'un entretien d'une heure et demie avec le ministre. « Le patronat, qui vient de faire échouer les négociations, doit apporter sa contribution au financement », a répondu M. Krasucki, pour qui, en dernier ressort, le recours à une augmentation décidée par décret « est obligatoire en cas de blocage du C.N.P.F. ». Il a ajouté que « le gouvernement devait examiner aussi sérieusement le problème de sa contribution ».

Envisager les économies sur les allocations-chômage consenties par les syndicats (lire page 35), M. Krasucki a affirmé que la C.G.T. « était allée au maximum » et n'avait pas eu de 7 milliards de francs, au-delà de 7 milliards de francs.

M. Krasucki a exclu toute modification de la répartition actuelle des cotisations à l'UNEDIC entre salariés (qui en supportent 40 %) et employeurs (60 %), alors que certains syndicats accepteraient une répartition « moitié-moitié ».

Interrogé sur la participation le 19 octobre de son organisation à la journée d'action sur le déficit de l'UNEDIC lancée par la C.F.D.T., le secrétaire général de la C.G.T., a déclaré qu'« on pouvait donner à l'action déjà engagée par la C.G.T. une dimension encore plus grande avec toutes les organisations syndicales qui le souhaiteraient, quelque soit le jour ».

La baisse des taux d'intérêt se généralise

La baisse des taux d'intérêt amorcée aux États-Unis, à la fin de la semaine dernière, par la réduction du taux d'escompte de la Réserve fédérale, ramené de 10 % à 9 %, se généralise et s'étend, mardi 12 et mercredi

13 octobre, les banques américaines ont diminué leur taux de base prime rate, qui est revenu de 13,5 % à 12 %, retrouvant son niveau d'il y a deux ans.

En Grande-Bretagne, pour la première fois depuis quatre ans, le taux de base des banques est tombé au-dessous de 10 %, repassant à 9,5 %. Cette diminution, la dixième en un an et la dernière depuis le début du mois, a été pratiquement « forcée » par la Banque d'Angleterre, qui n'a cessé d'insister sur le besoin d'intervention sur le marché financier. Cette dernière a été favorablement accueillie par la Confédération du patronat britannique.

Aux Pays-Bas, la Banque centrale a ramené son taux d'escompte de 7 à 6,5 % après l'avoir réduit de 12 le 26 août 1982 (7 % contre 8 %).

En Allemagne fédérale, on s'attend également à une baisse du taux d'escompte et du « lombard », soit cette semaine, soit plutôt la suivante. Le conseil de la Banque centrale ne se réunissant que le jeudi 21 octobre.

En France, M. Delors, en déplacement à Toulouse, a déclaré qu'il est certain que « d'ici à la fin de l'année le taux du marché monétaire devrait baisser de un à deux points » (il est actuellement de 14 %), et le taux de base bancaire d'autant (il est fixé à 13,25 % depuis le début septembre).

Sur des marchés des changes où le dollar est resté stable, 7,09 F par dollar, une certaine tension est apparue au sein du système monétaire européen, où la couronne danoise est tombée à son cours plancher par rapport au mark. Jeudi matin, les journaux de Copenhague évoquaient, notamment, la possibilité d'une dévaluation de la couronne danoise, pouvant aller jusqu'à 20 %, en réponse à la dévaluation de 15 % de la couronne suédoise annoncée il y a huit jours.

1500 mach. écrire Duriez

100 % les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Herma, Royal, Olivetti, Brother, Smith, Canon, Triumph, Adler, Erika...
Manuelles (Olivetti 460 F etc.) ou électroniques (Brother 3590 F etc.) à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires. Satisf. ss. 8 jrs ou remboursé, 112, Bd St Germain, M° Odéon.
Duriez ouvre : toute électronique pour sac à main, 23 kg, épais, 4,5 cm : 1580 F.

Francorail fournira 225 motrices pour le métro de New-York

Un marché d'un milliard et demi de francs

En une semaine, l'industrie ferroviaire française vient de réaliser un beau doublé aux États-Unis. Après la signature, le 7 octobre, d'un contrat de 80 millions de dollars (plus de 400 millions de francs) entre Alstom et le Bay Area Rapid Transit (BART) de San Francisco, portant sur la fourniture de cent cinquante voitures de métro (« Le Monde » du 8 octobre), le G.I.E. Francorail vient, à son tour, en association avec Westinghouse Electric, d'enlever un autre marché, à New-York. Le Metropolitan Transit Authority (M.T.A.) a en effet préféré à un concurrent japonais pour la fourniture de deux cent vingt-cinq motrices destinées à son réseau ferré métropolitain. Le montant du contrat est de 210 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs) payables comptant.

La part française de travail représentera 38 % de l'ensemble, soit l'équivalent de deux mille emplois pendant un an pour les entreprises concernées, en premier rang desquelles le Matériel de traction électrique (M.T.E.) pour les moteurs, les Ateliers du Nord de la France (A.N.F.) pour les caisses et Croiset-Loire pour les bogies. Les industriels américains assureront la fourniture des freins, des organes de sécurité, des attélateurs et du conditionnement d'air.

Après le succès d'Alstom pour le métro de San Francisco et celui de la Sothru pour le métro d'Albany-Nord, à l'est des États-Unis, l'industrie ferroviaire française trouve dans ce nouveau débouché un ballon d'oxygène vital au moment où les commandes des deux grands utilisateurs français de matériel ferroviaire — S.N.C.F. et R.A.T.P. — diminuent rapidement. Pour Francorail, ce nouveau succès efface aussi en partie le revers subi il y a quelques mois face au constructeur canadien Bombardier pour la fourniture à ce même métro de New-York de 828 remorqueurs.

Ce marché n'est, au demeurant, peut-être pas définitivement perdu puisque, après certaines contestations de la part de l'industrie américaine quant aux conditions financières dont il était entouré, les pouvoirs publics américains semblent à leur tour vouloir remettre en cause certaines clauses du contrat, notamment celles qui concernent les conditions de crédit et les parts de fabrication confiées aux Américains.

Un conseil d'administration d'E.I. Aquitaine vient d'approuver la mise en production de gisement d'Alanya-Nord, à l'est des États-Unis, à l'est des États-Unis, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.), mais cette dernière sera opératrice. La C.F.P. avait déjà donné son accord à ce projet.

Les deux compagnies françaises vont donc investir près de vingt milliards de francs pour mettre en valeur ce gisement dont les réserves sont estimées à vingt-cinq millions de tonnes de pétrole et à trente milliards de mètres cubes de gaz. Il pourrait fournir dès 1986 soixante mille barils de pétrole par jour.

Depuis 1934...
le fourreur le plus jeune
de la rue Saint-Honoré.

